

---

# LETTRES

## DE LA MISSION MARCHAND

(1895-1899)

*Le capitaine Marchand avait choisi le lieutenant Mangin, de l'Infanterie de marine, pour commander la compagnie d'escorte de la Mission qu'il allait mener vers le Nil. Désigné pour l'état-major du colonel de Trentinian, lieutenant-gouverneur du Soudan, Mangin allait attendre, dans cette situation, un télégramme de Marchand. Les lettres que Mangin adressait alors aux siens, et qu'a bien voulu nous communiquer la générale à qui nous adressons nos respectueux remerciements, embrassent la totalité de l'expédition et constituent un document de premier ordre sur le magnifique fait d'armes, auquel les timidités de notre politique devaient donner un dénouement si douloureux!*

*A sa sœur Madame Joseph Ménard*

Saint-Louis, 2 novembre 1895.

Je m'embarque tout à l'heure pour le Soudan, ma chère Marie, et monte à Kayes près du colonel de Trentinian. Donc je reprends mon ancienne adresse : « État-major du Soudan, Kayes ».

Marchand te racontera comment la chose s'est faite.

P.-S. — Je suis de plus en plus enchanté de mon sort, et, cela dit une fois pour toutes, me porte admirablement.

*A son frère Ferdinand (1)*

Kayes, 29 novembre 1895.

Ici, j'ai retrouvé mes bons amis les noirs et parmi eux beaucoup de vieilles connaissances, des anciens tirailleurs ou spahis qui se sont battus avec moi. Je ne peux pas sortir dans les rues de Kayes sans rencontrer des gens qui accourent pour me dire bonjour. J'ai retrouvé Bandiougou Kanté (2), ce tirailleur qui a été blessé trois fois à côté de moi à Diéna et qui est venu me retrouver pour servir à mes spahis de Kankan. Il est maintenant tirailleur engagé au régiment soudanais et j'espère le faire nommer bientôt caporal. Ce grand géant était tout heureux de me revoir et il riait avec sa bouche ouverte jusqu'aux oreilles.

*A sa sœur Madame Henri Suquet*

Kayes, 2 décembre 1895.

Tu me paraissais témoigner un peu d'inquiétude sur mon compte; c'est malheureusement bien inutile et le Soudan est d'une tranquillité désespérante. Je suis ici, comme Marie a dû te le dire, dans des conditions tout exceptionnelles, avec beaucoup d'ouvrage, mais une besogne très souvent intéressante, et des chefs parfaits pour moi, — agréables d'ailleurs pour tout le monde.

Je partirai probablement dans les premiers jours de janvier faire une tournée toute pacifique avec deux pelotons de spahis; je suis content de me donner un peu de mouvement et de quitter les papiers pour reprendre contact avec ces bons noirs que j'aime bien; mais tout est au calme plat. Nous avons bien eu, ces derniers temps, quelques renseignements qui nous ont donné beaucoup de besogne, mais ils sont maintenant démentis; ils nous ont forcés à prendre des précautions, c'est tout.

Quant au climat, il est excellent en cette saison; je n'ai pas eu le moindre semblant de fièvre depuis mon arrivée et me

(1) Ferdinand Mangin, agent des chemins de fer du Yunnan, mort en 1904 à Colombo.

(2) Voyez la *Revue* des 15 mai et 1<sup>er</sup> juin 1930.

porte mieux qu'en France, où je serais probablement enrhumé du cerveau ; peut-être même serais-tu obligée de venir à Paris me mettre de la teinture d'iode.

J'ai revu ce brave Bandiougou Kanté mon ancien tirailleur, puis spahi auxiliaire. Il vient régulièrement me voir tous les deux jours, et, comme il avait perdu sa médaille de mérite, j'ai usé de ma situation pour lui en faire remettre une autre.

*A Madame Joseph Ménard*

Goumbo, le 15 janvier 1896.

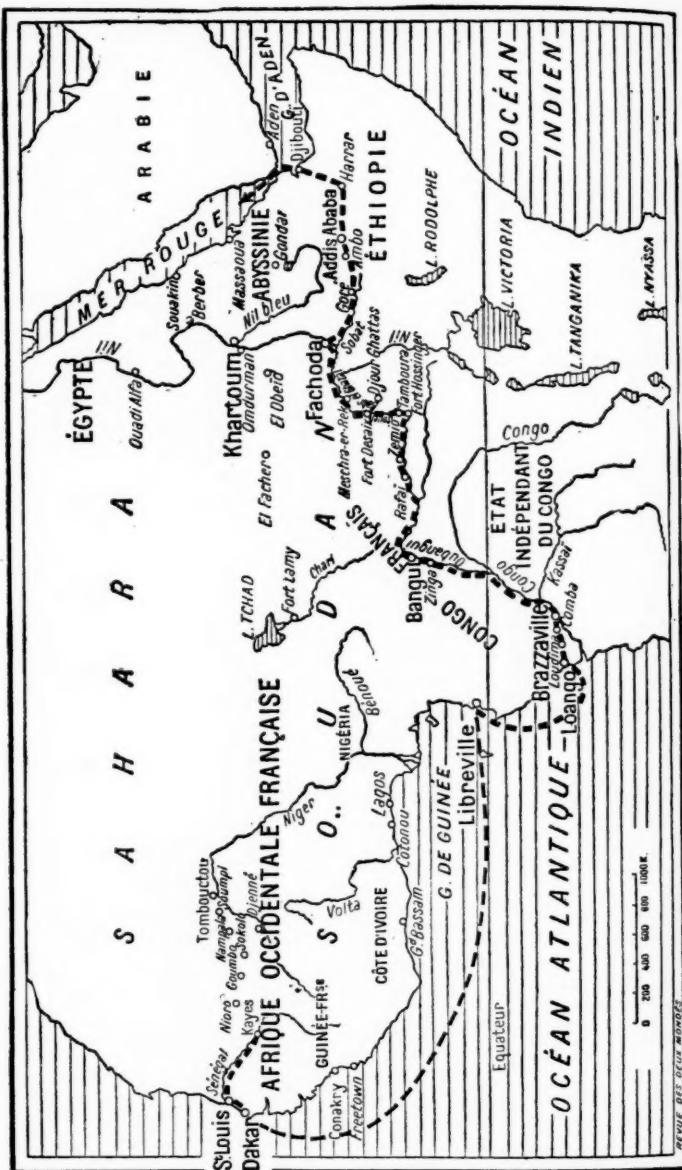
J'ai repris la vie errante, ma chère Marie. Ce n'est pas avec deux pelotons de spahis et dans le sud du cercle de Kayes que je me promène ; c'est tout seul et pour le moment dans la région du Sahel : Nioro-Goumbo-Sokolo.

Le colonel de Trentinian m'a fait appeler il y a trois semaines et m'a confié qu'il songeait à se rendre à Tombouctou par Sokolo, Soumphi, Goundam, à cheval et très rapidement. Il m'a demandé ce que j'en pensais. Je lui ai répondu que c'était en effet très séduisant, mais qu'il fallait d'abord s'assurer que la sécurité de ce voyage était absolue et prendre quelques dispositions nécessaires ; qu'une échauffourée si petite qu'elle fût où sa personne se trouverait mêlée produirait en France un effet déplorable, surtout dans la région de Tombouctou. Il m'a dit de réfléchir sur ce projet et m'a proposé, aussitôt le travail de la mobilisation mis au point et les instructions rédigées, d'aller voir par moi-même. Tu comprends si j'ai accepté.

C'est pourquoi je suis parti le 4 janvier de Médine ; le colonel m'a dit qu'il ne voudrait à aucun prix de la plus brillante affaire dans les circonstances présentes. Il s'agit donc de juger de l'état du pays et de voir les dispositions à prendre ; j'ai dans la poche une lettre qui me donne carte blanche à ce sujet ; j'espère n'avoir pas à m'en servir.

Soumphi, 2 février 1896.

Et moi qui croyais avoir quelque loisir et causer avec toi à l'arrivée à l'étape ! Je n'ai pas une minute pour donner aux miens la moindre preuve de souvenir, ma chère Marie. Je



MISSION MARCHAND

pense à eux à cheval en chevauchant, mais suis pris au débotté par les renseignements à recueillir et la nécessité d'établir des campements sérieux, qui imposent de faire de fortes haies d'épines, tout comme si nous devions être attaqués le soir, de nourrir et d'approvisionner mon monde. Et puis il me faut prévenir de ce que je fais sous ma propre autorité le colonel d'abord, puis les commandants de région, de cercle, de poste intéressés, tenir le double de ma correspondance et recopier mes lettres jusqu'à quatre fois.

Je suis parti de Goumbo le 16. Arrivé le 17 à Sokolo, trente-six heures après (180 km.), j'ai passé deux jours à réunir mes renseignements dans un poste entouré d'un véritable système d'espionnage qui empêchait toute indication d'arriver jusqu'à nous. Le 20 j'étais à Nampala (110 km. en quinze heures) où je trouvais des tirailleurs envoyés par moi dès mon arrivée à Sokolo. Je prends mes dispositions, continue mon enquête et constate, comme j'avais pu le faire à Goumbo, que le seul ennemi à craindre est El Hadj Bougouni, ancien chef de Nampala, étrillé par le commandant Bonnier à Doséguéla en 92 (Marchand en était). Je donne rendez-vous à Tirna à cinquante tirailleurs de la 5<sup>e</sup> compagnie de Soumpi et me mets en route avec cinquante autres de la 15<sup>e</sup>, à petites journées, faisant mes campements à Tirna, le 27. Arrive le commandant de Soumpi, un de mes camarades de promotion. Il complète mes indications, mes espions précisent le campement ennemi qui n'est qu'à une journée de notre ligne. Le personnage ne peut rester là. C'est un irréductible et un acharné. Cinq fois, on lui a offert la paix et il n'a cessé de lutter contre nous; il était avec les Touareg Kélatassars aux dernières affaires. J'ai pris sur moi de déblayer cette route et l'ai atteint le 29 à neuf heures du matin, après une marche de nuit de 35 kilomètres en plein désert. L'affaire n'a pas trainé et j'ai été assez heureux pour n'avoir que deux blessés à bout portant; j'ai pris sa famille et ses bagages.

Ce matin, j'ai dépouillé ici une quarantaine de lettres arabes du plus haut intérêt, établissant ses relations avec tous nos ennemis dont il était le trait d'union. Nous avons bu de l'eau corrompue qui a donné à mon camarade un commencement de dysenterie. Moi, je continue à me porter comme un chêne. Je vis pleinement. Jusqu'à présent je n'avais eu à

prendre d'initiative que sur le champ de bataille; jamais je n'avais eu la responsabilité que je porte maintenant sur mes épaules. J'espère que le colonel de Trentinian approuvera ma conduite, bien qu'il n'ait pas prévu ce coup-là, ni moi non plus, à mon départ de Kayes. Pourvu qu'on ne parle pas en France de cet engagement de Ziddeïa! C'est tout ce que je demande.

Mais on attend ma lettre pour faire partir le courrier, je vous embrasse au galop.

Dakar, 4 mai 1896.

C'est le brave Germain (1) qui te donne de mes nouvelles, ma chère Marie. J'ai eu, à me débattre au milieu de cette administration du Bas Sénegal, plus de mal que je ne peux te le dire. Je pars très heureux, très gai, avec de braves gens, pour un pays plus sain que tous ceux que j'ai traversés jusqu'à présent.

Il faut te consoler de cette longue séparation. Je te promets de mes nouvelles aussi fréquentes que possible et je suis sûr qu'elles seront toujours bonnes.

*Au général Hervé*

A bord du *Stamboul*, 10 juin 1896.

J'ai beaucoup regretté le contre-temps qui m'a fait aller vous voir à Châlons sans vous avoir prévenu à l'avance. Je partais alors pour le Soudan à l'état-major du colonel de Trentinian, lieutenant gouverneur par intérim après le départ du répugnant G....; le capitaine Marchand venait de soumettre au ministère des Colonies et à celui des Affaires étrangères un projet de mission en Afrique centrale et m'avait demandé de lui recruter une compagnie d'escorte parmi nos anciens tirailleurs. Il a fallu sept mois à ce projet pour aboutir. J'ai eu le temps d'aller à Tombouctou et d'en revenir. Ce voyage sera donc la mesure des lenteurs de l'administration française. J'aurais voulu pouvoir vous soumettre de vive voix ce projet qui vous intéressera certainement et j'espère que M<sup>me</sup> Hervé voudra bien nous suivre sur la carte et que ses vœux nous

(1) Le capitaine Germain, de l'artillerie de marine,

accompagneront. Il s'agit de remonter le Congo puis l'Oubanghi, de pousser en avant dans le bassin du Bahr-el-Ghazal les postes que nous y occupons avec trois compagnies de tirailleurs sénégalais, puis d'aller au Nil, où nous fêterons le centenaire de l'expédition d'Égypte vers le commencement de l'année 1899, avec ma compagnie de tirailleurs auxiliaires comme escorte. Il est impossible de prévoir si nous y laisserons un poste, ni par où nous reviendrons. Cela dépendra beaucoup de nos rapports avec les Derviches. Nous nous attendons aux pires difficultés, nous savons que l'expédition durera environ trois ans et nous partons pleins de confiance dans le succès.

Le résultat cherché est d'enlever tout prétexte à l'occupation anglaise de l'Égypte et de mettre fin au rêve de nos bons amis, qui veulent réunir l'Égypte au Cap et leurs possessions de l'Afrique orientale à celles de la Royal Niger et C°, ce qui nous empêcherait à tout jamais de rejoindre le Soudan et le Congo français.

Il a fallu faire l'éducation de trois ministres des Affaires étrangères... Marchand a carte blanche et part avec le commandement des troupes de l'Oubanghi; le pays une fois organisé et nos postes extrêmes poussés en avant, il partira avec une compagnie seulement, — ce sont du moins ses intentions actuelles, — et essaiera d'entrer en relations avec le Khalife successeur du Mahdi.

Nous sommes 6 officiers, un médecin et un interprète militaire de Tunisie, 160 tirailleurs armés du mousqueton 1892, 3 sous-officiers européens.

Quant à moi, je suis convaincu du succès, bien que l'entreprise paraisse singulièrement hardie. Toutefois il faut qu'elle soit connue le plus tard possible en Europe et je suis tenu de vous demander une discréetion relative.

...D'ailleurs, pendant que la commission délibérait, je galopais sur la route de Tombouctou pour préparer le voyage à cheval du colonel de Trentinian; j'ai eu à déblayer son chemin d'une bande de vieux ennemis et j'ai enlevé leur campement à la baïonnette avec 100 tirailleurs; deux blessés seulement et à bout portant: cela m'a valu une proposition d'office pour fait de guerre qui, sur l'avis de l'Inspecteur général (général Bégin), a abouti. Me voilà donc au tableau tout de même, et avec une proposition pour la nomination immédiate qui suit son cours

et vient d'être transmise avec avis favorable par le Général commandant en chef les troupes de l'Afrique occidentale.

Je n'ai donc à me plaindre de personne, surtout du général Bégin, qui m'a classé à l'Inspection générale de Paris en juillet dernier et vient de me faire inscrire pour faits de guerre; mais je me crois obligé de vous donner ces détails, mon Général, parce que mes échecs devant la commission de classement pourraient faire croire à quelque négligence dans mon service en France comme officier de troupe, ce dont je serais désolé.

Veuillez, mon Général, présenter mes plus respectueux hommages à M<sup>me</sup> Hervé et croire au plus profond dévouement et à la très respectueuse reconnaissance de votre très obéissant subordonné.

**A Madame Henri Suquet**

Sur le *Stamboul*, 19 juin 1896.  
Vers Libreville.

Ma chère Louise,

La mer n'est belle que quand on la regarde de la côte. Les longues traversées sont d'une monotonie désespérante, malgré toutes les phrases qu'on peut faire sur la contemplation de l'infini. Sans doute, on est bien pour rêver seul sur une dunette que la houle a rendue déserte; mais notre vapeur ne me donne guère d'autre impression qu'un chemin de fer en pays de montagne, moyen de locomotion commode et d'un suffisant confortable, victoire de l'homme sur la distance et les éléments.

Pourtant, je serais un ingrat de me plaindre de la mer qui m'est plus clémence qu'à aucun de mes compagnons et me laisse l'écrire presque tranquillement et d'une écriture à peine plus illisible que d'ordinaire. La gaieté de ce brave Germain n'est pas altérée, malgré ses révolutions intérieures; il a un émule en jovialité, M. Castellani, peintre panoramiste, correspondant de *l'Illustration*, qui suivra la mission tant qu'il pourra, mais promet d'être un joyeux camarade. Tu penses que nous ne nous ennuyons pas, malgré la monotonie d'Amphitrite, vieille coquette autrefois très à la mode, dont les charmes me paraissent avoir été surfaits, et qui n'est pas toujours commode.

D'ailleurs, j'ai de quoi m'occuper quatre ou cinq heures par jour avec ma compagnie de tirailleurs. Quand le temps le permet, ils font du maniement d'armes sur le pont, et leurs rangs se balancent, suivant le roulis, d'une façon comique ; ils astiquent, avec amour, leur « petit fusil pour poulet », le mousqueton modèle 92, un petit bijou ; — ou bien apprennent le français en répétant en chœur : « cou ! bras ! zambe !... » etc. Un peu étonnés au début, ils se sont faits à cette vie de bord, — nous sommes au quatorzième jour de traversée, — et cette facilité d'accommodation est de bon augure.

Nous arrivons demain à Libreville et le 22 à Loango. Il est impossible de savoir exactement le temps que nous y resterons : trois semaines au minimum, — autant de temps pour faire les 500 kilomètres qui séparent Loango de Brazzaville, — un mois environ à Brazzaville pour y attendre le reste de nos convois : 3 500 charges de porteurs ! Je ne crois pas que nous nous embarquions sur le Congo avant la fin de septembre. Nous serons en novembre dans le Haut-Oubanghi, qui est pour l'instant la bouteille à l'encre, et il est impossible de préjuger la date de notre vrai départ. Nous nous embarquons donc avec une forte dose de patience et de philosophie.

*A Madame Joseph Ménard*

Libreville, 6 juillet 1896.

Me voici immobilisé jusqu'au 20 juillet dans la capitale du Congo français, ma chère Marie.

Nos convois ne passent pas sur la route Loango-Brazzaville. Il y a eu des troubles à deux jours et demi de Brazzaville et le portage s'est arrêté.

Germain m'a envoyé, il y a trois jours, sur ma demande, Pierre Simon et un sergent européen. Je renvoie le sergent et garde Pierre ici. Il partira le 20 avec le reste de la compagnie et le docteur Émily. Ce brave garçon, — ce qualificatif pourrait s'appliquer aux deux, mais c'est de Pierre que je parle, — est en bonne santé. Il a payé, comme tout nouvel arrivant, son tribut à la fièvre, et s'est bien tiré de cette première petite épreuve. Tu peux donner hardiment de bons renseignements sur sa santé.

Pour l'instant, nous triturons ensemble la pâte du pain

dont nous allons manger pendant trois ans; il prend goût au métier un peu ingrat d'instruire des noirs et d'en faire d'abord des soldats, puis des amis. Il aime déjà ces braves gens qui feront « notre succès et prépareront notre gloire », comme il est dit depuis Gouvion Saint-Cyr (1817) dans nos règlements militaires. Ça le change de l'existence brillante des bureaux arabes, mais il n'y a pas grand mal à cela, et je t'assure que le moral est excellent.

Actuellement, voici où nous en sommes : un sergent d'infanterie de marine est à Brazzaville attendre les colis de la mission; le lieutenant Largeau est à Loudima (à mi-chemin entre Loango et Brazzaville), où il s'empoisonne fortement par suite du manque de porteurs; Germain est à Loango régler le départ qu'il ne peut effectuer sur cette voie; il a envoyé par le Quilou le capitaine Baratier et 800 charges, mais cette route est peu certaine, parce qu'elle est mixte et cesse d'être fluviale à Biédi où le portage se heurte à des difficultés différentes, mais pourtant graves.

Quant à Marchand et à son interprète arabe, nous n'en avons aucune nouvelle, ni M. de Brazza non plus. Est-il à Dakar, ou à Rotterdam, ou à Paris? Impossible de le savoir. Germain se croyait sûr d'une dépêche ici le 23 juin en arrivant : rien n'est venu. Je me console en pensant que le travail qui s'est fait dans la tête de M. Bourgeois (1) peut se renouveler dans celle de son successeur et que c'est peut-être une affaire encore plus grosse qui se mijote. J'ai pour lui des lettres et des rapports que je n'ose expédier, mais dont le résumé est très suffisant tel que je l'envoie.

... Le commissaire de la République (2) m'a déjà dit trois fois : « Si c'était moi qui devais partir, je n'agirais pas autrement. Votre mission est la grosse affaire pour la France en Afrique et même ailleurs pour le moment. »

M. Liotard a fondé un poste à Tamboura, à 350 kilomètres de Zémio, et doit être pour le moment à 500 kilomètres plus loin : « A seize jours seulement du Nil », n'a pu s'empêcher de me dire M. de Brazza, alternativement diplomate et enthousiaste. Mais il ne m'a pas dit le nom du point en question. C'est un être étrange, absolument ignoré de son entou-

(1) Qui venait de quitter la présidence du Conseil.

(2) M. de Brazza.

rage ici; les fonctionnaires le méconnaissent absolument et tous sont d'ailleurs hors d'état de le comprendre. Il s'est montré charmant pour nous, et M<sup>me</sup> de Brazza nous a fait un accueil extrêmement gracieux...

... Quoi qu'il en soit, M. de Brazza me fait l'effet d'un vieux lion au repos, qui rugit de nous voir continuer la chasse qu'il a commencée et voudrait la mener avec nous. Les circonstances et non sa faiblesse l'en empêchent. Il a conduit dans la haute Sangha, aux confins du Ouadai, une campagne de deux ans très dure et ignorée.

Détails caractéristiques : il a donné au docteur Émily des renseignements précieux sur les médicaments utilisables dans le pays et l'a étonné par l'étendue de ses observations; à moi des conseils utiles sur l'organisation intérieure de ma troupe, équipements, etc.

Comba, le 17 août 1896.

Nous sommes partis de Loango le 17 juillet, ma chère Marie. Nous avons commencé par une bonne étape dans le sable, pieds nus au bord de la mer, pour gagner l'embouchure du Quilou. Là nous nous sommes embarqués sur ce petit fleuve, à bord d'une chaloupe qui remorquait deux chalands portant nos cent hommes et nos cent porteurs; nous avons débarqué à Kakamoëka et été à pied par Mangi à Loudima. Deux étapes assez dures dans la forêt montagneuse, cinq étapes faciles dans une plaine mamelonnée. J'ai fait connaissance avec la marche sous les tropiques; ici c'est très facile et certes moins dur qu'en France en cette saison. — Simon et le docteur sont avec moi. Un administrateur hors cadres de la Société fondée par le capitaine Le Châtelier nous accompagnait jusqu'à Loudima.

Nous avons vu un pays splendide, des arbres de toute beaute, une végétation de serre chaude. Nous dressons notre tente au bord de frais ruisseaux, au milieu de plantes d'appartement; nous prenons chaque soir un bain délicieux. Mais nous sommes éccœurés de nos porteurs loango, race finie, usée par les grands coups d'alcool et par les fatigues du portage. Les populations que nous avons traversées, bien que n'ayant pas encore été gâtées par notre contact, sont peu intéressantes.

Nos Soudanais traitent tous ces gens de sauvages, et ils ont raison.

Mais quelle administration! Nos agents vivent à côté des populations en les ignorant absolument. Ici, le chef de poste ne sait même pas le nom des peuplades qui l'entourent, ni la distance qui le sépare des postes voisins. Les communications sont rompues entre Comba et Brazzaville, par suite d'une discussion du lieutenant-gouverneur Dolisie avec un chef indigène; les caravanes pillées n'osent plus passer. Comme il n'y a pas de troupes dans la colonie, on attend pour régler toutes les affaires que la présence momentanée des compagnies allant dans l'Oubanghi donne à l'administration locale la force qui lui manque. Il y a bien une milice du Congo, d'un effectif énorme : 910 hommes coûtant beaucoup plus cher que des tirailleurs réguliers, mais presque tous sont dans la Haute-Sangha, et d'ailleurs cette troupe, qui renferme des éléments excellents recrutés au Sénégal, est peu disciplinée, mal encadrée, pas instruite; en somme, ce sont les passagers qui sont obligés de faire la police pour pouvoir marcher avec leur convoi.

Nous vivons à côté des indigènes qui nous tolèrent moyennant gros cadeaux. Voilà.

Je suis parti de Loudima après un jour de repos; j'ai laissé là un sergent pour rechercher trois cents de nos charges abandonnées par les porteurs qui refusaient de pénétrer dans la région troublée. De Loudima ici, nous avons fait sept étapes de 23 à 25 kilomètres. Nous nous reposons un jour ici, puis continuons demain et allons établir un poste sur la route de Brazzaville au milieu de ce pays de pillages.

*A Madame Henri Suquet.*

Macabandilou, 5 novembre 1896.

Merci de tes bonnes lettres, ma chère Louise. Tu as bien raison de ne pas attendre de réponse entre chacune, car nous sommes très loin les uns des autres, et la distance qui nous sépare va augmenter chaque jour. Il ne faut pas non plus compter avec moi, car la vie que nous menons empêche toute régularité dans la correspondance. Sois sûre que toutes tes lettres arrivent, qu'elles sont lues avidement et consolent souvent de bien des ennuis.

Nous venons de passer par un mauvais moment. Nos convois sont à peu près terminés et nous serons le 1<sup>er</sup> janvier à Bangui,

bien parés, avec nos 3000 charges de toutes sortes. Tu ne peux te faire une idée de tout ce que nous emportons. Comme monnaie 500 caisses de perles, des thalers à l'effigie de Marie-Thérèse, des livres sterling, des étoffes de toute espèce qui vont depuis les pacotilles les plus légères jusqu'au velours frappé, des cadeaux pour des chefs, armes, vêtements, etc...; des Corans et des jouets d'enfant, une petite bibliothèque pour nous, et divers instruments de musique. Enfin de quoi armer 600 hommes en dehors de ma compagnie, qui a 100 000 cartouches de réserve; il faut donc être bien rassurée sur notre compte et, puisque notre approvisionnement est au complet à Brazzaville, nous ne partirons pas sans biscuit.

Deux mille mousquetons et 500 000 cartouches nous suivent d'assez près et nous pouvons marcher dans d'excellentes conditions.

Zinda, 15 février 1897.

Ma chère Louise,

Il est dix heures du soir. Le steamer *La-Ville-de-Bruges*, qui nous a déposés devant un rapide qu'il ne pouvait franchir, repart demain et nous allons rester ici quinze jours. Puis nous embarquerons en pirogue pour aller à Bangui, dont nous ne sommes qu'à trente-six heures.

Nous voici en plein Bonjo, au milieu des anthropophages. L'art d'accommoder les restes n'a pas de secret pour ces peuplades et l'excellence de cette nourriture leur donne une grande hardiesse dans la chasse à l'homme. Ils procèdent avec beaucoup de dextérité: le gibier est abattu d'un coup de sagace silencieux et égorgé avec un couteau de forme spéciale; on lui ouvre ensuite le ventre, qui est vidé; les reins sont brisés d'un coup sec et deux Bonjos emportent la victime, l'un en prenant les jambes à califourchon sur ses épaules, l'autre enlevant le tronc sur son dos. C'est l'affaire de quelques instants à peine.

Mais sois pleinement rassurée sur notre compte: nous sommes entourés de cent tirailleurs qui font bonne garde et les chasseurs de chair humaine n'ont aucune envie de servir de pâture à leurs compagnons en venant s'exposer à recevoir un mauvais coup.

... Nous menons une vie hachée, morcelée, qui n'a rien

d'agréable pour le moment ; il s'agit toujours de faire passer nos caisses, cartouches, cadeaux, vivres, sans lesquelles on ne peut rien en Afrique. Il nous faudra deux ans de patience pour arriver à faire en trois mois quelque chose de bien.

*A Madame Joseph Ménard*

Rafat, 23 mai 1897.

Pierre Simon te remettra ou t'enverra cette lettre si tu n'es pas à Paris au moment du retour. Il en est à son troisième accès bilieux dont il ne se remet pas. La fréquence de ses accès de fièvre lui rend le séjour ici impossible et c'est inutilement qu'il risque sa vie avec nous. Il a été vainement sollicité de rentrer il y a trois mois et a courageusement continué, se relevant un peu ; mais l'avis du médecin et de nous tous le force aujourd'hui à nous quitter et c'est le cœur bien gros que je me sépare de ce vieil ami, qui semblait me rattacher à une vie ancienne et à vous tous. Le retour va d'ailleurs le remettre rapidement ; la traversée achèvera sa guérison et j'espère bien que quand tu le reverras, tu ne trouveras en lui que bien peu de traces de son état actuel (1).

Il te dira quelle vie nous menons et quelle épreuve est pour nous l'inaction où nous nous trouvons forcément, arrêtés par nos convois, qui sont énormes pour le pays et juste suffisants pour ce que nous avons à y faire, arrêtés aussi par l'attente d'un vapeur qui nous est nécessaire pour descendre le Bahr-el-Ghazal et le Nil.

Pierre te dira aussi avec quelle anxiété nous attendons des nouvelles de France, l'irrégularité des courriers, et notre désappointement si l'un d'entre eux ne nous apporte pas des nouvelles de tous ceux qui nous sont chers. Tu comprendras, après l'avoir vu, la difficulté que nous avons à écrire, le passage des courriers coïncidant avec l'envoi d'une correspondance de service souvent longue, qui nécessite la mise à jour de situations d'effectif et de matériel, le compte rendu des détachements en avant, etc. Enfin l'irrégularité des départs du courrier à Bangui, car parfois un trimestre se passe sans qu'un bateau vienne y chercher et y apporter le courrier. Donc écris-moi bien régulièrement.

(1) Le lieutenant Pierre Simon mourut à son retour en France.

lièrement, quoiqu'il faille huit mois pour recevoir une réponse de moi, en se plaçant dans les circonstances les plus favorables et ne t'étonne pas de mon silence, de quelque durée qu'il puisse être, n'aie aucune inquiétude, *je suis certain de revenir en bonne santé!*

Pierre veut bien s'encombrer d'une paire de défenses d'éléphant pesant 120 kilos, trophée de ma chasse, et quelques menus objets dont tu enverras la moitié à Louise. Garde-moi les défenses qui ont une certaine valeur (quelque chose comme un louis le kilo) et avec lesquelles je ferai faire quelque chose à mon retour : la chose en vaut la peine.

*A Madame Henri Suquet*

Rafai, 24 mai 1897.

Ma chère Louise,

Pierre Simon, qui rentre en France très malade, porte à Marie une lettre et quelques menus objets qu'elle partagera entre vous. J'avais laissé à Ouango Mbomou cette petite pacotille qu'un camarade s'était chargé de rapporter en France. Mais Pierre Simon le précède et fera plus complètement la commission. Il me rapporte aussi deux magnifiques défenses d'éléphant : je ne sais ce que je ferai de cette masse d'ivoire.

Sera-t-il dieu, table ou cuvette ?

120 kilos ! J'ai tué en explorant le Mbomou l'animal qui portait ce poids en même temps qu'une trompe de 80 kilos. C'est excellent, la trompe d'éléphant cuite à l'étuvée : on fait un trou dans la terre « à la demande » de l'appendice (2 m. 50 pour celui-ci), on chauffe douze heures, on enfouit la trompe, enveloppée si possible de feuilles de bananier, et on la laisse douze heures en terre avec du feu par dessous. Cela donne une chair assez fine, ferme, entrelardée, rappelant la bosse du zébu... mais tu n'as jamais mangé de bœuf à bosse, ma pauvre Loulou, je l'oubliais.

J'étais en pirogue, l'animal prenait son bain placidement, je l'ai tiré à la tête pendant que deux de mes hommes tiraient aux jambes, car il a immédiatement cherché à s'enfuir avec la rapidité proverbiale de l'éléphant blessé ! Il n'est définitivement tombé qu'à la huitième balle de mon mousqueton Lebel, après

avoir poussé deux fois un terrible barrissement... Je n'avais jamais entendu le barrissement de l'éléphant, excepté dans Salammbô. Tu comprends que ton mari insistera vainement maintenant pour m'emmener par —17° chasser de misérables sangliers dans la neige ; d'autant plus que j'ai tué également deux énormes solitaires, ainsi qu'un autre éléphant, et toujours aussi tranquillement ! J'ai même blessé un troisième éléphant. Celui-là était au bord de l'eau ; il penchait son crâne chauve, ses défenses jaunies retombaient comme de longues moustaches de chaque côté de sa trompe, qui figurait un énorme narghilé. Sa queue, courte et large, lui chassait les mouches par derrière comme si elle eût été agitée régulièrement par un petit nègre... Il ressemblait à un vieux pacha. J'ai eu le courage de tirer sur cet ancêtre ; j'ai suivi les traces de son sang pendant un quart d'heure ; mais l'éléphant blessé ne se rattrape pas plus que le temps perdu.

*A Madame Joseph Ménard*

Zémio, 21 juin 1897.

**Ma chère Marie,**

... Nous partons dans quelques jours pour Tambourah, dans la vallée du Bahr-el-Ghazal. Nous serons au commencement d'août à Djour-Ghattas, d'où nous ferons la reconnaissance de toute l'ancienne province égyptienne du Bahr-al-Ghazal : Kourchouk-Ali, Dembo, Geoumbeck, Gubaschambé, n'auront plus de secrets pour nous à la fin de l'année. Pendant ce temps, Germain montera un vapeur tronçonné en trois morceaux, — puisque Mgr Augouard n'a pas voulu nous vendre son bateau de crainte de déplaire au cardinal de Ledokowski, qui se rapprocherait de l'Allemagne. — Ce bateau me paraît fort aléatoire ; s'il vient, on le mettra en chantier à Meschra-er-Rek, et nous nous embarquerons en janvier ou février 1898 pour Fachoda. Sinon, nous côtoyons le marécage par le nord, dans un pays totalement inconnu, sur lequel aucun Européen ni Égyptien n'a jamais eu le moindre renseignement.

Nous allons tous bien ; Marchand a été un peu secoué, mais va mieux.

Je vous embrasse tous les deux, mes bons amis, ainsi que vos chers enfants et je suis votre frère bien affectionné.

P.-S. — Se défier des fausses nouvelles : on vient d'annoncer le massacre de l'expédition Dhanis, qui opère dans nos parages pour le compte de l'État indépendant du Congo. Ne rien croire, si on en dit autant sur notre compte.

*A Madame Joseph Ménard*

Fort-Hossinger, 11 juillet 1897.

Ma chère Marie,

Nous voici dans le bassin du Nil, où ce poste français est installé depuis dix-huit mois. Nous venons de traverser un vilain pays fort pauvre où nos porteurs ont abandonné beaucoup de charges qu'il a fallu aller relever, ce qui nous a fait perdre du temps. Germain est encore à Zémio, où il vient d'arriver avec le bateau qu'il a dû couper en tranches. Comme nous avons été obligés de prendre à la Colonie le seul bateau qui fasse le service de courriers sur le Congo, je ne sais pas quand nous recevrons des lettres; deux ou trois fois par an probablement. Ne vous étonnez donc pas d'attendre longtemps de nos nouvelles.

Nous sommes dans un pays très sain, sur des hauts plateaux ferrugineux où la température oscille de 18° à 28° à l'ombre; le poste de Fort-Hossinger est très bien bâti, on y vit très largement et l'appétit y est formidable. Nous sommes donc dans d'excellentes conditions pour nous reposer.

*A Madame Henri Suquet*

Fort-Hossinger, 27 août 1897.

Je reçois ta lettre du 7 mars, ma chère Louise, avec le courrier qui nous apporte toutes les correspondances du 5 février au 5 avril. Les courriers parviennent à Brazzaville régulièrement, mais doivent attendre l'occasion d'un vapeur pour remonter le Congo jusqu'à Bangui : les rives du grand fleuve sont habitées ça et là par des gens peu tranquilles qui poussent l'amour du blanc jusqu'à vouloir en manger, et c'est seulement avec un vapeur qu'on peut communiquer sans trop de risques. Ces mêmes vapeurs emmènent de Bangui les lettres qui s'y accumulent; je profiterai des courriers réguliers qui s'y rendent

tous les quinze jours, mais y attendent deux et même cinq mois. Nous avons enlevé le seul bateau qui fit le service de la poste et Germain, après l'avoir démonté, l'amène ici, dans le bassin du Nil, avec quelques chalands. Nous nous embarquerons à *Kourchouk-Ali*, où nous allons être dans quelque temps, pour *Fachoda* sur le Nil Blanc, où nous comptons rencontrer une colonne du Négus Ménélik. Je te souligne ces points qui étaient autrefois occupés par les Égyptiens et qui sont marqués sur toutes les cartes d'Afrique. L'ouvrage de Schweinfurth *Au cœur de l'Afrique*, deux volumes illustrés, te ferait absolument connaître le pays que nous traversons en ce moment.

Fort-Hossinger est construit à dix kilomètres au nord des Monts Pumbis dans la haute vallée du Soué, rivière qui passe près de Djour Ghattas et de Kourchouk-Ali. Hossinger était un capitaine d'infanterie de marine qui a occupé ce poste il y a dix-huit mois, au moment de sa création, et il a été tué par son ordonnance. Le chef du pays s'intitule sultan et répond au nom sonore de Tamboura. C'est une brute avide et rusée, qui n'offre aucune espèce d'intérêt et n'inspire aucune sympathie. Nous avons été contraints, par suite de la faiblesse de nos effectifs, de nous appuyer sur les sultans Bangassou, Rafai, Zémio et Tamboura pour progresser dans le pays; chacun d'eux nous a successivement appelés pour avoir des cadeaux et surtout des fusils, et affirmer son autorité sur les populations de diverses races qui peuplent son territoire. De sorte que nous ne sommes nullement les maîtres de ce pays, où nous ne demandons rien que par l'intermédiaire du sultan.

Nous sommes ici depuis cinq semaines et nous y ennuyons fort.

Un pauvre lion, sentant ce que cette situation avait de désagréable pour nous, est venu rôder autour de notre troupeau pour nous distraire. L'affût n'a rien donné de bon. On a construit une fosse par laquelle il devait évidemment passer pour aller chercher un cabri placé en appât; il a mangé le cabri sans tomber dans la fosse. Alors on a installé deux fusils qui devaient partir au moment où il tirerait sur un certain morceau de viande : les deux fusils sont partis..., et le lion aussi, en laissant il est vrai des traces de sang, mais sans que nous ayons pu le rejoindre. Tu vois que, malgré les efforts louables des bêtes féroces, notre vie n'est pas très mouvementée,

Donne-moi toujours des nouvelles de tous, ma chère Louise.  
 ... Ah ! tu fais du jardinage ! C'est absolument comme moi.  
 Dans le bas Congo, j'ai planté 1500 pieds de bananiers au poste que je commandais et un millier d'arbres aussi utiles que possible. Je n'ai récolté que cette perle :

Un agent civil, visitant ma plantation, me dit :  
 — Quand comptez-vous partir ?  
 — Dans deux mois.  
 — Mais alors, pourquoi plantez-vous des bananiers qui ne donneront leur récolte que l'année prochaine ?  
 Ton frère bien affectionné.

*A Madame Joseph Ménard*

Fort-Hossinger, 12 septembre 1897.

Ma chère Marie,

Nous sommes toujours à Fort-Hossinger chez le sultan Tamboura. Marchand est allé faire une petite reconnaissance dans le Nord; il a fait une de ces marches forcées où il est passé maître et il est revenu au poste de Kodioli (sur le Soué à trois jours au nord d'ici) blessé au pied. Pour occuper le temps, il s'est embarqué en pirogue sur le Soué qu'il compte descendre jusqu'à 7°10' latitude Nord pour reconnaître l'emplacement d'un poste que je dois construire et occuper pour préparer notre installation définitive à Kourchouk-Ali... J'ai occupé mes loisirs en allant faire une tournée d'une centaine de kilomètres, pour visiter une montagne qui permet de relier nos itinéraires à ceux de l'explorateur russe Junker, qui se promenait dans ces parages il y a dix-sept ans. J'ai vu un assez beau pays où viennent des quantités d'éléphants; comme incident, je n'ai rencontré que des essaims d'abeilles qui m'ont arrêté pendant une demi-journée dans l'ascension de la montagne en question, le mont Ghaza.

Ici nous sommes fort confortablement installés dans des cases superbes, comme nous n'en avons pas rencontré depuis Libreville. Il y a un beau jardin, des plantations, et nous trouvons dans le pays des cabris, des poulets, des haricots, etc., enfin une bonne nourriture. La température n'atteint que rarement 30° à l'ombre, les nuits sont fraîches, et nous sommes

encore sur le plateau dont le climat est très favorable aux Européens. C'est te dire que nous nous portons tous très bien, et nous sommes dans les meilleures conditions pour continuer.

M. Landeroïn, notre interprète arabe, interroge depuis quelques jours le *fagui* (écrivain) du sultan Tamboura. C'est un saint homme qui a fait tous les métiers : il a tenu école, vendu des esclaves et de l'ivoire, accompagné des colonnes de derviches, servi les Égyptiens de Lupton. Il est bien intéressant et raconte naïvement les exploits des derviches en ce pays, et leurs luttes dans le Darfour et le Kordofan. Il entremêle ses histoires de proverbes forts édifiants sur la brièveté de l'existence, et la vanité des biens temporels : « Nous ne sommes sur cette terre que comme dans le campement d'un jour... A quoi bon s'attacher aux biens de ce monde quand la mort nous guette?... Il faut songer sans cesse à se préparer une demeure éternelle. »

Pourtant ses récits de bataille se terminent souvent de la façon suivante :

— Nous fûmes complètement battus dans cette rencontre et nos cavaliers s'enfuirent les premiers avec la plus grande rapidité.

— Et toi ? Qu'es-tu devenu ?

— J'avais distribué de la poudre au début de l'action, mais je montai bientôt à cheval et je pris le grand galop un des premiers, en ayant soin de me pencher sur l'encolure pour éviter les balles...

— Mais ne sais-tu pas que le paradis du Prophète est ouvert à ceux qui meurent en combattant ? lui dit le bon Landeroïn.

— Grâce à Dieu, je *mange encore* et je ne demande à Dieu que de me laisser manger longtemps encore... Et puis, si j'avais été misérablement tué dans cette affaire, qui donc te raconterait l'histoire de ces guerres ?

Panurge qui craignait les coups n'eût pas mieux dit, et il y a des moments où le *fagui* rappelle sans s'en douter M. l'abbé Jérôme Coignard, notre bon maître.

Un courrier nous annonce le retour de Marchand à Kodioli. Il est reparti dans une autre direction. Nous l'attendons ici vers le 15 et j'espère me mettre en route vers le 20 pour Kourchouk-Ali ou pour le poste intermédiaire. Enfin !

*A Madame Henri Suquet*

Fort-Hossinger, 12 septembre 1897.

... Quant à nous, nous en sommes réduits à nos deux jambes depuis Loango et nous construisons péniblement des chariots informes pour amener ici un mauvais bateau à vapeur dont les chaudières pèsent 800 kilos et qu'il faut transporter à bras d'hommes pendant 200 kilomètres dans des sentiers impossibles. Nous avons découvert une voie fluviale qui nous a permis de supprimer 600 kilomètres de route que nous devions suivre par terre, ce qui nous rend possible le transport de notre bateau.

Mais tout cela va lentement, lentement, et les retards s'accumulent. Germain est toujours à Zémio à 400 kilomètres en arrière, c'est-à-dire à l'est.

Je compte partir dans une dizaine de jours sur la route de Kourchouk-Ali pour préparer l'occupation de ce point, qui nous donne l'accès de la Meschra-er-Rek, le port du Bahr-el-Ghazal, d'où nous embarquerons pour Fachoda, — s'il plaît à Dieu, comme disent les Arabes.

J'ai fait dernièrement une petite excursion au mont Ghaza, visité par l'explorateur russe Junker : « *Bojé Tsara Kranil* » qui a fort exagéré les difficultés de cette ascension. Elles ont surtout consisté pour moi en un essaim d'abeilles qui a mis mes gens en déroute... et moi avec eux; j'ai perdu ainsi une demi-journée. Le pays était absolument désert et les troupeaux d'éléphants y avaient tracé en tous sens des pistes nombreuses à travers lesquelles nous circulions. J'ai pensé à la joie de ton mari s'il se trouvait soudain transporté pour vingt-quatre heures dans un pays pareil.

Meschra-er-Rek, 27 juin 1898.

Nous partons aujourd'hui pour Fachoda, ma chère Louise, et nous pouvons espérer y être vers le 1<sup>er</sup> juillet. Qu'y trouverons-nous? Voilà le hic. Anglais, Derviches, ou Abyssins, ou tout simplement les gens du pays, les Chillouks, avec lesquels nous nous entendrions à merveille? Quoi qu'il en soit, le premier courrier que nous parviendrons à faire passer t'apportera de mes nouvelles. Mais ne t'inquiète, ni ne t'étonne de

tout ce que les journaux raconteront sur notre compte; il n'y avait aucun fonds à la nouvelle de notre massacre. En juin 1897, nous étions au milieu de la colonie de l'Oubanghi, parfaitement calme, et nous ne courrions aucune espèce de danger.

Je t'envoie une page du *Monde Illustré* pour te rassurer sur la physionomie ordinaire de mes camarades que le peintre Castellani n'a pas flattés. Il nous a tous portraiturés, ce bon peintre, mais nous a régulièrement manqués. On dit qu'il a du talent comme panoramiste, tant mieux. — Tu me dis que nous sommes gras et peu chics. — Ceux qui étaient gras ont diminué de moitié; les autres n'ont plus que les os et la peau. Si tu nous voyais après une dizaine d'étapes dans la brousse, la barbe en broussaille, un coup de soleil sur le nez, les traits tirés, les yeux creux et brillants, les vêtements en loques, tu nous prendrais pour des forçats évadés. Une fois dans les postes, une partie des conventions admises par les peuples civilisés reprennent leurs droits, mais il faudrait beaucoup d'indulgence pour nous trouver « chics ». Quant à moi, je porte d'ordinaire de grands flottards que mon boy me fabrique en étoffe légère, dans lesquels je suis fort bien, mais qui feraient un singulier effet sur les boulevards. J'ai des babouches en peau d'antilope, avec semelle en oreille d'éléphant. C'est suffisant aussi, mais ça manque totalement d'élégance.

Fachoda, 11 juillet 1898.

Ma chère Louise,

Mes dernières lettres, parties pour le Congo, t'arriveront sans doute après celle-ci, si toutefois elle t'arrive. Je te les résume donc.

A la fin de février, j'ai été occuper Djour-Ghattas, avec quarante hommes, et j'y suis resté jusqu'au commencement de mai; le 17 mai, j'ai quitté Fort-Desaix (à 30 kilomètres au nord de Kourchouk-Ali et sur le Soué) pour aller occuper Meschra-er-Rek (à 200 kilomètres au nord-est de Kourchouk-Ali). Nous sommes restés dans cet îlot marécageux jusqu'au 27 juin avec cinquante hommes, Largeau et le sergent Dat. Le convoi par eau est venu nous y rejoindre le 27 juin et nous avons descendu, sur cinq bateaux en acier ou alumini-

nium, le Bahr-el-Ghazal, puis le Nil Blanc. Comme obstacle sur notre route, nous n'avons guère rencontré que des bandes d'hippopotames fort méchants qui nous ont fait quelques avaries et tué un tirailleur. Nous sommes arrivés avant-hier chez le grand Mec des Chilloux, qui commande environ à un million et demi d'habitants et nous a fort bien reçus; hier soir, nous avons campé sur les ruines de Fachoda, fort imposantes, et que nous allons immédiatement organiser de façon à ne pas être à la merci d'un coup de main des Derviches ou des Anglais.

Ce sera facile à faire avec les matériaux énormes qui restent ici; les Égyptiens s'étaient fort bien installés dans des maisons en briques et avaient couvert leur poste par une grande redoute adossée au Nil. Cette redoute a 3 mètres de hauteur, 6 mètres de largeur à la base, des fossés de 2 mètres de profondeur. Il faudrait les opérations d'un siège en règle pour nous en déloger, et tu peux être bien tranquille si le bruit de notre massacre court à nouveau.

Marchand me donne le commandement du poste. Khartoum n'est pas pris et nous arrivons à temps. Nous allons assister à la débâcle des Derviches et à l'arrivée des Anglais; ce sera très intéressant. Il est possible que nous soyons inquiétés, mais il y a déjà ici cent tirailleurs, et Germain arrivera dans un mois avec cinquante autres et 3 pièces de canon, à bord du petit vapeur le *Faidherbe*. Si tu reçois cette lettre, c'est que nous serons en relations avec l'Abyssinie et qu'une mission française nous aura rejoints par cette voie avec de nouvelles forces: une mission descend en effet le Sobat, et le grand Mec s'est chargé de lui faire parvenir notre courrier.

Donc sois bien tranquille sur notre compte; l'occupation de Fachoda va faire beaucoup de bruit, on dira là-dessus pas mal de bêtises, n'en crois rien. Je t'embrasse ainsi que tous.

Fachoda, 30 août 1898.

Notre dernier courrier n'a pas pu gagner l'Abyssinie, ma chère Louise, et ma lettre m'est revenue. Notre vie s'écoulait ici, monotone et laborieuse, et j'élevais des défenses capables de résister à toutes les attaques, quand la présence d'une expédition derviche nous a été signalée. Le 25 août, en effet,

à cinq heures du matin, deux bateaux à vapeur, remorquant sept grands chalands, apparaissaient à 2 kilomètres au nord, formant sur le Nil une masse assez imposante. La générale sonne, les hommes prennent leur poste de combat et nous hissons notre grand pavillon. Les vapeurs continuent à avancer et, à 1 500 mètres, tirent sur le pavillon un coup de canon dont l'obus tombe à 500 mètres de nous.

Cette entrée en matière tranchait toutes les difficultés : nous n'avions aucune raison de nous battre contre les Derviches et d'aider les Anglais à prendre Khartoum, mais il fallait bien nous défendre. Nous avons donc répondu par des feux de salve quand les bateaux sont arrivés à bonne portée et les tirailleurs se sont admirablement conduits, pleins d'entrain et de sang-froid en même temps. Le tir était très bien réglé, les balles retentissaient sur la tôle des embarcations avec un bruit de casserole très significatif. Les Derviches, qui ignoraient complètement ce que c'est que le mousqueton 92 entre les mains d'une troupe disciplinée, ont essayé vainement de débarquer à 4 kilomètres au sud du poste pour venir nous prendre par terre. Il a fallu qu'ils repassent sous notre feu pour s'en aller et une avarie les a maintenus en face du poste, tous les bâtiments groupés et formant une cible magnifique.

Enfin, ils ont pu fuir vers quatre heures, et je les ai accompagnés sur la rive sans qu'ils aient pu mettre un homme à terre. Ils ont tiré 30 coups de canon sans nous faire le moindre mal et leurs balles ne nous ont blessé que trois hommes, qui vont bien. Il y avait là un millier de Derviches, et nos renseignements nous disent que la moitié ont été tués ou blessés grièvement. Nous avions en tout 99 tirailleurs et une dizaine de domestiques, c'est donc une assez jolie affaire. De plus, leurs bateaux sont très mal en point et ont des avaries graves.

Comme cette affaire a eu lieu le jour de ta fête, et que saint Louis commandait les premiers Français qui aient porté nos armes sur le Nil, nous l'avons choisi par acclamation comme patron du nouveau poste qui s'appellera Saint-Louis du Nil.

Depuis le 25, nous continuons à nous garder comme avant l'attaque et à nous fortifier. Le 28 au matin, je dirigeais une corvée de débroussaillage autour du poste, quand une grande clamour s'est élevée : les hommes jetaient leurs outils et cou-

raient comme des fous vers le bastion sud, les bras en l'air, la figure illuminée, les yeux hors de la tête. Un cri dominait tous les autres, poussé dans la langue de nos bons Bambaras : « Notre bateau à vapeur arrive ! » J'ai couru comme les autres au bastion sud et j'ai vu avec une inexprimable émotion le *Faidherbe* apparaître, battant pavillon tricolore. Puis j'ai fait armer une baleinière et, dix minutes après, j'étais dans les bras de Germain, à bord du *Faidherbe*, car il fallait aller le chercher pour lui montrer la passe au milieu des îles marécageuses qui bordent la rive devant le poste. A midi, toute la mission était réunie pour la première fois.

Germain nous apporte des approvisionnements, 50 hommes de plus, des mousquetons pour armer nos pagayeurs, un vapeur qui permet de manœuvrer. En sorte que nous avons 200 combattants, encadrés par 9 officiers et 4 sous-officiers européens.

Baratier part demain matin avec le *Faidherbe*, à la rencontre de nos camarades venus par l'Est et actuellement sur le Sobat. Si tu reçois cette lettre, c'est que la jonction sera faite, que nous serons par conséquent solidement renforcés par une escorte commandée par d'autres Français et par les contingents de Ménélik, qui nous sont annoncés comme très considérables. Nous sommes donc ici, dès maintenant, en très bonne situation, et la réception de ma lettre voudra dire que l'horizon s'éclaircit et s'élargit de plus en plus. Donc il ne faut avoir aucune inquiétude sur notre compte et ne rien croire de tout ce qu'on racontera de sinistre à notre sujet.

Les Anglais vont être furieux; ils avaient mis en route une grosse expédition par la côte Est, 500 ou 600 hommes, qui se sont révoltés, et qu'ils ont fait soutenir par un régiment indien; ils n'arriveront pas, et en tout cas nous sommes *ici avant eux et c'est un immense succès pour la France*. Maintenant que le pavillon a été troué de quelques balles et arrosé d'un peu de sang, il est solidement planté. Mais, encore une fois, ne croyez rien des canards que les Anglais ne manqueront pas de lancer sur notre massacre par les Derviches; j'espère bien qu'ils reviendront par terre dans un mois, après avoir reçu des renforts; ils recevront une volée beaucoup mieux administrée que la première, car cette fois nous pourrons poursuivre par terre ou par eau, à leur choix.

Germain a eu un mal incroyable à amener le *Faidherbe* ici;

il a trainé son vapeur pendant vingt-trois jours dans des marais effroyables, n'avançant parfois que de 300 mètres pendant une journée de douze heures de travail. Le soir venu, impossible de descendre à terre à cause des marécages; il fallait coucher dans les embarcations et les nuits se passaient sans sommeil, au milieu des nuées de moustiques, après les journées dans l'eau, à pousser le vapeur et les chalands. C'est un horrible travail qui n'a pu se faire qu'avec le dévouement absolu de tous, officiers et tirailleurs; sans nos Soudanais, jamais les embarcations n'auraient passé.

Mon dernier courrier de la Meschra a rejoint Germain en route et me revient ici; j'ai reçu en même temps toutes les lettres de novembre 1897 à mars 1898. Un petit vapeur avait coulé dans le Congo avec les sacs de la poste à bord et n'a été repêché qu'après plusieurs semaines, ce qui a retardé tous nos courriers et les a quelque peu endommagés. C'est donc trois lettres de moi que tu recevras en même temps. Il est possible qu'un sac ou deux aient été égarés dans le naufrage de notre courrier, que quelques lettres de Marie soient tombées en bouillie...

Fachoda, 9 octobre 1898.

Mes lettres me sont déjà revenues trois fois, ma chère Louise, et je t'ai envoyé à tout hasard un petit mot par le Haut Oubanghi et Loango (tu le recevras quatre mois après cette lettre). Mais, cette fois, je crois bien que le courrier part pour de bon. C'est un de nous qui l'emporte au Caire. Voici comment.

Le 17 septembre, le bruit du retour des Derviches courait dans le pays. Les pauvres habitants se sauvaient devant des vapeurs venant du Nord et, le 18, on nous prévient que la flottille ennemie approchait. Nous avons repris nos bonnes habitudes de veille, — un Européen de garde se relayant toutes les deux heures, en dehors des rondes. — Le 19, à cinq heures du matin, deux beaux noirs, vêtus d'uniformes corrects et pratiques, apportent une lettre signée : *Général major, H. Kitchener, Sirdar.* Le commandant en chef de l'armée anglo-égyptienne nous avisait de son arrivée, de la prise de Khartoum, de la défaite complète infligée à la bande que nous avions commencé à étriller, et nous disait avoir entendu

dire qu'une expédition européenne *de nationalité inconnue* avait engagé le combat à Fachoda contre les Derviches. Marchand a répondu des compliments, a notifié notre prise de possession du pays au nom de la France et a invité le major général Kitchener, à venir à Fachoda.

Notre courrier l'a rencontré en route. Deux magnifiques canonnières en tête, trois beaux vapeurs avec une quinzaine de chalands ensuite. Les deux canonnières sont arrivées les premières devant le fort, et pendant que nous palabriions avec deux officiers qui en sortaient, les trois vapeurs accostèrent à leur tour avec toutes les remorques, si bien qu'il y avait 2000 hommes à 1 500 mètres de notre retranchement, et une trentaine de pièces braquées sur nous.

... Marchand monta à bord du vapeur qui portait le Sirdar. Germain assista à la conversation qui suivit, après quoi on l'envoya avec le colonel Wingate-Bey et lord Cecil, aide de camp du Sirdar, pour faire choisir l'emplacement où serait arboré le pavillon ottoman. Le colonel Wingate avait jeté son dévolu sur un beau bastion que j'avais fait construire sur un emplacement qu'il jugeait avantageux. *Very pleasant*, disait-il.

... Aucune convention n'a été signée et le Sirdar est parti le soir même pour le Sobat où il a laissé un poste. Le lendemain il était de retour et laissait :

1<sup>o</sup> Une protestation en bonne et due forme au nom des droits réunis de l'Angleterre, de la Turquie et de l'Égypte;

2<sup>o</sup> Un ordre interdisant le transport des munitions de guerre sur le Nil.

Puis il partit pour Khartoum, sans attendre de réponse.

Baratier a fait en vain une nouvelle tentative pour entrer en relation avec les Abyssins, qui marchent avec une lenteur désespérante.

Un vapeur est arrivé hier de Khartoum apportant la nomination de Marchand comme chef de bataillon et l'ordre d'envoyer un officier au Caire. Comme Germain est en bateau pour reconnaître une nouvelle route vers l'Abyssinie, c'est Baratier qui part.

Nous attendons le *Faidherbe*, parti pour la Meschra-er-Rek avec Dyé et Largeau le 17 septembre. Il va nous ramener 50 tirailleurs sénégalais et probablement une pièce. Je continue à fortifier Fachoda, et nos tirailleurs se sont mis

à remuer la terre avec le même entrain qu'à pagayer, à construire des cases en paille, à creuser des pirogues, à tirer des coups de fusil.

Pour combien de temps sommes-nous encore ici ? Vous le savez maintenant mieux que nous, car vous connaitrez avant nous les ordres du gouvernement à notre égard. Dans trois semaines j'aurai commencé ma quatrième année de séjour consécutif en Afrique, ma neuvième campagne de guerre depuis dix ans. Ma santé reste excellente, mais je commence à sentir le besoin de revoir la France, et il y a longtemps que j'éprouve celui de vous revoir tous. Écris-moi aux bons soins de M. le consul général de France en Égypte par Alexandrie, en affranchissant à 25 centimes.

*Au général des Garets*

Fachoda, le 6 novembre 1898.

Mon Général,

C'est bien à Fachoda, comme vous le pensiez, que j'ai reçu à un an de date votre lettre du 10 octobre 1897. A la distance et au retard de nos premières communications, avec le Haut Oubanghi s'est joint le naufrage d'un courrier dans le Congo, si bien que tout a conspiré, — et heureusement sans succès, — pour m'enlever le bonheur de vous lire, de connaître les choses affectueuses et réconfortantes que vous me dites, de sentir que nous sommes suivis, non seulement par un intérêt qui s'attache à nos personnes, mais aussi avec l'idée éclairée du but que nous poursuivons depuis trois ans.

Je reprends donc la suite de nos pérégrinations à partir de Rafai. — Nos convois ont franchi facilement la distance qui sépare Rafai de Sémio; mais de Sémio à Tamboura (près du Soué, au nord des Monts Pambia) nous avons eu de grosses difficultés à cause du manque de vivres et de l'épuisement des porteurs. M. Liotard, commissaire du Gouvernement dans le Haut Oubanghi et gouverneur, venait en effet de faire occuper Dem Siber (Dem Solimam), ancienne capitale ou *moudiriéh* du Bahr-el-Ghazal égyptien, et avait dû transporter en ce pays ruiné par les Derviches en 1884, un an de vivres et l'approvisionnement d'un poste capable de résister à une bande

madhiste ; ce transport avait dû peser très lourdement sur le pays de Sémio. Enfin nous sommes arrivés cahin-caha en fin juillet à Tamboura, où nous avons trouvé, comme à Rafaï et à Sémio, un sultan Zandé ou Niam-Niam commandant effectivement un grand pays et que l'habile politique de M. Liotard avait attaché à la France au point qu'il avait lui-même, dix-huit mois auparavant, demandé et obtenu la création d'un poste chez lui. Tous ces sultans zandés étaient plus ou moins frottés de turc et au temps du Soudan égyptien avaient servi de pourvoyeurs d'ivoire et d'esclaves, — surtout d'esclaves, — au gouvernement égyptien, qui monopolisait tout le commerce du Bahr-el-Ghazal. Ils parlent quelques mots de patois arabes, sont d'affreux ivrognes, et aux défauts de tous les chefs noirs ont ajouté tous les vices des Turcs. Mais cette organisation, tout embryonnaire qu'elle fut, assurait la tranquillité du pays et en centralisait les ressources dans nos mains : on marchait à coup sûr en ayant le sultan pour soi.

A partir de Tamboura, nous avions à traverser le désert d'abord, — tout chef noir qui se respecte fait le désert autour de lui, — puis nous tombions sur des populations absolument anarchiques, les Dinkas, dont les précédents explorateurs nous avaient fait une peinture terrible. C'étaient eux qui auraient causé la ruine du gouvernement égyptien par leur révolte de 1884, puis eux qui avaient ensuite chassé les Derviches en 1885. Marchand fit une reconnaissance vers le Nord à la fin d'août ; il fut reçu aux frontières du pays de Tamboura par des chefs en querelles avec les Dinkas, qui confirmèrent les renseignements terribles donnés par les géographes les plus autorisés et ajoutèrent que les Dinkas, prévenus, nous attendaient en armes. J'avoue qu'en parcourant le pays en septembre j'eus une tout autre impression : mais je reçus cependant l'ordre de m'arrêter au sud du 7° lat. nord et d'y faire un poste sur le Soué, qui formait en ce point des rapides nécessitant un transbordement.

Je fis de mon mieux, mais c'est seulement en novembre que je pus continuer la route et fonder un poste au nord de Kourchouk-Ali, près du confluent du Soué et de la Waou, poste qui reçut le nom de Fort-Desaix : nous fêtons le centenaire de l'expédition d'Égypte. Ces féroces Dinkas, après nous avoir pris pour des Turcs, s'apprivoisèrent assez facilement, et mes

tirailleurs, devenus charpentiers, creusèrent 35 pirogues.

Marchand avait emporté le *Faidherbe*, petit vapeur à marche rapide auquel il tenait beaucoup. Le démontage et le transport furent l'ouvrage du capitaine Germain, de l'artillerie de marine, et le *Faidherbe* fut remonté et lancé à Kodioli, sur le Soué, à 80 kilomètres de Tamboura, à la fin de novembre. Le tour de force fut exécuté dans le minimum de temps, grâce à la belle reconnaissance que le capitaine Baratier avait faite du Mbomou au mois d'août. Pourtant le *Faidherbe* n'arriva, — et ne pouvait arriver, — qu'après la baisse des eaux.

En février, sur la nouvelle de l'arrivée vers Agak d'une expédition européenne, j'ai été occuper l'ancien Djour Ghattas. Cette fois, les Dinkas prirent les armes : des hommes pâles qui occupaient Ghattas après avoir occupé Kourchouk-Ali ne pouvaient être que des Turcs. Je fus sommé de me retirer. Immédiatement, j'ai fait faire une haie d'épines de 6 mètres de large, près d'un puits, et j'ai formé le carré avec mes 35 hommes bien abrités derrière la haie. Au-dessus de nos têtes, un arbre magnifique formait écran contre les sagaies, et, confortablement installé, j'ai expliqué pièces en mains que j'avais beaucoup de perles pour nos amis et beaucoup de cartouches pour nos ennemis, que les Français n'étaient pas des Turcs, qu'ils étaient venus pour empêcher les Égyptiens de reprendre possession du pays où ils n'avaient jamais rien pris et s'étaient contentés d'acheter à bon prix les vivres qu'on venait leur proposer. Après deux jours d'hésitation, les colonnes Dinkas, — 1 500 à 2 000 hommes, — se dispersèrent et les chefs vinrent tous me demander pardon et me dirent que j'étais le chef du pays et leur maître à tous.

J'en ai profité pour envoyer dix tonnes de farine à Fort-Desaix, où se faisaient nos préparatifs de départ. En effet le capitaine Baratier, parti de Fort-Desaix le 12 janvier pour aller reconnaître la Meschra-er-Rek en descendant le Soué avec un *boat* et quinze jours de vivres, est revenu à Fort-Desaix après cinquante-six jours de route ; il avait poussé jusqu'au lac Nô, après avoir traversé le marais du Soué, vivant de chasse et de graines de nénuphar ; le lieutenant Largeau l'avait rejoint en plein marais par la route de terre, et le résultat de cette magnifique reconnaissance, — qu'il a fallu la plus grande force de caractère pour mener jusqu'au bout, — était de nous

montrer un obstacle considérable, mais non infranchissable pourvu qu'on emportât des vivres et qu'on disposât d'un personnel à toute épreuve. Ce terrible marais n'avait encore été reconnu par aucun Européen. Mais il fallait attendre le commencement de la crue pour partir et, en prévision de la prise de Khartoum qui eût amené les canonnières anglo-égyptiennes à la Meschra-er-Rek quelques jours après, j'ai été occuper ce point avec Largeau en mai.

C'est là que Marchand est venu me rejoindre le 24 juin. Il était parti de Fort-Desaix le 4 juin et avait traversé le marais avec six embarcations en fer sans trop de difficultés, grâce au dévouement de ses hommes qui étaient restés des journées entières dans la vase pour pousser les bateaux.

C'est le 10 juillet que nous sommes arrivés à Fachoda (99 tirailleurs, 6 officiers, 2 sous-officiers européens). Nous avons trouvé ici des ruines imposantes entourées par une redoute de 1 930 mètres de longueur, dont les 850 mètres de gorge sont appuyés au Nil. Nommé commandant de la citadelle, j'ai établi d'abord un réduit de 35 mètres de côté; puis la forme du terrain m'a obligé de tracer une enceinte offrant encore 800 mètres de développement. Les briques dont les ruines étaient pleines nous ont donné d'excellents matériaux et nos hommes sont devenus maçons et terrassiers, après avoir été matelots et charpentiers.

Le pays est très peuplé, les indigènes Chillouks sont faciles à mener, ils ont de nombreux troupeaux, pêchent et cultivent. Les Égyptiens avaient ici un pénitencier, des plantations de canne à sucre, de tabac et surtout de coton, une garnison permanente de 800 hommes. En somme, une région très riche et magnifiquement située était dans notre main, au croisement de la route du Nil (nord-sud) et de la route Sobat-Bahr-el-Ghazal (est-ouest), facile à administrer, à garder, à ravitailler.

Pourrions-nous la garder? 50 hommes, 3 officiers, 2 sous-officiers étaient encore en arrière avec le *Faidherbe* qu'on ne pouvait attendre que dans les derniers jours d'août.

Vers le 20 août, on nous annonce l'arrivée d'une bande de Derviches importante; le pays est inquiet et ne sait que penser; nous sommes une centaine et sans canons, et Fachoda a été évacué sans combat en 1884 par 2 000 Égyptiens qui s'y étaient concentrés avec une vingtaine de pièces. Nos fusils

sont trop petits (mousqueton modèle 92). Nous allons être immédiatement avalés. Les Derviches commencent par razzier les bœufs sur la rive droite du Nil et concentrent leurs pièces sur nous. Puis le 25 août, à six heures du matin, deux vapeurs remorquant sept chalands en fer apparaissent sur le Nil à deux kilomètres au nord du poste.

La générale sonne et nous prenons silencieusement nos postes de combat.

Les vapeurs s'avancent lentement, nous hissons le pavillon français qui presque aussitôt est salué par eux d'un coup de canon hors de portée. Quand les vapeurs arrivent à 1 000 mètres, nous commençons par répondre à leur canonnade, des feux de salve bien ajustés; le tir était facile à régler par les points d'impact bien visibles sur l'eau et un bruit de chaudron nous prouvait que les balles frappaient la coque en fer du vapeur.

Bientôt, nous essuyons une fusillade désordonnée qui se répartit sur toute la fortification et ne blesse qu'un seul homme. Les vapeurs passent devant le poste et s'arrêtent à 800 mètres plus haut. Marchand les suit avec une section qui, bien dissimulée dans un champ de maïs, tire par salve à 600 mètres dans les chalands remplis de guerriers à turban blanc. Mais nous nous attendions à une attaque par terre et Marchand rentre bientôt au poste, laissant seulement un sergent indigène et huit hommes pour occuper l'ennemi. Cela suffit pour l'empêcher de débarquer, et vers deux heures la flottille redescend le Nil en tiraillant. Mais en arrivant devant notre réduit, une avarie de machine arrête le plus grand des deux vapeurs, le *Safia*, qui par une fausse manœuvre nous présente l'arrière; l'autre vapeur, le *Teuffikié*, vient à son secours, tous les chalands sont pêle-mêle, bord à bord, et nous tous en ligne, bien abrités; pendant un quart d'heure, ce fut une véritable exécution militaire. La flottille se remit péniblement en marche et je l'ai escortée convenablement pendant quatre kilomètres avec une section.

Nous avions eu affaire à 1 200 ou 1 500 hommes spécialement envoyés d'Omdurman par le khalife pour nous combattre; d'après les officiers égyptiens qui ont visité le *Safia* après sa prise, il n'y avait pas un morceau grand comme la main qui ne fût percé de nos balles. Quatre chalands ont coulé en route; les trois autres ont été abandonnés comme hors d'usage; les

perdes de l'ennemi ont été évaluées à 700 hommes; et ce chiffre ne me paraît pas invraisemblable. Dans les chalands, on se disputait les places du fond à coup de couteau, et elles n'étaient pas meilleures que les autres, puisque notre balle perçait trois hommes à la fois.

L'attaque par terre n'est pas venue, au grand désespoir de nos tirailleurs, qui trouvaient que la fête n'avait pas été complète. Pour nous, montés au dernier point, nous sentions passer comme un vent de croisade, et Marchand écrivit au ministre pour lui demander l'autorisation d'appeler le poste Saint-Louis du Nil en mémoire du Roi dont nous avions dignement célébré la fête le 23 août.

Nous commençons à être bien inquiets sur le sort du *Faidherbe* et de nos camarades du 2<sup>e</sup> groupe, et je faisais débroussailler les abords du poste en prévision d'une attaque par terre annoncée, quand le 29 août au matin une immense clamour s'élève : les tirailleurs, jetant leurs outils, couraient vers le bastion sud, les bras levés; j'y cours, entendant leurs cris en bambara : « Notre bateau vient ! » C'était le *Faidherbe*. Un quart d'heure après j'étais à bord pour lui montrer la passe qui conduit au poste à travers les îles et j'embrassais notre brave Germain; nous avions tous les larmes aux yeux. Il a fallu vingt-trois jours pour franchir les 50 kilomètres de marais, à quatorze heures de travail dans l'eau et la vase, vingt-trois nuits presque sans sommeil pour les hommes dévorés de moustiques et inondés par les tornades continues, vingt-trois nuits sans descendre à terre, parqués dans trois petites embarcations où il était impossible de s'étendre... Pour tenir à une telle tâche, il fallait l'absolu dévouement de nos Soudanais et la fermeté d'âme de celui qui les commandait à ce moment.

Le commandant du *Faidherbe*, l'enseigne de vaisseau Dyé alla ensuite pousser une forte pointe dans le Sobat à 400 kilomètres du confluent, pour essayer de faire la jonction avec les missions françaises envoyées par l'Abyssinie. Mais ces missions, composées d'éléments hétérogènes, par suite des stupides préjugés antimilitaires qui règnent au pavillon de Flore, n'avaient rien fait de durable après la mort de leurs chefs, MM. Clochette et de Bonchamps. Dyé revint sans avoir rien vu et repartit le 17 septembre. Nous savions seulement qu'un traité avait été signé, le 23 juin, au nom du colonel russe d'Armatoff, repré-

sentant l'empereur Ménélük, par M. Potter. Nous nous étions manqués à dix jours près et, satisfait de son papier, M. Potter avait reculé de 300 kilomètres sans laisser aucun poste ni aucun moyen de correspondance avec la mission du Congo-Nil.

À peine le *Faidherbe* était-il reparti qu'on nous annonçait le retour des Derviches. Nous nous gardions de mieux en mieux et nous étions à nos postes de combat le 19 à quatre heures du matin, quand deux beaux noirs, vêtus d'uniformes corrects et pratiques, se présentèrent avec une raideur toute britannique. Ils étaient porteurs d'une lettre adressée « au Commandant de l'Expédition européenne de Fachoda » par le Major général H. Kitchener, Sirdar. Le commandant en chef de l'armée anglo-égyptienne annonçait qu'il avait pris Khartoum le 2 septembre et appris cinq jours après (par la capture du *Safia* venu demander des renforts au Khalife et apporter des spécimens de nos balles) la présence à Fachoda d'une troupe commandée par des Européens qui avait livré combat à une bande madhiste. Il faisait prévoir sa prochaine arrivée.

Marchand écrivit pour le féliciter de la prise de Khartoum et qu'il serait heureux de le voir à Fachoda. Bientôt après apparurent 2 canonnières et 3 vapeurs remorquant une quantité d'allèges. Deux canonnières s'engagèrent dans la passe et de l'une d'elles débarquèrent deux officiers, qui invitérent Marchand à se rendre à bord du vapeur portant le Sirdar. Pendant la conversation, les trois vapeurs avaient rejoint les deux canonnières et nous avions devant notre réduit, à 150 mètres de nos armes, 3 bataillons de Soudaniehs, 100 Highlanders, 40 canons, le tout groupé sur des allèges à deux ponts, c'est-à-dire formant une cible de 4 mètres de haut sur 150 mètres de long, avec 8 ou 10 hommes de profondeur... Nul ne peut dire quel eût été le résultat d'un choc, mais on peut bien affirmer que la prise de Fachoda eût coûté au Sirdar beaucoup plus cher que celle de Khartoum.

Après une longue conversation, le pavillon égyptien fut arboré sur le bastion sud de la grande redoute, à 500 mètres de nous, avec une salve d'artillerie, musique militaire et petit air de cornemuse pour finir. Le Sirdar rendit à Marchand visite dans la soirée, lui remit une protestation contre notre présence à Fachoda et partit le soir même pour le Sobat, où il

fonda un poste le lendemain. Il repassa le 21 devant Fachoda sans s'y arrêter, mais un officier vint déposer simplement un avertissement de lui, communiquant que le pays était placé sous le régime militaire et tout transport de troupes ou de munitions interdits sur le Nil. Sur la protestation de Marchand, disant que le *Faidherbe* était parti pour Meschra sans avoir été prévenu et que son lieutenant, officier de la marine française, reviendrait de la Meschra avec son chargement, même au prix d'un conflit, le caïmacan laissé à Fachoda avec un bataillon dit que l'ordre ne concernait pas le premier voyage du *Faidherbe*, qui en effet revint sans encombre.

Depuis, nous sommes en présence et dans la situation la plus fausse. Les exigences des Anglais croissent à chaque instant; ils veulent interdire au *Faidherbe*, non seulement de nous amener des renforts, mais de naviguer avec des fusils; ils interdisent d'entrer dans le Sobat; ce pauvre petit bateau les met hors d'eux. Ils ont essayé d'aller à la Meschra et de nous tromper sur la position de ce point. Nous entretenons des relations très correctes avec eux, et nous leur envoyons des légumes de notre jardin, ce qui est bien précieux sous ces latitudes; ils nous envoient en échange des journaux qui nous distillent l'affaire Dreyfus et nous montrent notre pays transformé en asile d'aliénés.

Baratier est parti, demandé par le ministère des Affaires étrangères; Marchand l'a suivi de sa propre autorité il y a quinze jours.

Et nous nous regardons comme des chiens de faïence depuis six semaines. Le 19 septembre, nous avons pris une leçon de choses fort instructive et admiré dans cette flottille et ce corps de débarquement une machine bien montée et bien en main, enfin un outil exactement proportionné au but à atteindre: la destruction d'une bande de Derviches au bord du Nil. Depuis, mon Général, nous avons constaté les points faibles de cet instrument de précision et nous nous sommes pleinement rassurés, tout en continuant à rendre justice à l'organisation matérielle de nos adversaires.

1<sup>o</sup> Les canonnières sont exactement du modèle le plus approprié à leur destination; elles ont un très fort commandement et dominent les deux rives du Nil à plusieurs kilomètres, une nombreuse artillerie toute à tir rapide, des mitrailleuses,

si bien que toute bande manœuvrant à découvert doit être rapidement anéantie.

2° Les soldats ont bonne allure, sont équipés en cuir jaune bien préférable au cuir noir impossible à entretenir dans ce climat, bien habillés et bien chaussés.

3° Le moral est entretenu par les distinctions honorifiques qui sont attribuées à certains corps ; le 11<sup>e</sup> bataillon, campé en face de nous, jouit du privilège de porter un pompon rouge depuis sa belle conduite au combat de l'Atbara. Une musique militaire égaye les hommes deux fois par semaine.

4° Le corps d'officiers paraît très peu nombreux, mais bien choisi. Un capitaine anglais promu *bimbachi* commande chaque bataillon ; les officiers d'encadrement sont Égyptiens.

Passons maintenant aux raisons qui nous permettent d'envisager sans appréhension les chances d'une rencontre dans le cas où, s'illusionnant sur ses véritables forces, le caïmacan de Fachoda Jackson-Bey pousserait trop loin les exigences, ou si MM. les diplomates n'arrivaient pas à s'entendre :

A) Les canonnières n'ont aucun blindage qui puisse résister à la balle modèle 86, et un obus de notre petit 35 millimètres suffit pour faire sauter leur machine. Une troupe qui manœuvre sera peu atteinte par leur tir.

B) L'équipement des troupes est très pratique, mais le bien-être des hommes est négligé. Ils n'ont pas de moustiquaires, et c'est une faute grave qui prive littéralement les hommes de sommeil.

C) Le recrutement est déplorable ; les bataillons noirs, les seuls qui puissent faire campagne ici, sont composés d'esclaves libérés qui détestent les Égyptiens et les Anglais et n'ont qu'un désir, retourner chez eux. Beaucoup sont venus nous proposer de déserter pour que nous les reconduisions au Bahr-el-Ghazal. Ils disent que nos tirailleurs sont leurs frères et qu'ils se joindront à nous au premier coup de fusil.

D) Les officiers anglais sont affectés par le climat beaucoup plus que nous ; les officiers Égyptiens se plaignent tout haut de la façon dont ils sont traités et disent que c'est pour l'Angleterre et non pour l'Égypte qu'ils travaillent en ce moment : ils sont complètement déprimés, et n'ont qu'un désir, retourner au Caire le plus vite possible. Nos hommes fraternisent avec eux et nos sous-officiers indigènes sont les confidents de leurs misères.

En somme, quel que soit le résultat des négociations en cours, nous avons bon espoir. M. Hanotaux a dit à Marchand: « Allez à Fachoda. La France tire un coup de pistolet. » C'est fait. Maintenant, si on veut un coup de canon, nous pouvons le tirer dans de bonnes conditions et nos hommes ne feraient qu'une bouchée du ramassis de captifs campé devant eux, qu'ils ont en souverain mépris.

*Au général Hervé*

Fachoda, 8 novembre 1898.

Je profite de ce que nos correspondances de famille peuvent encore passer par l'Égypte pour vous donner de mes nouvelles qui sont excellentes. Notre santé à tous est parfaite et nous sommes dans les meilleures conditions du monde **sous tous les rapports sans exception.**

Les relations privées avec les officiers anglais du camp sont très correctes et quelquefois même presque cordiales.

En attendant que je puisse vous écrire plus longuement, je vous prie de vouloir bien déposer mes hommages aux pieds de M<sup>me</sup> Hervé et de croire à mon dévouement profondément respectueux.

*Au général des Garets*

Barebon, 18 décembre 1898.

Le capitaine Germain m'a envoyé établir la liaison entre l'Abyssinie et nous. D'après les renseignements officiels de Paris, nous avions toutes raisons de croire que Beni-Chougoul était occupé par une colonne de Ménélik avec laquelle se trouvait une mission française. J'ai atteint ce point après de longs détours et une marche très pénible, générée à tout instant par les menées des Égyptiens. Je n'y ai trouvé rien d'intéressant pour nous et j'ai dû faire 200 kilomètres au sud pour atteindre les troupes abyssines.

650 kilomètres d'itinéraire encore jamais parcouru.

J'ai été bien reçu, mais avec de singuliers doutes sur mon identité d'officier français. J'ignore qui s'occupe en ce moment de nous auprès de Ménélik, mais il est certain que le commandant en chef des forces abyssines ignorait jusqu'à hier soir le

nom de Fachoda. Comme il a vu pour la première fois l'uniforme français, l'élément militaire ayant été écarté d'Abyssinie avec un soin qu'on peut qualifier de jaloux, et que je me présente par une route dont l'État exagère les difficultés, il croit qu'il est impossible à un ennemi des Anglo-Égyptiens d'y passer. La conséquence forcée, c'est qu'il n'est pas loin de me prendre pour un espion anglais, italien ou égyptien; il est trop poli pour me le dire, mais ce soupçon pèse sur toute sa conduite.

En attendant, mon courrier peut partir pour Addis Ababa (Entoto), ce qui est bien quelque chose puisque je puis, mon Général, vous souhaiter une bonne année et vous envoyer, ainsi qu'à tous les vôtres, mes vœux les plus respectueux.

*A Madame Henri Suquet*

Dipdilé, 18 février 1899.

Nous avons quitté Goré le 13, ma chère Louise : un gros convoi de 11 Européens de la mission et 4 Européens envoyés à notre rencontre, 139 tirailleurs, 33 Yakomas, une quinzaine de boys, une centaine d'Abyssins, 223 animaux (mulets, chevaux, ânes). Nous avons laissé au dedjeshmatch Tessama notre matériel de guerre : 8 canons de 37 millimètres à tir rapide, 25 000 cartouches, notre petit vapeur, 8 chalands. C'est un cadeau royal qui, à cette distance de la côte, représente une valeur énorme et l'aidera à résister à la prochaine attaque des Anglais.

Nous voyageons dans de très bonnes conditions, ayant chacun deux mulets de selle dont nous apprécions vivement les services, après tant de milliers de kilomètres faits à pied. Nous sommes obligés de faire de très petites étapes à cause des loueurs de mulets qui nous suivent et marchent très lentement, et les vivres nous sont fournis sur la route avec une abondance extraordinaire; tous les jours un bœuf, plusieurs moutons, des centaines de poulets et d'œufs, des cruches de beurre et de miel, des milliers de galettes, et tant de bière qu'il faut prendre des précautions pour nos hommes, qui seraient ivres tous les soirs. Nous avons des pluies très fréquentes; nos compatriotes nous annoncent chaque jour que c'est pour la dernière fois que nous sommes mouillés, si bien que nous devenons très sceptiques sur leurs pronostics.

M. Lagarde a reçu mes deux courriers. Vous avez donc eu constamment de mes nouvelles et pas d'inquiétudes sur mon compte. Mais je n'ai pas des vôtres. Tout notre courrier nous attend à Addis-Ababa : le service postal est tellement extraordinaire qu'on n'ose lui confier des correspondances privées. La mission de Goré est restée dix-huit mois sans nouvelles d'Europe, sans une lettre ni un journal. Nous sommes un peu étonnés de cet état de choses : avec de l'argent on peut beaucoup ici et si nous devions rester ici, nous aurions immédiatement organisé un système de courriers. Mais nous avons tous une grande hâte de rentrer et ce n'est pas le moment d'organiser les États de Ménélik. Cette reculade de Fachoda pèse sur nous tous, bien qu'on en parle le moins possible et que nous essayions de nous chatouiller pour nous faire rire.

Et puis, en voyageant par grande bande, on ne voit que le décor du pays : de beaux paysages, des masses d'hommes qui s'agitent pour notre service, mais rien d'intime ; la vie nationale échappe à l'étranger ; j'en ai plus appris en huit jours dans la colonne de Dimissi que je n'en apprendrai dans toute la traversée de l'Abyssinie.

*Au général des Garets*

Dipdilé (300 kil. O. d'Entoto)

18 février 1899.

Mon Général,

J'ai passé cinq semaines inoubliables au milieu de la colonne du dedjesmatch Dimissi.

Je l'ai vue se concentrer, puis se mettre en marche ; je l'ai accompagnée pendant 150 kilomètres. A la revue passée en l'honneur des Saints Anges, 10 000 hommes étaient sous les armes et chantaient des cantiques ; tous mirent le front dans la poussière en prononçant le nom de la Vierge Marie... puis ils vinrent tous dans la tente du général en chef manger de la viande crue, et le défilé dura de dix heures du matin à sept heures du soir.

Dimissi, enfin convaincu, marchait sur Fachoda quand la nouvelle de l'évacuation me rejoignit le 9 janvier, apportée par le lieutenant Fouque en même temps que l'ordre de rallier Goré, où la mission devait passer. *Ainsi tous nos efforts*

*aboutissent, pour la France, à un affront comme elle n'en a pas subi depuis vingt-huit ans, à cette démonstration que notre pays est irrémédiablement incapable d'une grande entreprise. Pour moi, obligé d'avouer aux chefs abyssins, que nous reculions devant les Anglais, j'ai éprouvé la plus violente colère de ma vie et j'espère ne jamais revivre de pareils instants.*

Dimissi voulait absolument m'emmener guerroyer entre les deux Nils, et avec quelle joie je l'eusse accompagné! Mais j'avais l'ordre d'aller à Goré! Il nous a retenus cinq jours dans l'espoir qu'un courrier nous apporterait carte blanche, mais rien n'est venu que l'ordre de nous laisser aller où nous voudrions, « au nom de Ménélik II, empereur d'Abyssinie, roi des rois d'Éthiopie, le lion de la tribu de Juda ». Nous avons donc pu nous rendre à Goré (400 kilomètres à l'ouest d'Entoto), où le reste de la mission nous a rejoints. Le temps me manque pour vous dire quelle situation nous avons perdue sur le Nil : c'eût été pour nous la possibilité d'atteindre l'Angleterre en Égypte et de renouveler à notre profit les événements inexplicables de la guerre mahdiste : les garnisons se rendant sans combat, les troupes déposant les armes en rase campagne, les employés égyptiens passant au service du vainqueur. A Marchand et à Baratier on a offert de livrer les bateaux anglais qui les ramenaient à Fachoda. Les officiers du 11<sup>e</sup> Soudanais, campé en face de nous, pleuraient au départ des Français et les suppliaient de rester...

Nous voici en route pour Addis-Ababa, où nous serons vers le 12 mars; nous espérons être à Djibouti au milieu d'avril et en France au commencement de mai. Nous avons de bons mulets, après avoir si longtemps marché à pied; nous avons froid la nuit (300 mètres d'altitude) après avoir longtemps étouffé, et le climat tonique des montagnes nous repose du marais nilotique.

*A son frère Georges (1)*

Ambo (4 jours à l'ouest d'Addis-Ababa), 6 mars 1899.

Embrasse-moi, mon cher Georges, je suis fier de ce que tu as fait à Sikasso et pendant la poursuite de Samory, fier de ce

(1) George Mangin, capitaine d'infanterie coloniale, tué à l'ennemi, le 13 juin 1908, en Mauritanie.

que tu as ressenti et pensé pendant ta dernière campagne.

Tu es maintenant en pleine possession de toi-même, certain en toute circonstance grave de te retrouver tel que tu t'es montré le 1<sup>er</sup> mai dernier. C'est énorme cela, et tu es plus heureux que je ne l'ai été : j'ai fait ma première campagne (89-90) au Soudan dans des conditions médiocres et j'ai attendu seize mois mon affaire de Diéna (24 février 91). J'ajoute que, malgré trois blessures, la croix a mis dix mois à m'arriver (30 décembre 91), ce qui doit te donner de la patience. Mais tes lettres me montrent que tu n'en as pas besoin, que tu es dans les saines idées de toujours, bien faire sans calculer la récompense possible : elle vient d'elle-même et tout d'un coup.

... Marchand a quitté Fachoda fin octobre, pour aller porter au Gouvernement son rapport et se mettre à portée de recevoir des ordres. A vrai dire, il allait à Paris et faisait bien. Il a été arrêté au Caire par l'ordre de rejoindre son poste et d'évacuer Fachoda. Pour prévenir toute complication provoquée par les démonstrations francophiles des Égyptiens, on voulait que nous revenions par Loango. Marchand a refusé et choisi la voie du Sobat et de l'Abyssinie. En son absence, les prétentions de nos voisins anglais s'accroissaient et Germain, commandant par intérim la Mission, m'a envoyé ouvrir avec l'Abyssinie les communications officielles que les Anglais nous refusaient par le Nil. Je suis parti avec 54 hommes le 11 novembre pour les Beni-Chougoul. J'ai envoyé 30 hommes à moitié route, laissé 2 postes de correspondance, et, malgré les menées anglaises, je suis arrivé chez les Beni-Chougoul le 29 novembre avec 16 hommes...

Là, visage de bois; au lieu des Français et du poste abyssin que je croyais trouver, un simple garde-pavillon dans un pays récemment pillé par le ras Makonnen et exécrant Ménélik. J'ai dû aller à 250 kilomètres au sud-ouest pour trouver le *dedjesmach* (général en chef) Dimissi, qui concentrat une colonne et m'a pris pour un espion anglais. Il voulait m'envoyer à Addis-Ababa. Il a pourtant reculé devant l'emploi de la force et je suis resté six semaines avec lui. Mis peu à peu en confiance, il consentait à marcher sur Fachoda, quand mon lieutenant Fouque m'a rejoint avec la nouvelle de l'évacuation et l'ordre de rejoindre la mission à Goré. Nous avons été internés six jours au pied du Toullou

Ouallel (420 kilomètres sud-sud-est), et n'avons rejoint Goré que le 29 janvier, six jours avant la mission qui avait fait un voyage des plus faciles sur le Sobat-Baro.

J'ai donc vu 15 000 Abyssins se concentrer, camper, marcher, manœuvrer. J'ai partagé leur nourriture (moins la viande crue) et leur tente, car j'avais tout laissé en arrière pour aller plus vite et n'emportais guère que ma boussole et mes topos. C'est une vie que je n'avais jamais menée et qui m'a prodigieusement intéressé. Ce qui reste de tous mes efforts, — en dehors de 1 800 kilomètres d'itinéraire, — est peu de chose, puisque nous n'avons plus d'intérêt direct à la présence des Abyssins en face de Fachoda ; mais c'est en tout cas la démonstration faite que des officiers peuvent marcher avec les colonnes de Ménélik, — non comme instructeurs, l'orgueil abyssin s'y oppose, — mais comme spécialistes (topographes, artilleurs, photographes, etc.), s'y imposer et en diriger la marche. Dimissi voulait me garder près de lui à toute force.

Pour le moment, nous marchons vers Addis-Ababa, où Ménélik arrive ces jours-ci après avoir réglé ses affaires avec le ras Mangach révolté récemment.

**A Madame Joseph Ménard**

A bord du *d'Assas*, 23 mai 1899  
En vue de Suez.

Nous arrivons à l'instant en rade, ma chère Marie. Le vagnemestre va porter nos lettres à terre, elles partiront par le chemin de fer et seront à Port-Saïd avant nous. Il est possible qu'un bateau parte de Port-Saïd demain, et que par conséquent ma lettre arrive avant moi.

Elle te dira que nous avons traversé le désert Somali (entre Harrar et Djibouti) par une pluie diluvienne, et que nous avons été arrêtés par un torrent là où nous craignions de manquer d'eau. La traversée de la Mer Rouge, considérée comme épouvantable en cette saison, s'est très bien passée, grâce à une bonne brise du Nord. Quant au séjour à Djibouti, nous l'avons abrégé autant que possible.

Je crains que mes lettres de Goré et des Beni-Chougoul ne vous soient pas arrivées. Comme j'ai la preuve que mes courriers ont gagné Addis-Ababa, c'est que les correspondances

deviennent de moins en moins sûres à mesure que nous nous rapprochons d'Europe. Je t'embrasse toi et les tiens.

*Au général Hervé*

A bord du *d'Assas*,  
dans le canal de Suez, 24 mai 1899.

Peut-être cette lettre trouvera-t-elle à Port-Saïd un courrier pour Brindisi, ce qui lui permettrait d'arriver en France avant moi. Elle vous dira la joie et l'orgueil que j'ai eus en recevant votre haute, votre enthousiaste approbation. Mes parents ne sont plus pour voir leur nom toujours porté de même ; des lettres comme les vôtres me rattachent à eux.

Nous ignorons encore notre port de débarquement et à plus forte raison la date de notre arrivée à Paris. « Les ténèbres de l'Afrique » sont peu de choses près de celles dont on nous entoure. Nous les épaissons encore et l'un des journalistes venus à notre rencontre disait dans un *speech* à l'une des réceptions de Djibouti : « Ils sont charmants ces officiers, etc., mais on ne peut rien en tirer ! »

Je vous prie, mon général, de vouloir bien déposer mes hommages aux pieds de M<sup>me</sup> Hervé, en la remerciant de son petit mot vraiment trop flatteur et de croire à mes sentiments profondément respectueux et dévoués.

CH. MANGIN.

---

# LE VOTE DES FEMMES

---

DERNIÈRE PARTIE (1)

---

Odile, de sa chambre, entendit la voix d'Ignace grave, chaude, mâle, lancer sur la terrasse au-dessous du balcon ce mot de « Madame ! Madame ! » à deux tons dont il l'appelait de telle façon qu'on était sûr qu'il ne s'agissait pas de M<sup>me</sup> Legrand-Maillard. Il l'appelait sans vergogne, continuellement, comme un compagnon de jeu sans lequel il se serait ennuyé. La première impulsion d'Odile fut de bondir au balcon, tant ce besoin qu'Ignace avait d'elle lui semblait précieux et charmant. Puis le second mouvement lui vint d'une certaine prudence chrétienne, d'une réserve de son éducation pieuse qui la mettait en garde contre ce grand sensuel d'Ignace dont les narines ouvertes semblaient toujours chercher quelque délice. Et sans donner signe de vie, elle se remit à écrire à la Supérieure de son Couvent du Janicule, sur ce petit bureau d'où Hubert avait naguère ôté en son honneur les bouts de cigarettes jetés au fond des vases de fleurs et sur lequel aujourd'hui sa constance ingénue faisait trôner la photographie de Marc Dauxerre encore américainisé par ses lunettes d'écailler, comme un signataire de Pacte. Mais elle s'arrêta pour songer à Ignace.

(1) Voyez la *Revue* des 15 août et 1<sup>er</sup> septembre.

Son austérité s'inquiétait au souvenir de leurs jeux de la veille à la Bataille de fleurs. Sous une longue pergola improvisée bâtie d'oreilles et de mousselines roses, si près de la mer que leur loge semblait une gondole en marche vers les îles, au son d'une musique facile que le bleu, le soleil et les parfums idéalisait, Odile et Ignace, négligeant peu à peu l'attaque des inconnus qui, en automobiles fleuries, glissaient sur la piste et les bombardaiient de bouquets, s'étaient abandonnés à un duel bien vulgaire, et, face à face, plongeaient leurs mains dans les corbeilles pour s'inonder de narcisses, de roses, de mimosas, de tout ce que les serres de M<sup>me</sup> Legrand-Maillard avaient produit pour la circonstance. Ignace riait comme un fou. Elle le traitait d'enfant. Enfant, oui. Mais qu'est-ce qu'il avait fait à Dakar? L'enfant, n'était-ce pas elle, Odile? Elle se le rappelait maintenant, ils ne pouvaient finir: ce rire de jeune homme heureux la fascinait; elle cherchait à jeter des fleurs dans ses yeux, en pleine bouche. Aujourd'hui tous ces amusements lui semblaient équivoques. Ignace avait une nature si indéchiffrable! Qu'était-il, au fond?

Si Odile, par délicatesse et sur l'ordre d'Hubert, s'interdisait désormais toute recherche de curiosité touchant le passé d'Ignace, il ne lui était pas défendu d'interroger son âme présente. Mais alors elle ne voyait que spontanéité, absence de calcul, sensibilité déréglée, — ce désespoir de l'autre jour au départ de Bernard! — bonté, générosité; et ces yeux de Pierrot berné, si purs au fond.

Elle se disait :

« Chose inexplicable, c'est en sa compagnie que je me plais davantage. Cependant ce Bernard qui comme les autres a cru m'aimer m'attirait bien. Quel plan supérieur pour se rencontrer! J'imagine une journée passée avec lui au Forum ou au Colisée, à ressentir ensemble les mêmes émotions. Je le vois découvrant devant moi les vestiges d'un martyr. Cher Bernard, quelle distinction de pensée! quelles restrictions de paroles, de sentiments: toutes les contraintes du monde jointes à celle de la religion pour aboutir à cette finesse. Je voudrais qu'après mon retour à Rome nous restions amis intimes. Il me semble que maintenant je ne pourrai me passer de Bernard. Mais le mariage!... »

Ses yeux se portèrent instinctivement sur la photographie

de Marc, mais son regard l'avait comme usée à force de s'y poser, à force d'en arracher une à une les misérables étincelles de vie que peut produire une image par contact avec l'âme. C'était fini. Elle crut le voir, ne le vit pas. Et dehors la voix recommença d'appeler à deux tons :

— Madame ! Madame !

Odile se pencha au balcon et aperçut ce blême visage levé sur elle, si suppliant !

— Que me voulez-vous, enfin ? dit-elle, feignant l'impatience.

— Je vous attends depuis une heure, madame, pour vous montrer la terrasse des orangers avec ses buissons de roses qui en une nuit se sont couverts de boutons. Venez : le soleil va se coucher : il sera trop tard.

— J'achève ma lettre et je descends, dit Odile.

Elle ne l'acheva pas, ferma seulement le buvard, s'enveloppa d'un châle d'argent à franges et se dit, en obéissant :

— C'est un pauvre garçon qu'on me semble mépriser un peu trop dans cette maison. Si je pouvais lui faire du bien...

Le cœur d'Ignace s'ouvrit quand Odile apparut sur la terrasse. Ils étaient seuls elle et lui, à la villa Diana, Hubert ayant accompagné à sa banque M<sup>me</sup> Legrand-Maillard. Odile résit avec Ignace le trajet où, au premier jour, elle avait entraîné Bernard. Aujourd'hui tout craquait de sécheresse sous le soleil et elle s'amusait à regarder le ciel à travers la résille des oliviers. Ignace ne cessait de parler. Il disait que ce fait-là ressemblait à un conte persan, à une légende d'Ispahan, car enfin le jardinier avait bel et bien coupé toutes les roses hier matin et c'était sous la rosée de la nuit que ce bloc de verdure avait refleurri miraculeusement.

Mais en arrivant sur la terrasse, au moment où Ignace exultant lui découvrait ce bourgeonnement rose, elle devint triste et ne put s'empêcher de dire :

— Ce pauvre Bernard !

Ignace répéta :

— Ah ! Bernard.

Puis en réfléchissant :

— Voyez comme je suis un être indigne. J'étais follement heureux, hier, à cette bataille de fleurs, sans même songer à lui, sans une pensée de pitié pour lui qui souffre seul mainte-

nant à Rome. Or j'admetts toute la souffrance humaine, si méritée d'ordinaire, mais pas celle de Bernard. Bernard, madame, c'est un être indéfinissable. Tenez, Hubert représente une grande valeur. Mais Bernard appartient à un ordre au-dessus d'Hubert, et il faudrait se mettre à genoux devant lui.

Ignace était si frémissant, si défaît en parlant de Bernard enfui, qu'Odile sentit tomber tout soupçon. Elle se demandait : « Quel mal a-t-il pu commettre possédant une pareille sensibilité, et que s'est-il donc passé de si grave au Sénégal ? »

— Hubert, continuait Ignace, il personnifie les grands de Pancé : notre aïeul le Maréchal (auquel, par un trait d'esprit du sort, c'est moi qui ressemble), ou l'autre ancêtre, le Chancelier ; mais l'essence de Bernard est d'une qualité surhumaine.

Odile le regardait en face avec une immense curiosité, et ne put retenir la question qui la brûlait depuis tant de jours :

— Mais vous, Ignace, vous, qui êtes-vous donc ?

Il baissa les yeux.

— Moi, dit-il sur un autre ton, je ne puis être que le grand Pierrot qui vous aura quelque temps amusée.

— Ce n'est pas mon genre, dit Odile, de m'amuser d'un garçon qui a une âme, une vie douloureuse, je présume, peut-être un grand drame intérieur. Dans chacun de nous, un monde déroule des événements spirituels parfois terribles.

— Personne ici ne vous a donc parlé de moi ? demanda-t-il d'une figure incrédule. On ne vous a pas raconté mon histoire ? Hubert ? non ? M<sup>me</sup> Legrand-Maillard ne vous a pas dit que je déshonorais ma famille ?

— Véritablement, répliqua Odile, on ne m'a rien dit. Quelques réticences... J'ai cru comprendre que vous aviez fait des dettes et ne veux rien savoir de plus sur les faits matériels ; mais seulement, Ignace, quelle sorte d'âme fuyante vous avez !

— Ah ! dit Ignace, mon âme c'est bien le pire. A moins que je n'en possède pas, ce qui est encore une hypothèse à envisager. Tout ce que vous pourrez imaginer de plus inconsistant, de plus déliquescent. Aujourd'hui, je danse devant vous, madame, dans ce milieu de respectabilité. Demain je puis rouler jusqu'à des fautes inavouables. Je ne sais rien qui puisse me retenir. Si, une chose peut-être : la grande religion que j'ai pour Bernard et aussi pour une autre personne...

— Vous voulez me forcer de vous demander laquelle ?

— Je ne puis pas vous le dire.

Odile sentit une de ces ondes euphoriques dont se fait précéder la fièvre et dit :

— Mais c'est justement l'âme, cela, mon petit Ignace.

Serrée dans son châle d'argent où jouaient les reflets d'un ciel rougissant, Odile descendit une marche et cueillit dans les rosiers le plus petit bouton qu'elle mit affectueusement dans les doigts d'Ignace.

— Pour terminer la légende persane, dit-elle. Je souhaite que vous conserviez cette fleur, qu'elle vous soit un talisman et vous fasse ressouvenir à chaque contact de cette âme faible, mais exquise que vous avez, j'en suis assurée maintenant.

— Ah ! si vous saviez, dit Ignace sans joie, à qui vous faites ce présent !

A la vanité d'éprouver son pouvoir, succéda en Odile la crainte d'être allée trop loin. Il lui sembla que les yeux qui se fixaient sur elle changeaient, se fripaient, se flétrissaient. Elle dit :

— Le soleil se couche ; le temps fraîchit.

Et elle se remit à descendre les degrés disjoints de la terrasse. Ignace ne paraissait pas désirer la suivre. Quand elle fut en bas, il se décida : sans prendre d'élan il fit un bond léger de faune et vint s'abattre aux pieds d'Odile, comme un être de velours et lançant un rire de jeune vainqueur.

— Madame, madame, murmura-t-il, — et il marchait docilement près d'elle, — faites ce que je vous demande. Écrivez à Bernard, dites-lui de revenir. Il est parti de trop vous aimer, j'en suis sûr ; j'en ai une preuve indubitable. Je ne savais pas que c'était à ce point. Confiez votre vie de jeune femme solitaire à Bernard, madame. Il est digne de vous. C'est le seul. Épousez-le. Hubert aussi vous aime. Qui ne vous aimerait pas ? Hubert vous aime en héros, en demi-dieu ; il mettra un royaume à vos pieds. Mais Bernard est plus grand qu'Hubert, car il est parti pour s'effacer devant Hubert ; et Hubert ne vous aurait jamais quittée pour s'effacer devant Bernard.

— Mais moi, Ignace, dit Odile plaintivement, je ne les aime ni l'un ni l'autre.

Comme ils arrivaient devant la terrasse de la maison, ils aperçurent de loin le grand papillon de tulle blanc qui annonçait M<sup>me</sup> Legrand-Maillard. A côté d'elle marchait Hubert qui

était actuellement son conseil financier : nu-tête, son lourd front sculpté penché vers le sable, il apparaissait sous le fardeau invisible d'un souci. Quant à l'hôtesse, sa figure n'était pas plus réjouie. A peine Odile et Ignace l'eurent-ils rejointe, croyant à une perte d'argent considérable :

— C'est bien le comble, dit-elle. Hubert m'abandonne à son tour. Ne faut-il pas maintenant qu'il se rende à Arcachon ! Ma parole, tout le monde s'ennuie chez moi.

Hubert sourit !

— Madame, vous me méconnaissez, protesta-t-il.

Mais Odile et Ignace, saisis par le drame qui s'aggravait, s'entreregardèrent et leurs pensées se confondirent sur cet Hubert dont ils venaient de nier la générosité. Odile aurait voulu lui faire comprendre l'inanité de cette surenchère. Elle dit avec beaucoup de force :

— Il ne faut pas partir, Hubert.

Il sourit de nouveau en disant qu'il ne s'en irait pas comme Bernard, qu'il ne quitterait la villa que dans quelques jours.

Toute la soirée, Odile essaya de s'isoler avec lui, mais il ne s'y prêta guère, s'adjoignant continuellement Ignace ou M<sup>me</sup> Legrand-Maillard. On parla tout naturellement de Bernard. Il était le bienheureux vers qui montait ce soir l'encens du sacrifice.

— Si vous l'aviez connu à quatorze ans, à quinze ans, disait Hubert à Odile, — et il prenait à témoin leur vieille amie, — petit chevalier de plâtre étendu sur le dos par la maladie, il n'y avait que le ciel qui se présentât à ses yeux, et il disait qu'il discernait des cathédrales dans les nuages. Je pense qu'il y volait, qu'il s'y enfermait, qu'il y servait des messes imaginaires en petit surplis vaporeux. Sa figure, qui n'a pas excessivement changé depuis, respirait le bonheur et je ne sais pourquoi l'on disait toujours à la maison « ce pauvre Bernard ». Cette coxalgie qui le privait de tout mouvement à un âge où la vie n'est qu'un tourbillon, nous apitoyait tous tendrement sur son sort. Mais il était déjà l'exemple de la force morale. Je me souviens de la dépêche qui m'annonça la guérison de son mal. J'étais au collège, en philosophie. J'aurais préféré qu'il fût rendu à la santé par les voies rationnelles de la science. Puis je réfléchis que tout est rationnel, que tout est scientifique, que

le temps n'est pas un élément indispensable à une cure, qu'il n'y avait pas de mystère troublant dans la sienne et je fus tout à la joie de voir mon frère debout, marchant et courant même à ma rencontre le jour qu'il vint me voir au parloir. Mais lui persistait à nier la logique du phénomène dont il était le héros. La vie ne sembla le reprendre qu'à travers un nuage. Il est demeuré le chevalier blanc perdu dans son rêve ; il a continué de vivre dans sa cathédrale idéale, et c'est le côté ineffable de sa nature. Même son énergie, qui est sans mesure, — et parfois sans raison, — est embuée de douceur. A Pancé, autrefois, nous l'avions appelé « le petit Saint-Bernard ».

Odile fumait une cigarette blonde qui répandait une odeur de thé et de miel ; elle écoutait obstinément silencieuse ce panégyrique de l'homme qu'elle n'aimait pas. Par un retour assez logique de son esprit imaginatif, c'était Hubert qui, ce soir, l'intéressait. L'aimait-il vraiment ? Elle aurait désiré en être sûre. Un aveu formel ; de l'argent comptant : une absolue sécurité, — après quoi elle se serait interrogée elle-même. Ce grand positif, cet orgueilleux qui s'effaçait devant le frère aimé, lui apparaissait ce soir dans le relief d'un romanesque bien séduisant.

Et elle l'entendait encore lui dire l'avant-veille, sur ce même canapé où il évoquait ce soir si tranquillement Bernard : « Une seconde fois c'est vous qui serez éperdument aimée. » De qui parlait-il alors ? De Bernard ? De lui-même ?

Ce fut à ce moment que M<sup>me</sup> Legrand-Maillard, voyant de sa bergère Odile regarder celui qui parlait de Bernard, lut en clair toute l'énigme.

Elle n'était pas de ceux qui s'en remettent à la fatalité du soin d'arranger les affaires humaines. Dès le lendemain, elle prenait Odile à partie.

— Dieu sait, mon enfant, que j'avais bien juré de ne m'occuper plus de votre sort sentimental ! Il m'en a trop coûté une première fois. Mais ici le Destin a tout fait, et une tragédie se joue sous mon toit dont ma conscience se doit de vous avertir. Car les jeunes femmes d'aujourd'hui n'entendent rien aux clairs obscurs de la passion des hommes si elles n'en ont pas reconnu les espèces. Les deux messieurs de Pancé vous adorent, ma chère, voilà le secret du départ de Bernard, et, vous le comprenez maintenant, d'Hubert. Je ne pouvais pourtant

pas laisser se détruire, s'annuler l'un l'autre deux amours aussi magnifiques dont vous risquiez de ne jamais soupçonner le tribut et, je puis ajouter, l'honneur. Il s'agit donc pour vous maintenant de faire un choix qui donnera au moins un sens à l'un des deux sacrifices. Vous m'accorderez que, lors d'un premier avatar, vous étiez trop déterminée d'avance pour qu'on m'accuse d'avoir alors agi sur votre cœur. Je vous représenterai seulement cette fois-ci qu'Hubert, ce grand gentilhomme moderne si difficile à émouvoir, puisqu'on ne lui a jamais prêté qu'une liaison avec une jeune femme morte aujourd'hui, assez sûr de sa force pour s'être enterré à trente ans dans un désert et de qui la famille croyait qu'il ne condescendrait jamais à s'enchaîner, vous offre là un don inespéré. Sage, hardi, capable de se mortifier jusqu'à l'écrasement de soi-même, une sorte de Bayard des affaires, il est un parti qu'une femme ne rencontre pas sous le fer d'un cheval. Pensez-y, ma petite enfant, dont l'existence à Rome est une gageure. Obligée de venir vous réfugier chez moi quand les Romains de rencontre deviennent trop obsédants, à vingt-cinq ans et si jolie, toute seule dans votre couvent qui ne vous garde guère, proie enviable par votre seule fortune, dans une solitude de cœur abominable, voici que vous voyez à vos pieds l'honneur et la force réunis dans un homme dont la figure...

— Mais, chère amie, dit Odile, ironique, Hubert ne se met pas à mes pieds, puisqu'il s'en va.

— Allez-vous incriminer sa générosité envers son frère ?

— Un grand amour n'a de générosité que pour l'objet de sa passion. Si j'avais eu, moi, une sœur, sachez que je ne lui aurais pas abandonné Marc.

— Ma chère petite, vous ne connaissez pas le métal dont est fondu le cœur de certains hommes. Les femmes ne comprennent jamais ce qui peut se passer chez les hommes, jouets de leur passion, pour peu qu'une question d'honneur mâle s'introduise entre eux et ce qu'ils aiment.

— C'est bien là que je veux en venir, — et les lèvres fragiles d'Odile riaient d'un rire forcé, nerveux, provocateur, — Hubert ne m'aime pas plus que tout. Bernard, pas davantage. Ma conception de l'amour est tout autre. Laissez-moi donc, ma grande amie, continuer la petite existence paisible que je me suis organisée à Rome où je ne suis pas si malheureuse,

où j'ai beaucoup de relations intéressantes, où trois à quatre fois la semaine je dine en ville, où je fais un peu d'archéologie avec une jeune religieuse de mon couvent, où mes souvenirs, moins virulents qu'autrefois, me tiennent, quoi que vous en pensiez, une compagnie assez douce.

— Hubert vous déplaît? demanda M<sup>me</sup> Legrand-Maillard.

— Loin de là, dit Odile.

Une fois seule, Odile se mit à pleurer. Elle était comme un promeneur perdu qui vient de passer le chemin de traverse qui s'offrait et ne sait pas pourquoi il s'est refusé à le prendre; qui sent intimement que le chemin était bon et pourtant ne veut plus retourner en arrière à cause d'une foi superstitieuse en sa décision. Tout au plus, Odile s'accordait-elle inconsciemment de piétiner sur place pendant les deux ou trois jours qui la séparaient du départ d'Hubert. Ne serait-il pas toujours temps, au dernier moment, de lui faire savoir qu'il n'avait pas à fuir, qu'elle n'aimait pas Bernard?...

Et c'était ici que venait buter cette pointe avancée de son caractère qui était l'exaltation, l'imagination, la fantaisie. Car le ferme raisonnement qui établissait son existence sur des principes rigides, qui formait les assises de sa nature, qui lui donnait son aspect de jeune femme supérieure ne cessa pas, durant ces journées où elle se voyait perdue sur sa route, de lui montrer Hubert comme le but de sécurité, de bonheur et la seule solution intelligente de tous ses conseils incohérents. Mais cette idée de raison attachée au choix d'Hubert ruinait jusqu'à l'estime sans mesure que lui inspirait, surtout à présent, le plus fort des de Pancé; jusqu'à l'attrait qu'elle éprouvait pour les perfections physiques d'Hubert; jusqu'à ces images auxquelles son expérience ne pouvait échapper et qui lui montraient une pauvre Odile meurtrie et fustigée par la vie, calmée sur le sein de cet homme que l'amour ennoblissait encore.

— Je n'ai que faire d'un mariage de raison, disait dans son cœur une voix rebelle.

A table, dans le courant du jour, elle s'efforçait à un enjouement qui parut normal, et en réalité ne lui donnait que l'air nerveux. Ils allèrent tous en voiture à Nice et ce fut Ignace qui conduisait. Hubert devant elle, sur un strapontin, parlait beaucoup de la Campine. Il était comme les gens en

partance, à demi loin déjà. Et il sentait continuellement sur lui le regard furtif d'Odile, qui, par des calculs secrets, mesurait, essayait comme un vêtement cet homme épris d'elle, ses yeux trop impérieux, son front trop lourd, ses lèvres au pur dessin mais trop parcimonieuses.

Des idées tronquées apparaissaient en elle, découpées à l'emporte-pièce par des phrases toutes rondes :

— Tant pis.

Ou bien :

— Mais alors, ce pauvre Bernard?...

## II

— Écoute, Ignace, dit Hubert, le matin de son départ pour Bordeaux, je t'avoue qu'il me devient pénible de me représenter sans cesse ta dette envers cette femme de cinéma qui a pourvu un temps à ta subsistance, comme tu me l'as confessé. Tu sais que je te fais crédit et te prépare une situation convenable. Il eût peut-être été mieux de te laisser gagner par ton travail, afin de te réhabiliter à fond, l'argent que tu lui dois. Mais cette attente s'accompagne pour moi de nausées qui nuisent à l'amnistie totale que, de grand cœur, je désire t'accorder. Je préfère payer dès à présent. A combien se monte cette dette?

— Mais je n'ai jamais calculé, dit Ignace décontenancé. Tu me prends de court, vieux frère. Attends : il y avait deux leçons par semaine avec Borlin; un complet qu'elle a exigé que je me fasse faire chez Albert; mille francs pour mon voyage à Pancé quand notre mère fut malade. Veux-tu que je compte aussi les dîners que je prenais chez elle? Souvent elle me prêtait un billet de cent francs...

Hubert le regardait, désarmé, avec plus de tristesse que de colère. Il fit un chèque d'une somme arrondie.

— Paie cela le plus tôt possible, mon petit Ignace, dit-il. Betty Curly tourne, paraît-il, actuellement un film à Londres : écris-lui pour te faire avant tout confirmer son adresse.

— Je crois que c'est un peu trop, vieux Hubert, dit Ignace ébloui. Elle a de l'argent de tous les côtés aujourd'hui.

— Ce n'est pas trop cher pour mon soulagement, dit Hubert.

La-dessus Ignace eut un élan d'affection vers son frère, et, intimidé pour prononcer une telle phrase, il dit en hésitant :

— Mon pauvre Hubert, tu méritais d'être plus heureux.  
 — Mais je suis très heureux, dit vivement et sèchement Hubert, blessé d'une pitié qui montait de si bas vers son orgueil.

Dès l'après-midi, pendant qu'Hubert achevait ses valises, Ignace écrivit à Betty Curly une lettre d'homme d'affaires pudibond. Il se la représentait grasse, enrichie, âpre comme une banquière.

A la nuit tombante, Odile joignit enfin au salon Hubert qu'elle cherchait depuis le matin. Elle était toujours le voyageur ayant renoncé au chemin de traverse et qui revient cependant sur ses pas pour l'envisager encore une fois. Elle lui dit :

— Je regrette que vous partiez.

— Vraiment? dit-il avec beaucoup de naturel. Il me serait bien agréable de le croire, madame.

— Croyez-le, dit Odile gravement. Votre présence ici remplit toute la villa d'un sentiment d'assurance, de confiance. Je pense que c'est le privilège des êtres qui comme vous possèdent en eux plus de vie profonde et calculée que les autres, qui ne sont le jouet d'aucun événement, dont la volonté est comme un cèdre dans un parc. L'amitié que j'avais pour vous était sans doute très intéressée. Les êtres faibles demandent beaucoup à un homme comme vous.

— Mais, madame, vous n'êtes pas un être faible.

— Si, sans doute, puisque je ressens une sorte de peur à vous voir partir.

Il la regarda entre ses cils avec tant de tendresse incoercible qu'Odile, à cet instant, se demanda si elle n'aimait pas cet Hubert si grand et si bon à la fois.

— Je passerai encore quelques jours à Cannes à mon retour, reprit-il avec calme. Je dois revenir par ici afin de joindre ce malheureux Ignace et de l'emmener en Campine. Il lui faut une poigne de fer, vous savez.

Ce fut à ces mots qu'Odile réalisa pour la première fois le départ d'Ignace. Ainsi, ses trois bons chevaliers disparaîtraient tour à tour de son existence; et une phrase se forma toute seule en elle :

— Et le plus charmant des trois...

Qu'allait-il devenir là-bas dans cette vie rude, trop rude

pour la chair tendre de son âme ? Ici, Odile s'en rendait compte, elle était la seule à le traiter comme il le fallait. Elle seule avait su tirer à soi l'excellence, la fleur de cette nature incomprise. N'allait-il pas être malheureux là-bas ? N'allait-il pas refermer son âme déliquescente sur les trésors qu'elle contenait ? Puis elle formula aussitôt cette pensée : « Je ne le verrai plus. » Enfin cette poigne de fer dont parlait Hubert la blessa au fond d'elle-même comme une mère dont on menace l'enfant.

— Que ferez-vous de lui ? demanda-t-elle avec une sorte d'animosité qu'elle dissimula soigneusement.

— Je le mètrai, dit Hubert. Je le briserai par le travail physique. Huit heures par jour à la charrue, ou aux terrassements, ou aux charrois auront raison de son déséquilibre. Et avec moi il les fera. Je tiendrai la main. Il serait le premier à me résister.

On aurait dit Hubert ivre de sa force à ce moment, de son pouvoir sur lui-même dont il venait de faire une telle épreuve !

— Je ne lâcherai la bride à ma sévérité qu'insensiblement. Il faudra qu'il me craigne. Vous me direz qu'il pourrait s'enfuir, s'échapper à travers la campagne, jusqu'à Hasselt, jusqu'à la Hollande. Mais il n'aura pas d'argent. Je le tiendrai par son pain quotidien.

— Comme vous êtes dur ! ne put s'empêcher de dire Odile effrayée de cette explosion d'autorité, d'austérité. Vous me feriez croire que vous avez l'âme d'un geôlier.

— Je l'ai peut-être, dit Hubert, mais l'essentiel reste que je puisse un jour considérer mon frère comme guéri.

— Il y aurait sans doute d'autres moyens moins impitoyables...

— La méthode de notre mère qui l'appelait son meilleur enfant et le choyait comme un petit chien ? Non, non. Pas de douceur avec Ignace. Il faut le briser.

Odile, le cœur gros, remonta dans sa chambre jusqu'au dîner, qui était avancé ce jour-là en vue du train d'Hubert. On finissait une de ces journées de février, véritable printemps de la Provence. Dès six heures du soir, une tiédeur sortait de la terre avec l'odeur de térébenthine, venue de tous les pins. La fenêtre d'Odile qui donnait sur la terrasse se trouvait

ouverte. Elle vint au balcon et aperçut à ses pieds Ignace endormi sur une chaise longue, sans méchanceté, sans rancune, sans amertume, sans pensées mauvaises... Dans la nuit son corps ne formait qu'une tache brune, allongée et seul se voyait son visage lunaire décoré d'une apparence d'innocence heureuse. Odile pensait à tout ce qui l'attendait au terme de son séjour dans ce paradis terrestre. Elle se demandait si elle n'avait pas une mission à remplir envers cette âme plastique et malléable d'Ignace ; si ce n'était pas à elle qu'incombait la tâche de la sauver. Elle dit en le regardant :

— Pauvre petit !

Le dîner fut assez triste. Seul Hubert y parla. Il semblait pris d'un grand regret de quitter sa vieille amie, M<sup>me</sup> Legrand-Maillard, de ne pas lui avoir marqué assez de gratitude en son séjour. Et, tout le long du repas, ils brassèrent ensemble de vieux souvenirs de Rennes, de Pancé, qu'Odile écoutait avec une curiosité passionnée.

Ignace conduisait son frère au train. Odile déclara qu'elle l'accompagnerait aussi, bien qu'il ne parût pas désirer qu'elle vint à la gare. Mais ce fut une manifestation tout à fait anodine, Hubert beaucoup plus préoccupé d'un porteur pour sa valise, d'un contrôleur pour sa place que de ceux qu'il quittait. Quelques poignées de mains et ce fut tout. Sa dernière phrase décontenta Odile :

— Quand retournez-vous à Rome, madame ?

Elle pensa qu'il arrangeait déjà des rencontres avec Bernard pour utiliser le sacrifice accompli. Immédiatement, son esprit à jaiillissemement improvisa une défaite et, sans même dix secondes de réflexion, elle lui jeta, pendant que le train décollait imperceptiblement :

— Mais, sans doute, en quittant Cannes irai-je faire un séjour à Paris, chez mes parents.

Odile eut un étrange sentiment en se retrouvant seule avec Ignace ; un sentiment de liberté, de contrainte disparue, de critique éteinte. Hubert absent, elle voyait Ignace redevenir normal, délivré de la supériorité du frère heureux qui l'écrasait. Il lui semblait ainsi connaître le véritable Ignace. Et celui-ci devait le ressentir pareillement, parce qu'il montrait une visible dignité extérieure qui le différenciait déjà, dès ces premières minutes, de l'Ignace humilié des semaines dernières.

— Il est chic, Hubert, déclara-t-il péremptoirement, — acceu encore de l'importance du volant et de cette licence qu'il avait de conduire Odile à sa guise, — il est chic d'être parti comme Bernard.

— Peut-être avait-il à faire effectivement à Arcachon, dit Odile.

— Voyons, madame, dit Ignace, vous savez bien la vérité, et qu'à peine à mille kilomètres d'ici, il écrira à Bernard : « Maintenant, vieux, tu peux revenir près de M<sup>me</sup> Jacqueline. » Je l'avais mal jugé, Hubert : il vaut Bernard. Ça doit être très dur de vous quitter, madame. Je me demande comment je puis avoir des frères si bien. Moi, je n'aurais jamais pu m'en aller, si, comme eux, je m'étais senti digne de vous. Vous auriez choisi, mais jusqu'au bout j'aurais couru ma chance, ma chance merveilleuse, ma chance divine...

— Mais, où me menez-vous ? dit Odile à cet endroit.

Ils laissaient la mer à gauche et l'auto s'enfonçait dans les mauvaises routes de l'Esterel.

— Une fantaisie de votre pauvre chauffeur, dit-il en riant, la regardant de tous ses yeux sans mensonge. La lune va se lever bientôt sur les arènes de Fréjus et je veux vous les montrer au clair de lune.

Odile fut effrayée d'une telle liberté prise à l'égard de M<sup>me</sup> Legrand-Maillard qui n'était pas avertie. A quelle heure allaient-ils rentrer, et que dirait leur vieille amie ?

— M<sup>me</sup> Legrand-Maillard dort depuis longtemps, dit Ignace. Quant à nous deux, nous allons rouler si vite, vous allez voir ça ! Je connais la route. Fiez-vous à moi.

Le plus extraordinaire pouvait paraître justement qu'Odile se fiait à Ignace, non seulement à ses acrobaties lors des tournants sur les routes de la montagne, mais à l'étrangeté du compagnon qui disposait d'elle dans cette nuit solitaire. Lui ne parlait plus, s'amusait follement de cette course. La descente sur Fréjus fut vertigineuse. Il dit seulement à Odile :

— Vous n'êtes pas une femme peureuse !

— Je n'ai pas peur, Ignace, dit Odile, parce que c'est vous qui conduisez.

La lune, au ras de l'horizon, commençait à faire sortir du chaos les bousoufflures de ce grand panorama nocturne, les

Alpes lointaines et leurs derniers rebondissements jusqu'à la mer. Odile n'apercevait pas encore les arènes, mais, au ralentissement d'Ignace, comprit qu'il les voyait. Elle était auprès de lui comme devant le sphinx, toute frémisante, aux aguets de la moindre parole, de la plus minime émotion capable de manifester une âme où tout devenait merveille, où tout était surprise à ses yeux prévenus, comme des fruits exquis sur un arbre sauvage, une belle mélodie sortant d'un instrument de rebut.

Quand ils eurent mis pied à terre devant ces ruines circulaires, à demi enterrées, violettes comme une affiche, elle n'eut pas d'autre inquiétude que de savoir comment allait réagir à ce spectacle celui qu'on lui avait montré si déchu.

Mais il était trop Pancé malgré ses mélanges pour échapper à ce qu'il était venu précisément chercher ici, comme s'il en était vraiment altéré, c'est-à-dire de la grandeur. Il demanda à Odile de lui donner la main afin qu'il pût la guider parmi les végétations qui encombraient les champs noirs. Elle lui tendit sa main gantée et se laissa entraîner. Il savait une brèche dans la muraille qui enfermait les arènes; il la trouva. La lumière lunaire prenait une sorte de consistance maintenant au contact des choses. Et, bien que ces ruines, pour des yeux habitués aux super-étages du Colisée, ne fussent que de pauvres cintres calcinés par le temps, Odile se trouvait dans un état triomphant qui répandait de la splendeur autour d'elle. Lorsqu'ils s'arrêtèrent au centre, elle se vit dans un désert, sans autres traces d'humanité que ces maçonneries romaines, seule, debout auprès du mauvais garçon dont le passé ne pouvait être raconté. Et elle fit en lui l'acte de foi le plus gratuit, le plus dépourvu de raison, le plus absurde.

Ignace disait :

— Toute ma vie je me rappellerai cette nuit tiède dont j'aurai passé un instant éternel, perdu dans le temps et dans l'espace, aux côtés de la plus divine des femmes. Madame, madame, dites-moi qu'en cette minute vous ne me méprisez pas. Voyez, là où roulaient des chars sur les pavés sonores, vous êtes à côté d'un pauvre type que la vie a écrasé. Là où de beaux gladiateurs luttaient sous les yeux d'une riche foule coloniale, il sera resté sidéré devant vous. Là où tant de siècles ont coulé dans le néant, au fond de ce sablier du temps qu'est ce cirque,

il respire à côté de vous de l'éternité, de la stabilité, de la permanence, toute la durée de cet instant fugace...

— Ignace, dit Odile, je crois en vous comme en moi-même. Il lança un éclat de rire.

— Ah! madame! madame! vous parlez de ce que vous ne connaissez pas. Si vous m'aviez vu, il y a trois mois à Dakar sur un lit d'hôpital, empoisonné de ma drogue... et dans la boutique de Conakry où j'ai vécu pendant un an aux côtés d'une brute... et tout le reste, tout le reste dont je ne peux cependant pas vous informer... peut-être ne diriez-vous pas : « Je crois en vous comme en moi-même. » Dites : « Je crois en vous, *en cette minute*, parce que vous êtes un pauvre diable qui m'a donné une grande preuve d'adoration. » Alors, oui, madame, vous aurez raison.

Une souffrance inexprimable s'incorpora soudain à la folie secrète née chez Odile du seul charme physique d'Ignace, et ce fut dans cette tendre femme si passionnée et qui aspirait si haut en même temps, la naissance d'un dessein encore tremblant, celui de se consacrer à cet être vil pour le racheter. Elle réfléchit aux aveux qu'il venait de faire, à ceux qu'il n'avait pas pu proférer et qui ne l'effrayaient que davantage. Et elle goûta d'avance le ravalement de sa propre vie à la vie de ce jeune forban. Elle en épuisa l'humiliation, l'abaissement, la déconsidération publique, comme un suicide fécond et saint qui décorait d'un but spirituel l'entraînement moins glorieux où elle se voyait glisser. Cela forma aussitôt un secret cher qu'elle enferma dans son cœur, encore bien vague, à peine né, mais auquel son sens de la raison se flattait inconsciemment de donner un corps et des fondements logiques.

Ignace, qui possédait toutes les sensibilités du goût, craignit d'être allé trop loin, d'avoir froissé M<sup>me</sup> Jacquelin. Et il s'excusa. Elle était ainsi. Elle l'empêchait de mentir. Il ne pouvait plus la tromper, lui laisser plus longtemps ses belles illusions sur lui. Il s'était senti forcé de soulever le voile auquel personne n'osait toucher. Il lui en demandait bien pardon, mais qu'elle y vit un hommage rendu à sa lumière, — si l'on pouvait donner le nom d'hommage à ce qu'il venait de jeter à ses pieds.

— Je n'en suis que plus votre amie, dit Odile, emportée par

ce fanatisme qui formait le sous-sol bouillant de sa nature, qui du temps de Marc Dauxerre l'avait rendue intolérable à ce mari léger quand elle partait en guerre contre la mode, qui aujourd'hui l'hypnotisait sur cette grande mission de rendre de l'honneur à Ignace.

Le silence obligé du chauffeur qui fait de la vitesse sur des routes difficiles plana lors du retour sur l'extraordinaire entente à laquelle Ignace n'attachait que l'importance d'un caprice, et qu'Odile considérait comme le premier pas dans sa destinée nouvelle. Ainsi son sens extraordinaire de l'équilibre bâtissait-il dès maintenant un échafaudage de sa grande œuvre, composé des mille bons mouvements d'Ignace, de certaines délicatesses qu'il gardait encore, et de toutes les marques indélébiles de sa race, — madriers solides qui justifiaient bien aux yeux d'Odile la possibilité de le rendre normal.

Et pendant qu'elle édifiait ainsi vis-à-vis d'elle-même un Ignace nouveau, une espèce de saint Augustin, de M. de Rancé, le vieil Ignace réveillé en traversant Cannes par les illuminations du casino dont ils longeaient la façade en ralentissant, rompit le silence :

— Madame ! madame ! il y a un gala, demain : si nous y allions ?

Odile sourit. Pauvre Ignace ! on menait à la villa Diana une vie bien sage et austère même pour ce poète, pour cet artiste. N'était-ce pas l'arracher aux fonds innommables dont il sortait à peine que de le laisser reprendre par les milieux de luxe et de beauté ? Elle répondit :

— Pourquoi pas ?

A la montée de la Californie, les phares jouant sur les murailles ocrees des parcs donnaient l'illusion d'une grotte fantastique où ils s'enfonçaient. En arrivant, Odile regarda sa montre. Onze heures étaient passées. Ignace s'informa aussi, non sans inquiétude, s'il était très tard. La chambre de M<sup>me</sup> Legrand-Maillard n'était plus éclairée. Ils reprirent de l'assurance ; ils respirèrent. Le valet de chambre les attendait pour la porte. D'un coup de klaxon elle fut ouverte.

— Nous sommes sauvés, dit Odile.

Et ils rirent ensemble de bon cœur. Tout cela était innocent, léger, charmant. Ils montèrent, se séparèrent au premier étage pour aller dormir, se serrèrent les mains. A voix très

basse pour ne pas réveiller l'hôtesse, Odile dit, comme malgré elle :

— A partir d'aujourd'hui, je veux que vous oubliiez le passé. Votre petit passé n'est rien en regard du grand avenir qui vous attend. Je vous donnerai la main, Ignace.

A ce moment elle fut un peu troublée de voir passer, comme une moire sur le pâle visage, sur ses yeux cette fripure, cette flétrissure déjà apparues. Mais elle se défendit contre cette impression et pénétra dans sa chambre.

Sa fenêtre était grande ouverte. Elle s'approcha de l'appui du balcon. La lune décroissante formait un grand C dans le ciel. Le parc regorgeait de ces robustes odeurs silvestres chauffées tout le jour par le soleil. Odile croisa les mains sur la balustrade de pierre encore tiède.

— Mon Dieu, prononça-t-elle, je m'offre toute pour Ignace. J'accepte tous les risques de sa mauvaise vie, je prends la responsabilité de tout le malheur que je puis encourir avec lui. Je m'attache à lui, à sa misère, à sa faiblesse, à sa détresse morale, au drame de sa conscience de toute la tendresse de mon cœur. En pleine liberté, ne relevant que de vous, mon Dieu, et de moi-même, j'accepte son pauvre amour, si humble, si touchant.

### III

Dès le premier déjeuner du lendemain, Ignace s'informa près d'Odile s'il était toujours entendu qu'ils allaient le soir au gala du Casino.

Odile réfléchit. Sa première pensée de femme fut pour les robes qu'elles avait apportées : des formes lamées, pailletées, des scintillations passèrent devant ses yeux.

— Mais... oui, je pense, dit-elle, plus hésitante déjà que la veille.

Et jamais Ignace ne lui donna la certitude d'un être plus fondé en bonté native, en sentiments raffinés que pendant ce quart d'heure où, assis à ses pieds, il lui soumit son idée d'emmener aussi à ce gala M<sup>me</sup> Legrand-Maillard, et d'insister jusqu'à l'y contraindre.

— Ce que ma mère, que j'adorais, n'a jamais fait pour moi, M<sup>me</sup> Legrand-Maillard l'a accompli. Si je reprends place dans mon

monde, ce sera l'œuvre non de ma mère, qui s'est détournée définitivement de moi, mais de M<sup>me</sup> Legrand-Maillard. Tant de générosité ! d'indulgence ! Mes frères ont paru ingrats envers elle. Ils ne l'étaient certes pas, mais ils en ont montré les apparences. Je serais si content de lui faire un grand plaisir !

Odile qui préférait aller au gala seule avec son compagnon était cependant toute à la joie de cueillir dans l'âme d'Ignace cette fleur sentimentale d'éducation qui lui donnait une leçon à elle-même. Elle approuva Ignace. Mais M<sup>me</sup> Legrand-Maillard refusa obstinément d'aller avec eux.

— Je suis trop vieille, mes enfants. Après mes repas je m'endors. Le sommeil me viendrait en pleine fête ; ce serait inconvenant.

Deux heures plus tard, Ignace rentrait triomphant. Il avait trouvé deux excellentes places. Odile, sachant qu'il n'était pas riche, se sentit gênée d'accepter cette dépense. Mais sa fortune propre et l'habitude, contractée dans les dentelles de son berceau, des possibilités d'argent intarissables ne lui permettaient pas non plus de concevoir très nettement les embarras de cet ordre chez les autres. D'ailleurs Ignace avait fait bien des achats encore concernant les à-côtés de la toilette masculine. Il paraissait très heureux, mais manifestait une joie tranquille d'homme du monde. Odile, enfermée chez elle avec la femme de chambre de M<sup>me</sup> Legrand-Maillard, revisait sa robe. Ce fut au dîner qu'elle remarqua cette tenue d'Ignace, cette réserve, cette ligne de conversation, enfin le personnage qu'il avait revêtu. Il ne parla que des musiques étrangères et eut sur la musique russe des notations très personnelles. Il voyait très bien dans la mélodie russe le dessin d'un visage asiatique étiré, allongé, se perdant en une barbe orientale. Odile pensait avec délectation :

— Comme il est divers et souple ! Un être qu'on n'a jamais fini de découvrir...

Quand ils descendirent tous deux à dix heures, la grande glace du hall où ils se regardèrent ensemble avec un léger trouble mirait ce couple parfait, assorti en finesse, en charme. Les hanches fuyantes d'Odile ruissaient d'un acier liquide ; l'habit d'Ignace, livrée jamais encore endossée du « Service aux colonies », dessinait ses flancs minces de danseur. Ils avaient tous deux cette religieuse gravité des gens du monde,

cette indifférence statuaire qui fige ces grands artistes comme ceux des drames japonais. Ignace revêtit Odile de sa fourrure; les épaules fragiles jouèrent onctueusement sous le collier, glissantes, comme sur billes de nacre.

— Vous êtes tout à fait de Pancé, ce soir, dit Odile dans la voiture.

— Ah! madame, madame, tout arrive.

— Il faudra le rester, Ignace.

— Le rester? Autant demander au comédien de rester le prince dont il a revêtu un soir la défroque; au musicien de vivre éternellement la Sonate pathétique qu'il vient de faire entendre. On n'incarne jamais un personnage. On se déguise, voilà tout. Mais chut! laissez-moi y croire, laissez-moi penser que c'est pour toujours.

— Ce pourrait être pour toujours, dit Odile.

L'impassibilité du visage d'Ignace se détendit. Il se redressa sur les coussins de la voiture et se retournant vers sa jeune compagne dévora ses traits toujours pareils. Il admit finalement qu'il s'était trompé sur le sens apparent des mots qu'elle venait de dire, sur ce sens qui pour d'autres qu'elle et lui n'eût pas été douteux, mais devenait totalement impossible entre une Odile et un Ignace.

Le Casino flambait de lumière. La porte tournait comme un tourbillon, comme un maelström pour happer les beaux oiseaux d'élégance et se refermer sur eux. Alors les fourrures tombaient; des corps un peu violets par la poudre, à demi cachés sous une cascade de pierreries, se dressaient lumineux. On voyait la tête des femmes, ronde comme un fruit, peinte comme une pêche. Odile et Ignace étaient très regardés. Pour traverser la salle de spectacle, Odile impénétrable marchait avec ce délice intérieur de la femme qui se sait l'orgueil de son compagnon. Elle était sûre de payer ce soir royalement toutes les humiliations dont Ignace avait vu couvrir jusqu'ici sa vie honteuse. La beauté d'Odile, l'illusion qu'ils donnaient à tout le monde de s'appartenir (qui eût pu admettre ici le point où ils en étaient?) comblaient Ignace du plus violent des sentiments masculins.

C'était une fête nègre, et il y eut sur la scène des tableaux vivants reproduisant ceux de Gauguin. Puis des danses et de la musique océanienne.

— Ce qu'ils ne rendront jamais, disait Odile, c'est l'atmosphère.

Et trouvant du ridicule dans ces images, elle s'étonnait de l'indulgence d'Ignace.

Celui-ci disait :

— Vous ne voyez pas ce qu'il y a d'émouvant dans ces femmes qui s'accroupissent comme des négresses, et qui cependant ne sont pas des négresses...

Alors, Odile négligea le spectacle et rechercha des connaissances dans la salle. Elle vit ainsi une Altesse Royale rencontrée dans une fête au Quirinal ou à la Villa Savoia; l'ambassadrice d'Angleterre à Rome; des attachés, des grands peintres; une princesse allemande dont elle avait reconnu le portrait, — ces yeux bleus au regard horizontal, — chez une amie, à Rome. Puis des vedettes de la finance européenne.

— Vous voyez, disait-elle à Ignace, ce grand Américain au type scandinave, adossé à la colonne, là-bas, c'est le fameux banquier suisse, qui accorde tous les pianos du concert européen. Il vient souvent à la légation française à Rome. Près de lui ce sont des banquiers hollandais.

A l'entr'acte, c'est-à-dire avant le bal, Ignace lui dit :

— Venez; nous allons boire un peu de champagne. J'ai retenu une table.

La musique nègre, dont on était las, s'organisait soudain, et se perfectionnait jusqu'au jazz. Il y avait un orchestre dans la salle de spectacle; un autre extrêmement choisi à la salle des ambassadeurs où Ignace emmenait Odile pour le souper : un gigantesque éventaire de joaillerie où déferlaient tous les bijoux internationaux. On se demandait si les lustres éblouissants n'étaient pas aussi de diamants taillés.

Sans doute par artifice, il y eut une panne d'électricité instantanée. Elle suffit à apercevoir par les baies cintrées, hautes comme des verrières de cathédrale, la mer aux vagues molles à deux pas, et le taillis touffu des yachts dans le port. Un plateau s'éleva du plancher, mécaniquement, et une négresse vint y danser. Odile observa comme Ignace la regardait. Ignace ensuite, voyant Odile triste, la força de reprendre du champagne. Elle mangeait à peine, grignotant des amusettes, des amandes grillées, des sandwiches de langouste, des beignets de fromage.

— Êtes-vous contente? lui demandait Ignace.

— Oui, je m'amuse.

Et il voyait ses lèvres si délicates s'allonger **en un sourire de petite fille.**

Dans la salle de spectacle, on dansait déjà. Cinq à six jeunes couples s'étaient aventurés dans cette corbeille de la danse, enceinte fleurie, et des spectateurs les contemplaient si sérieusement qu'on aurait cru qu'un rite païen s'accomplissait. Odile se laissa ramener là par Ignace. C'était sa vanité féminine maintenant qui jouissait de l'attention accordée à Ignace. Il n'y avait pas, dans cette foule, composée de prélevements faits sur l'élégance du monde entier, quelqu'un de si gentilhomme, de si jeune, de si charmant.

Il lui dit :

— Venez danser avec moi.

— Je ne danse pas, dit Odile.

— Je vous entraînerai, vous verrez.

— Je veux dire, reprit Odile : je n'admetts pas la danse.

— Oh! madame, madame, avec un pauvre être comme moi, quelle importance? Aujourd'hui à ce bal; demain terrassier dans la Campine. Ce sont les derniers jours du condamné.

Et comme naguère avec Marc, elle s'abandonna aux bras qui l'entraînaient.

Et ils dansèrent, bien qu'Odile ne sut même pas ce que jouait le jazz. Mais le corps d'Ignace parcouru du rythme comme d'une flamme électrique, matérialisant la musique même, en communiquait le mouvement à Odile. Elle connut par cette transmission, — et à son sens supérieur, — cette grisaille de la danse qui est allégement, libération, délivrance, comme le vol de l'homme dans l'air. Ni étreinte, ni enlacement, leur danse fut le don fait par Ignace à Odile de son seul mérite, de son seul noble instinct, de sa poésie intérieure.

Au bout de quelques minutes, Odile ramenée à la réalité par une impression de silence, de vide autour d'elle s'aperçut qu'ils étaient maintenant seuls à danser, que les autres couples, un à un, s'étaient arrêtés pour les admirer et qu'au milieu des groupes attentifs de la salle, là-bas, l'ambassadrice d'Angleterre à Rome, assise à sa table de thé, son face à main levé, semblait la reconnaître. Elle immobilisa Ignace.

— C'est assez, dit-elle impérieusement. Je suis fatiguée. Reposons-nous.

Ce fut peu de temps après sa découverte qu'elle voulut partir. Ignace trouvait dommage de s'en aller. Ce bouillonnement de fête, de richesse lui était un bain excitant. Mais l'on parlait de deux heures du matin et Odile qui mettait toujours de la raison dans ses folies l'exigea.

Dans la voiture, au retour, elle lui demanda :

— Trouvez-vous toujours que la danse est une prière?

— Certes oui, toujours. Une prière jamais exaucée...

De toute la semaine, ils ne se quittèrent plus. Ignace loua un canot automobile pour la conduire aux îles. Au bord d'une eau de cristal vert, ils déjeunèrent dans une atmosphère embrasée, et se promenèrent tout le jour sous les eucalyptus et les pins parasols. Ignace, inculte mais subtil, avait une conversation sautillante allant de Julot, son ami le déménageur qui pesait deux cents kilos et buvait douze bocks à la suite, au mystère qui fait germer tous les arts éclatants dans l'humidité triste des brumes de Paris; de la noblesse de province dont il mimait divinement tous les petits travers, aux officiers coloniaux, dont le courage monacal dans la brousse le sidérait. Cette vie multiple, à facettes innombrables, qui était en lui, fascinait Odile.

S'il n'allait pas ensemble prendre le thé dans une pâtisserie, s'asseoir sur la Croisette, ils restaient dans le parc à deviser. Ignace ne pouvait plus douter du goût qu'Odile avait pour lui. Il pensa qu'elle s'amusait de ce flirt sans conséquence. Il en jouissait, mais il concevait aussi de la rancune contre cette femme vertueuse à qui l'abîme moral qui la séparait d'Ignace assurait sa place sans danger sur son autel.

Un matin il y eut à l'arrivée du facteur quelque confusion à la villa. Une enveloppe portait le nom de M. Peter Oskol, quoique dûment envoyée à la villa Diana. Ce fut le bruit des domestiques sur ce nom qui attira l'attention d'Ignace. Il survint et dit : « C'est moi. » Odile avait tout entendu. Il y eut pour elle un peu plus de ténèbres dans l'existence d'Ignace, dans son cœur un peu plus de trouble. Elle ne put s'empêcher au surplus de remarquer le timbre anglais de la lettre. Ignace la lut au billard, les traits épanouis soudain. Incapable de la moindre coercition sur les expressions de son visage, il laissait

transparaître un grand bonheur. Odile s'aperçut aussi qu'une photographie était dans la lettre.

Betty Curly écrivait à l'ancien camarade sa joie de le retrouver enfin. Cette grande artiste, sans cesse renouvelée par la vie, avait puisé dans cette évocation inattendue de celui qui l'avait deux ans si fort charmée, de délicieuses émotions, et dépourvues de toute amertume, de tout regret.

« Petit Peter, disait-elle, ami léger, souvenir aérien, te voilà rentré dans ton monde. Et comme j'applaudis à ce geste clément du Sort envers toi. Tu me parles comme un homme d'affaires et je suis si amusée, si réjouie de ce nouveau personnage que tu revêts ! Mais de toi, rien ne m'étonne. Je te supplie seulement de rester vis-à-vis de moi toujours le même, et de ne plus me parler jamais de ces questions d'argent. Je n'ai besoin de rien. Continue d'être dans mes souvenirs mon pauvre petit Peter Oskol. »

Cette lettre, qui eût touché un jeune homme normal, ravagea d'émotion l'hypersensible Ignace. Elle le remit dans l'état d'âme où il avait été deux ans devant Betty, c'est-à-dire, comme il l'avait expliqué très sincèrement à ses frères, dévoré du plus noble amour. Et, à l'autre bout de la pièce, Odile était le témoin bouleversé de l'effet produit par cette missive inattendue. Elle n'était pas non plus tout à fait maîtresse de ses inquiétudes et ne put se taire longtemps.

— Depuis quand, lui demanda-t-elle, vous appelez-vous de ce nom étranger ?

— C'était mon nom de guerre, quand je dansais aux ballets suédois.

Il escomptait un éclat : tout au moins un retrait de la femme du monde scandalisée. Mais elle qui, dans l'obscurité d'Ignace maintenant, s'attendait au pire, sourit au contraire à une révélation si bénigne.

— Oh ! Ignace, vous avez été artiste ? Que ne me l'avez-vous dit plus tôt ?

— Par lâcheté, dit Ignace, pour ne pas aggraver le mépris que je vous inspirais déjà.

— Ignace, dit Odile, ai-je la figure d'une femme qui vous méprise ?

— Vous êtes une ravissante Dame de charité et vous me faites l'aumône. Une Dame de charité ne méprise pas son

pauvre, mais il n'empêche qu'elle laisse tomber de bien haut ses libéralités.

— Quand une femme comme moi, dit Odile, laisse voir à un homme combien il lui est cher, ce n'est pas une aumône qu'elle fait, c'est toute sa vie qu'elle engage.

Il la regarda de ses yeux démesurément ouverts.

— Madame ! madame ! murmura-t-il.

Et ensuite, ce fut comme un évanouissement de ses hontes passées qui ne se dissipait qu'en le déchirant, comme un exorcisme physiologique du Mal qui l'avait si longtemps habité, comme la désincarnation de la Bête devant la Belle. Ses yeux fermés, son visage fermé, son silence exprimèrent autant un cruel travail intérieur qu'un bonheur intense.

Quand il rouvrit les yeux, comme quelqu'un qui vient de dormir longtemps, il demanda à Odile :

— Madame, madame, est-ce bien vrai ?

— C'est vrai, dit Odile.

Et leur accablement à tous deux était si grand qu'ils demeurerent ainsi à se recueillir l'un l'autre sans un geste, sans un mouvement jusqu'à l'arrivée de Mme Legrand-Maillard qui leur demanda ce qu'ils avaient.

A partir de ce matin-là, on ne les vit plus sortir ensemble. Le parc leur suffisait, et pas même le parc, la seule terrasse des orangers qui était comme un petit cloître persan pour entendre les plus étranges aveux, les plus profonds, les plus inattendus qu'amants eussent jamais échangés.

Odile, qui avait connu d'orageuses fiancailles avec Marc Dauxerre où son étonnement d'enfant de Marie le disputait à sa fièvre, goûtait une surprise d'un genre tout autre devant cette timidité raffinée d'Ignace dont l'ivresse ne faisait pas de doute, mais qui ne lui donnait encore de marques d'amour qu'amères et spirituelles en mettant à nu sa conscience. Il lui dit tout, et ce fut sa pauvre dot que cette loyauté. Elle l'empêchait de poser même sur les mains d'Odile ses lèvres gardiennes de tant de vils secrets. Elle signifiait humblement : « Après, nous verrons... »

Ainsi, les bosquets d'Ispahan entendirent non pas la confidence brutale vomie une nuit aux pieds des deux aînés épouvantés, mais la tendre confession du pécheur qui se sait donné d'avance par l'amour, qui goûte, avec les délectations

de la contrition parfaite, le plaisir de se dédoubler pour la première fois, de se comprendre et de plaider pour soi. Ignace effleurait les faits affreux, mais il analysait longuement sa faiblesse, sentant bien à mesure qu'il parlait quelle pitié tombait sur lui et le lavait.

Odile connut ainsi, non seulement ce qu'avaient appris les deux messieurs de Pancé mais mille fois plus encore : ces insoudables mélanges d'Ignace, la forme des entraînements qui épuaient sa volonté, cette toute-puissance des désirs que rien n'était assez fort pour maîtriser dans cette âme capable seulement de sentiments et sans règle. Elle connut l'humilité d'Ignace incorporée à chacun de ses péchés, les somnolences de cette conscience qui se réveillait parfois belliqueuse contre elle-même, et avec des offensives contre le mal, des générosités qui, à Pancé par exemple, avaient dicté à Ignace de sacrifier sa carrière de danseur lors de la maladie de sa mère.

Ignace n'avait pas calculé que son charme venait surtout de de cette sensibilité pathologique, qui sortait de sa confession comme l'excuse magnifique de tout le mal commis. Odile en l'écoutant lui tendait son cœur comme un berceau pour y reposer sa malheureuse vie tourmentée. Jamais ce n'était fini. Ils rentraient à la nuit et le récit ne cessait au salon de palissandre que par la présence de M<sup>me</sup> Legrand-Maillard devant laquelle ils apparaissaient défaits, tristes, étrangers à tout.

Ils ne s'apercevaient pas que leur attitude était bien insolite, que leurs regards absents trahissaient leur mystère, qu'Odile descendait le matin toute blanche d'insomnies et les yeux meurtris et que M<sup>me</sup> Legrand-Maillard gravement inquiète les épiait dans le parc. Parfois, entre les arbousiers, son regard inquisiteur les découvrait debout l'un devant l'autre, impasibles, et alors d'imperceptibles chuchotements...

Au bout d'une seconde semaine elle n'y tint plus; elle envoya à Hubert à Arcachon, à Bernard à Rome deux télogrammes identiquement libellés :

« *Odile en grand péril moral. Revenez.* »

#### IV

Soit que la terre friable et morte des hypogées se quitte plus aisément que la surface d'un sol ensemencé de vie, soit qu'un horaire ferroviaire à Rome se prêtât mieux au voyage qu'à

Arcachon ou à Mont-de-Marsan, Bernard arriva le premier un soir à la villa Diana, alors qu'on n'avait encore reçu qu'un télégramme annonçant Hubert. Lui, n'avait même pas pris le temps d'avertir. Il ouvrit un soir la porte du salon ; les deux étoiles bleues de ses yeux brillèrent tout à coup dans la pénombre, et ce furent des cris de joie. Odile surtout, — une Odile transfigurée qui venait le même jour de conclure ces tendres et définitifs accords d'une femme qui se couvre de chaînes aussi aisément que d'un manteau tiède, — Odile ne cacha pas sa joie de revoir ce grand créancier auquel, comme toutes celles qui ont dédaigné un homme, elle se flattait de payer sa dette par des paroles affectueuses. Elle redoutait l'arrivée d'Hubert dont M<sup>me</sup> Legrand-Maillard lui avait communiqué la dépêche, mais elle désirait secrètement la présence de Bernard.

M<sup>me</sup> Legrand-Maillard joua la surprise. Bernard n'expliqua rien. Avec lui tout paraissait naturel. Il parla de ces vases à parfum découverts récemment, maçonnés dans les tombes, au cimetière de Priscille, et de graffitti sensationnels déchiffrés à Saint-Callixte. Quand son regard se posait sur Ignace, il s'étonnait de le retrouver calme, assagi. Bernard sentait quelque chose de changé. Mais rien ne décelait son impatience d'entendre accuser cette Odile assise en face de lui, plus lumineuse que jamais et qui lui souriait avec tant de douceur, chaque fois que les yeux timorés de Bernard ne la fuyaient pas.

— Il se passe une chose inconcevable, lui dit M<sup>me</sup> Legrand-Maillard dès qu'elle put le conduire à sa chambre, une chose monstrueuse et inadmissible. Ignace fait visiblement la cour à M<sup>me</sup> Jacquelain. Odile s'y prête. Odile paraît envoûtée. On ne se quitte plus d'un pas. On rentre chargé de folles fleurs, — je parle du prix, — qui n'ont pas été achetées pour moi mais pour Odile. On demeure des heures dans le parc en extase l'un devant l'autre. On se meurt d'amour visiblement. Voyons, Bernard, vous réalisez : Ignace-Odile ? Cela jamais, n'est-ce pas, jamais !

Bernard garda le silence ; non pas qu'il fût atterré comme le supposait la vieille dame, car son intuition au cours de ce voyage, où il n'avait pas cessé de réfléchir au télégramme reçu, n'avait pu lui montrer pour Odile d'autre péril qu'Ignace.

Mais à force de méditer Odile comme il méditait Dieu, avec des méthodes sagaces, il ne la concevait plus sous l'angle où M<sup>me</sup> Legrand-Maillard la voyait, c'est-à-dire en jeune femme faible, mal assurée contre les fougueux entraînements de ses sens masqués, mais comme la sœur chrétienne et miséricordieuse de Bernard lui-même, ayant indiciblement comme lui le goût du pécheur repenti, du diable vaincu, du passage ineffable à Dieu, tout au moins au Bien.

— Il y a en Ignace, dit Bernard enfin, le mystère bien attachant de l'homme qui fait le mal qu'il n'aime pas. Ce débat où il traîne sa jeunesse et qui appelle sourdement à l'aide, au renfort, est bien digne d'émouvoir une femme comme M<sup>me</sup> Jacquelin, qui sait qu'un grand amour peut seul sauver mon malheureux frère.

— Ah ! Bernard ! que ne vous a-t-elle choisi ?

— Mon âme, finit par dire Bernard, n'avait peut-être pas d'elle ce besoin absolu, impérieux qu'en a l'âme malade d'Ignace.

— Mais songez à l'avenir que réserve à la pauvre Odile la folie de ce garçon. C'est son malheur qu'elle consent.

— On doit toujours consentir le malheur, dit Bernard.

— Vous lui auriez apporté le bonheur.

— Ignace lui apporte son âme à sauver; c'est bien autre chose.

— Elle ne la sauvera pas.

— Tout est possible à M<sup>me</sup> Jacquelin.

Ils n'en démordirent pas et M<sup>me</sup> Legrand-Maillard finit par se fâcher.

— Au diable soient les Saints, mon cher Bernard, lui dit-elle. Je vois que ce n'est pas à eux qu'on doit s'adresser pour empêcher les femmes de commettre des bêtises.

— Mais, chère amie, dit Bernard, je ne suis pas un saint. Il s'endormit tard. Il était bien nerveux et la vision d'Odile irradiée de sa joie intérieure, plus belle certainement dans ce rayonnement, n'avait pas été, à son arrivée, pour le pacifier. Mais le baume lui vint dès le petit matin quand Ignace entra doucement dans sa chambre, comme il sommeillait encore.

Avec son pyjama blanc où flottait son corps mince de danseur et la calotte noire de ses cheveux laqués, il s'approcha de son frère endormi. Des larmes roulaient sur ses joues

enfarinées de pâleur. Bernard ouvrit les yeux, aperçut cette image fantasque et attendrissante.

— Vieux Bernard, dit Ignace en tombant à genoux au pied du lit et la tête sur le drap, pardonne-moi, oh ! pardonne-moi. Je ne suis pas parti, moi ; je n'ai pas fui le bonheur comme j'aurais dû. C'était moi pourtant qu'il fallait jeter par dessus bord. Moi, l'indigne, l'inécapable, le mauvais. Mais où en aurais-je pris le courage ? Nous l'aimions tous les trois, je le sais bien, va ! Mais c'était le mauvais garçon qu'elle avait choisi. Cette femme divine, comprends-tu bien cela, vieux frère, cette femme miraculeuse s'est penchée sur moi, elle m'a offert son cœur. Oh ! Bernard, ne m'ordonne pas de partir maintenant, je suis si heureux ! Je t'aime tant !

Bernard sourit, caressa ces cheveux assujettis à une mode sévère :

— Mais qui voudrait t'obliger à quitter Odile, mon pauvre Ignace ?

— Tous les gens raisonnables, mon vieux, et moi-même. Est-ce que je ne me sens pas commettre ici la pire de toutes mes fautes ? Odile sera-t-elle heureuse avec moi ? Tout le monde te répondra non. Tu sais bien que demain mon âme glissante peut me fuir pour suivre le désir imprévu. Pense à ce crime d'avoir reçu ce vase sans prix qu'est Odile, de le tenir entre ses mains et de le briser peut-être un jour ! On ne peut pas me confier une somme d'argent, et l'on m'abandonne Odile, le plus précieux de tous les êtres !

— Ignace, dit Bernard, c'est Odile qui portera ta pauvre âme, et c'est toi qui t'abandonneras à sa force.

— Tu crois ?

Et d'un bond il se souleva pour retomber sur ses pieds nus. Il suffisait presque toujours d'un mot pour changer le tour de ses pensées. Soudain rasséréné :

— Oui, dit-il sérieusement, je pense que je puis en effet mener la vie de tout le monde. Pourquoi pas ? La vérité c'est que, jusqu'ici, je suis tombé de femme en femme. Je cherchais mon bonheur, tout simplement. Aujourd'hui, je l'ai trouvé. Rien ne pourra plus m'égarer. D'ailleurs j'ai promis à Odile de travailler. Je vais faire mon Droit.

Et il se mit à développer ses projets enthousiastes. Il disait : mon Droit ; mon beau-père ; ma femme ; ma carrière ; mon

cabinet; ma clientèle. Bernard comprit que la douce Odile essaierait d'imposer au grand avocat Jacquelin ce secrétaire problématique. Il eut un léger frisson. Ignace confus, lucide, pénitent, lui donnait confiance. Ignace se réclamant d'une vie normale, fanfaron de sa future vertu, l'angoissait. Quand il put voir Odile seule dans la matinée, il prit silencieusement sa main qu'il baissa avec beaucoup de tendresse.

— Cher Bernard ! prononça Odile.

— Je vous admire, dit Bernard.

— Pourquoi, mon Dieu ?

— De ce que vous faites pour Ignace. Quel courage ! Quel mépris du risque !

Odile baissa la tête. Elle n'osa pas dire qu'elle l'aimait, et que dès lors tout devenait facile. A quoi bon invoquer de nouveau devant Bernard, qui en sortait vaincu, ce drame du choix, cette élection qui avait eu la villa pour décor ? Autant adopter vis-à-vis de lui le rôle d'ange rédempteur.

— Je sais à quoi je m'engage, dit-elle fermement : mais aussi quel enjeu si je gagne mon pari ! Et puis...

Et ici Odile exprima l'extrême fond de son sentiment, son désir de ne perdre aucun de ses bons chevaliers.

— ... Et puis vous m'aiderez, vous me soutiendrez. Nous serons trois pour armer ce pauvre petit.

Elle vit Bernard fermer les yeux. Elle crut, par ces tendres paroles, s'être libérée de la créance de Bernard sur elle. C'était tout le contraire.

Pendant ces heures brûlantes de la villa Diana où cohabitait avec l'ivresse d'Odile et d'Ignace la douloureuse passion de Bernard, le train qui amenait Hubert approchait vertigineusement à travers le Languedoc, la Provence. L'impatience d'arriver l'étoffait pourtant. Le temps et l'espace s'amalgamaient comme dans un cauchemar, formant le bloc inattaquable de l'obstacle qu'on n'use qu'invisiblement.

Hubert avait cru d'abord Odile en proie à quelque aigrefin de Cannes. La seule réflexion écarta la possibilité d'une connaissance extérieure à la villa, où l'on menait une vie si recluse. Restait naturellement Ignace. Et il se rappela comme elle l'avait défendu le jour du départ, comme elle l'avait regardé danser sur la terrasse, au soleil. Sans se demander

quels droits il possédait sur M<sup>me</sup> Jacquelin, tout parcouru d'un sang furieux, il dit :

— Cela, jamais!

Il n'y avait pas seulement le dépit de se voir préférer l'indignité d'Ignace ; il y avait le sentiment souverain et tendre qui lui faisait aimer Odile en elle-même, comme déjà sa femme, craindre pour elle, résoudre en n'importe quel cas de la protéger. Puis il sentit qu'il haïssait son frère, que tous les mépris refoulés surgissaient, incoercibles. Il se servit, pour le juger, d'une sorte de truchement. Défilèrent dans son souvenir tous les déchets de société qu'il avait rencontrés, à Rennes, à Paris, en Belgique, déclassés, individus louches, la mine étique de ceux qui vivent d'expédients, ayant les mêmes traits génériques : cauteleux, humbles, bons apôtres, et ce même visage qu'on défoncerait d'un coup de poing. Ignace lui apparaissait de leur famille. Il l'imagina, — le faisant mille fois plus vil qu'il n'était, — s'appliquant à séduire une femme riche. Concession par concession, il en vint à se désintéresser de lui, à décider de le supprimer de sa vie. Il irait l'embarquer à Marseille, pour Dakar.

— Qu'on n'entende plus parler de lui!

Ce furent Toulon ; les palmiers de Saint-Raphaël.

Ainsi arrivait fumant, impérieux, définitif comme une statue de granit, le justicier. Cependant à la gare de Cannes il aperçut Bernard et sa colère mollit.

— Eh bien ! qu'est-ce qu'il y a ?

— Il y a, dit Bernard, qu'elle est fiancée à Ignace.

Hubert ricana.

— Pas pour longtemps.

— Ce n'est pas ton affaire, dit Bernard.

Hubert se récria. C'était une union monstrueuse qu'il ne laisserait pas s'accomplir. Et il fit à Bernard le tableau de la vie d'Odile aux côtés de ce compagnon sans honneur, incapable au surplus, joignant la fainéantise à l'inconscience. Il montra le sacrilège de rapprocher la pureté d'Odile des hontes d'Ignace.

— Mais si elle le relève ? dit Bernard.

— Voyons ! dit Hubert, penses-tu en toute sincérité et raison qu'Ignace change jamais ?

Dès qu'on le vit à la villa, on comprit que tout allait être remis en question. M<sup>me</sup> Legrand-Maillard l'accueillit comme

un sauveur. Odile glacée, toute blanche et qui devinait sa pensée, le salua gravement. Ignace attendait. A peine défait de sa valise, de son pardessus, Hubert lui dit :

— Viens avec moi, dehors.

Ignace le suivit docilement. Son air de jeune amant vainqueur était loin. Il appliquait ses pas à ceux d'Hubert et on les vit descendre l'escalier de la terrasse, s'écartier par l'allée des arbousiers. Alors on commença d'entendre par rafales des éclats de voix, de la voix terrible d'Hubert.

Odile remonta dans sa chambre, se mit au balcon, n'en-tendit rien. Elle hésita quelques secondes, puis s'enveloppa de son châle d'argent, descendit, gagna le parc. Elle erra quelque temps avant de retrouver les deux frères. Enfin le son des voix la guidant, elle surgit devant eux, dans un fourré. Elle vit Ignace se défendre, tenir tête à l'ainé. Quand il rencontra les yeux d'Odile, ce fut comme si une puissance miraculeuse survenait pour l'arracher à son bourreau.

— Je vous félicite de votre conquête, madame, dit Hubert insolemment.

— Vous avez raison, dit Odile qui vint se placer près d'Ignace, car j'ai rencontré le bonheur.

— Je veux croire encore, dit Hubert, que vous ignorez à quel triste garçon vous avez affaire.

— Hubert, dit tranquillement Odile, vous vous trompez sur Ignace et sur moi. Ignace n'a accepté ma main, que je lui offrais, qu'après m'avoir raconté tout son passé.

— Savez-vous seulement le plus beau, madame, et que l'argent grâce auquel il a pu vous faire sa cour, ne lui appartenait pas. Je le lui avais remis, avant de partir, pour payer une femme galante qui l'a entretenu deux ans.

Odile ne laissa pas voir la commotion qu'elle ressentait. Car le courage et la frénésie d'humiliation qui poussait Ignace à s'accuser avait eu pour limite sa dernière légèreté, et quel est le jeune homme qui eût été capable de renoncer à cet appareil de grandeur et de faste qui avait été son dernier masque aux yeux d'Odile ? Donc elle avait ignoré d'où venait l'argent de ses largesses.

— Hubert, dit-elle, ce n'était un gros péché qu'envers son frère généreux. Quant à ces dépenses faites pour moi, je m'excuse...

Hubert ainsi pris se troubla :

— Oh ! madame.

— Tu n'as pas le droit de nous séparer, dit alors Ignace comme ces êtres faibles qui en appellent toujours à la justice. Je n'ai pas menti à Odile. Elle sait que je suis un pauvre type; mais elle sait aussi que je l'aime comme personne ne peut le comprendre. Je te jure que je ferai tout ce qu'elle voudra. Dis-moi, toi qui es si intelligent, vieux Hubert, dis-moi si quelque chose est plus propre à me maintenir dans l'effort que l'influence d'Odile, que la peur de peiner Odile ? J'ai été capable un jour de renoncer à la danse à cause de Pancé qui m'avait repris en 21. Si Pancé a obtenu cela de moi, dis-moi, vieux frère, dis-moi ce que pourra exiger Odile.

— Rien ne pourra vaincre ta paresse, dit Hubert. Tu n'es qu'un incapable et un amoral. Je ne consens pas au malheur de M<sup>me</sup> Jacquelin.

— Hubert, dit Odile à son tour, je ne vous permets pas d'injurier Ignace. Je sais ce que vous ne saurez jamais. Moi seule ai vu son âme. Moi seule en ai compris le mélange. Qui l'a soigné jusqu'ici ? Est-ce vous ? Est-ce sa mère ? C'était un médecin qu'il fallait à ce pauvre enfant. Moi je serai ce médecin et rien d'autre. Et vous verrez, Hubert, vous verrez comme vous serez étonné de l'homme nouveau qu'il improvisera. N'est-ce pas, Ignace ?

Ce qu'Hubert vit pour cette minute c'est la main d'Odile se tendre à Ignace qui se rapprocha ; c'est ce regard droit et grave qu'ils échangèrent, ce regard de l'amour qui est une lame si pénétrante, un magnétisme si pathétique ; c'est ce geste qu'eurent leurs bras. Ils étaient devant Hubert, unis, pressés l'un contre l'autre, leurs deux têtes brunes tombées, fruits mûrs, sur l'autre épaule consolatrice. Hubert comprit qu'il n'était pas le plus fort. Il ferma les yeux à demi et son regard filtrant entre ses cils contempla dans un dernier désir la fragilité d'Odile abandonnée à cet appui si douteux.

C'est lui qui revint seul vers la villa. Il demanda sa valise pour y retrouver l'indicateur du Chemin de fer. Bernard qui se trouvait là lui dit :

— Pars-tu donc aujourd'hui ?

— Ce soir, dit Hubert.

— Moi, demain, dit Bernard.

Ils firent tous deux un immense effort pour sourire, et avec ce geste qui invoque la fatalité, Hubert prononça :

— La vie continue.

— Mais, dit M<sup>me</sup> Legrand-Maillard, avez-vous au moins arrangé les choses, cher Hubert ?

Hubert désigna le parc :

— Ignace et Odile sont là, chère amie, dans les bras l'un de l'autre. Si vous voulez aller les désunir...

— Mais voyons ! On ne peut permettre qu'un tel mariage s'accomplisse.

— Il faut les laisser, dit Hubert. On verra bien...

## V

Un levier d'acier : huit roues motrices ; c'est le personnage de fer vautré sur le ballast dans une fureur stupide, qui enlève Hubert de Pancé au rêve de Cannes.

Parfaitement organisé, être complet avec ses ressorts, ses roulements sur billes, ses membres de métal, il reçoit de quelque cœur pneumatique le rythme de sa vie : d'où ses halètements titaniques, ses coups d'épaule réguliers, ses mouvements excentrés à plusieurs temps. Le ballast est toujours pareil ; peu lui importe. Nuit ou jour, pluie ou soleil, Provence ou Bourgogne, plaine ou tunnel, pourvu qu'il couvre des kilomètres, tout lui est égal. Cependant, au passage des ponts suspendus à des câbles de fer, à des arches de fer, sa stupidité qui reconnaît la substance originelle s'éveille en folie. Il précipite sa musique ; le pont de fer et l'être aux multiples roues vautré sur le ballast font retentir les vallées de leurs barrissements, pareils aux voix de la nature.

Hubert de Pancé s'abandonne à ce gnome monstrueux, comme un vaincu enchaîné qui subit la loi de la Brute. Pas un coup de levier qui ne le blesse, pas un choc des roues sur le raccord des rails qui ne l'atteigne. Il est tout meurtri de ce fer, de cette faune de fer qui grouille sous lui avec son intelligence spéciale à base de mathématiques et inexorable.

Et cet élément de vie mécanique, — huit roues motrices et un levier d'acier, — se répète à l'infini. Au moment où, favorisé d'un répit de dix minutes, Hubert de Pancé a fait tomber la vitre en pleine nuit, il s'est trouvé dans une gare de

jonction de réseaux. Des gouttes de lumière intense voltigeaient dans l'air. Globes. Globules. Bulles de clarté qui flottaient sur un champ de nuit. A l'infini, un troupeau de puissantes locomotives d'acier, fumantes, soufflant de partout une vapeur épaisse, semblaient halterer d'avoir traversé la France. En réalité, sous la pression du désir de partir.

Hubert de Pancé est revenu à sa place. Il se livre de nouveau à son vainqueur stupide. Il sait que c'est à raison de quatre blessures à la seconde. Ces êtres-là ont leur compteur horo-kilométrique incorporé en eux comme leur graissage automatique. Hubert n'a même pas voulu passer par Paris, s'accorder un dérivatif d'une journée. Il ne comprend pas les demi-défaites. C'est un grand repos au contraire d'être vaincu pour toujours. Il ira jusqu'à Strasbourg, puis reprendra le réseau belge.

Cela, à peine l'a-t-il choisi. Au fond, il sait parfaitement que la puissance du fer le mène. Elle ne s'arrêtera, ne cessera ses coups d'épaule excentrés qu'une fois son vaincu rejeté au désert de la Campine. Et encore, s'arrêtera-t-elle ? S'arrêtera-t-elle ?

Hubert de Pancé depuis un jour s'est interdit le visage d'Odile sous son petit chapeau botticellien, avec le sourire de son maxillaire fragile en porcelaine de Saxe. Mais, à mesure qu'on avance vers le Nord des revers de montagnes tapissés de pins le font penser aux champs d'Asch. Il y a là-bas au nord de sa propriété le bois des Trois Pipes qui le gène un peu. Et voici que ses tanks de fer, avec leurs lames circulaires d'acier, leurs rouleaux de fer, leurs chaînes de fer le sollicitent. Ils veulent de l'assaut contre la végétation, contre la nature, contre la poésie. Ils frémissent sourdement de tout détruire.

Hubert n'en a pas fini avec les puissances du Fer.

Le lendemain, à Liège, il traverse la Meuse chargée des navires du monde. Le port fourmille. Le trafic éclate au soleil, en apothéose. Il y a du blé, du café, du tabac, du vin; les grands échanges des hommes. Les tours de fer des déchargeurs automatiques braquent dans toutes les directions leurs grands gestes métalliques. Hubert pense qu'un jour viendra où les tonnes de blé issues de sa Campine seront la proie de ces tentacules de fer qui en empliront les silos des navires pour le commerce international.

A la gare d'Asch, il trouve son auto. Il s'y installe, pris d'une frénésie de vitesse, de mécanique, de machinisme. La plaine, d'une atmosphère bleu pâle, est figée dans la glace; des aiguilles pendent aux pins, l'étang à côté des cultures est gelé. Hubert se dit : « Je ferai drainer l'étang et je cultiverai son emplacement. »

Se détachant de tous les points, des centaines d'ouvriers, d'ouvrières ayant reconnu la voiture du Maître, se précipitent à sa rencontre avec des visages rayonnants. Il leur sourit, leur fait signe de la main, comme un monarque. Voici le bois des Trois Pipes. Hubert a envie de ce sol, il le toise, l'évalue, le force de son désir. A peine son auto garée, avant de pénétrer dans la villa où le valet de chambre l'attend sur le seuil avec des yeux de chien heureux, il se détourne vers la remise des tanks. Ils sont trois, monstrueux, agressifs, barbares, leurs chaînes rouillées, leur blindage défonce, leur capot crevé. Hubert déclare aux hommes qui l'entourent :

— Avant tout, qu'on téléphone aux mécaniciens de me remettre ces outils en état.

COLETTE YVER.

---

## PELERINAGES DE PARIS RÉVOLUTIONNAIRE

---

# LA MAISON DES CARMES

---

II<sup>(1)</sup>

CAMILLE DE SOYECOURT

---

La nuit est tombée sur le grand jardin désert. Cent quatorze cadavres y gisent çà et là; il y en a beaucoup dans l'oratoire au bout de la grande allée; d'autres sont épars sur les gazons; ceux des victimes immolées au pied du perron sont entassés sous un grand if, près de l'abside de l'église. Les vivants ont fui ce lieu sinistre: un habitant du quartier, nommé Mayeur, ayant osé se hasarder, au crépuscule, dans le couvent, aperçut un homme qui, penché sur le cadavre d'un prêtre tombé dans le corridor de la sacristie et laissé là, fouillait les poches du mort. Mayeur se jeta sur le misérable et lui arracha son butin: 6 louis d'or, 21 sols de monnaie, et un portefeuille contenant 430 livres en assignats, qu'il porta aussitôt à la section.

On peut supposer que, sur bien des points du vaste enclos, de semblables détrousseurs opéraient; d'autres que des voleurs s'y étaient glissés, sans doute, dans la courageuse intention d'explorer le champ du carnage et de vérifier si tous les corps abattus étaient irrévocablement privés de vie. D'après un témoi-

<sup>(1)</sup> Voyez la *Revue* du 1<sup>er</sup> septembre.

gnage difficilement récusable, celui de l'internonce Salomon, le valet de chambre de l'évêque de Beauvais, s'étant risqué à cette macabre enquête, repéra son maître parmi les morts, constata qu'il respirait encore, et parvint à l'emporter dans une retraite sûre où le prélat vécut six mois; seulement il avait perdu la raison.

Au vrai, on ignora longtemps ce qui se passa aux Carmes dans la nuit qui suivit le massacre, et au cours des journées suivantes. Qu'avait fait Maillard depuis son départ du couvent, vers six heures du soir, jusqu'au moment, — minuit environ, — où il reparut à la prison de l'Abbaye pour y poursuivre sa judicature? Où s'étaient réfugiés les quelques religieux carmes, habitant encore la maison, et qui ne furent, d'ailleurs, ni molestés, ni inquiétés? Qu'étaient devenus les assassins? Le bruit s'affirma que ceux-ci, le travail fini, ne quittèrent pas la place sans avoir fêté leur exploit par une bombance qui prit vite le ton et les allures d'une répugnante orgie; de fait, on eut quelque indice qu'ils occupèrent la nuit à boire et à manger: c'est ainsi que le traiteur Langlois et sa sœur, chargés de nourrir les prêtres détenus, réclamèrent une indemnité pour les provisions de victuailles et de vin que leur avaient de force prises les masseurs. Mais de cette bacchanale, de ses péripéties et de ses suites, on ne sut rien; soixante-quinze ans plus tard, seulement, le sol du jardin tragique devait en livrer les secrets. Elle dut, à la lueur de la lune qui, dans son plein, resplendissait de tout son éclat, se prolonger tard dans la nuit, avec, comme intermèdes, le dépouillement des morts, la recherche et la rasle de tout ce que l'église contenait d'objets de valeur; on sait, en effet, que, à une heure du matin, les «travailleurs» de Maillard, mécontents du résultat de leurs rapines, dépêchèrent l'un d'eux à la section, — le moins ivre, probablement, — pour y porter leurs doléances.

Cet homme, un anonyme comme ses camarades, exposa au commissaire de permanence «qu'on les avait trompés: on leur avait promis trois louis et on ne leur en avait donné qu'un seul». Et puis, ne sachant pas que la dépouille des calottins leur était réservée, ils avaient tailladé à coups de sabre, sans égard pour les vêtements, de sorte que les fossoyeurs ne donneraient pas plus de quatre cents livres pour ces défrôques inutilisables. Le commissaire fit valoir qu'il y avait encore,

à la prison de l'Abbaye, à la Force et ailleurs, de la besogne pour deux jours au moins, « ce qui ferait les trois louis promis »; quant aux habits, il était en effet regrettable qu'on ne les eût pas ménagés, car ces messieurs, croyant être déportés, s'étaient presque tous habillés de neuf. Dépité, l'homme voulut s'assurer du fait : on réveilla donc les prêtres qui, dans une salle du séminaire siège de la section, harassés de fatigues et d'émotions, dormaient tassés les uns contre les autres sur les bancs régnant le long des murs; l'égorgeur tâta les étoffes, les examina de près, constata que « tout cela ne valait pas grand chose » et se retira.

« On ne pouvait sans frémir, écrivait plus tard l'un de ces ecclésiastiques, penser à cette appréciation de ce que nous pouvions valoir d'après nos vêtements, après ce que nous avions vu et ce que nous devions craindre encore. »

On a dit avec quelle rapidité fut expédié le massacre aux Carmes : en une heure et demie, deux heures au plus, tout était fini; en outre, le théâtre de la tuerie était un jardin, clos par de hauts murs et sur lequel les maisons avoisinantes avaient peu de vues. La porte de l'église donnant sur la rue de Vaugirard resta fermée durant toute « l'exécution » qui, de la sorte, demeura presque clandestine, n'ayant pour spectateurs que les miliciens de garde auprès des victimes et certaines gens du quartier. Voilà expliquée la pénurie des renseignements sur cet événement, tandis qu'ils abondent sur les massacres de l'Abbaye ou de la Force, effectués en pleine rue devant une foule « d'amateurs » et de passants, attirés et retenus par des spectacles sanglants qui se prolongèrent durant plusieurs jours et dont la mise à mort des ecclésiastiques détenus aux Carmes ne fut, en quelque sorte, qu'un prélude improvisé. Il retint si peu l'attention, sollicitée dès le lendemain par des mises en scène plus voyantes, qu'aucun habitant du quartier de la rue de Vaugirard ne put attester avec certitude par qui et comment furent enlevés les corps des cent quatorze prêtres, ni en quel lieu on les inhumait.

On sut néanmoins que, dès le 3 septembre au matin, « deux grands chariots entrèrent dans le jardin des Carmes et en ressortirent remplis de cadavres », qu'ils portèrent au cimetière de Vaugirard : au retour, ces deux chariots furent remisés dans la cour du séminaire de Saint-Sulpice où siégeait, on le sait,

la section du Luxembourg qui les avait réquisitionnés. Ils ne firent donc qu'un « voyage » et quelqu'un qui s'informa de leur capacité conclut qu'ils avaient pu contenir au total une trentaine de corps. Sans doute, ces chariots furent-ils réclamés par les sections voisines, soucieuses de se débarrasser au plus vite des centaines de cadavres qui encombraient les abords populeux du Châtelet, de l'abbaye Saint-Germain, de la Conciergerie et autres prisons. Ceux du jardin des Carmes, que personne ne voyait, n'étaient pas gênants et pouvaient attendre.

Que fit-on d'eux? Nul contemporain ne l'apprit; mais, comme ils disparurent, la tradition s'établit qu'ils avaient été jetés, — par qui? on ne le disait point, — dans un puits situé au fond du jardin, non loin de l'oratoire. Les commissaires de la section qui, probablement, adoptèrent cette solution économique, n'en parlèrent jamais et leur secrétaire comptable, Daubanel, chargé spécialement de l'opération, s'occupa surtout de recueillir l'héritage des victimes. Dans un rapport à ses collègues, après avoir annoncé que « les cent vingt personnes tombées sous la juste vengeance du peuple étaient inhumées au cimetière de Vaugirard », ce qui était faux, il observa que leurs dépouilles, « vu l'état de délabrement où elles se trouvaient, ne pouvaient être que d'un rapport très modique » et il proposait de les abandonner aux gens « qui avaient prêté les mains pour les déshabiller ». Soit que les membres de la section n'eussent qu'une médiocre confiance dans la probité de leurs agents subalternes, soit qu'ils préférassent se rendre compte par eux-mêmes du profit que l'on pourrait tirer de ces dépouilles, ils désignèrent dix commissaires pour en dresser l'inventaire; l'estimation monta, pour les divers objets recueillis, à la somme de 30 845 livres, sans parler de 31 louis d'or, découverts dans le dos de la soutane de l'un des morts et que Daubanel reçut du fossoyeur qui les avait recueillis. Au nombre de ces objets divers se trouvaient quarante montres en or, dont l'une était ornée de diamants, quatorze en argent et une en galuchat. Pendant près de deux ans, ceux des membres de la section qui n'avaient pas profité de l'au-baine, cherchèrent à savoir ce qu'il advint de ces reliques; mais chaque fois que la question était posée, il se trouvait un compère pour réclamer « l'ordre du jour », si bien

que Daubanel n'eut jamais l'occasion de rendre ses comptes.

Cet escamotage des cadavres et de leurs dépoilles contribua encore à détourner l'attention du guet-apens des Carmes, vite éclipsé par les scènes moins furtives qui, pendant les jours suivants, provoquèrent dans Paris tant d'épouvante. Le comité de surveillance de la Commune, qui avait déchainé et payait les assassins, mit tout en œuvre pour étouffer au plus tôt l'impression d'horreur soulevée par son crime. La preuve en est dans ses recommandations lancées aux sections, dès le 3 septembre, alors que le massacre durait toujours, de faire disparaître, le plus promptement possible, toutes traces de « l'événement » : « Enfouir sur-le-champ les corps hors des murs, dans des fosses profondes bien recouvertes de terre; laver soigneusement les endroits qui pourraient être ensanglantés et sabler par dessus; commander vingt femmes pour laver les linges et habits; vendre, sans tarder, au plus offrant, la défroque des morts. » A l'abbaye Saint-Germain, une femme Malherbe, demeurant cour du Dragon, acheta cette défroque en lambeaux pour 375 livres; les bottes et souliers, mis aux enchères, procurèrent à la Commune une somme de 76 livres 5 sols. Mais, dans ces instructions pressantes, pas un mot qui concerne le couvent des Carmes.

Les gazetiers signalés par leur ardeur démagogique s'évertuaient de leur côté à présenter « l'événement », — tel était l'euphémisme adopté, — comme l'un des plus glorieux de notre histoire. L'article publié par le *Journal des Révolutions de Paris* est, en ce genre, d'une perfidie si éhontée que, malgré sa longueur, il en faut citer certaines pages intégralement : c'est un spécimen saisissant des formidables bourdes dont la presse jacobine nourrissait ses naïfs lecteurs. Le thème adopté est celui-ci : un criminel, sur le point d'être supplicié, révèle, le 1<sup>er</sup> septembre, qu'un horrible complot se trame dans les prisons regorgeant, depuis le 10 août, d'ecclésiastiques et d'aristocrates. A un signal convenu, ces geôles s'ouvriront en même temps : les détenus en sortiront tout armés, « leurs cachots étant garnis de munitions à cet effet », sous la conduite des prêtres « chargés d'or », internés aux Carmes, à l'Abbaye, à Saint-Firmin et ailleurs ; ces hordes de démons, grossies de tous les nobles tapis au fond de leurs hôtels depuis la victoire du peuple, « mettront le feu dans cinq ou six quar-

tiens à la fois pour faire diversion au grand projet de délivrer Louis XVI et sa famille... Les magistrats et les plus patriotes d'entre les législateurs seront probablement égorgés... » Mais le peuple « qui, comme Dieu, voit tout, est présent partout et sans la permission duquel rien n'arrive ici-bas, n'a pas plus tôt connaissance de cette conspiration infernale, qu'il prend le parti extrême, mais le seul convenable, de prévenir les horreurs qu'on lui prépare et de se montrer sans miséricorde envers ceux qui n'en ont pas eu pour lui. » Son instinct déconcerta les sanguinaires conspirateurs dont il fit sur-le-champ « justice ». Au nombre des « grands coupables » mis à mort, « se rencontrèrent plusieurs prêtres déguisés, tels que l'archevêque d'Arles... » et l'on trouva sur eux « de petites images en papier représentant deux coeurs percés de flèches dans une couronne d'épines et surmontés d'une croix ; au bas on lisait : *Cœurs sacrés, protégez-nous* : c'était un signe de ralliement, une espèce de mot d'ordre que la Lamballe et autres femmes de la Cour portaient aussi sur elles... » Le sang coulait et chacun de ceux qui avaient des armes « semblaient (*sic*) se disputer l'honneur de concourir à ce grand acte de justice »... « A travers mille traits de barbarie, on observa la plus sévère équité »... « Le peuple est humain, mais il n'a point de faiblesse ; partout où il sent le crime, il se jette dessus sans égard pour l'âge, le sexe ou la condition du coupable »... « N'oublions pas de faire remarquer que, parmi tous ces massacres que l'impérieuse nécessité semblait commander, il sut pourtant se contenir dans les limites du juste et de l'équité. »

Et dans son fascicule suivant, le journaliste renchérisait : « Français ! Peuple étonnant et qui n'as point ton semblable dans l'histoire... Les mauvais prêtres, les mauvais citoyens tombent sous la main sans pitié mais juste de la multitude... Peuple de Paris, tu les as immolés au repos public ; cette mesure de sûreté générale se refuse au raisonnement ; mais l'humanité elle-même n'a pu se refuser d'y applaudir tout bas et en détournant la tête... »

Une si audacieuse imposture trouva-t-elle des crédules parmi les contemporains ? Il n'en faut pas douter : le public français était si novice en politique qu'il gobait ingénument tout ce que lui servaient les gazettes : les meneurs exploitaient cette inexpérience, et si les gens sensés considéraient l'infamant

attentat de Septembre comme une catastrophe irrémédiable, les simples étaient tout près de s'en réjouir, bien persuadés qu'ils venaient d'échapper à une hécatombe imminente. On a l'écho de cette opinion dans le journal, resté inédit, d'un bourgeois de la section du Luxembourg : c'était un homme d'âge, 68 ans, qui notait avec un soin minutieux les indications de son baromètre et, quand la chose en valait la peine, l'incident qui avait troublé son quartier. Voici en quels termes il consignait ses impressions le 2 septembre 1792 : « Aujourd'hui on a été tuer dans les prisons et aux Carmes tous les détenus coupables et tous les prêtres réfractaires qui étaient leurs complices. On ne peut nombrer la quantité de monde dont on s'est défait ; les prisons sont vides. La nécessité a obligé à arriver à cette exécution : une partie de Paris va partir demain et après pour l'armée ; la ville va se trouver dépourvue d'hommes... Tous ces malheureux-là auraient pu nous égorgé pendant l'absence de tous les citoyens : qu'il est triste d'en venir à de pareilles extrémités ; mais on dit qu'il vaut mieux tuer le diable qu'il nous tue (*sic*). » Voilà pourquoi, les massacres s'étant prolongés jusqu'au jeudi 6, les Parisiens, dès le samedi 8, la conscience satisfaite, se portèrent en foule à la fête de Saint-Cloud « avec autant de tranquillité que dans un temps de pleine paix ».

Voilà aussi pourquoi nul ne s'étonna, quand, en mars 1793, le couvent des Carmes étant définitivement évacué par les six derniers religieux qui jusqu'alors y avaient séjourné, l'Administration des biens nationaux le louait, pour trois, six ou neuf années, moyennant 4 280 francs par an, au citoyen Franchastel, jardinier, qui en céda la plus grande partie à un sous-locataire désireux d'ouvrir là un bal champêtre pour rivaliser avec le *Bal des Zéphirs*, situé un peu loin dans la rue de Vauquard, sur le terrain du cimetière de la paroisse Saint-Sulpice.

Cet entrepreneur de réjouissances publiques n'ignorait pas pourtant quels tragiques et sanglants souvenirs pesaient sur le jardin des Carmes : il n'était autre, en effet, que le traiteur Langlois, chargé par le comité de la section du Luxembourg de nourrir les prêtres durant leur détention ; il avait assisté au massacre et à l'orgie des tueurs qui, le travail fini, s'étaient introduits dans sa cuisine afin d'y prendre de quoi se refaire. Cet ingénieux industriel ne redoutait certainement pas les fan-

tômes : il transporta aux Carmes « tout son ameublement de marchand de vin, ainsi que celui de sa famille et tout son ménage » ; sous les allées ombreuses où la chasse aux prêtres s'était poursuivie, il installa « cent cinquante tables, une infinité de bancs, des chaises », construisit une buvette, un cellier, un comptoir, suspendit des lanternes aux branches des arbres et, sur la grande porte du couvent, plaça un transparent qui, le soir venu, montrait en lettres lumineuses cette alléchante inscription : *Bal des Tilleuls*.

Au printemps de 1793, ces bosquets vénérables recevaient les couples joyeux désireux de folâtrer dans ce grand enclos jusqu'alors fermé aux badauds ; le voisinage du Luxembourg lui assurait la vogue et peut-être Langlois avait-il transformé en guinguette le petit oratoire où les prêtres furent immolés, réfugiés dans une suprême prière. Cette profanation indignait sans nul doute nombre de personnes pieuses, mais le gros du public qu'attiraient les flon-flons de l'orchestre n'avait certainement pas une pensée pour les victimes de Septembre : le sol de notre Ville deux fois millénaire est dans sa moindre parcelle si imprégné d'Histoire que de tout temps, les Parisiens, insoucieux des précisions, ont professé pour ce passé tumultueux une déférence collective assez voisine d'une inconsciente ignorance ; ils dansaient donc, sans scrupules comme sans malice, durant l'été de 1793, dans le lugubre jardin et le traiteur Langlois se félicitait de sa lucrative spéculation quand, la saison finie, au début de décembre, une péripétie imprévue le désarçonna brutalement : le Comité de salut public venait d'affecter à la détention des suspects la maison des Carmes, ainsi transformée, d'un trait de plume, en une prison dont le besoin se faisait sentir.

Les quatre vieilles geôles de Paris, — la Conciergerie, la Force, l'Abbaye et le Châtelet, — étaient, en effet, encombrées et, pour abriter les milliers des personnes, hommes ou femmes, décrétées de prise de corps, il fallait transformer en maisons d'arrêt tous les locaux importants de Paris ; c'est ainsi que l'un après l'autre, à mesure des nécessités quotidiennement grandissantes, vont être remplis de détenus d'immenses palais tels que le Luxembourg, les monastères vides, les collèges désertés, les maisons de santé sans pensionnaires, certains hôtels abandonnés ; en moins d'un an, Paris possédera quarante Bastilles,

sans compter celles attribuées au Comité de sûreté générale et les « violons » de chacune des quarante-huit sections. Riche aubaine pour tout un personnel de geôliers, de gardiens, de porte-clefs, de surveillants, happe-chairs et limiers de tous rangs, qui vont rançonner les détenus et exploiter leurs craintes et leur détresse.

Langlois, le tenancier du *Bal des Tilleuls*, tenta de s'insinuer parmi ces profiteurs et sollicita l'entreprise des cuisines de la nouvelle prison, faisant valoir qu'il avait déjà, en août de l'année précédente, fourni la table des ecclésiastiques capturés; à défaut de cet emploi, il demandait qu'on lui laissât la jouissance de son bal et de son café, installés dans une partie du jardin qu'on pouvait facilement distraire et séparer du reste de l'enclos. Sa supplique resta sans effet et le Comité désigna pour concierge, c'est-à-dire administrateur et directeur, de la maison d'arrêt, le citoyen Pierre-Louis-Marie Roblâtre, menuisier, alors âgé de quarante-trois ans. Ce n'était pas un mauvais homme, mais sa responsabilité l'épouvantait; on lui adjoint un porte-clefs, J.-L. Daubijol, et un greffier, Revel, chargé de tenir le livre d'écrou et les comptes de la maison. Ce sont là les seuls fonctionnaires dont les documents fassent mention: mais ce personnel se complétait certainement d'un certain nombre de geôliers et de surveillants, car la maison des Carmes n'avait rien d'une prison et les évasions y étaient faciles; pas de portes de fer, nul guichet, point de grilles, pas même un verrou. On entrat dans le bâtiment, non par l'église, mais par une porte ouvrant sur la façade de l'ouest, celle qui, aujourd'hui encore, donne accès au séminaire actuel; car, de ces vieilles constructions rien n'a changé depuis cent cinquante ans et c'est là, sans doute, le seul décor d'une prison de la Terreur, qui nous soit conservé dans sa complète intégralité.

La porte franchie, on a devant soi un long couloir qui se prolonge vers la sacristie; à droite s'engage l'escalier de pierre montant jusqu'aux combles; à gauche s'installe le greffe de la prison. Cette disposition, qui est celle du rez-de-chaussée, se reproduit à tous les étages, compliquée, au premier, au second et sous les toits, d'autres couloirs contournant une cour intérieure qui jadis était celle du cloître. Dans l'ensemble, un dédale de corridors assez sombres dont les parois sont régulièrement percées de portes simples ouvrant sur autant de cel-

lules. On a quelque indice que, ne pouvant garnir de verrous toutes ces portes, le concierge Roblâtre se contenta de munir de fortes serrures celle qui, à chaque étage, fermait l'entrée des corridors où, de la sorte, les détenus avaient licence de circuler.

Les premiers qui inaugurerent cette geôle improvisée étaient transférés de l'abbaye Saint-Germain où, faute de place dans la prison, on les avait entassés dans l'ancien réfectoire des moines. Ils arrivèrent aux Carmes le 16 décembre 1793, au nombre de cinquante-sept, dont quelques nobles : le ci-devant marquis de Carcadot, ex-officier au régiment d'Armagnac; le constituant Gouy d'Arcy, ex-maréchal de camp; le prince de Rohan-Montbazon, ex-vice-amiral; un ci-devant lieutenant des grenadiers royaux, Louis-Charles de Waroquier; un gentilhomme cultivateur, J.-J. de Saunhac; deux prêtres, l'un belge, nommé Saillant; l'autre était le chanoine d'Autichamp, frère du chef vendéen; puis des négociants, des peintres, un architecte, deux magistrats : Boucher d'Argis et Gouguet des Landes, le premier, conseiller au Châtelet, le second, juge au tribunal de cassation; plusieurs domestiques; quelques employés; un chirurgien, Virolle; des marins; un pâtissier; une cuisinière; un maître d'hôtel garni, pauvres gens ramassés au hasard de dénonciations que nulle autorité n'avait vérifiées, victimes de voisins hostiles ou de débiteurs astucieux. Le chirurgien Noël Virolle ne cachait point que plusieurs députés à la Convention, soignés par lui, ne l'avaient pas payé : c'était peut-être pour le frustrer de ses honoraires qu'on l'avait emprisonné.

A dater du milieu de décembre, la prison s'emplit peu à peu; les arrivants y étaient amenés soit isolément, soit par petits groupes; deux mois plus tard, lorsque le comte de Soye-court y fut écrouté, leur nombre se montait à près de trois cents. M. de Soye-court, gentilhomme de haute naissance, était très riche, très charitable et très honoré. Le hasard de sa détention aux Carmes ayant lié étroitement son nom à l'histoire du monastère, cette haute figure doit retenir l'attention.

#### LES SOYECOURT

De sa femme, née de Béranger, Charles-Joachim de Séglière de Belleforière, comte de Soye-court, avait eu plusieurs enfants, dont deux filles : l'une, Catherine-Louise-Sylvine, avait

épousé le baron d'Hinnisdal de Fumale; l'autre, Thérèse-Françoise-Camille, s'était, presque dès l'enfance, destinée à la vie religieuse. Très vaillante, très décidée, malgré la résistance de ses parents, malgré l'opposition des médecins qui redoutaient pour sa frêle santé les austérités du cloître, elle s'enfuit de l'hôtel paternel, en février 1784 et se réfugia au couvent des Carmélites de la rue de Grenelle-Saint-Germain. Après six mois de postulat elle y prit le voile, le 24 juillet : elle avait vingt-sept ans.

Cette vêteure marqua dans les fastes mondains de l'année : il était, en effet, d'usage d'observer en pareil cas le cérémonial d'une présentation à Versailles; la postulante arrivait donc en costume de Cour, moins le décolletage obligatoire chez le Roi, bien entendu, c'est-à-dire *en grand corps*, opulent panier, jupe à traîne enguirlandée de falbalas et bordée de tous les diamants et de toutes les perles de la famille. La chapelle extérieure des Carmélites, d'ailleurs fort étroite et peu commode, était pleine, ce jour-là, d'une assistance suprêmement aristocratique, princes de la famille royale, hauts et puissants seigneurs à noms illustres, grandes dames des entours de la Reine, prélates magnifiques, tous stupéfaits, presque incrédules au spectacle d'une si riche et noble héritière renonçant au monde et à toutes ses joies. On considérait cette désertion comme un suicide, si bien que Mgr de Juigné, archevêque de Paris, qui officiait, s'était fait longtemps prier, persuadé que « la fragile sœur Camille ne pourrait parvenir à la profession », et trépasserait avant de prononcer ses vœux. De fait, quand elle s'avance vers l'autel, dans la toilette pompeuse prêtée par l'une de ses amies récemment mariée, elle apparaît si pâle, si fluelle, si exténuée par les six mois de postulat, que l'opinion unanime est qu'elle ne vivra pas. M. de Soyecourt, bourrelé de chagrin, n'assiste pas à cet office funèbre; sa femme s'y est traînée par déférence pour l'archevêque. Le président Molé et le marquis de Feuquières sont les témoins de la postulante; le Père Jésuite Leguay prononce le discours de vêteure; puis les nonnes en robes de bure, voilées de noir, entourent Camille, l'emmènent, et derrière elle retombe la lourde grille que, vivante, elle ne doit plus franchir.

Un an plus tard elle prononçait les vœux définitifs; son père et sa mère perdirent leur faible espoir de la reprendre.

Presque à la même époque deux deuils, plus cruels encore, les atteignaient : leur fils unique mourait, à vingt ans, d'un coup de sang, et leur gendre d'Hinnisdal succombait, usé par ce que l'on appelait alors « une maladie de poitrine ». Camille apprit le désespoir de ses parents et supporta courageusement ces rudes épreuves ; quant à celles que lui imposait le régime de la communauté, « elles l'inondaient des plus pures délices ». M<sup>me</sup> Louise de France, fille du feu roi, carmélite elle-même, en apprenant l'entrée de M<sup>le</sup> de Soyecourt dans un couvent de son ordre, avait bien recommandé « que l'on n'eût pas pour celle-ci trop de ménagements par considération pour son extrême délicatesse et la haute situation de sa famille » ; de fait, Camille s'astreignait à la règle générale, prenait sa part des travaux communs et s'en acquittait avec gaieté : « Les jours de lessive, les glaçons pendaient quelquefois au bout des doigts des laveuses » ; toute transie, elle montait le linge au grenier où on le mettait sécher. Sa santé résistait à ces dures occupations ; mais elle restait très faible, flétrissait sous le poids de sa lourde robe de bure et sa mère Prieure avouait « qu'elle ne la trouvait jamais sans fièvre ».

De la buanderie, Camille passa à l'entretien du linge de ses sœurs et ce travail satisfaisait son humilité « parce qu'elle avait entendu dire qu'on le confiait aux plus incapables ». Un tel règlement de vie, si terne et si prosaïque lorsqu'il est dépourvu de ce qui l'ennoblit et l'exalte, semble difficilement supportable ; il ravit jusqu'à l'enthousiasme les saintes filles qui s'y astreignent ; énigmes du cœur que le profane, si respectueux soit-il, doit renoncer à résoudre. Ce que l'on sait, c'est que M<sup>me</sup> de Soyecourt, devenue sœur Camille de l'Enfant Jésus, n'avait jamais été aussi heureuse : le froid, le coucher dur, le pain noir, le silence, le labeur vulgaire et pénible, la maladie même, — elle faillit mourir, — se transposaient pour elle, comme pour ses compagnes, en autant de douceurs délicieusement reposantes. D'ailleurs, autant qu'on peut lire dans ces existences closes, on discerne que ce régime n'était pas sans accommodement : en certaines circonstances le silence était rompu ; on appelait cela *les heures de licence*. En outre il était permis, le travail manuel terminé, de lire et d'écrire, — analyses religieuses ou extraits d'ouvrages de sainteté ; même la sœur Camille employait ses loisirs à peindre sur vélin, en

miniatures pieuses, les emblèmes de ses dévotions préférées. Dans ce grand calme, jamais troublé, son esprit satisfait prit cette tournure d'humour et de gaieté dont on connaîtra certains traits au cours de ce récit.

CLAUDE LAZOWSKI

Du fond de leur Thébaïde de la rue de Grenelle, les religieuses carmélites ne voyaient pas les gros nuages qui montaient à l'horizon politique : les eussent-elles aperçus, elles n'auraient cru, comme tout le monde, qu'à l'approche d'un orage passager et bienfaisant qui allait féconder l'heureuse terre de France et revivifier ses millénaires institutions. Pourtant leur supérieure, M<sup>me</sup> Madeleine-Sophie d'Annebault, qui, dans l'intérêt de sa communauté, entretenait avec le monde et les gens d'affaires de fréquents rapports, dissimulait mal ses inquiétudes : l'orage se prolongeait et devenait ouragan. Au début de 1790, le fondé de procuration des religieuses, M. Maury, avocat au parlement, dut fournir une déclaration détaillée des biens, revenus et charges du couvent : son compte établissait que les recettes s'élevaient à 62 235 livres, 3 sols, et les dépenses à 18 764 livres, 4 sols, ce qui permet d'évaluer que l'entretien et la nourriture de chacune des trente-cinq religieuses, — vingt-six de chœur et neuf converses, — ne montait annuellement qu'à 1 200 livres environ.

Cette alarmante indiscretion du fisc n'eut pas d'effet immédiat, non plus que le décret voté par l'Assemblée nationale, proclamant la suppression des vœux monastiques. Malgré l'omnipotence qu'ils s'étaient décernée, le pouvoir des législateurs se briserait toujours contre la détermination intime de pauvres filles résolues à ne point se parjurer. Aussi les fauteurs mêmes de l'abolition des ordres religieux, pressentant une résistance tacite mais invincible, se résignèrent à temporiser : c'est ainsi qu'on donna aux Carmélites « l'espoir de les laisser vivre et mourir dans leur solitude » : elles ne réclamaient rien d'autre et se crurent sauvées.

Pourtant les vexations continuaient : en avril 1791, un commissaire de police se fit ouvrir les grilles de la clôture afin de procéder à l'inventaire du linge et du mobilier de la maison ; cette opération dura plusieurs jours ; deux mois plus

tard, l'A  
personne  
de toute  
la Saint  
casserier  
leur im

Mais  
plus m  
dont le  
invectiv  
leur dis  
seurs  
d'habit  
ger : le  
les reli  
s'étaient  
préven  
autorit  
se fair  
Ainsi C  
cette h

Dès  
même  
habillé  
être les  
que la  
Terre  
ordre,  
comm  
tèrent  
de la  
se rab  
culte,  
possèd  
volont  
ressen  
Comme  
apport  
mants  
le cad

tard, l'Administration exigea un état nominatif de toutes les personnes habitant le couvent, en même temps que le compte de toutes les recettes et dépenses de la communauté, depuis la Saint-Martin de 1789 jusqu'au 31 décembre 1790. Ces tracasseries troublaient la sainte quiétude des sœurs sans entamer leur impassibilité.

Mais, dès que la monarchie fut écroulée, le danger apparut plus menaçant. Les blanchisseuses de la rue de Bourgogne, dont les étendoirs prenaient vue sur l'enclos des Carmélites, invectivaient contre ces aristocrates fainéantes, réclamaient leur dispersion et prétendaient s'emparer de leur terrain. Les sœurs possédaient dans cette rue un petit bâtiment servant d'habitation à leur jardinier et ayant une entrée sur leur potager : le soir du dimanche 2 septembre, en sortant de l'office, les religieuses aperçurent cinq hommes qui, par cette porte, s'étaient introduits dans le jardin. La Mère Prieure « envoya prévenir la section » ; on lui rapporta, en réponse, que les autorités étaient sans pouvoir : « il n'y avait pas moyen de se faire obéir, parce que l'on tuait dans toutes les prisons. » Ainsi Camille connut-elle le massacre des Carmes : à son insu, cette heure tragique devait influer sur toute sa vie.

Dès ce soir-là, prévoyant le pire, le Prieure décida qu'elle-même et ses compagnes « ne se coucheraient plus que tout habillées, en cas d'événement ». On imagine quelles pouvaient être les impressions de ces recluses, isolées, sans autres armes que la prière, dans cette ville immense que dominait par la Terreur une horde de brutes dont la bestialité, déchainée par ordre, était assurée de l'impunité. Le 14 septembre, deux commissaires de la section Fontaine de Grenelle se présentèrent au couvent, exigeant de pénétrer « dans tous les endroits de la maison ». Déçus de n'y rien découvrir à confisquer, ils se rabattaient sur la sacristie et font main basse sur les objets du culte, particulièrement sur les reliquaires, seule richesse que possèdent les Carmélites. Ils dédaignent les reliques et en font volontiers l'abandon. Les châsses qui les contiennent les intéressent davantage ; la reine Marie-Thérèse, fondatrice de la Communauté, lui avait légué une *Sainte Face* miraculeuse, apportée d'Espagne et placée dans un cadre d'or garni de diamants : les deux commissaires laissent l'image et s'approprient le cadre. Leur choix terminé, ils ordonnent d'ouvrir les portes

du couvent pour que les badauds massés au dehors puissent entrer et satisfaire leur curiosité, et ils signifient à la Mère Prieure d'avoir à déguerpir sur-le-champ avec toutes ses nonnes. « Pour aller où? — Où elles voudront. » La Prieure qui, depuis longtemps, prévoyait ce coup, avait pourvu ses Filles de vêtements séculiers et s'était assurée pour celles-ci de refuges dans divers quartiers. D'avance elle les avait divisées en groupes de cinq ou six et, sur son ordre, était établi par son aumônier un règlement comportant toutes les dispenses nécessitées par les circonstances.

Voilà donc les Carmélites sur le pavé : la plus jeune a trente ans, la plus âgée est octogénaire : depuis soixante ans elle n'est pas sortie de la clôture. Se représente-t-on le saisissement de ces malheureuses, jetées dehors, décontenancées par ce Paris anarchique des grands bouleversements révolutionnaires? La pluie tombe ; des patrouilles de citoyens armés traînent en débandade, par les rues : les pauvres nonnes effarées, déshabituées de la marche, de la foule, du bruit, vont vers un but inconnu : leur embarras les trahit et, sans doute, leur faut-il subir les brocards et les gaudrioles équivoques des loutres ; sans doute aussi, car on n'est pas encore aux jours où tout le monde tremble, rencontrent-elles de bonnes gens assez compatissantes pour les assister et les diriger vers l'asile qui leur est destiné. Le groupe dont faisait partie la sœur Camille devait se rendre rue Mouffetard ; « une petite maison entre cour et jardin, sans voisinage », lui était réservée. Les sœurs s'installèrent aussitôt, transformèrent l'une des chambres en chapelle, y récitèrent l'office en chœur et, dès le jour même, reprisent leur vie de prières, de méditations et de travail, comme si rien ne l'avait troublée. Plusieurs prêtres s'étaient engagés à venir, chacun à son tour, célébrer la messe dans l'asile de ces saintes filles.

Si M<sup>me</sup> de Soyecourt ne se retire pas chez ses parents, ainsi que font beaucoup de religieuses chassées de leur couvent, c'est parce qu'elle ne consent pas à se séparer de ses sœurs. La mère Prieure l'a désignée pour être la « dépositaire » des cinq religieuses réfugiées rue Mouffetard ; elle est, en quelque sorte, leur supérieure intérimaire, et il lui répugne de les abandonner. D'ailleurs le comte et la comtesse de Soyecourt ont quitté Paris dès les premiers jours de septembre, afin

d'échapper aux continuelles visites domiciliaires dont abusent les sans-culottes de leur section. Ceux-ci, accompagnés d'un détachement de la force armée, sont venus, le 26 août, visiter « de fond en comble » l'hôtel de Soyeourt, rue de Verneuil, afin de s'assurer qu'aucun étranger n'y est caché. Trois jours plus tard, nouvelle invasion ; les commissaires somment le ci-devant comte de déclarer combien il a de citoyens à son service : il fait comparaître ses domestiques, « neuf mâles et trois femelles » ; et les sectionnaires se retirent. Mais, le même jour, ils reviennent afin d'inventorier les armes que contient la maison : sur l'affirmation de M. de Soyeourt que son arsenal se compose de « deux petits pistolets simples, d'une épée et d'une canne à bague », on perquisitionne méticuleusement pour s'assurer qu'il n'en impose pas ; « sa déclaration est trouvée véritable » et il faut, pour en finir, dresser le procès-verbal de l'opération. Plus tard, on dénombrera les chevaux, puis les fourrages ; et, pour se soustraire à ces molestations, les Soyeourt ont gagné leur terre de Tilloloy, en Picardie, espérant y jouir de quelque tranquillité.

A leur retour seulement, ils apprirent que le couvent de la rue de Grenelle était séquestré et que leur fille vivait, avec quelques-unes de ses compagnes, dans un faubourg populaire : dès qu'ils l'eurent découverte, la petite colonie de la rue Mouffetard ne manqua plus de rien et, durant six mois, délivrée des soucis matériels, ravitaillée selon ses convenances par les cuisines de l'hôtel de Soyeourt, elle vécut paisible et confiante, au cœur de ce quartier tumultueux qu'était la section du Finistère, l'une des plus révolutionnaires de Paris.

Par un désastreux hasard, la petite maison où priaient la Mère Camille et ses cinq filles, avait pour vis-à-vis l'habitation du commandant de la force armée de la section François de Paule, Claude Lazowski, dit le *Foudroyant*, qu'on a déjà vu, au début de ce récit, amenant, tambours battants, les sulpiciens du séminaire d'Issy à l'église des Carmes. Son histoire est singulière : fils d'un écuyer polonais de la suite de Stanislas, souverain de Lorraine, Lazowski fut élevé, ainsi que ses huit frères et ses sept sœurs, grâce aux libéralités du bon roi. Protégé par Calonne et par le duc de Liancourt, nommé en 1782 inspecteur adjoint des manufactures aux appointements de 8 000 livres, c'était, au dire de M<sup>me</sup> Roland qui le connut bien,

« un garçon actif, spirituel et instruit, élégant, bien coiffé, mis avec soin » ; le type du jeune Français aisné de l'ancien régime. Par quelle inexplicable volte-face, son emploi ayant été supprimé en 1791, ce charmeur se mua-t-il, à trente-neuf ans, au désespoir, à la stupeur, à l'horreur de sa famille, de ses nobles protecteurs et de ses amis, en un jacobin farouche que la même M<sup>me</sup> Roland décrivait, en 1793, comme un sans-culotte éhonté, montrant avec cynisme « des cheveux gras, la tournure brutale d'un patriote enragé, la face enluminée d'un buveur et l'œil hagard d'un assassin » ? Est-ce à ses fréquentations qu'on doit imputer cette métamorphose ? Lazowski était, en effet, en tiers avec le menuisier Duplay et le bonnetier Deschamps, — grands amis et confidents de Robespierre, — propriétaire d'une imprimerie créée rue Saint-Honoré même, contre le domicile de l'*Incorrumpible*. Marié et père d'une petite fille âgée de quatre ans, Lazowski régnait sur sa section et, quoique deux de ses frères fussent ecclésiastiques, il professait, pour les « calottins » et les nonnes, une haine aussi furieuse que celle dont il enrageait à l'égard des tyrans. Ayant remarqué que la maison située en face de la sienne était occupée par des filles, qu'il s'y glissait fréquemment des hommes à mine de « fanatiques », il chargea sa femme de surveiller la chose et, quand il fut bien assuré qu'il avait découvert une « capucinière », il arma sa troupe et la conduisit vers ce repaire de conspirateurs.

C'était le 29 mars 1793 ; il avait choisi ce jour, qui était le vendredi saint, comptant bien trouver, à pareille date, la maison bondée de « ratichons » et les surprendre en plein office. En quoi ses souvenirs du séminaire le servaient mal, le vendredi saint étant le seul jour de l'année où l'on ne célèbre pas la messe. Avec trente militaires armés de piques, Lazowski envahit donc le refuge de la Mère Camille qui, au bruit de leur irruption, eut le temps de prendre sur elle les hosties consacrées déposées au modeste *tombeau* dressé par ses sœurs dans leur oratoire. La perquisition se prolongea de dix heures du matin à cinq heures du soir, sans autre résultat que la confusion des sans-culottes en découvrant, au réfectoire de la communauté, le couvert dressé et le repas servi : sur une table nue, un morceau de pain noir et un pot d'eau ; à la cuisine, le feu n'avait pas été allumé depuis la veille. On était

aux jours de grande abstinence et Lazowski dut se retirer furieux de voir ses soldats contrits et édifiés à la révélation de si rigoureuses mortifications. En représaille de sa déconvenue, la Mère Camille était arrêtée le lendemain et conduite, entre deux hommes d'armes, au dépôt de la mairie.

Dans ce qui nous est parvenu de certains drames de la révolution, une chose est pudiquement passée sous silence : c'est l'ingérence de l'argent. On discerne qu'il intervient à tous moments et que, en bien des péripéties, il mène l'action ; mais il reste dans la coulisse et dissimule sa toute-puissante influence. En pareil temps, le suborneur était, tout autant que le suborné, intéressé au secret du marché ; cette bilatérale sujexion rassurait les timorés et des confidences tardives nous ont fait connaître que, en pleine Terreur, la clef d'or ouvrit la porte de bien des cachots et ferma les yeux des Argus sans-œilotes les plus clairvoyants. On n'imagine pas que, sans ce talisman, M. de Soyeourt se fût hasardé à réclamer sa fille : au printemps de 1793, un ci-devant comte, opulument riche, intercédant auprès de la Commune révolutionnaire en faveur d'une religieuse, eût été fort mal reçu s'il n'eût disposé d'arguments plus efficaces que ceux inspirés par la tendresse paternelle. Or les administrateurs de police se montrèrent des plus conciliants : à ce que rapporte le biographe anonyme de Camille, ces douze administrateurs, amadoués l'un après l'autre, se déclarèrent si surchargés de besogne qu'ils n'avaient pas le temps d'interroger cette nonne fanatique. Même, ils autorisèrent le gentilhomme à emmener sa fille chez lui, sous la surveillance d'un gardien qu'ils désignèrent ; et, le soir même, Camille réintégrait l'hôtel de la rue de Verneuil qu'elle avait quitté neuf ans auparavant, sans esprit de retour.

On juge de la joie attendrie des parents en reconquérant leur fille ; son gardien lui-même en fut ému ; bénéficiant sans doute des libéralités secrètes de M. de Soyeourt, ce cerbère, adouci dès le premier contact avec l'aristocratique famille, se révéla si complaisant que, le lendemain, jour de Pâques, il offrit à la sœur Camille de la conduire à l'église. Elle refusa : il lui répugnait d'assister à l'office d'un prêtre constitutionnel ; elle savait où trouver mieux et, déjouant facilement la surveillance de son débonnaire recors, elle alla entendre la messe d'un réfractaire, lequel, d'ailleurs, fut arrêté ce jour-là,

à l'autel, et conduit au poste revêtu de sa chasuble. En fin de journée, on vint chercher la carmélite pour la reconduire à la mairie où elle devait être interrogée : après quoi on la dirigerait sur la prison de Sainte-Pélagie. Mais sa mère, qui l'avait accompagnée, s'était, bien certainement, munie du talisman, car elle obtint que l'inculpée passerait encore cette nuit-là en liberté; on disposa même pour elle et sa femme de chambre une pièce à la mairie même et on leur servit « un souper splendide ». Le lundi seulement, après une nouvelle entrevue avec deux officiers de paix « paraissant lui porter beaucoup d'intérêt, » elle fut écrouée à Sainte-Pélagie.

Là elle retrouvait trois de ses compagnes de la rue Mouffetard; les deux autres s'étaient enfuies et avaient disparu. Mais, dans cette geôle encombrée, les gratifications largement distribuées par M. de Soyecourt valurent aux religieuses certains ménagements : on les logea dans un dortoir séparé où elles pouvaient réciter leur office et vivre à leur guise; de l'hôtel de Soyecourt leur arrivait chaque jour du poisson, ce qui permettait aux quatre sœurs de ne point manquer à l'abstinence. L'une d'elles, d'âme candide, la sœur Joséphine, fille du marquis de Carvoisin, était âgée de 60 ans; entrée au couvent presque enfant, elle n'en était jamais sortie avant les mauvais jours de septembre 1792 et, persuadée chaque matin qu'elle serait guillotinée dans la journée, elle se préparait au martyre par des macérations qui l'épuisaient. Ses sœurs la plaisantaient sur son jeûne absolu : « Allons, sœur Joséphine, engraissez un peu la victime. » Mais elle, toute à l'idée du prochain supplice, s'en réjouissait sincèrement : « Quel bonheur, disait-elle, de porter bientôt notre tête sur l'échafaud ! » Les jours passaient et le bourreau ne se présentait pas; sœur Joséphine trouvait le temps long : « Quand donc, soupirait-elle, irons-nous à la guillotine ? » En apprenant que Lazowski, leur persécuteur de la rue Mouffetard, sur qui elle comptait pour être envoyée au supplice, venait de trépasser subitement, elle perdit confiance et consentit à manger pour réparer ses forces.

Lazowski était mort, en effet, à Issy; les démagogues considéraient cet événement comme un deuil national. Ils honoraient ce compère regretté de funérailles somptueuses : le 27 avril, le corps du fougueux sans-culotte, renfermé dans un

cercueil de plomb offert par la municipalité, fut solennellement porté à l'Hôtel de Ville; où le déposa sur des tréteaux, au milieu de la salle où siégeait la Commune; on y amena la petite Lazowski, âgée de quatre ans et, d'un vote unanime, les membres du Conseil général adoptèrent l'enfant que le maire embrassa. Puis, détachant une branche de la couronne placée sur la bière du défunt, il la posa sur le front de la fillette dont l'éducation fut confiée au municipal Blin, instituteur, qui réclama l'honneur de se charger d'elle.

Le lendemain, un dimanche, un immense cortège se déroula dans Paris : d'abord une bannière, sur laquelle on lisait :

Sans-culottes!  
Lazowski n'est plus!

puis venaient « la même pièce de canon qu'il fit monter dans les antichambres du palais des Tuilleries, le 20 juin 1792, et « le tocsin de la nuit du 9 au 10 août » (sic). « Ces objets commémoratifs furent généralement sentis. » Suivait le cercueil, couvert de couronnes civiques et chargé de cyprès; sur un lit de repos, drapé à la manière antique, il était porté par des canonniers de la section du Finistère et, sur le devant du lit, trônait, assis, le citoyen Blin, tenant entre ses genoux la petite Lazowski, fille adoptive de Paris. Un corps de musiciens, conduit par Gossec, jouait une marche funèbre et, derrière, marchaient en longue file les sociétés populaires, les sections, les bataillons de la garde nationale et les membres du Conseil général, tenant à la main un rameau de cyprès. Le corps fut inhumé place du Carrousel, « au pied de l'arbre de la fraternité, en face de la grande entrée des Tuilleries ».

En rendant compte de cette cérémonie, le journal des *Révolutions de Paris* faisait l'éloge du mort tant pleuré: il rappelait son rôle au 10 août, ne disait mot de sa participation au massacre de septembre, mais ne taisait pas quelques petites taches, bien excusables chez un citoyen de cette trempe : « En vain, disait-il, opposerait-on, aux services rendus par Lazowski à la révolution, des reproches de concussion, fondés peut-être, et d'autres délits encore... Déplorons la fragilité humaine et ne rappelons pas des torts pour nous autoriser à être ingrats envers ceux qui ont bien mérité de la patrie... » Telle était alors la morale jacobine.

Camille de Soye court perdait, en ce personnage épisodique, son plus dangereux ennemi; la section du Finistère, privée de son principal animateur, poursuivit durant quelques jours l'enquête au sujet de cette nonne aristocrate : la carmélite eut à répondre encore à maint interrogatoire; on examina en sa présence les papiers découverts à son refuge de la rue Mouffetard : tous traitaient de choses religieuses ou de relations avec des prêtres insermentés. Au cours de cette révision, les commissaires instructeurs découvrirent une lettre où, tout frémissons d'horreur, ils lurent cette phrase : « il faut faire mourir *la nation* et, quand elle se révolte, la comprimer, quoi qu'il en coûte. » Indignés, ils placèrent sous les yeux de la religieuse cette maxime liberticide : « Comment! Il faut faire mourir la nation!... — Vous voyez bien, riposta Camille avec un sourire, que vous lisez mal : il faut faire mourir *la nature* et la comprimer... C'est un avis de direction. » Son calme, sa douceur, désarmaient ses juges, « bien qu'ils fussent plus acharnés contre elle que contre les autres sœurs, à raison de sa naissance et des grands biens de sa famille ». Peut-être aussi le prestige de *ces grands biens* les inclinait-il à l'indulgence : M. de Soye court ne devait pas ménager ses arguments pécuniaires, car, moins de trois semaines après la pompe funèbre de Lazowski, il obtenait la mise en liberté de Camille et de ses pieuses compagnes; trois d'entre elles demandèrent asile à des petites colonies de religieuses disséminées dans Paris; M<sup>me</sup> de Soye court dut revenir à la maison paternelle : elle y amenait une carmélite du couvent de Pontoise qui se trouvait sans ressources et ignorait ce qu'était devenue sa communauté.

A l'hôtel de la rue de Verneuil on accueillit les deux religieuses avec bonheur; malgré le désir des parents de reprendre l'existence d'autrefois, dans la compagnie constante de leur Camille, objet de tant de larmes, il fut entendu qu'elle vivrait à part avec sa réfugiée, qu'on les servirait en maigre, aux heures habituelles du couvent, et qu'elles observeraient aussi strictement que possible la claustration monacale. Elles sortaient cependant, à la recherche de messes clandestines, et Camille jugeait que, dans ces conditions, l'observance de la règle était bien difficile. Sa marraine, M<sup>me</sup> de Feuquières, lui proposait de se réfugier avec elle dans ses terres, où elle disposerait d'une chapelle desservie par un aumônier orthodoxe; mais M<sup>me</sup> de

Soyecourt méditait d'entreprendre à pied, en mendiant, le voyage de Rome pour y solliciter, des Carmélites de la Ville éternelle, un refuge dans leur maison. A la prière de sa mère, ses directeurs spirituels la détournèrent de ce pèlerinage.

Cependant l'été se passait sans autre tracas que les visites domiciliaires, soit de jour, soit de nuit; les motifs de ces perquisitions variaient selon les circonstances: recensement du personnel domestique, confiscation et enlèvement de chevaux: M<sup>me</sup> de Soyecourt prétendait avoir vendu son écurie à un loueur de voitures de la rue Mazarine; mais ce marché n'était-il pas fictif et frauduleux des intérêts de la nation? Les chevaux furent confisqués et il n'en fut rien d'autre, le citoyen Soyecourt ayant probablement su calmer les scrupules patriotiques des agents de l'autorité. Même au cours du terrible automne de 1793, alors que l'échafaud commençait à dévorer les têtes par fournées, on parvenait encore à vivre, — dans quelles angoisses et quelle tristesse! — à l'hôtel de la rue de Verneuil. La sœur Camille, imperturbable parmi les deuils et les catastrophes, n'avait rien changé à son régime de pénitence et d'oraisons.

Mais, avec la nouvelle année, — l'an II de la République, — les sections révolutionnaires redoublèrent de zèle et les dénonciations tombèrent en grève aux comités de la Convention. La noble famille de Soyecourt ne pouvait échapper aux cupidités haineuses des sans-culottes triomphants: le 11 février 1794, le Comité de sûreté générale arrête que « le ci-devant comte de Soyecourt et sa femme, logés rue de Verneuil, n° 27, grande porte cochère, seront conduits jusqu'à nouvel ordre dans deux maisons de détention séparées; les scellés seront apposés sur leurs papiers et effets et tout ce qui s'y trouvera de suspect sera rapporté au Comité. » Dès le lendemain, M. de Soyecourt était écroué aux Carmes et sa femme à Sainte-Pélagie; Camille, la Carmélite, étonnée que l'ordre d'arrestation ne mentionnât pas son nom, quitta la maison et partit à l'aventure par les rues, emportant pour toute fortune les six francs qu'elle avait dans la poche de sa robe de bure.

On a beaucoup écrit sur les prisons de la Terreur; des contemporains qui en avaient goûté plusieurs ont laissé d'intéressants récits de leur captivité, et ces relations, publiées pour la plupart dès l'époque même, furent lues avec passion, surtout par ceux qui y retrouvaient des souvenirs personnels.

Pourtant, sauf notables exceptions, elles ne nous satisfont pas complètement : sans doute y trouvons-nous le reflet de cette insouciance singulière, voire de cette gaieté qui, chez nous, survivent aux pires désastres ; mais on sent trop que cela fut écrit quand l'auteur, rentré chez lui, n'était plus sous l'étreinte de l'affreux cauchemar et qu'il ne lui déplaisait pas de se poser en philosophe résigné, acceptant avec stoïcisme la menace harcelante de ce que l'on appelait alors « le numéro gagnant à la loterie de sainte guillotine ». Si intrépides qu'ils fussent, nos pères, semble-t-il, ne devaient pas supporter sans désespoir l'incessante attente de l'appel au Tribunal, les heures pesantes d'horribleoisiveté, la rupture avec tous les êtres aimés, sans parler des promiscuités répugnantes de la vie en commun ni de la privation absolue de toute hygiène et de toute propreté.

## LA PRISON DES CARMES

Quand M. de Soyecourt entra aux Carmes, le couvent où, depuis trois mois, s'entassaient plusieurs centaines d'individus parqués sans sélection dans les corridors obscurs et sans air, offrait déjà cet aspect d'une ménagerie humaine qui souleva le cœur d'un arrivant, transféré là d'une prison moins malsaine. Certains cachots sont si humides que, en s'y réveillant le matin, les détenus doivent « tordre leurs habits » ; ils y sont dévorés « par mille insectes de toute espèce » ; les fenêtres sont « bouchées aux trois quarts » par des abat-jour de planches ; « encore le peu d'ouverture qu'elles ont est grillé avec de forts barreaux » ; corridors et cellules sont « infectés par le méphitisme des latrines » improvisées à chaque étage dans quelque réduit sans exutoire. Nul espoir d'obtenir un broc d'eau pour la toilette matinale ; le concierge Roblâtre ne dispose pas du personnel suffisant, et les gardes nationaux que la section met à sa disposition n'étant « ni suffisamment, ni régulièrement rétribués de leur service à la prison », ne témoignent aucune complaisance pour les pensionnaires : comme, le plus souvent, il est interdit à ceux-ci de descendre au jardin ou à la cour, ils sont privés de tous soins de toilette. Dans ce rebutant décor sont confinés des êtres « malpropres, décolletés, sans cravate, en chemise, en pantalon, les jambes nues, un mouchoir autour de la tête, point peignés, la barbe longue » ; les femmes sont

sans coquetterie, « vêtues d'une petite robe ou d'un pierrot »; le règlement exige qu'elles soient séparées des hommes : les faits prouveront, d'ailleurs, qu'il était, avec cette dure consigne, des accommodements.

Tout se payait dans les prisons de la Révolution : jusqu'en Noréal, les détenus délicats, auxquels répugnait le sordide grabat fourni par la République, se procuraient à leurs frais des couchages plus confortables, matelas, traversins, oreillers, couvertures de laine ; les geôliers favorisaient cet emménagement, présumant bien que cette literie leur resterait, son propriétaire fut-il condamné à mort ou mis en liberté. Même tolérance pour la nourriture : le concierge Roblâtre cultivait le beau potager des Carmes et, par l'intermédiaire d'un limonadier, nommé Pisco, vendait aux détenus les légumes, les fruits, voire les fleurs du jardin. Il sera même dénoncé pour avoir fourni aux prisonniers riches, servis dans leur chambre, « des mets extraordinaires, les fruits les plus exquis » et du vin qu'il vendait jusqu'à 25 et 30 sols la bouteille, « prix exorbitant qui, en violation de la loi du maximum, mettait les indigents dans le cas de n'en pouvoir faire usage ». Au vrai, les prisonniers des Carmes ne se plaignaient pas de la nourriture : à l'unique repas servi au réfectoire, — grande pièce du rez-de-chaussée donnant sur le jardin, — le pain était à discrétion et chacun disposait d'une demi-bouteille de vin.

Dans cette géhenne, le comte de Soyeourt retrouvait nombre de gentilhommes avec lesquels il pouvait frayer en toute confiance : le marquis Charles-Amache de Laguiche, colonel du régiment de Bourbon, arrêté comme complice du conspirateur de Batz ; le jeune duc de Béthune-Sully ; le marquis de Carcadot ; Louis de Champenetz ; M. de Hérault-Caumont, coupable d'être le beau-frère de Larochejaquelein ; l'abbé d'Au-tichamp, chanoine de Notre-Dame ; le comte Leneuf de Sourdéval, presque septuagénaire ; le marquis du Puget ; l'amiral de Rohan-Montbazon et quelques autres, tous représentants d'une société noble, ayant eu des relations communes, unis même par des alliances de famille et tout étonnés de se revoir là, où les a jetés l'ouragan. La dernière fois qu'on s'était rencontré, c'était au jeu de la Reine, à Versailles ou, aux Tuilleries, au coucher du Roi : quelques mois ont passé et maintenant, dans l'ombre des corridors empestés, sous le débraillé de

la prison, les barbes mal rasées, les traits fatigués et vieillis, on a peine à se reconnaître. Que de ruines à déplorer, que de deuils à dénombrer, et quel saisissement d'évaluer brutalement, d'un mot, d'un regard même, tout ce qui s'est effondré depuis qu'on ne s'est vu!

Parmi les femmes écrouées et qu'on ne voit guère, car le règlement les confine, autant que possible, dans la partie de la maison qui touche à l'église, il y a la citoyenne Ferrary, veuve d'un maréchal de camp, amenée de Montargis avec sa fillette de trois ans; une ci-devant comtesse de Jarnac, d'origine irlandaise; la comtesse Charles de Lameth, femme du constituant émigré; la duchesse Jeanne-Victoire du Plessis-Richelieu, née Noailles; la comtesse de Sourdeval et ses deux filles; une dame Gaillard de Voursac, transférée de Saint-Flour avec son petit garçon, âgé de treize ans. Bientôt arriveront les deux sœurs de Bragelonne: l'ainée est la veuve du marquis de Paris-Montbrun, elle a soixante-neuf ans; moins âgée de deux ans, l'autre a été la Supérieure du couvent des Ursulines, de Paris; la délicieuse marquise Delphine de Custine, veuve, depuis deux mois, de par l'échafaud; la comtesse Joséphine de Beauharnais, qui va retrouver là son mari, le général, arrêté six semaines avant elle.

Grandes dames, gentilhommes de Cour, sont pêle-mêle dans la foule des détenus à noms obscurs: car il y aura de tout aux Carmes, des négociants, des domestiques, des cultivateurs, des soldats, des journaliers, des magistrats, des prêtres, des manœuvres, un prince allemand, des hommes de loi, des banquiers, des matelots, des savants, des fripiers, des gendarmes, des peintres, des marchands de vin, des cochers, des gardes-chasse, voire un ministre de la République, Deschamps-Destournelles; un apprenti de treize ans, Philippe Billon; un membre de la Convention, Dentzel, que sa servante, Catherine Heitz, est venue rejoindre, de Landau; il y a même le Guignol des Champs-Élysées en la personne du montreur de marionnettes Guillaume Loison et en celle de sa femme.

Il existe encore, ce livre d'écrou, aux Archives de la Préfecture de police: les noms des 707 prisonniers qui passèrent par les Carmes y sont mentionnés, écorchés, parfois, par Revel, le scribe du concierge Roblâtre, au point qu'il est impossible d'identifier le personnage ainsi consigné. Certains dossiers, personnels aux détenus, contiennent aussi les ordres d'arresta-

tion motivés; quand les agents du pouvoir sont d'humeur joyeuse, ce motif est formulé en termes si volontairement facétieux qu'il en faut citer au moins deux exemples. Le premier, en date du 14 germinal, émane du Comité révolutionnaire de la section Chalier : « Attendu que le citoyen Caumont est ex-noble, qu'il est beau-frère de La Roche Jacquelin (*sic*) chef des brigands de la Vendée et que, si nous n'avons trouvé chez lui rien de contraire à la Révolution, nous n'avons rien trouvé en sa faveur qui puisse prouver son patriotisme, n'ayant monté qu'une fois sa garde en personne et ayant, le 10 août, passé le jour et la nuit chez sa maîtresse, le Comité le regardant comme suspect, arrête qu'il sera envoyé dans une maison d'arrêt... » afin d'y être postérieurement guillotiné, ainsi qu'on le verra par la suite de ce récit. L'autre mandat d'amener, démontrant que les plus hautes autorités ne dédaignaient pas la plaisanterie de bon goût, est celui de Guillaume Vernon, ci-devant domestique au service du Roi : les représentants du peuple, membres du Comité de sûreté générale, écrivaient : « Du 13 pluviose, an II de la République une et indivisible; le concierge de la maison dite des Carmes recevra pour demeurer provisoirement en état d'arrestation... *Vernon, cy-devant valet de chambre de Louis-le-raccourci...* »

La section du Luxembourg, alias Mucius-Scevola, qui régnait sur cette agglomération de prétendus suspects et en assurait la surveillance, avait ordonné, on l'a dit déjà, que les hommes y vécussent séparés des femmes; mais la topographie de ce vieux couvent des Carmes comporte tant d'anfractuosités, d'escaliers, d'enfoncements, de recoins, de greniers, de mansardes et de caches que cette surveillance y était, au vrai, illusoire. Quand, pour la nuit, le concierge Roblâtre avait « bouclé » ses pensionnaires dans leurs corridors, il ne s'occupait plus d'eux, et sans doute fermait-il les yeux sur les complaisances de ses porte-clefs et de ses geôliers qui facilitaient les communications bien payées : « Dans les prisons, rapportait en l'an IV un policier, l'homme opulent, tel criminel qu'il soit, voit aisément ses amis, tandis que l'infortuné est privé de cette jouissance, et cela parce qu'il ne peut assouvir la cupidité des gardiens. » Le marquis de Laguiche, conspirateur émérite, détenu aux Carmes, écrivait à sa femme : « Tout se vend à Paris, passeports, certificats de

présence, mainlevée de séquestration; c'est une compagnie qui a des agents répandus partout et qui partage avec ceux qui mènent tout. » Celui-là ne se faisait pas grande illusion sur la probité du personnel de la Terreur. On s'explique ainsi certains épisodes dont les survivants de la détention aux Carmes nous ont transmis le souvenir. L'un d'eux, Coittant, qui, durant son séjour en diverses prisons, tenait un journal entremêlé de couplets langoureux, ne manqua pas de noter, en arrivant aux Carmes, qu'une jeune détenue, « Croiseille, âgée de quatorze à quinze ans et sur le point d'être mère », a inspiré une passion violente à l'un de ses compagnons de captivité, nommé Beauvoir. Coittant fait erreur seulement sur le nom de cette précoce personne: Jeanne-Rose-Sylvie-Désirée Hosten était née aux Antilles, le 17 mai 1779: elle accomplissait donc, en effet, sa quinzième année au printemps de 1794, et avait épousé, au mois d'août 1793, à quatorze ans passés, Jean-Henri de Croiseuil, âgé de trente-trois ans. Les deux époux vivaient chez la mère de Désirée, M<sup>me</sup> veuve Hosten, dans un hôtel de la rue Saint-Dominique qu'habitaient également M<sup>me</sup> Joséphine de Beauharnais et ses deux enfants, Eugène et Hortense. Joséphine, séparée de son mari, connaissait depuis son enfance M<sup>me</sup> Hosten, originaire, comme elle, de la Martinique. Or, le 20 avril 1794, sur une dénonciation anonyme, ordre était donné d'arrêter « la nommée Beauharnais et tous les suspects qui seront trouvés chez elle »; les commissaires de la section Fontaine-Grenelle se présentent rue Saint-Dominique, perquisitionnent dans toute la maison, apposent les scellés, dressent procès-verbal et emmènent à la prison des Carmes Joséphine de Beauharnais, M<sup>me</sup> Hosten, sa fille Désirée et le mari de celle-ci, Henri de Croiseuil.

Du mari personne ne parlera plus; tout l'intérêt de ses co-détenus s'attachait à un jeune sous-lieutenant du régiment colonel-général-infanterie, Charles-Louis-Ange de Beauvoir, qui trainait de prison en prison depuis six mois et avait été écroué aux Carmes dès l'ouverture de cette maison d'arrêt. Motif de cette détention: *ci-devant noble sans carte de sûreté*. L'enfantine beauté de Désirée le bouleversa et ce fut tout de suite la grande passion. Passion réciproque? Aucun texte ne l'établit, comme on s'en doute; mais peut-on croire que la tendre captive soit restée indifférente au violent amour du

jeune officier, en ce lascif printemps de l'an II où la hantise de la mort imminente attisait les sensibilités? Le peu qu'on sait de cette idylle est très touchant; elle se prolongea durant soixante jours, au bout desquels Ange de Beauvoir fut appelé pour l'échafaud. En quittant la prison, il composa à l'adresse de son idole ce dernier billet, — peut-être son premier aveu :

Amour, viens recevoir ma suprême prière;  
 Accorde à Désirée un avenir heureux;  
 Daigne ajouter surtout à sa belle carrière  
 Les jours que me ravit un destin rigoureux.  
 ... Mon cœur brûlant adore Désirée;  
 Quand Atropos viendra trancher mes jours,  
 Le dernier des soupirs sera pour les amours  
 Qui lui diront combien elle fut adorée.

On regrette d'ignorer si le vœu d'Ange de Beauvoir fut réalisé. Désirée, que la guillotine ne prit point, fut-elle heureuse? L'indulgente Joséphine qui l'avait vue naître, Hortense de Beauharnais, son amie d'enfance, lui vinrent-elles en aide quand l'extravagant destin eut fait de la première l'impératrice des Français et de la seconde la reine de Hollande? On a dit que les enfants de M<sup>me</sup> de Croiseuil furent élevés aux frais d'Hortense; mais il est singulier que celle-ci, dans ses *Mémoires*, où elle s'étend si volontiers sur son jeune âge, le seul temps heureux de sa vie, n'ait pas consacré une ligne à cette compagnie de ses premières années.

En arrivant aux Carmes le même jour que son amie M<sup>me</sup> Hosten et les époux Croiseuil, Joséphine y trouva son mari, le général Alexandre de Beauharnais, qu'elle n'avait pas vu depuis plusieurs années. L'un et l'autre s'étaient consolés de cette rupture : si Joséphine n'était pas une Lucrèce, son époux, en amour, n'avait rien d'un Régulus; leur situation respective rendait donc la rencontre assez délicate : ils l'affrontèrent avec cette complaisance et cette courtoisie des gens rompus à toutes les dissimulations du savoir-vivre. Cette situation s'aggravait cependant du fait que Beauharnais, écrasé depuis le 2 mars et dont les multiples aventures amoureuses n'avaient pas refroidi l'ardeur, s'était épris, avec autant de fougue que s'il n'eût jamais aimé, de l'ensorcelante Delphine de Custine,

entrée à la prison des Carmes dix jours après lui. Elle non plus n'avait pas été très heureuse en ménage ; mais quand le mari qu'elle se reprochait d'avoir négligé fut, en décembre 1793, prisonnier à la Conciergerie et menacé de mort, elle s'était dévouée à lui héroïquement, au point de risquer sa propre vie dans une folle tentative d'évasion. Custine, ne consentant point à compromettre d'autre tête que la sienne, préféra l'échafaud ; la dernière lettre qu'il adressa, au moment de mourir, à Delphine pour lui envoyer ses cheveux que le bourreau venait de taillader, est navrante de résignation et de regrets contenus, et c'est toute dolente encore de ces émotions que la jeune veuve, — elle avait vingt-quatre ans, — fut amenée aux Carmes.

La pauvre Delphine n'était certes pas douée d'une âme de spartiate ; accoutumée à vivre parmi des hommes qu'affolaient sa grâce, son charme et son esprit, elle n'eût s'effaroucha pas de sa nouvelle et subite conquête : une insouciante légèreté contrastait en elle, ainsi qu'en bien d'autres femmes de son temps, avec un insolent dédain de la mort et elle accueillit l'amour « comme un rayon de soleil dans l'obscurité de sa prison ; elle s'y abandonna au point d'en oublier l'horreur de sa situation ». Son historien a cité plusieurs lettres que lui écrivait Beauharnais lorsqu'il ne parvenait pas à la joindre ; elles témoignent d'une exaltation passionnée et de la ferveur qu'apportait Delphine à partager ces transports. Le fait que, depuis le 2 floréal, elle était logée dans la même cellule que Joséphine de Beauharnais, ne gênait ni l'une ni l'autre ; bien que la passion de Delphine pour Beauharnais fût la fable de la prison, Joséphine eut le tact « de fermer les yeux sur une liaison qu'elle paraissait trouver bien naturelle » : toute jalousie, toute rancune, tout préjugé mesquin étaient abolis pour ces malheureuses qui, chaque fois qu'on heurtait à la porte de leur réduit, s'attendaient à voir entrer la mort. Elles n'éprouvaient plus qu'indulgence et que pitié et la pauvre Joséphine, obsédée par le cauchemar de la guillotine, passait ses jours à se « tirer les cartes » et ses nuits à tremper de larmes son grabat et à gémir sur le sort de ses enfants, Eugène et Hortense, qui, elle et leur père disparus, seraient dans la misère. Elle recevait parfois leur visite : Eugène, qui avait treize ans, travaillait chez un menuisier ; Hortense, de deux

années plus jeune, était confiée à une gouvernante. Ils amenaient aux Carmes le carlin de Joséphine, bête laide et hargneuse toujours accueillie par la prisonnière à grand renfort de caresses, car elle savait trouver, sous le collier du chien, des billets l'informant des choses que, de vive voix, on ne pouvait dire, et dont s'accroissait son anxiété.

On était aux mois effrayants de l'an II : l'échafaud réclamait partout sa pâture quotidienne ; de temps à autre le bourreau passait à la prison des Carmes et ces intermittences ne permettaient pas aux détenus l'illusion de se croire oubliés. Quand la charrette du Tribunal, conduite par le cocher Budelot, entrait dans la cour, toute la maison était aussitôt avertie : les pourvoyeurs de Fouquier-Tinville faisaient l'appel au bas de l'escalier de pierre et, groupés à chaque étage, les prisonniers guettaient les noms. Celui qui entendait prononcer le sien serrait les mains tendues, tâchait de garder bonne contenance, descendait les marches, répondant d'un sourire forcé aux vœux de « bonne chance » et se livrait aux porteurs d'ordre de l'accusateur public.

Au début ces appels étaient rares ; en nivôse un seul des détenus aux Carmes fut traduit au Tribunal révolutionnaire ; Dougados, capucin défroqué, devenu démagogue. En ventôse l'échafaud en prit sept, dont un jeune officier de l'armée royale, Barthélémy Bimbenet de la Roche ; d'abord rêvant d'aventures et ardent au plaisir, après un an de garnison il avait émigré pour s'enrôler dans l'armée de Condé. Là, « en pleine effervescence de sa jeunesse, cédant on ne sait à quelle influence, il réforma sa conduite et, au milieu de la dissipation des camps », s'astreignit à une vie de pénitence. Rentré en France, malgré les lois qui punissaient de mort les émigrés, il trouva refuge chez des amis d'Orléans, fut dénoncé, arrêté, conduit à Paris, interné à la Conciergerie où sa piété sincère et sa foi ardente édifièrent l'abbé Émery. Aux Carmes, où il séjourna deux mois, il menait « une vie évangélique ». Par sa correspondance on apprend que des personnes charitables se donnaient pour mission de procurer aux détenus des couchages convenables, de blanchir et de raccommoder leur linge.

Mme de Candé assurait ainsi l'entretien de Bimbenet de la Roche et d'un de ses codétenus, l'abbé Ploquin : tous deux périrent le 7 ventôse ; avant de quitter la prison, l'officier

écrivait à son frère : « Je crois que l'homme qui m'a dénoncé est dans la misère : je désirerais que vous lui fissiez passer cent livres ; il a plusieurs enfants et n'a probablement pas reçu cette somme qui était l'espérance de sa dénonciation. » Le jeune Bimbenet monta l'échelle de l'échafaud en chantant à pleine voix le *Laudate Dominum*. Il avait vingt-deux ans. Ceux qui l'avaient connu aux Carmes le considéraient comme un saint.

La prison fournit, en germinal, six victimes à la guillotine ; dix en floréal et, de ce nombre, les deux vénérables dames de Bragelonne ; douze jours après elles, la charrette du Tribunal vint prendre le comte Leneuf de Sourdeval ; il laissait aux Carmes sa femme et ses deux filles : de toute la soirée et de toute la nuit ne cessèrent point les cris de désespoir et les sanglots de ces malheureuses.

En prarial, Roblâtre perdit vingt-cinq de ses pensionnaires réclamés par l'accusateur public : Lecoq, domestique de l'ex-ministre Roland, coupable d'avoir porté un cahier de musique à M<sup>me</sup> Roland dans sa prison ; Pascal, coupable d'avoir été naguère le postillon du ci-devant duc du Châtelet, ex-colonel des gardes françaises ; le dentiste Advenel, coupable d'avoir soigné le prince de Lambesc et le maréchal de Broglie ; d'après une déposition il aurait dit que « la Convention nationale se composait de f... gueux et de voleurs ». Questionné sur ce point, il répondit : « Je ne sais pas ce que c'est que la Convention nationale ; jamais je n'en ai entendu parler, je ne me mêle que de mon état. » Un vigneron de vingt-quatre ans, Antoine Guibora ; un marchand d'étoffes, Louis-Joseph Germain ; six habitants de Pamiers que leur compatriote Vadier, le pontife du Comité de sûreté générale, recommandait en ces termes à Fouquier-Tinville : « Ce serait une grande calamité publique s'il en échappait un seul au glaive de la loi. » Firmin Baillot, râpeur de tabac : le juge qui l'interrogea, un loustic, renvoyait le dossier à l'accusateur avec cette apostille : « recommandé à mon ami Fouquier-Tinville, bien bourru mais bon garçon, qui en aura soin révolutionnairement comme il le mérite. » Et encore une blanchisseuse de vingt-quatre ans, Julie Hermanson qui, menacée d'être conduite à la Salpêtrière, protesta « qu'elle n'irait ni à pied, ni en voiture, qu'elle se f...ait de ça, qu'elle voulait crier *vive le Roi, vive la Reine* ; que la guillotine ne lui faisait pas peur et que, après tout, il

n'y avait que les honnêtes gens qui fussent guillotinés... » A l'audience, elle ne se souvenait plus de rien ; la colère, l'ivresse l'avaient affolée. On la livra au bourreau.

Il était manifeste que la justice jacobine frappait au hasard ; le tribunal, magistrats et jurés, se faisait un jeu d'abattre des têtes et apportait une sorte de sadique vanité à tuer sans motifs. L'heure des « grandes fournées » était venue et les 8000 détenus qui attendaient la mort dans les prisons de Paris, en se couchant, le soir, ne pouvaient espérer vivre la journée du lendemain. Le fils de M<sup>me</sup> de Custine, en rassemblant plus tard les souvenirs de sa mère, écrivait : « Aux Carmes, c'était ordinairement lorsque les prisonniers se promenaient dans le jardin que la voiture de Budelot venait chercher les victimes. Là, tout le monde se promenait ensemble et, le plus souvent, les hommes jouaient aux barres. Si celui qu'on appelait était du jeu, il disait simplement un adieu à ses amis, puis la partie continuait. La semaine était de dix jours et se terminait par le décad<sup>e</sup> ; on ne travaillait ni on ne guillotinait pas ce jour-là. Donc, quand les détenus étaient arrivés au nonidi soir, ils étaient assurés de vingt-quatre heures d'existence ; c'était un siècle ! Alors on faisait une fête dans la prison. »

Il n'y a pas seulement l'échafaud : de temps à autre le bruit se répand, — soit que le concierge Roblâtre s'en fasse l'écho, soit que les soldats municipaux, qui font sentinelle dans le jardin et dans les cours, se distraient à jeter l'alarme, — que le peuple s'avance dans la rue de Vaugirard et qu'on prépare le renouvellement des massacres de septembre 1792. Ne sait-on pas, d'ailleurs que, à la suite d'une discussion sur les suspects, Collot d'Herbois attesta que la seule mesure à prendre contre eux était de les détruire ? Il proposait de les rassembler dans divers édifices que l'on aurait la précaution de miner ; « remplir la mine de poudre et les faire sauter. »

C'est dans cette atmosphère de sang, de larmes et d'an-goisse que vivait, depuis son incarcération, M. de Soyecourt.

#### G. LENOTRE.

(*A suivre.*)

---

## LE PÉCHÉ MORTEL DE L'EUROPE

Il est arrivé à l'Europe, au cours de son histoire, de ne savoir ni distinguer ni conjurer un danger qui la menaçait. Il ne lui est jamais arrivé de montrer pour un ennemi qui proclame ouvertement ses mauvais desseins autant de complaisance qu'elle en témoigne aux Soviets. Le P. Gratry disait jadis, en d'autres circonstances, que l'Europe était en état de péché mortel. Ce mot sévère s'impose aujourd'hui à l'esprit de tout observateur qui examine les relations des divers gouvernements européens avec le pouvoir révolutionnaire de Moscou.

Péché d'accréditer, en les reconnaissant, les maîtres sanguinaires de Moscou et de favoriser leur action subversive dans le monde; péché de s'obstiner par désir de lucre à commercer avec un pays qui renie ses dettes, ne connaît pas de loi et ne se tient obligé par aucun contrat; péché de procurer des crédits à une organisation révolutionnaire qui annonce hardiment sa volonté de détruire la société, et qui utilise l'argent qu'on lui fournit pour le transformer en usine de guerre; péché de tenter des négociations et des rapprochements de dupes avec un gouvernement soviétique qui est l'allié de l'Allemagne, et qui est devenu un instrument de Berlin dirigé contre les traités sur lesquels est fondée la paix générale : l'Europe les a tous connus, et, d'après les récentes nouvelles, s'apprête à continuer.

La Société des nations n'a pas été plus innocente que l'Europe. L'Amérique n'a pas eu plus de scrupules, et si elle n'entretient pas de relations diplomatiques, elle a multiplié les rapports financiers et commerciaux. C'est dans les peuples, plus simples ou plus sains que les dirigeants, que demeure une faculté de réaction, ou, pour employer la forte expression shakespearienne, une lie de conscience émue.

Le monde a fait du chemin depuis l'époque où l'Europe jugeait les révolutionnaires de France. Un des souverains coalisés écrivait en 1794 : « Les brigands ne veulent point d'amis ni d'alliés; il leur faut des complices et des victimes. » Ce n'est pas sur ce ton qu'on parle aujourd'hui des Soviets, et nous n'insistons pas sur les différences entre les deux révolutions. Lénine a prédit que le bolchévisme saurait se servir du capitalisme. A Gênes, en 1922, Tchitcherine fit grande figure : il était un roi du pétrole. Au début du xx<sup>e</sup> siècle, l'Europe n'a même plus pour sa défense les préoccupations qu'elle eut quelque temps, à la fin du xviii<sup>e</sup> siècle. Elle court tout de suite aux compromis.

Examinant naguère le développement des négociations et des transactions qui marquèrent l'histoire de la Révolution française et de ses suites, Albert Sorel disait que pour traiter avec la vieille Europe, la Révolution faussa son principe, mais que la vieille Europe pour traiter avec la Révolution abdiqua le sien. Et il ajoutait : « La vieille Europe finit par une banqueroute cynique. » Comment jugerait-il ce qui se passe aujourd'hui ?

\* \* \*

La situation internationale des Soviets a été quelque temps diminuée par le souvenir de la paix de Brest-Litovsk. Cette trahison inspira d'abord aux Alliés le désir d'exclure des nations civilisées la Russie soviétique qui désertait la bataille commune. La résolution dura autant que la guerre.

En 1919, l'Angleterre était encore hostile aux Soviets. En 1920, elle l'était déjà moins. M. Lloyd George déclarait à la Chambre des communes, au début de juin 1920, qu'une nation commerçante ne peut pas se permettre trop de préjugés et n'était pas obligée d'admirer le passé de ses clients. A la fin de ce même mois, il rencontrait Krassine à Londres. En mars

1921, était signé un traité de commerce qui impliquait de la part de l'Angleterre la reconnaissance des Soviets. Un an n'était pas écoulé que M. Lloyd George, en 1922, s'entretenait à Cannes avec M. Briand et posait le problème d'une rénovation européenne qui supposait des conversations avec les Russes. Pour la Conférence de Gênes, en avril 1922, M. Rakovski se chargea de faire de la propagande en faveur des propositions de Moscou, tandis que MM. Tchitcherine, Ioffe, Likinov, Kraschine, s'installaient à Rapallo, « sous la protection d'un stationnaire italien en rade ». La Conférence de Gênes échoua. Mais à la fin de l'année 1922, les Soviets sont invités à la Conférence de Lausanne, pour traiter de la question des détroits. En 1922, M. Herriot fait le voyage de Russie. En 1923, M. de Monzie se rend à Moscou. En janvier 1924, M. MacDonald, devenu ministre, reconnaît les Soviets. En octobre 1924, M. Herriot qui préside le ministère du cartel, en fait autant. L'Italie, qui, depuis Gênes, entretient de bons rapports avec les Soviets, signe un premier traité commercial en 1924 et en 1930 un accord industriel et commercial. L'Angleterre, qui rompt les relations en 1923 sous le ministère de M. Baldwin, les reprend en 1930, dès que M. MacDonald revient au pouvoir.

Reste la Société des nations, que les Soviets ont traitée durement sous prétexte qu'elle rassemble des nations bourgeois et capitalistes. Mais, tout en se moquant de Genève, Moscou ne renonce pas à en tirer tous les avantages possibles. Les Soviets participent dès 1925 à des commissions techniques. Ils se mêlent des travaux du Bureau international du travail, qu'ils ne reconnaissent pas. En 1927, ils sont représentés à la Conférence économique internationale. La même année, ils prennent part au travail de la Conférence du désarmement ; ils continuent en 1929 et reçoivent les compliments de l'Allemagne, dont ils soutiennent les thèses. Les voilà donc, après tant d'étapes, entrés dans la vie diplomatique de l'Europe, qui leur est complaisante, bien qu'ils ne cessent de la menacer. Dans le curieux petit livre où il retrace leur histoire, M. de Monzie, qui ne leur est pourtant pas sévère, cite une phrase de Michelet : « Le monde de la Loi, dit l'historien, a sa frontière où elle fut au moyen âge, sur la Vistule et sur le Danube. » Mais qui se soucie du monde de la loi ?

\* \*

L'ouverture de nouvelles négociations franco-soviétiques semble une gageure. Que veut-on ? En tout temps, la Russie a beaucoup plus vendu à la France qu'elle ne lui a acheté, mais avant la guerre l'équilibre des échanges se trouvait rétabli par les dépenses régulières que les voyageurs russes faisaient dans notre pays. Aujourd'hui, il y a déséquilibre certain au détriment de la France. En 1929, les ventes de produits russes en France représentaient en chiffres ronds 800 millions de francs, tandis que les achats russes atteignaient seulement 250 millions. Comment imaginer que cette situation puisse se modifier en notre faveur, si l'on songe non seulement à la politique générale de la Russie mais à sa situation financière et économique ?

Les auteurs des négociations ont trouvé un prétexte, dont voici brièvement l'essentiel. Le gouvernement français, en renouant les relations officielles en 1924, a échangé avec Moscou des télégrammes, d'après lesquels la reprise des relations devait être suivie de négociations commerciales. Commencées en 1926, ajournées, poursuivies en 1927, interrompues sans avoir abouti, ces négociations durent encore en 1931. Si elles donnent lieu à une activité diplomatique nouvelle, c'est qu'il s'est passé un fait nouveau. Les Soviets ont pratiqué, en 1930, un système commode pour eux, gênant pour les autres pays : ils ont vendu des marchandises à des prix inférieurs aux prix des marchés du monde. Des importations massives de bois, de blé, de lin, de colles et de gélatines, même de fruits et de vins, ont été offertes. Les producteurs français se sont émus et ont demandé à être protégés. Par le décret du 3 octobre 1930, le gouvernement de Paris, afin de maintenir les prix, a répondu au *dumping* russe en établissant un contrôle sur les marchandises provenant de Russie. Les Soviets ont répliqué en ne passant plus de commandes en France. Pendant les quatre premiers mois de 1931, les Russes ont vendu dans notre pays 153 millions de marchandises, tandis que la France a vendu seulement en Russie 20 millions de francs, au lieu de 80 millions en 1930. Comment, disent les négociateurs, ne pas s'émuvoir pour les 60 millions de différence ?

Pour comprendre ce qu'il y a derrière cette façade com-

merciale, il faut se rappeler quelle est depuis quelques années la manœuvre économique et financière de Moscou. On jugera si les dangers ne l'emportent pas sur les avantages. Les Soviets n'ont jamais redouté d'entrer en relations avec les nations capitalistes pour les exploiter. Dès 1920, Lénine déclarait que les concessions de forêts et de chemins de fer étaient une amorce pour les capitalistes. A cette époque, il s'agissait d'éveiller les convoitises des groupes capitalistes, de stimuler en eux l'esprit de concurrence, de provoquer une sorte de ruée sur les richesses russes, afin d'obliger les gouvernements à reconnaître les Soviets et de revenir à des rapports normaux avec eux. Ces ambitions ont été quelque peu déçues. Les Soviets ont conçu un plan beaucoup plus vaste qui est appliqué depuis 1928, le plan quinquennal. Cette fois il ne s'agissait plus de donner des concessions aux capitalistes étrangers, il s'agissait d'équiper industriellement la Russie, de rénover l'outillage, de faire une construction grandiose. Ce qui a manqué, c'est l'argent. Entre le plan et les ressources des Soviets, il y avait une disproportion évidente. Le gouvernement de Moscou, afin de se procurer des devises étrangères par l'exportation, a donc organisé systématiquement la vente des produits russes au-dessous des cours mondiaux. Laissons dans l'ombre, puisque ce n'est pas notre sujet, les souffrances des malheureuses populations russes, soumises au travail forcé. Ne considérons que le résultat politique. L'État russe, seul propriétaire, seul vendeur, seul acheteur, puisqu'il a le monopole de tout, se procure de l'argent en vendant à n'importe quel prix, et cet argent est destiné à assurer l'application du plan quinquennal.

Ne discerne-t-on pas la duperie des négociations commerciales avec un pays où il n'y a pas d'échanges libres et où l'État communiste cherche uniquement à trouver des ressources ? Le général Martchenko a fait à ce sujet dans *l'Économiste français* deux observations de grande importance, qui prouvent que de toute façon l'affaire ne peut être pour nous que mauvaise. Il a rappelé que dans les négociations de 1929, les Soviets avaient exigé des crédits comme contre-partie des accords commerciaux en projet, et que l'opinion française étant nettement hostile à ce compromis, les conversations avaient été interrompues. La méthode des Soviets est en ce

domaine la même que celle de l'Allemagne, et elle est à la fois simple et admirable : avant tout se procurer des crédits, ensuite faire quelques politesses aux prêteurs avec une partie de leur argent, tandis que la plus grande partie de ce même argent est employée selon les convenances des emprunteurs. Si le quai d'Orsay, bien mal inspiré, croit une pareille opération possible, nous doutons que le Parlement y consente jamais.

La seconde observation du général Martchenko porte sur le mode de paiement, et elle jette un jour étrange sur les trafics commerciaux auxquels le gouvernement français paraît s'intéresser. Une équivalence commerciale entière entre la France et les républiques soviétiques est impossible, dit M. Martchenko. Comment les Soviets se feront-ils payer les marchandises que la France achète ? En francs, puisqu'ils veulent des devises étrangères. Or, en payant des francs, notre pays perd automatiquement la différence existant entre le vrai cours du rouble soviétique et celui qui est artificiellement fixé par Moscou. C'est une des beautés de l'arrangement intervenu au moment de la reprise des relations diplomatiques : à cette époque, le gouvernement français a accepté le cours du rouble majoré par Moscou, « cours fantastique, dit M. Martchenko, factice et ne correspondant à aucune réalité ! »

Mais il y a plus. Quel est l'objet final de ce plan russe à l'accomplissement duquel les capitalistes sont invités à prêter secours ? Il y en a un : il s'agit de constituer de fortes industries de guerre. Aveugle qui ne voit pas cette conséquence. Le plan quinquennal représente certainement un très grand effort d'imagination, de méthode et d'ingéniosité. Il a inspiré à une partie de la population russe une grande confiance et un grand dévouement. Les échecs n'ont pas compté, tant était impitoyable la volonté des dirigeants, tant était passionné, presque religieux, l'élan des bolchévistes. En fait, les déboires sont nombreux. Ils ne viennent pas seulement du manque d'argent, auquel les Soviets remédient par le dumping ou par les tentations diverses offertes aux gouvernements et aux capitalistes étrangers. Ils tiennent plus encore à la déperdition inouïe de forces qui a marqué l'exécution du plan. Une usine immense, par exemple, équipée avec 900 machines américaines pour produire 4 000 tracteurs par mois, en a produit 400 et les

machines ont subi des avaries sans nombre. Staline lui-même s'est plaint de la qualité monstrueuse de la production, comme il s'est plaint des prix de revient.

Et pourtant, malgré les souffrances des savants, ingénieurs, contremaîtres, ouvriers contraints au travail forcé, malgré les déceptions, malgré les conditions économiques invraisemblables, l'exécution du plan est poursuivi avec une activité fébrile, et une ténacité féroce. Pourquoi donc ? Les observateurs les plus expérimentés des affaires russes donnent une explication et en donnent une seule. Les Soviets s'efforcent de développer le plus vite possible les industries de guerre, avec le concours de techniciens allemands. La Russie communiste se transforme en citadelle de la révolution universelle, en citadelle armée. Nous avons lu cette phrase sévère, et nous ne saurions mieux conclure qu'en la citant, dans une étude sur le plan quinquennal, manifestement écrite par un auteur très informé : « Que ceux qui, en France et ailleurs, par le lucre attirés, prêtent si complaisamment leur aide à l'exécution du plan quinquennal, ne viennent pas un jour plaider l'imprévision et dire : nous n'avions pas voulu cela. »

\* \* \*

C'est pour échapper à cette sérieuse objection que les partisans des négociations, un peu gênés, ajoutent que les accords commerciaux seront complétés par des accords politiques et par un pacte de non-agression. Ils aggravent l'affaire. Les pactes sont assurément à la mode. Il y en a tant de par le monde, que personne n'en connaît plus la liste. Et plus ils sont nombreux, moins ils paraissent offrir de garanties, puisqu'il faut en faire sans cesse de nouveaux. Pour calmer l'opinion, on a annoncé que la Pologne était elle aussi en conversation avec la Russie et que bien entendu aucun pacte franco-soviétique ne saurait porter atteinte à nos relations et à nos engagements avec la Pologne. Cela va sans dire... Cela ira mieux encore en le disant. La diplomatie des pactes et des effusions a subi depuis quelques années de tels échecs et inspire une telle défiance que le gouvernement fera bien d'être sur ses gardes.

Une négociation politique avec les Soviets ne répond à rien. Il n'y a rien à en attendre d'utile ; il y a beaucoup de mal

à en redouter. Aucun accord n'empêchera la Troisième Internationale de travailler à la révolution, d'entretenir des agents à Paris et dans toute la France, de transformer une mission commerciale en un centre d'espionnage et d'agitation : la preuve a été faite en Angleterre. Aucun accord n'empêchera la Troisième Internationale de conspirer contre la France dans ses colonies, et il est vain de parler d'entente avec un gouvernement qui a commencé par nous trahir et qui depuis si longtemps nous fait tout le mal qu'il peut. Aucun accord n'empêchera la notion de non-agression d'être fort trouble quand il s'agit d'un pays que nous n'avons nulle intention d'attaquer et qui ne peut nous attaquer directement. Mais un accord peut être très gênant pour notre alliée la Pologne et pour nous-mêmes, et ne sera nullement une garantie de paix ; il sera au contraire un encouragement aux entreprises périlleuses, s'il laisse supposer qu'il limite nos engagements avec la Pologne, dont la sécurité est la condition de la paix européenne.

Il y a eu jadis une entente entre la France et la Russie, et cette entente a rendu de grands services à la paix générale, parce qu'elle était destinée à garantir la tranquillité de l'Europe et à contenir les ambitions germaniques. Elle y a réussi vingt ans. Mais aujourd'hui le problème est changé. La Russie ne cherche pas à contenir l'Allemagne. C'est l'Allemagne qui est son alliée. L'accord des deux gouvernements date de la célèbre conférence qui s'est tenue à Gênes en 1922. Le traité de Rapallo fut brusquement révélé à cette époque. Tout le monde put en comprendre la portée. Et Ludendorf ne le laissa ignorer à personne, en définissant le nouvel accord par ces mots : « traité de la revanche ».

Depuis ce temps l'Allemagne n'a cessé de faire de son alliance avec les Soviets un élément essentiel de sa politique. Parmi les innombrables erreurs de M. Briand, qui de Locarno à l'évacuation de Mayence en passant par Thoiry s'est beaucoup trompé, l'une des plus éclatantes est de s'être vanté d'avoir par le traité de Locarno détourné l'Allemagne de la Russie. L'Allemagne a répondu à cette prétention, au lendemain de Locarno, en signant en août 1926 le traité de Berlin, qu'elle vient de renouveler au mois de juin 1931. Entre l'industrie allemande et l'industrie russe, entre l'armée

allemande et l'armée rouge il y a collaboration étroite. Le général von Seckt, véritable organisateur des forces militaires du Reich, est ardemment partisan de l'accord avec la Russie. Le général Heye, qui était à la tête de l'armée, a été remplacé parce qu'il n'était pas assez favorable à l'entente avec l'armée rouge, et son successeur le général Hammersheim est dans les idées du général von Seckt. La Russie est pour le Reich une usine de guerre : elle accueille les officiers, les aviateurs, les ingénieurs allemands ; elle est destinée à jouer le jeu de l'Allemagne contre la Pologne. Il ne faut jamais oublier la parole du comte Brockdorff-Ranzau, ambassadeur d'Allemagne à Moscou, qui mourant dit : « A Moscou seulement peut être réparé le mal fait à Versailles. »

Dans ces conditions, toute négociation qui serait de nature à diminuer quoi que ce soit de nos engagements à l'égard de la Pologne ne serait pas seulement un déshonneur, ce serait une folie criminelle. Le jour où il serait notoire que la coalition germano-russe peut agir contre la Pologne sans soulever nos protestations et sans provoquer notre action, ce serait le commencement du bouleversement de l'Europe, et notre pays ne tarderait pas, ainsi que toute la Petite Entente qui est son alliée, à en sentir le contre-coup funeste. Ceux qui croient servir la paix par ces concessions continues en sont les pires adversaires : ils encouragent l'Allemagne et préparent les conflits. La seule politique qui soit de nature à maintenir la paix est celle qui consiste à unir, dans la même volonté et dans le même effort, toutes les nations qui sont les gardiennes naturelles des traités.

Il faut l'altération profonde que le pacifisme et l'internationalisme ont infligée aux esprits comme aux coeurs pour que des vérités évidentes soient aujourd'hui méconnues. L'Allemagne sera peut-être un jour autre qu'elle n'est : nous exprimons ce souhait de toutes nos forces. Mais, de toutes nos forces aussi, nous disons qu'elle n'a pas changé, qu'elle demeure au milieu de l'Europe un élément de trouble, qu'elle veut effacer les conséquences de la guerre, qu'elle n'a pas renoncé à son rêve non pas seulement de relèvement, mais de domination. Tous les partis allemands sont d'accord sur les desseins extérieurs : les social-démocrates veulent les mêmes choses que les catholiques, qui veulent les mêmes choses que les nationalistes. Il

peut y avoir, il y a des différences de méthode : il n'y a qu'un but. Toute l'Allemagne songe à supprimer le traité de Versailles en ce qui concerne la Pologne. On peut rêver qu'un jour l'Allemagne comprenne autrement sa mission, qu'elle se contente de la place, importante d'ailleurs, que lui assurent dans le monde sa population, son travail, sa science. On peut même être certain qu'il y a déjà outre Rhin des industriels, des commerçants, des intellectuels, qui ont cette opinion. Ils sont le petit nombre et ils sont sans pouvoir. L'Allemagne offre ce spectacle que l'Angleterre et la France ont peine à comprendre : c'est un pays où il n'y a pas d'esprit public. Les dirigeants sont maîtres ; ils ont leur méthode pour amener dans un temps donné l'opinion à être ce qu'ils veulent. Dix années après la guerre, on a donc vu l'Allemagne entière considérer qu'elle n'avait pas provoqué le conflit de 1914, qu'elle était victime d'une injustice, qu'elle devait par tous les moyens faire valoir ses droits méconnus et d'abord réviser ses frontières orientales. Le mot le plus profond et le plus dur pour les pacifistes et les internationalistes a été dit par un Allemand sincèrement ami de la paix, le professeur Fœrster, et il faut sans cesse se souvenir de cette parole : « C'est une erreur de vouloir se réconcilier avec l'Allemagne, tant que l'Allemagne n'est pas réconciliée avec la vérité. »

L'Allemagne suit donc son plan. Nous dirons impartiallement qu'elle le suit avec ténacité, et non sans une sombre puissance. Elle n'est pas obligée d'avoir le même idéal que les autres nations. Elle n'a aucun souci de collaborer à l'union européenne ; elle pense à retrouver sa force et à l'exercer pour elle-même. Elle n'aurait pu être contenue que par la volonté énergique de ceux qui ont créé l'Europe nouvelle et qui veulent la paix. Cette volonté a été défaillante : l'Allemagne en a profité, et c'est le mérite de Gustav Stresemann, lequel ne songea jamais à être un bon Européen, mais se contenta d'être un bon Allemand, en exploitant à fond les illusions, les erreurs et les faiblesses de la politique française.

Tout se tient dans cette grave et triste histoire du flétrissement des vainqueurs de 1918. Les États-Unis ont la première responsabilité : ils ont porté à la paix le premier coup en reniant la promesse de leur Président et en renonçant à être garants de la sécurité du Rhin. L'Angleterre a poursuivi

en s'autorisant de la volte-face des États-Unis pour ne plus parler du traité et en ne songeant ensuite qu'à relever l'Allemagne sous le prétexte anachronique de limiter un militarisme napoléonien qui n'existe pas. La France enfin a eu sa part affligeante en adoptant la politique d'abandon qui a abouti à la faute capitale, à l'évacuation de Mayence. A dater de ce jour, l'Allemagne a jugé qu'elle n'avait plus à se gêner. Elle esquive les réparations. Elle réclame le droit de s'armer. Elle avoue ses desseins contre les traités, particulièrement contre la Pologne, et sa collusion avec la Russie.

Est-ce le moment d'entreprendre avec la Russie des Soviets des négociations doublement dangereuses, puisqu'elles risquent à la fois de tourner à l'avantage du communisme et de favoriser les projets germaniques ? Nous pensons que non.

\* \* \*

Hors l'Allemagne, il n'est pas un seul pays qui ait retiré quelque avantage de ses relations avec les Soviets. L'Angleterre, qui a voulu rétablir son commerce avec la Russie, a eu un organisme révolutionnaire installé à Londres sous l'aspect de mission commerciale et a subi une tentative de grève générale sans précédent dans son histoire. L'Italie, elle aussi, a cru opportun d'avoir des relations d'affaires avec les Soviets, et elle construit des navires pour le compte de la Russie : mais M. Mussolini a jugé récemment utile de jeter un cri d'alarme et de proclamer que le bolchévisme, si on n'y prenait pas garde, répandrait sa contagieuse épidémie dans l'Europe et dans le monde entier. La France enfin, sous la pression du gouvernement de 1924 et avec la complicité des Chambres, a subi le rétablissement des relations diplomatiques avec Moscou : elle en a été récompensée par une propagande communiste intense dans les casernes, dans les arsenaux, dans les usines, dans les campagnes, par les manœuvres révolutionnaires du mois d'août 1927, par l'affaire d'Abd-el-Krim au Maroc.

A l'heure présente, c'est surtout dans les colonies que s'exerce l'action soviétique. N'ayant pas réussi à atteindre les capitales de l'Europe, les dirigeants de Moscou ont pensé qu'un moyen indirect de la troubler était de désorganiser son empire colonial, de jeter le désordre dans les échanges économiques

avec les métropoles, de détourner l'attention des gouvernements, et au besoin leurs forces maritimes et militaires du continent, en les obligeant à se défendre au loin. En quelques années, on a vu la Chine, les Indes s'agiter, et nous avons tous les jours les nouvelles de ce qui se passe en Indochine. Les Soviets ont mis tous leurs soins à s'entendre avec l'Orient musulman, avec la Turquie, avec l'Afghanistan. Utilisant avec ironie les manifestations sentimentales de l'Europe, ils ont fait à leur manière un Locarno oriental, et ils ont rêvé de constituer les États-Unis d'Asie, capitale Moscou.

Tels sont les procédés et les desseins de la force ennemie à laquelle l'Europe accorde son concours. Proclamer que les Soviets représentent une doctrine de mort et les aider, dénoncer en eux les adversaires communs de tout l'Occident et les subventionner, c'est une politique qui est dénuée de raison, et que les intérêts matériels ne suffisent pas à excuser.

L'Europe a commis assez de fautes pour ne pas en risquer de nouvelles. L'Angleterre semble se réveiller. L'Italie, attirée par l'Allemagne un peu loin de ses amis naturels, n'ignore pas le danger. La France, en vérité, après avoir cédé trop longtemps à des chimères, ne peut plus sans compromettre tout son avenir s'abandonner à des rêves dont elle sera tirée par de rudes événements. Il ne s'agit plus de démonstrations à Genève ni de combinaisons parlementaires : il s'agit d'être national avant tout, parce qu'il y va du salut. Le devoir de l'Europe a été fortement défini il y a peu de temps par M. Theunis, ancien premier ministre de la Belgique : « Il faut, dit l'homme d'État belge, que nous comprenions une fois pour toutes que nous n'avons pas à fournir des armes à nos pires ennemis et à leur permettre de s'organiser pour nous détruire. »

\* \* \*

---

## LES PALAIS ET LES PAVILLONS

---

VI<sup>(1)</sup>

## LA NOUVELLE CALÉDONIE

### LA GRANDE TERRE

Dans le Pacifique occidental, entre le Tropique du Capricorne et l'Équateur, des terres étendues émergent nombreuses et peuplent l'océan. Les géographes ont appelé ce monde d'archipels : la Méditerranée mélanésienne. La magie du terme exact déroule devant les yeux des images de lumière, de rives accessibles, d'horizons clairs, qui projettent en l'esprit les contours précis d'un monde mesuré. La Mélanésie, dont les cannibales avaient assombri la renommée, apparaît du coup sur un fond de clarté. Et nous ne sommes point étonnés de retrouver, dans une Méditerranée austral, la France, infusant sa vie dans toutes les îles qu'elle a groupées autour de sa première possession aux antipodes : la Nouvelle Calédonie.

Nouvelle Calédonie, telle est, du moins, son nom sur la carte politique. Elle s'appelle Calédonie, simplement, pour les Européens qui ont été là-bas fonder des foyers et élargir l'aire de la patrie.

La Nouvelle, pour les historiens qui recueilleront le langage des bagnards jadis égarés dans le paradis océanien. La Grande Terre enfin, de temps immémorial, pour tous les

(1) Voyez la *Revue* des 15 juin, 1<sup>er</sup> et 15 juillet, 1<sup>er</sup> et 15 août.

Canaques des archipels voisins, son vrai nom parmi les îles mystérieuses des Loyalty, des Nouvelles Hébrides, des Wallis. Elle est, auprès d'elles, la terre la plus ancienne, la plus haute, la plus grande.

Son ancienneté serait celle d'un continent immense et disparu, qui s'étendait jusqu'à Madagascar. Elle paraît avoir été isolée bien avant l'apparition du serpent, dont elle est demeurée dépourvue alors qu'elle a ses ancêtres latéraux, grossiers lézards et oiseaux sans ailes.

Sa hauteur sur les flots la signale de loin aux marins. Elle est un massif montagneux de cinq cents à seize cents mètres d'altitude. Sa grandeur auprès des poussières d'îles, lui donne un rôle de continent. Elle est pareille à une étroite chaîne de montagnes qui s'allongerait de Nice à Belfort. Sur le versant ouest, les pentes vont se mourant à quinze ou vingt kilomètres du rivage, laissant la place aux plaines. Sur la côte est, au contraire, la montagne abrupte est frangée à ses pieds d'une bordure intermittente de cocotiers. Des blocs de calcaires ruiniformes s'échelonnent au rivage nord-est, et font songer à une baie d'Along qui serait en partie comblée. Un mur de rochers, dressé jusqu'à neuf cents mètres à pic sur la mer, soutient le plus haut sommet de l'île ; et, vers son extrémité, la forêt, qui dévale, sertit en sa verdure la cascade de Tao, précipitée de deux cent cinquante mètres dans l'océan. Le soleil tropical, la rumeur des brisants sur les récifs du large, enveloppent ce paysage de vibrations harmonieuses et sonores. Tout cela est grand, âpre et chaud. Et c'est la caractéristique de la Grande Terre, et de ses vieux habitants, les Canaques.

Ils ne sont pas aussi vieux que leur île, mais ils sont très anciens aussi. Leur ossature, paraît-il, présente en quelques détails des caractères qu'on retrouve plus évolués chez les hommes fossiles les mieux connus jusqu'ici. Ils constituaient un rameau fort primitif de l'humanité actuelle. Il n'en paraît rien au regard du profane, qui retient la ligne de leur beau torse musclé, et la physionomie sympathique de leur facies épais.

Le vénérable Père Lambert vantait leur tendresse. Bien avant lui, Cook, le navigateur, avait été surpris de leur caractère paisible. Il avait noté la grande vertu de leurs femmes. D'Entrecasteaux, au contraire, fut effrayé de leur cruauté et de leur cannibalisme. Contradiction apparente des narrateurs :

dans le paysage âpre et chaud, la tendresse et la cruauté sont les deux aspects du cœur canaque.

On n'oserait, par le jeu des analogies, écrire que tel est aussi le caractère de l'habitation indigène, car celle-ci n'est jamais qu'une case de paille. Mais le Canaque a façonné le chaume et la gaulette jusqu'à ce qu'ils aient pris la forme la plus adéquate à l'existence en ces rivages montagneux, et, peut-être, à sa pensée ombrageuse. Et il a imprimé tant de style à sa grande pailotte que l'imitation de la case canaque a pu inspirer à l'Exposition l'architecture d'un pavillon évocateur de la grande terre mélanésienne.

Placé auprès de celui de Tahiti, ce pavillon affirme nettement la différence entre les peuples des deux parties du Pacifique. La demeure de Rarahu est un large auvent ouvert et accueillant. Sa paille retombante abrite simplement du soleil la tendresse et la poésie de la vie polynésienne. La haute case en ruche d'abeilles des Canaques néo-calédoniens présente au contraire une paille râche, elle lance dans le ciel une flèche de coquillages transpercés, elle se dresse sauvage et fière, sa paroi étanche arrête les regards curieux, des figures grimaçantes sur les chambranles de la porte surveillent les intrus. C'est une demeure virile et fermée. Et l'on pressent que là-bas, dans les vallées étroites de la Grande Terre, la circonspection jadis devait être requise avant que d'entrer dans la case authentique, où les hommes seuls demeuraient, et où, dans le clair obscur, ils décidaient, suivant leurs impulsions, le loyalisme ou la trahison.

Rien ne rappelle ce mystère inquiétant dans la conception de l'architecte, M. Bailly. Il a voulu garder seulement de la demeure mélanésienne son allure altière, afin qu'elle fût évo-catrice, et qu'on pût en imaginer la valeur décorative, en replaçant ce grand cône dans son cadre vrai, où il commande une avenue de cocotiers aux stipes de courbe pareille.

La case des Wallis et celle des Nouvelles Hébrides flanquent de chaque côté la haute demeure des Néo-Calédoniens. L'une est oblongue, l'autre rappelle déjà l'art Maori. Ce peut être un paradoxe de voir la case la plus primitive, celle en ruche d'abeilles, dominer, en place centrale, les habitations plus évoluées. Mais ce rapprochement occasionnel se trouve dessiner du même coup le schéma politique de nos îles françaises:

les Wallis et les Hébrides constituent les dépendances de la Nouvelle Calédonie.

L'on ne songe point à un statut politique lorsqu'on est devant ces demeures évocatrices des archipels de jade et de corail. On devine plutôt, dans le mouvement du chaume des toitures, la brise qui monte du large, tiède et marine. Elle vous enveloppe, elle ouvre les pores, elle les pénètre d'un charme indéfinissable. Comme sur des velours chatoyants, elle vous porte. Et la volupté de bien-être qu'on éprouve fait paraître la vie plus simple, et entretient l'énergie pour la réaliser plus belle.

Mystère de l'Océanie mélanésienne, sévère et douce, propice à la fois au rêve et à la volonté ! Toute l'histoire calédonienne est déterminée par les rêves de réalisateurs divers, et la volonté de tous de faire de cette île et de ses voisines des terres où la condition de l'homme soit meilleure. Le Canaque, dans le développement de leur action, n'a joué qu'un rôle contingent. La Calédonie a été une terre de « colonisation blanche ». Mais il a fallu des années pour que les rêves se dissipassent et qu'apparût la valeur, en une colonie de peuplement, du colon vrai, de celui qui apporte à la terre lointaine son énergie et son âme.

Suivons donc le mouvement de ces efforts... Pochettes de café, minerais, cotons, demeureront moins abstraits si nous pouvons, par la pensée, les insérer dans la réalité, et appuyer sur eux l'évocation de la vie aux antipodes.

#### DE NOUMÉA A NOUVILLE

On ne partait point, jadis, à l'autre bout du monde, sans avoir des raisons très hautes. L'inconnu défendait la vision concrète d'un établissement lucratif. Il fallait accepter la grande aventure, et être prêt à perdre sa vie. Aussi, comme il est advenu souvent dans l'histoire de la colonisation, est-ce l'amour des âmes qui entraîna vers les Wallis d'abord, vers la Calédonie ensuite, les premiers Français qui vécurent en ces îles. C'étaient les missionnaires Maristes, amenés par la corvette *Bucéphale*. Le jour de Noël 1843, un autel fut dressé sur le rivage, et une messe en armes, aussi émouvante que solennelle, fut célébrée. Durant dix ans, ces pionniers vécurent dans les doubles affres de leur ministère parmi les cannibales, et de leur inquiétude de voir les Anglais prendre possession

de l'archipel. Louis-Philippe n'avait point de hâte : il décore le vicaire apostolique de Calédonie pour sa bonne volonté française, et ne prit aucune décision. Mais le prélat ne se détourgea point. Ses patriotiques requêtes retinrent l'attention de Napoléon III. Le 24 septembre 1853, le drapeau français fut hissé à côté de la croix de la Mission.

Le rôle ancien de l'œuvre catholique, dans la colonie, fut considérable. Une place, dans le pavillon, est réservée à ces fastes glorieux. Par une dilection touchante, elle est située dans la case des Wallis.

Dans le grand mouvement de colonisation du Pacifique, les Wallis sont demeurées une oasis catholique. La mission qu'y fondèrent les Maristes eut le rare privilège de se développer normalement, sans qu'aucune influence séculière ne vint amoindrir le zèle des néophytes. Les Pères, seuls avec les indigènes, ont pu exercer leur influence dans tout l'archipel, et ils l'ont fait avec beaucoup d'humanité. Heureuse population, groupée en une grande famille patriarcale, autour d'un chef loyal et chrétien ! — Mais peut-on maintenir aujourd'hui un paradis terrestre où n'aborderait aucun navire ? L'escale d'Alain Gerbault a donné de la renommée à ces îles, mais déjà les courtiers en coprah avaient découvert leurs riches cocoteraies. Ils s'étaient disputé l'achat des récoltes, ils avaient fait naître entre les indigènes des compétitions... Jadis Protectorat, les Wallis sont rentrées depuis dans la grande famille coloniale, et le Gouvernement peut intervenir heureusement dans ce contact si tardif des indigènes et du négocié.

Un autre petit tableau, dans la case voisine, rappelle l'activité des Missions protestantes françaises, dont la portée sociale a été importante aux îles Loyalty et en Calédonie. Ainsi, les missionnaires de deux familles spirituelles de la France coopèrent au grand œuvre d'éducation de la race indigène. Leur double rayonnement, qui s'entrecroise jusqu'au sein de la population européenne, maintient silencieusement chez les colonisateurs aux sentiments divers, le respect secret de la chose religieuse, qui est au fond de tant de cœurs français.

Quand l'action concertée des missionnaires et des marins eut assuré à la France la possession de la Calédonie, il ne restait plus qu'à mettre celle-ci en valeur. Le commandant Tardy de Montravel, à l'affût d'un emplacement propice à l'établisse-

ment d'un chef-lieu, jeta son dévolu sur une presqu'île aride du sud de l'île, où une baie profonde et découpée, protégée par de hautes collines, offrait, face à l'Australie, une rade facile à défendre contre les incursions d'une flotte ennemie. Il la nomma Fort de France. Ce fut Nouméa.

Elle est de forme aimable et accueillante, la presqu'île de Nouméa. Rattachée à la Grande Terre par un pédoncule de montagnes, elle semble, vue des hauteurs, une main qui s'ouvre dolente dans la mer, et peut abriter une flottille entre chacun de ses doigts. Les palétuviers et les terres basses que recouvre la marée adoucissent les lignes du rivage, au fond des anses multiples. D'un sommet, le Ouen Tourou, qui domine tout le port, le paysage se déroule, formé d'îles rouges ou fauves émergeant d'une mer de turquoise. On dirait les fonds de tableau des maîtres italiens, où l'eau et les rochers jouent magiquement pour entraîner le regard dans le rêve.

Un beau rêve assurément, pour un navigateur, de fixer en cette rade, où les escadres peuvent évoluer, le chef-lieu et le port de la Calédonie... Mais un rêve pareil à celui qui aurait fait adopter Diégo Suarez comme port unique de Madagascar. Vision de marin, tournée vers l'horizon d'où viennent les frégates ennemis, mais non vision de colonisateur qui regarde vers l'hinterland, pour supputer le trafic de la ville prochaine. Et tout un long chapitre de la colonisation en Calédonie va se trouver déterminé par ce choix. L'effort de tous les chefs de la colonie va tendre désormais à deux buts successifs : préparer le terrain pour y asseoir une ville, créer des voies d'accès pour rattacher celle-ci à l'intérieur de la grande île. On ne comptait point, jadis, avec le facteur « temps » pour fonder une capitale coloniale.

On n'entrevoyait même point, à cette époque, la colonisation telle que nous l'entendons aujourd'hui. Car des colons déjà avaient rencontré la Calédonie sur le chemin de leur destinée, et s'étaient donnés à elle. D'origines diverses, ils devenaient français, et leur descendants le sont restés. Ils ouvrirent une tradition faite d'initiative et de loyalisme. Le plus illustre d'entre eux fut Higginson. On raconte qu'il commença sa fortune en allant lui-même, à la rame, dans un petit canot, au-devant d'un voilier porteur de marchandises à proposer au marché de Nouméa. Il rejoint le navire au large, monte

à bord, discute, gagne la confiance du capitaine, et obtient tout le chargement à crédit. Ce n'était que son coup d'essai. Il devient chef d'entreprises hardies, et se meut avec aisance au sein de tous les soucis de colonisation et d'argent. Honnête, loyal, cet Irlandais demande à être naturalisé français, et sacrifie souvent ses intérêts à ceux de sa patrie nouvelle. « Il ne hait personne, il indemnise parfois ceux dont il triomphe, il renoue avec eux, il les lance et s'élançe lui-même vers des buts nouveaux. » On l'a appelé le roi de la Calédonie. Il a été surtout, durant des années, l'âme de la Mélanésie française et nous retrouverons sans cesse les traces de son activité. Ce Celte avait le génie colonisateur.

Mais, au temps de la fondation de Nouméa, on ne soupçonnait pas que de simples colons pussent donner grande ampleur à la colonisation. Celle-ci, dans les sphères officielles, gravitait encore autour des marins et des missionnaires. Trop vague pour intéresser déjà les réalisateurs, elle préoccupait surtout ceux qui caressaient un rêve humanitaire. Et le rêve, à cette époque, était celui de la réhabilitation du condamné, opérée par le changement du milieu. Maintes survivances d'un faux idéalisme du XVIII<sup>e</sup> siècle entretenaient l'illusion. Delille, jadis, avait déjà fortifié celle-ci en chantant, dans ses mauvais vers, les bienfaits du bagne australien de Botany Bay. La deuxième République avait organisé la transportation en Guyane. Mais l'effroyable mortalité, sous ce climat, incita plus tard Napoléon III à se tourner vers la Calédonie, que ses marins lui vantaient.

Alors, quand des centaines d'hommes, chaque jour, vinrent éventrer les collines et combler les marigots, Nouméa put se fonder. Un travail patient fut accompli pour créer l'assise artificielle de la ville dans une île où huit cents kilomètres de côtes offraient maints endroits propices, avec des baies profondes pénétrant vers les plaines utiles. Une route relia Nouméa vers l'intérieur, mais elle ne fut guère prolongée dans la brousse. Rien n'alla plus de l'avant, hors le bagne et ses fournisseurs. La transportation s'avérait comme une force négative et corrosive... La Calédonie pouvait en mourir.

Effrayé du poids mort et de l'horreur de cette situation, un Gouverneur, un jour, résolut de la faire cesser. Évoqua-t-il le mot de Talleyrand, que « colonisation pénale » était une

expression contradictoire dans les termes, et que le vice et l'ignorance ne sauraient être créateurs ? Pour éclairer l'opinion, il usa de formules imagées. L'une d'elles : « Fermons le robinet d'eau sale », devint le mot d'ordre des adversaires de la transportation. Mais quand un homme apporte une idée large et saine dans un milieu qui vit de la peine des hommes, des trublions, de la Métropole aux Antipodes, se lèvent pour l'étouffer. Le Gouverneur vit le danger, la carrière brisée, la colonie demeurant, dans le Pacifique, non plus une perle, mais une tache. Alors vivement :

— Je joue ma peau, dit-il.

Il la joua. Il mourut de fatigue. Il vainquit. Il rendit la Calédonie aux colons. Le nom de Paul Feillet est donné aujourd'hui à la place principale de Nouméa. Son œuvre est continuée encore dans le même esprit. Le Gouverneur actuel, M. Guyon, a décidé de supprimer tout ce qui pouvait évoquer ce passé de misère : le nom même de l'île où le bagne était bâti, l'île Nou. Il l'a baptisée Nouville, et en a fait le quartier de Nouméa qui sera destiné aux plus agréables villas. Quand les Calédoniens élèveront une statue à celui qui leur restitua leur île, c'est sur une éminence de Nouville qu'ils devront l'ériger, face au beau paysage auquel il a rendu sa dignité.

Une ère nouvelle commençait. Comme l'Australie, la Calédonie avait secoué les chaînes des rêves humanitaires. Elle sortait de son isolement, elle allait désormais vivre selon le rythme colonial, qui est celui de la vie libre et créatrice.

#### LES MINES ET L'ÉLEVAGE

Deux éléments devaient s'unir pour conduire la Calédonie à ses destinées : les anciens colons, et les nouveaux, qui, appelés, allaient affluer.

Mais les anciens étaient adaptés à la colonisation pénale. Les uns s'étaient consacrés à l'élevage, afin de nourrir les dix mille bouches inutiles de la transportation, d'autres avaient été saisis par la fièvre des mines : ils avaient découvert l'or, le chrome, le nickel. Les mines ouvrirent dans l'histoire de l'île le chapitre le plus extraordinaire et le plus troublant. Des ingénieurs se passionnèrent à étudier ce pays, où les minéraux les plus variés abondaient, en masses compactes, comme le

nickel ou le chrome, ou mystérieusement répandus et insaisissables, comme l'or du Diahot. Nombre de condamnés au bagne cherchèrent dans la prospection un moyen facile de se rendre utiles. Certains, leur peine finie, devinrent mineurs et portèrent au plus haut point l'art de la tricherie dans les limites domaniales ou dans les prises de minerai.

Les employés du commerce eux-mêmes étaient attirés vers la mine. L'un d'eux, Bernheim, déploya une persévérente astuce pour obtenir un contrat. Après ses premiers succès, il achète, pour cinq cent mille francs, à un colon qui l'avait trouvée, une mine de chrome. Et n'ayant pas les capitaux nécessaires pour l'exploitation, il se contente de la louer à une puissante entreprise. Le *royalty* ou redevance qu'il se réservait lui assura bientôt, dit-on, plus de cent mille francs par mois. C'était la Tiébaghi, mine fameuse, qui depuis vingt-cinq ans déjà demeure l'une des grandes productrices de chrome du monde. Mais l'animateur véritable dans le domaine minier est toujours Higginson, le pionnier que nous avons rencontré déjà. Ce sont ses démarches incessantes qui contribuèrent à la formation de la grande société le Nickel. La fonderie que celle-ci possède actuellement dans la vallée étroite et profonde de Yaté, demeure l'étonnement du voyageur. C'est l'usine moderne, avec sa bâtie de ciment armé, aux lignes sobres et imposantes. Elle est dominée, dans la montagne, par de puissants barrages et un tunnel amenant l'eau des lacs. Elle est assurée d'une force de 40 000 chevaux, et organisée à l'intérieur avec les derniers perfectionnements, pour obtenir, dans ses fours électriques, le métal le plus pur. D'autres usines concurrentes se sont fondées avec initiative, et entretiennent la meilleure émulation.

Mais le développement de cette grande industrie a précipité la disparition d'un homme heureux, le modeste contracteur, le colon mineur, personnage sympathique et fin, qui aimait la terre fertile de ses plantations et le sol aride de sa mine. Les recettes de l'une ou de l'autre balançaient en fin d'année les comptes de sa famille. Et il trouvait infiniment de prix à cette vie remplie, variée, et intelligente, sous le beau climat mélénésien. Il a perdu son indépendance, il est entré au service des Sociétés qui trouvent en lui un technicien adapté au pays, et plein de ressources ingénieuses. Ainsi, le carreau de la mine

a cessé d'être celui où l'énergie des vieux Calédoniens exerçait son audace et son initiative. La mine est désormais l'entreprise de Sociétés métropolitaines, ses bénéfices sont recueillis dans la Métropole. Elle ne jouera plus dans la formation de la Société calédonienne de rôle comparable à celui de l'élevage, de la culture, et des petites industries, parce qu'elle ne produira plus de maîtres ou d'animateurs, dont toute la vie et toute la joie s'inscriront dans les limites de l'île. Trop grande, elle s'est échappée de la terre natale.

Pareille aventure ne pouvait advenir à l'élevage. Il est fonction d'un travail régulier, et comporte moins de chances qu'une mine et son filon. Il n'y a guère, par delà les troupeaux, de compagnie puissante qui les possède, mais l'on aperçoit toujours, derrière leurs longues théories, les hommes énergiques qui les ont formés. Ils demeurent une entreprise personnelle. Les pionniers calédoniens imaginèrent, pour le recensement de leur bétail, une méthode adaptée au terrain accidenté de l'île, et sa pratique ingénieuse et pittoresque vaut d'être rappelée.

Le bétail, livré à lui-même dans des montagnes délimitées, devient souvent sauvage. Ni-fouets, ni chiens, ni chevaux, ne pourraient, dans les escarpements et les gorges boisées, cerner les bêtes entraînées et agiles. Alors, les gardiens de bétail, qu'on appelle là-bas *stockmen*, dessinent dans la région, avec des gaulettes plantées, un vaste entonnoir, d'un kilomètre de côté, et conduisant à un couloir terminé par un espace carré. Sur ces perches légères, ils suspendent des bandes de toile blanche. Un grand piège de calicot se trouve ainsi dressé; les côtés de l'entonnoir s'appellent les ailes; le carré, le paddock.

Chaque cavalier monte en selle, muni d'un fouet de cuir tressé de huit mètres de long, au manche de cinquante centimètres. Il va prendre sa position isolée, et commencer de rabattre le bétail caché dans les parages. Les fouets claquent, sonores au fond des vallées, les bœufs sortent des fourrés et courrent éperdus. Les chevaux, oreilles dressées, galopent pour leur couper la retraite; ils obéissent au cavalier avec la spontanéité d'animaux rompus à ce jeu. Ils collaborent avec l'homme qui les monte, plus intimement encore que le chien avec le berger. On dirait des centaures cernant des troupeaux.

Les bœufs pourchassés se dirigeant vers l'entonnoir, mais brusquement s'arrêtent : quelle est devant eux cette ligne blanche jamais aperçue auparavant, cette trainée d'étoffe frémissante sous le vent? Interdits, ils n'osent avancer... Les cavaliers alors, au pas, les fouets roulés sur l'épaule, dans le silence et le calme, se rapprochent, et doucement poussent le bétail entre les ailes du piège. Un geste inconsidéré, et les bêtes apeurées s'assolent, enfoncent tout, et disparaissent. Mais les centaures ont des douceurs d'agneau, et les animaux qui bondissaient il y a un instant, maintenant suivent, hésitants et troublés, les barrières qui se resserrent. Ils forment bientôt une troupe, ils avancent, inquiets et lents, jusque dans le carré. L'ouverture est fermée. Et les ruminants sont là, mugissants ; ils tournoient, cherchent l'issue. Un taureau, la tête baissée, marche vers le mur de toile, il flaire, sent, hume ; il souffle, la toile tremble ; le taureau, effrayé, recule.

Il n'y a pas de course, de corrida, de ferrade, plus passionnante que cette poursuite du bétail sauvage lancé à toute allure par les monts, forêts, gorges, et vallées, et qu'une ligne de mouchoirs apeure et vainc. Mais elle va bientôt disparaître.

L'ancien éleveur a deux adversaires : le colon moderne l'accuse d'occuper trop de terres utiles. Il veut l'espace enfermé dans les limites du cadastre. Il veut que les usines de conserves soient proportionnées aux capacités d'un élevage rationnel... Les ailes de calicot vont-elles se replier pour toujours?

L'autre adversaire est un rival sournois, qui dispute au bétail sa pâture : le cerf. Introduit par luxe, il est devenu légion. Il franchit la nuit la barrière des herbages clos, et laisse au matin le champ ras pour les bœufs qui s'éveillent. Un industriel décida de mettre le cerf en boîte de conserve. Il avait organisé des chasses régulières, et le camion de son usine chargeait le long des routes, en pyramides triomphales, les bois déhors, les bêtes abattues. La mort interrompit son entreprise.

Le cerf a modifié certaines coutumes calédoniennes : il a créé un intérêt cynégétique salutaire. Le détruire est le sport favori, et l'acte méritoire, de la jeunesse. Il a révélé, chez le Canaque agriculteur, des aptitudes remarquables de chasseur, et il a fait entrer la viande dans le menu quotidien des anciens anthropophages. Sa silhouette s'est si bien intégrée dans le paysage de l'île, que la colonie a retenu les lignes de

est intrus pour la vignette symbolique d'un de ses timbres !

Cavaliers, chasseurs, initiative, sport. Il est loin le temps où les indésirables formaient la foule, et le colon, l'élite isolée. Colons anciens et nouveaux se sont maintenant rencontrés par les vallons de la brousse. Et s'ils ont pu se heurter, dans la lutte entre le pâturage et la plantation, la colonisation a tôt fait de mêler leurs intérêts et d'unir leurs efforts.

#### LA CULTURE DU CAFÉ ET SON RÔLE SOCIAL

L'élément pondérateur entre eux fut la culture développée par les immigrants, et, au premier plan, la caféerie.

Le café, ce fut là-bas, à l'époque, une politique d'abord, pour convaincre le colon d'en planter. Ce fut ensuite, après bien des vicissitudes, un revenu tranquille et sûr. Aujourd'hui, il est l'orgueil du Calédonien.

Car la terre de l'île âpre et chaude est une terre parfumée. Nombre de plantes, confisées à son sol, deviennent aromatiques. Le niaouli est une sorte d'eucalyptus qui, le soir, embaume les solitudes; il donne l'essence appelée goménol. La banane importée a pris une finesse nouvelle. L'igname du Canaque a une saveur, dont est privée celle de l'Africain. Le café, planté d'abord à l'essai, a lentement acquis un arôme, qui le fit rechercher d'emblée pour bonifier les mélanges. Parent du Moka, il garde sur la place du Havre les hauts prix. Un jour, un champignon fatal, *l'hemileia vastatrix*, apparut en Calédonie. Des caféries entières séchèrent sur pied. On eût dit un phylloxéra auquel on ne pouvait opposer aucun plant américain. Ce fut une consternation. Elle atteignit au paroxysme lorsqu'on apprit que tous les pays atteints par *l'hemileia* avaient dû renoncer à la culture du café. Les planteurs de la riche Ceylan avaient été contraints d'arracher leurs plants; ils les avaient remplacés par l'arbre à thé.

Le colon, confiant dans le mystère de sa terre calédonienne, résolut de lutter. Il arrache les plus vieux caféiers, gros comme de petits arbres. Il soigne et fortifie les jeunes plants... et le champignon recule. Le café parfumé de Calédonie est sauvé! Par prudence, le colon avait importé aussi un caféier nouveau, banal au goût, mais connu pour sa résistance au parasite. Or, d'année en année, le goût de son fruit se modifie. Il prit un

**arome nouveau.** Il eut bientôt le parfum du terroir. On acquit alors la certitude, que la terre seule lui avait communiqué sa vertu. Le sol de la Calédonie entière était celui d'un vaste crû.

Malgré cet avantage, la bonne terre arable n'est pas assez répandue dans l'île montagneuse pour permettre des exploitations nombreuses et vastes. Il n'y a pas huit fermes comptant plus de cinquante hectares de café. La moyenne des plantations est de six hectares. Le café est resté une culture familiale. Il a permis au colon de sauvegarder l'indépendance, nécessaire à tout progrès.

Il a permis plus que cela : son travail facile et régulier pouvait être compris de l'indigène. Le domestique immigré, javanais ou tonkinois, est devenu métayer, assurant l'exploitation d'une caféerie, à l'ombre de laquelle il installe le foyer qu'il fonde. L'autochtone aussi, le Canaque de l'île, s'est lui-même instruit à l'exemple du colon. Il est, à son tour, planter. A lui les forêts aux pentes raides, les sous-bois des futaies. Il élague partout, et plante. Il fournit déjà le quart de la production totale de l'île. La colonisation blanche a déclenché la formation d'une paysannerie indigène, qui contribue à la richesse générale. La culture du café a pris là-bas, à côté de sa valeur économique, une valeur sociale et morale.

Aujourd'hui, les années offrent leur recul, et l'on peut juger d'un effort bientôt quadragénaire. On chercherait vainement désormais des colons dits anciens ou nouveaux. Il y a longtemps que les uns et les autres sont confondus. Ils ont, ensemble, renoué la vraie tradition coloniale qui, en leur pays, avait été étouffée au berceau. La colonisation ne fleurit qu'au sol de la liberté : la société calédonienne est née de cette affirmation. Elle est restée fidèle à cette origine. Elle est lasse des rêves d'antan. Elle aime son île. Elle connaît la mesure de sa terre, elle n'a pas d'ambition qui la dépasse. Elle est de bon sens et de bonne grâce. Elle ne croit point aux Eldorado, mais elle tient que son île peut être un paradis. « Chacun sait, écrit l'un des vieux colons mineurs, dont je revois la maison à étages sous les bois noirs odorants, chacun sait, que notre île n'a pas été créée pour que l'homme y fasse fortune, mais seulement pour qu'il y vive, sain de corps et d'esprit, joyeux dans la pleine lumière, et reconnaissant à Dieu de lui avoir accordé cette grâce, d'y naître, d'y vivre, et d'y mourir. »

## LES NOUVELLES HÉBRIDES

Les rivages de la Méditerranée milanésienne sont divers. Proches de la Grande Terre, les plus beaux dessinent l'archipel des Nouvelles Hébrides. Souvent, la plage calédonienne est de sable noir. Celle des Hébrides est riante. La forêt se penche sur la mer, et les vaguelettes viennent baisser le pied des arbres. La terre et l'onde ne s'opposent pas ; l'océan se couronne de frondaison. Pas de montagnes sévères, hors les volcans du Sud ; mais des paysages mauves relevés par des falaises de corail. Quand Quiros, l'Espagnol, entra dans la baie de Saint-Philippe, et vit ces pentes verdoyantes et douces descendre vers les flots profonds, il crut avoir retrouvé un lambeau du Paradis perdu, le lieu de la Jérusalem nouvelle. Il appela l'endroit Saint-Esprit, et baptisa le fleuve qui y coulait, Jourdain.

Les anciens colons de Calédonie connaissaient le sol fertile des Nouvelles Hébrides. Ils rêvaient d'y étendre un jour l'agriculture, tandis que les mines et l'industrie se développeraient dans la Grande Terre. Calédonie et Hébrides leur paraissaient des îles complémentaires. Ils eussent occupé sans peine la nouvelle Jérusalem d'antan ; mais les missionnaires anglais, qui en évangélisaient les cannibales, étaient aussi jaloux de ne point voir la France sur ces rives, que jadis les missionnaires français, sur la côte calédonienne, avaient redouté l'intrusion des Anglais.

Alors, simplement, sans aucun souci d'annexion politique, mais en vieux terriens avisés, les colons calédoniens allèrent acheter en détail la terre aux indigènes. Higginson, l'animateur, fonda dans ce dessein la Société calédonienne des Nouvelles Hébrides. Apprenant un jour, à Nouméa, que la Nouvelle-Zélande allait envoyer un navire à Malicolo, Higginson et ses amis frétent un minuscule vapeur, le *Ne-Obli*, et s'en vont bourlinguer patiemment quatre jours pour quérir un vieux ponton à Port-Vila, le remorquer ensuite au mouillage principal de l'île Malicolo, celle des Mangeurs d'hommes, et le laisser là, avec un magasin et un magasinier, sous le drapeau français. Ils avaient acheté aux Canaques toutes les terres du port futur. Ils avaient doté les chefs d'habits galonnés ; et ceux-ci s'en drapèrent, dans la suite, pour convaincre les Anglais qu'ils avaient cédé leurs droits.

La conséquence de ces initiatives fut le protocole de 1906, le Condominium : convention par laquelle un Gouverneur français et un Gouverneur anglais signent des actes conjoints. Et sous ce contrôle politique, colons australiens et colons français travaillèrent avec émulation. Séduits par la richesse du sol, quelques Français vinrent de France avec une énergie toute neuve. Ils trouvèrent dans les Calédoniens les appuis dont ils eurent besoin, et, dans le commerce de Nouméa, les avances nécessaires. Il y eut dans les mouvements des deux îles un balancement merveilleux, afin que chaque activité fût menée à bien.

La seule chose que la bonne volonté, ni l'argent, ne pouvaient donner, c'était la main-d'œuvre. Richesse tragique, dont la recherche avait ensanglanté, jadis, les îles ignorées. Les derniers négriers ont mouillé dans les baies hébridaises. Aussi la coutume s'était-elle établie, chez les colons, d'aller eux-mêmes, sur leurs goélettes, tenter un recrutement loyal. Près des côtes populeuses, le bateau mouillait, et deux canots étaient mis à la mer. Selon la tradition des navires recruteurs, ces chaloupes étaient peintes en rouge, et avançaient de conserve, l'une derrière l'autre. La première abordait, la deuxième demeurait au large, avec des hommes armés, prêts à protéger la retraite des marins débarqués, s'ils venaient à être attaqués. Mais la main-d'œuvre était chétive, elle n'aurait pu permettre le ferme établissement d'une colonisation. Alors, pareille à une grande sœur qui se baigne aux mêmes flots, l'Indochine tendit la main à ses cadettes éparses dans le Pacifique. Elle leur envoya quelques centaines de ses enfants, des coolies annamites, hommes et femmes, pour que des familles puissent se fonder.

Dans l'archipel, le canal du Segond, aux rives plantées de cocoteraies où se détachent les cloisons blanches des maisons, est devenu, aujourd'hui, un détroit de rêve. Le paquebot des Messageries Maritimes, le long-courrier unique, dont les escales sont les perles égrenées du plus beau collier colonial, — Antilles, Tahiti, Hébrides, Calédonie, — vient mouiller dans le canal. Il n'est pas seulement le porteur du pavillon de France, en l'île de Saint-Esprit, il est chargeur de tous les produits. Et les colons australiens ne lui refusent point les leurs; ils ont renoncé à la lutte. Il n'est plus question là-bas de colonisation australienne; mais il existe une France australie, où les Hébrides

et la Calédonie se sont révélées indissolubles. Le Calédonien va chercher aux Hébrides des terres nouvelles, propices aux vastes cultures, l'Hébridais va passer, dans le climat plus tonique de la Calédonie, la saison insalubre dans son archipel. Il trouve à Nouméa ateliers et techniciens de valeur, bureaux administratifs et écoles. Il acquiert une villa, et y installe ses enfants. Et pareil à un gentilhomme de France, il partage sa vie entre les séjours sur ses terres, et ceux dans la capitale.

Hébridais et Calédoniens ont révélé le même génie. Ils n'ont pas attendu les garanties de la politique, ils se sont confiés à leur propre courage. Et, sans bruit, ils ont ensemble façonné des terres françaises.

Et maintenant, regardant à nouveau au pavillon qui rappelle ces terres, c'est avec un respect grandi que nous considérons son cadre indigène aux masques rouges et noirs, auxquels le Canaque hébridais, mêlant l'art et le progrès, vient d'ajouter le bleu des blanchisseuses. Il semble, à l'intérieur du pavillon, que tout, désormais, ait pris vie. L'histoire enveloppe chaque objet, et lui prête sa force évocatrice. La variété des minéraux étiquetés rappelle à la fois les initiatives des anciens colons, quand fut découverte la richesse du sol, et les grandes exploitations modernes. L'usine de Yaté, avec les mattes fondues dans ses fours, présente aussi les monnaies dont elle fournit le métal, et parmi les plus récentes, on distingue celles de la Cité Vaticane. Au long des murs, l'on voit, derrière les peaux de bœufs, frissonner les blanches ailes de calicot, étendues par les vallées. Et sur les étagères, nacre, coprah, cacao, coton, café, innombrables, sont les fruits du labeur de familles françaises, dont l'histoire palpitante a été celle de leur adaptation à leur vie nouvelle.

Par delà chaque objet, ce sont ces familles que l'on devine et dont on voudrait connaître davantage la vie. Loin des nattes et des cafés, le regard erre, et cherche autre chose : quelque photographie, quelque littérature, quelques vues d'écoles, de musée, de laboratoire, de tout ce qui montrerait la culture française, la nourriture de l'esprit, dans ces familles actives. Ces choses existent à Nouméa, puisque le collège de la ville a provoqué la vocation de maints ingénieurs répandus jusqu'en Indochine et dans la Métropole ; puisqu'un colon

mineur, en premier geste de fortune acquise, bâtit une bibliothèque qui permit à Nouméa de prendre rang parmi les villes coloniales qui lisent le plus; puisqu'un jour, la peste ayant éclaté en un point d'Australie, les médecins britanniques, pris de court, cablèrent à Nouméa; le soir même, un navire, quittant la rade, emportait plus de deux mille doses de sérum frais, préparé là-bas par le laboratoire Pasteur.

La richesse de la colonie est, sans doute, dans les matières exposées, mais sa richesse suprême est certes dans ses habitants, dans ses colons éprouvés et épris de liberté. Ils ont tourné une page de son histoire, et ils ont déterminé son avenir. Ils sont l'ossature de la colonisation jeune et riche de renouveau qui s'affirme dans le Pacifique ouest.

Et la pensée est entraînée là-bas, à la suite de la jeunesse grandie en ces familles, et qui est l'artisane de l'avenir. Le fils du colon n'a pas connu les temps difficiles de l'affranchissement moral de l'île, ni celui de l'adaptation de ses ascendants. Mais il s'enorgueillit d'être l'héritier de ces pionniers divers, et il réunit en lui leurs aptitudes multiples. Il est l'homme qui soigne ses cultures, dirige une station d'élevage, chasse le cerf, plonge la nacrée, exploite une mine, se passionne pour le sport, recrute la main d'œuvre et sait la diriger, connaît l'indigène et l'aime. Il est l'homme de la mer, de la montagne, de la plaine, de la ville au collège électoral qu'est Nouméa, ou de celle à la diplomatie franco-britannique qu'est Port Vila.

Toutes ces activités réduites là-bas à la mesure d'un homme, il sait les grouper sous la main, s'adapter à chacune d'elles, et leur demander toutes les joies qu'elles tiennent enfermées. Son travail divers comporte un renouvellement constant, et donne à l'existence un prix dont il savoure chaque jour la valeur. Dans la caresse des alizés, son énergie se déploie tranquille, et modèle, au rivage de la Méditerranée mélanesienne, la physionomie propre d'une colonisation latine, où la douceur océanienne et la virilité occidentale sont harmonieusement unies.

MAURICE LEENHARDT.

---

## LE PAVILLON REBÂTI

---

VII<sup>(1)</sup>

# LES INDES NÉERLANDAISES

### LES DEUX PAVILLONS

Le 28 juin dernier un violent et mystérieux incendie dévorait en moins d'une heure le pavillon des Indes néerlandaises, qui y constituait sans doute, avec le temple d'Angkor, le plus précieux spécimen de l'architecture extrême-orientale. Le 18 août, les Pays-Bas inauguraient un nouveau pavillon, surgi, en quelques semaines, des cendres de l'ancien.

Dans un agréable cadre de verdure, le nouveau bâtiment a remplacé l'ancien sur la petite colline factice qui porte sa vue jusqu'aux eaux du lac Daumesnil. Comme lui, il procède du style hindoo-javanais et des conceptions artistiques apportées des temps fort lointains par l'Inde, première civilisatrice de l'Insulinde comme de l'Indochine. Mais tandis que le premier pavillon, fruit d'une lente et savante élaboration sur le sol même de Java, aspirait à synthétiser, en son architecture, divers aspects de la civilisation indienne dans l'Archipel malais, son successeur d'aujourd'hui, moins ambitieux de vues et de dimensions, s'est inspiré uniquement de l'art qui régnait de temps immémorial dans les temples et palais de la petite île de Bali, le seul point des Indes néerlandaises où se perpétuent encore de nos jours avec une ferveur entière les croyances et les mœurs de l'Inde mère. Il s'harmonise mieux ainsi aux quelques constructions épargnées par l'incendie : pavillon des

(1) Voyez page 364.

exposants, temple, porte, demeure des danseuses et acteurs de Bali.

Le style est celui d'une rustique et imposante demeure princière composée, comme presque toutes les habitations en Extrême-Orient, d'un rez-de-chaussée surélevé auquel on accède par un perron de plusieurs marches et qui tire toute son originalité de la simplicité de ses lignes, du développement et de l'ornementation de sa façade. Celle-ci, dans le pavillon disparu, atteignait 110 mètres d'étendue, était décorée d'une frise de fines sculptures rouges et noires, d'un porche balinais fleuri de toute l'exubérante fantaisie hindoue et d'une porte centrale en bois précieux, empruntée, elle aussi, à un temple de Bali et ciselée comme un reliquaire. Le pavillon actuel compense les dimensions plus modestes de sa façade et de ses trois portes par une floraison aussi enchevêtrée et débordante de sculptures polychromes qui enchantent l'œil sans déconcerter la raison. Les mêmes toits de bois superposés et terminés par une flèche aiguë et recourbée en laquelle les érudits prétendent retrouver le classique *naga*, ont posé leur élégante envolée sur les deux édifices. Il manque seulement au dernier venu les deux tours pyramidales dressées aux deux extrémités du hall central du premier pavillon. Hautes de cinquante mètres et formées de onze étages en dais, à pans coupés qui s'enlevaient les uns au-dessus des autres en se rétrécissant de la base au sommet, elles montaient vers le ciel comme la prière de nos flèches de cathédrale.

En réalité elles y aboutissaient. La race toujours impitoyable des érudits incline à voir dans ces « mérous » l'origine du *payong* ou parasol d'honneur sans lequel un haut personnage en Insulinde aussi bien qu'au Cambodge et au Siam n'oseraient se montrer en public et dont le nombre d'« étages » est proportionné à sa dignité dans la hiérarchie sociale, les rois eux-mêmes étant restreints à neuf et les divinités à onze. Elle identifie encore plus nettement ces « mérous » rituels au fabuleux mont Mérou au faîte duquel siégeait le *svarga* ou ciel du dieu Indra. Plus d'un indigène doit croire que, sur ces deux ailes de spiritualité, derrière l'abri d'un rideau de flammes, le beau pavillon des Indes néerlandaises a été ravi tout entier dans l'Olympe hindou.

D'un aménagement intérieur sensiblement analogue, les

de  
in-  
en  
de  
gi-  
de  
ru,  
de  
de  
en  
et  
les  
par  
res  
on.  
he  
ver  
ux  
urs  
ral  
es  
ns  
et,  
de  
  
oi-  
ne  
ge  
ait  
o-  
x-  
n-  
ux  
eu  
es  
au  
  
es

deux palais respirent la même somptuosité agreste. Dans la construction primitive, le seuil franchi, on pénétrait dans une vaste salle d'audience ou de réception, prolongée à ses deux extrémités par une pièce rectangulaire l'égalant en longueur et dont l'étendue, perçue par la coupée d'une ouverture latérale, assurait au hall central le double bénéfice d'une perspective plus majestueuse et d'un isolement plus intime. Le bois seul y triomphait et pourtant tout y était harmonie, clarté et faste. Une lumière dorée glissant de deux hautes verrières éveillait l'éclat poli de tous ces bois allant du rouge brun, chaud comme un sang versé, au rose jaune ou violacé d'un calice de fleurs et les faisait encore vibrer de toute leur sourde vie végétale. De grandes fresques de 4 mètres de haut sur 8 de large, elles aussi d'une tonalité blonde dorée soulignée d'une délicate touche verte et due à MM. Sayers et Paulides, descendaient dans la salle incendiée jusqu'aux linteaux des portes. Elles opposaient l'arrivée de Cornelis de Houtman et des premiers Hollandais à la cour du sultan de Bantam (Java) en 1596, entre la fondation de Batavia (1619) et une figuration allégorique de l'Art, du Commerce et de l'Industrie aux Indes néerlandaises, au fastueux voyage d'un prince javanais au xiv<sup>e</sup> siècle entre des paysages et types de Bali et des scènes de la vie populaire à Java. Deux races, deux civilisations s'y affrontaient en un contraste saisissant. D'un côté, les lourds et gauches Occidentaux, engoncés dans leur raide pourpoint, avec leur visage volontaire et leurs yeux dominateurs ; de l'autre, les minces et souples Insulindiens, aux gestes lents, d'une sobre grâce, aux traits fins dans une face élargie empreinte d'une puérile insouciance ou d'une sérénité impasible, issues peut-être toutes deux d'une même torpeur de pensée.

A hauteur d'homme, la décoration des murs était constituée par une admirable collection d'étoffes indigènes, batiks aux dessins savants et aux teintes fondues, tissus historiés de Bali, soies mates et sobres de Palembang, ou incrustées de naïves verroteries de pays lampongs. La salle elle-même, sous l'égide d'un grand buste doré de la reine Wilhelmine, abritait en des vitrines une admirable exposition d'art indigène ancien : paravents de laque rouge et or, kriss martelés dans leurs gaines d'or de bois précieux, ivoires sculptés, bijoux ciselés, tous ces

petits chefs-d'œuvre des arts mineurs auxquels les races insulindiennes, plus assimilatrices que créatrices mais douées d'un goût subtil et d'une délicate habileté, excellèrent dès longtemps. Aux deux extrémités du hall, dans les deux pièces rectangulaires, était exposée toute la documentation relative à la vie politique et sociale des Indes néerlandaises : enseignement, histoire de la colonisation hollandaise, justice, armée, marine, services de l'hydraulique et des irrigations. L'exposition économique se développait en une série de stands.

Comme par miracle, — le miracle de la ténacité hollandaise, — tout ceci reparait soudain ressuscité, dans le nouveau pavillon. Une même lumière dorée en baigne le hall central, caressant les mêmes étoffes précieuses, les mêmes bois colorés, les mêmes plafonds caissonnés; aux murs le voyage du prince javanais déploie encore son faste médiéval et Houtman salue le sultan du pays de Bantam; l'effigie de la reine sur son socle en forme d'autel, au pied duquel se meurent les magnifiques gerbes de glaiveuls de l'inauguration, préside à une nouvelle exposition d'art indigène qui ne saurait faire oublier l'amer-tume des trésors anéantis, mais qui les égale. La reine de Hollande elle-même a envoyé quelques-unes des plus belles pièces de sa collection; le musée Guimet, le musée ethnographique du Trocadéro, le musée de l'Institut colonial d'Amsterdam, des collectionneurs néerlandais ou français ne se sont pas montrés moins généreux.

#### LE SUCCÈS D'UNE COLONISATION

Bien des visiteurs regretteront vivement de ne plus retrouver dans le nouveau pavillon une fort belle restitution du sanctuaire du Chandi Mendout, ancien temple bouddhique de Java, longtemps englouti sous les cendres de Mérapi et qui était le joyau artistique du premier édifice. Du moins, le nouveau pavillon offre-t-il la compensation d'une remarquable exposition ethnographique. Elle est disposée dans une immense salle aux murs ornés d'une série de bas-reliefs du fameux Boro-Boudour, ou Temple des Mille Bouddhas, à Java, le chef-d'œuvre de l'art hindo-javanais. Sous le regard détaché et bienveillant de très beaux bouddhas, des mannequins habillés, des habitations plus ou moins primitives, des vête-

ments, des métiers à tisser, des armes, des bijoux, des instruments de musique, des petites figures de cuir ou de bois, personnages articulés du *wayang* ou théâtre d'ombres, précisent de façon vivante la grande variété des peuples des Indes néerlandaises, leur degré si divers de civilisation. Deux salles latérales initient, l'une à toute leur vie politique et sociale sous la domination hollandaise, l'autre à leur vie économique, aux richesses naturelles de leur sol et de leur sous-sol, de la faune, de la flore, aux richesses encore plus grandes qu'en a su tirer l'industrie de l'homme; tout cela rendu saisissant non par de sèches statistiques, mais au moyen de plans en relief, d'images lumineuses, de scènes avec figurines qui mettent sous les yeux la répartition des races, la densité de leur peuplement, la façon et l'importance de telle culture riche : thé, café, canne à sucre, quinquina, riz, palmier à huile, etc.

Des chiffres fabuleux s'inscrivent au-dessous de toutes ces images, soulignant l'immense étendue de ce sous-sol fertile dont Java est encore aujourd'hui le seul point totalement défriché, qui nourrit déjà soixante millions d'indigènes et en nourrirait facilement le double. Fécondées par le labeur de leurs peuples, la technique, les capitaux de leur métropole, elles déversent une inépuisable corne d'abondance sur nos vieilles terres devenues trop étroites ou trop lasses pour satisfaire les exigences croissantes de notre mieux-être. Les Indes néerlandaises fournissent 91 pour 100 de la production mondiale de la quinine; elles ont exporté en 1920, pour plus de deux milliards et demi de thé et sucre. En 1930, en pleine crise commerciale mondiale, pour encore deux milliards de sucre, un milliard et demi de francs de caoutchouc, un milliard et demi de pétrole, six cent millions de thé, etc. Et ce sont là les chiffres des années de détresse, succédant aux quinze ans de « vaches grasses » de la guerre et de l'après-guerre pour les non-belligérants.

Ce magnifique développement économique, cette renaissance des races qui émergent à nouveau dans une civilisation générale qui ne les connaissait plus guère, tout cela c'est l'œuvre de la petite Hollande, grande par le caractère et par le cœur. Au cours d'une domination de plus de trois cents ans, qui ne fut certes pas indemne de fautes mais sut toujours accepter les leçons même les plus sévères de l'expérience, elle

est parvenue à créer, avec le minimum de sang versé, un empire soixante-quatorze fois plus grand qu'elle, et aujourd'hui huit fois plus peuplé. Elle est la troisième Puissance coloniale du monde et mérirerait peut-être moralement un rang plus élevé.

Une telle durée, une telle réussite constituent déjà un miracle, facilité, on doit le reconnaître, par quelques heureuses circonstances. Au premier plan de celles-ci, il convient de mettre la remarquable unité géologique et physique des Indes néerlandaises qui en fait un inappréciable domaine « d'un seul tenant » comme diraient nos paysans, et en a permis de la sorte beaucoup plus rapidement l'assimilation économique. Leurs îles et archipels, jetés comme de gigantesques corbeilles de verdure entre la mer de Chine, l'Océan indien et l'Océan pacifique, décrivent de Sumatra à Bornéo, en passant par l'harmonieuse Java, la petite Bali, les Florès, les Moluques, Célebes et la Nouvelle-Guinée, un vaste arc de cercle de même structure et détaché du continent asiatique par un même séisme. Une même épine dorsale de volcans, les uns éteints, les autres sujets à de périodiques et dévastatrices éruptions, les oriente avec plus ou moins de netteté vers la mer de Chine, de préférence à l'Océan indien et au Pacifique. Un même climat tropical sans écarts excessifs contribue à une fertilité qui est générale malgré leur étendue.

La mer les garde des convoitises continentales voisines. Elle les isole les unes des autres, si bien que, de leur commune origine sont issues des peuples très distincts, d'un degré de civilisation très inégal, parlant des langues différentes. Un Européen fraîchement débarqué peut seul confondre un Malais vigoureux, musclé, brun, de visage impassible et vite farouche, intelligent mais orgueilleux, susceptible et vindicatif, avec son cousin le Javanais plus doré de peau, plus élégant et plus frêle de corps, de physionomie affable et douce, d'esprit et de manières plus raffinées. La carte linguistique de l'Insulinde déconcerte par l'abondance et la variété de ses langues et dialectes. Tout cela fut très favorable à l'emprise néerlandaise, bien que rendant plus lent d'abord son travail de pénétration.

Plus favorable encore lui fut le particularisme forcé qui multiplie les races sur un sol trop étendu pour un trop faible

peuplement : Sumatra et Bornéo, quatre fois plus grandes que la Hollande mais infiniment moins peuplées, comptent huit à neuf groupes ethniques nettement tranchés; Java, moins étendue (à peine une fois et demie sa métropole), mais renfermant à elle seule les trois quarts de la population des Indes néerlandaises, n'est pas tout entière peuplée de Javanais. Par suite, les divers peuples de l'Insulinde n'arrivèrent jamais au concept de nation ou d'État, ou, comme Java, le perdirent dès le dix-neuvième siècle après la chute de l'empire hindouiste de Madjapahit. Incapables de s'unir pour défendre leur indépendance contre l'envahisseur venu du dehors, elles ne surent pas davantage s'affranchir du joug de petits potentats, le plus souvent aussi avides que tyranniques, qui avilirent ces races trop molles ou insouciantes. Les Pays-Bas bénéficièrent au début de leur œuvre de ce manque de cohésion nationale et d'énergie individuelle. Mais ce fut encore plus leur intelligence réfléchie et leur inébranlable ténacité qui dompta la fortune au cours d'une lutte de trois siècles, dont chacun d'ailleurs marqua un progrès matériel et moral pour l'Insulinde même.

#### UNE ORGANISATION MODÈLE

Aujourd'hui, la prospérité matérielle des Indes a été portée à un très haut point : les capitaux de la métropole, — 10 milliards dans la seule industrie sucrière en 1930, — et ses techniciens s'ajoutent au sol et au travail des indigènes pour le commun bénéfice. Java ne connaît plus la famine, la misère, si l'apathie ou l'imprévoyance des Javanais n'ont pas encore permis à l'aisance de se généraliser. Elle a de magnifiques routes, une voie ferrée la traverse dans toute sa longueur. Elle ne redoute plus les épidémies de choléra ou de variole, qui la ravagèrent jadis, grâce aux services d'hygiène institués dans chaque province par le gouvernement. En un siècle, sa population, y compris Madoura, est passée de 4 millions à 41 900 000 âmes. Au point de vue politique, la domination de la Hollande est devenue effective dans toute l'étendue de son domaine, mais continue à s'exercer avec les formes de la plus louable discréption. Les cadres locaux ont été partout conservés : seulement, ils sont, à tous les degrés, contrôlés par les agents hollandais du pouvoir central.

A la tête de chaque province de Java se trouve un *régent* javanais qui habite un palais, que le gouvernement entoure d'égards, mais qui, nommé et pensionné par lui, est sous son entière dépendance. A côté de lui, le résident hollandais, son « frère aîné » ainsi qu'il s'intitule, contrôle tous ses actes. Sumatra, Lombok, Makassar gardent des sultans parés de tous les attributs extérieurs de la souveraineté la plus absolue; Java en possède deux d'antique race et dont l'un, le *sousouhnan*, est en même temps chef religieux. Les uns et les autres n'oseraient faire un geste sans l'assentiment du Résident placé près d'eux et qui détient seul le pouvoir. De la sorte, une poignée de fonctionnaires suffisent à administrer ces immenses pays. La caractéristique de ces fonctionnaires est d'ailleurs leur parfaite connaissance du malais, langue officielle des Indes néerlandaises, presque toujours du javanais et souvent d'un autre idiome indigène.

A leur tête est le gouverneur général nommé par la Reine, d'accord avec le ministère des Colonies, pour une période variable, ordinairement de quatre à cinq ans, et renouvelable. Il est choisi en général parmi les hauts fonctionnaires ou les personnages distingués de la colonie, par très rare exception dans les cadres politiques de la métropole. Il est pourvu d'un traitement et de prérogatives princières; il gouverne sous sa seule responsabilité, et le lointain et très discret contrôle de la mère-patrie qui le juge sur les résultats obtenus. A l'abri des attaques parlementaires et des tracasseries bureaucratiques, il travaille sans avoir le droit de quitter son poste pendant toute la durée de son mandat, sauf les cas de tout à fait exceptionnelle urgence. Il s'aide pour gouverner des « avis » du Conseil des Indes, formé des plus remarquables fonctionnaires de la colonie et d' « adviseurs » ou conseillers pour les affaires indigènes, savants spécialisés, connaissant à fond la langue, le passé, les croyances, les coutumes de tel grand peuple ou groupe de peuples des Indes néerlandaises.

En somme, les Pays-Bas, depuis plus d'un demi-siècle, apportent la plus intelligente sollicitude à préserver la vie de l'indigène par une hygiène vigilante, à défendre sa terre et son salaire contre la cupidité possible de certains colons et celle bien plus certaine des usuriers arabes et chinois, à le protéger surtout contre son enfantine imprévoyance. Chacun pos-

sède un lambeau de terre qu'il aime avec passion, et cultive avec indolence. Les gros salaires actuels s'y ajoutant, tous connaîtraient l'aisance, s'ils consentaient un travail plus continu et un peu d'économie. La Hollande a accordé avec largesse à ses colonies, à Java en particulier, parce que plus évoluée, le bienfait de l'instruction, en accord d'ailleurs avec ses traditions et ses croyances pour la masse, mais substantielle à tous les degrés de notre enseignement pour l'élite qui vient souvent parfaire sa culture dans les universités d'Europe. Elle a créé un système de bibliothèques roulantes, le « Balai pustaka », qui répand dans toute l'Insulinde des livres pratiques ainsi que les meilleures traductions en langues indigènes des chefs-d'œuvre de toute la littérature européenne. Il est assez amusant d'apprendre que *Sans famille*, *Robinson Crusoé*, les *Voyages extraordinaires* de Jules Verne et surtout les *Trois Mousquetaires* sont particulièrement appréciés des jeunes Javanais et Malais.

La métropole a accordé à ses indigènes la liberté d'association, de réunion, de presse dans une mesure très libérale; enfin un grand organe politique issu de la masse, choisi partie par elle, partie par le gouvernement, le *Volksraad*, sorte de parlement consultatif indigène. Il s'assemble périodiquement, voit ses attributions sans cesse étendues, est consulté sur toutes les questions économiques intéressant les indigènes, et ses avis ou ses réclamations poussent souvent jusqu'à l'administratif et au politique.

Une seule ombre au tableau de cette très florissante Insulinde. La propagande communiste de Moscou sévit à Java, comme dans l'Inde et en Indochine, quoique l'isolement des Indes néerlandaises y rende sa diffusion moins facile et sa surveillance plus aisée; mais elle n'y a créé jusqu'ici qu'une agitation superficielle. Il est à souhaiter que le bon sens des masses et une amicale collaboration des Puissances tutrices en Extrême-Orient ne lui permettent jamais de compromettre l'œuvre si souvent admirable de celles-ci, comme l'atteste de façon tangible toute l'Exposition coloniale, pour y substituer un soi-disant paradis de famine latente et d'implacable servitude.

ANTOINE CABATON.

---

## LE SECOURS MÉDICAL AUX COLONIES<sup>(1)</sup>

On se figure aisément en Europe qu'on est en train de faire tout le nécessaire pour que les indigènes des colonies bénéficient des bienfaits de la science médicale moderne. Avouons de bon gré qu'il se fait un sérieux effort. Des sommes considérables sont votées notamment pour combattre la lèpre et lutter contre la maladie du sommeil, qui menace de dépeupler l'Afrique équatoriale. On s'applique à multiplier les formations sanitaires. Mais ne nous berçons pas d'illusions. Sachons dire que nous n'avons réalisé jusqu'ici qu'une partie de ce qu'il faudrait faire. Et rendons-nous bien compte que le gouvernement, avec les ressources dont il dispose, ne sera jamais en état d'accomplir tout seul cette tâche. Le nombre des médecins qu'il envoie dans les colonies est loin d'être en rapport avec l'étendue de ces régions et le nombre de leurs habitants. Quelle disproportion, par exemple, entre les milliers de kilomètres carrés de l'Afrique équatoriale française et les quelques douzaines de médecins qui la desservent! Dans certaines contrées, les indigènes ont à faire des déplacements de huit à quinze jours pour atteindre un hôpital.

Le gouvernement a fait un grand effort pour pourvoir les colonies de médecins. Mais il est douteux qu'il puisse, pour le moment du moins, aller au delà. Tout d'abord, il est au bout des ressources financières qu'il peut raisonnablement consacrer à cet objet. Les difficultés budgétaires des colonies et la situation économique difficile de bon nombre d'entre

(1) Extraits d'une conférence faite à l'Institut, sur l'initiative de M. Ch.-M. Widor.

elles l'empêchent d'augmenter considérablement les sommes affectées au service sanitaire, sous peine de les charger d'un fardeau excessif d'impôts. Les formations sanitaires, en particulier celles qui se trouvent éloignées de bonnes voies de communication, sont extrêmement dispendieuses.

Non moins que par la pénurie d'argent, l'État se trouve gêné par la pénurie d'hommes. L'administration coloniale n'est pas à même de pourvoir de médecins les formations sanitaires existantes. Les cadres accusent des vides impressionnans.

Ne pourrait-on pas trouver le personnel nécessaire en formant des médecins indigènes? Il va de soi que l'accès de la carrière médicale doit être ouvert à l'élite des populations coloniales. C'est dans ce but qu'ont été créées des Écoles de médecine en Indochine (Hanoï), en Afrique occidentale et à Madagascar (Tananarive). A Pondichéry, il existe une École de médecine pour indigènes depuis 1863. Les médecins indigènes sortant de ces écoles et formant des cadres à part rendent dès à présent des services très appréciables. Leur nombre, toutefois, est encore relativement restreint et il se pourrait que dans la suite d'autres carrières que celle de médecin eussent plus d'attrait pour les indigènes capables d'étudier.

Force est donc de se rendre à l'évidence : les gouvernements ne sont à même de mobiliser ni les fonds, ni les hommes nécessaires pour doter leurs colonies de médecins et d'hôpitaux en nombre suffisant. En conséquence, la société comme telle, par des entreprises dues à l'initiative privée, doit suppléer à l'insuffisance des pouvoirs publics. En effet, la responsabilité des gouvernements n'est pas seule engagée. En notre qualité d'hommes, nous devons tous avoir à cœur que les nations colonisatrices remplissent leurs devoirs envers les indigènes de leurs possessions. L'un des plus pressants, c'est de leur porter secours par les moyens dont dispose la médecine moderne pour combattre la douleur et sauvegarder la vie humaine.

Telles sont les raisons qui m'ont poussé à fonder, en 1913, par mes propres moyens et ceux que des amis dévoués mirent à ma disposition, un petit hôpital à Lambaréne (Gabon), en Afrique équatoriale; depuis lors, c'est devenu une entreprise assez considérable. Nous y sommes actuellement trois ou quatre médecins, avec six à huit infirmières européennes. En tra-

vaillant depuis des années parmi les miséreux qui affluent de tous côtés à mon hôpital, j'ai pu me rendre compte de l'étendue de la misère physique qui règne parmi ces populations. Nous nous plaisons à nous imaginer que les « enfants de la nature », vivant au grand air sous un soleil radieux, se portent beaucoup mieux que nous autres, prisonniers de nos bureaux et de nos ateliers. La réalité est tout autre. Chez les indigènes des terres coloniales, on rencontre presque toutes les maladies répandues parmi nous et, en outre, une légion de fléaux exotiques. La misère physique est donc chez eux beaucoup plus grande que chez nous, comme le montrent les chiffres de la mortalité indigène. Dans la région du Gabon où je vis, les sexagénaires sont une rareté.

#### MON HOPITAL AU GABON

Tout d'abord, il faut considérer qu'un médecin qui, par ses propres moyens ou comme mandataire d'une association philanthropique, entreprend de mettre sur pied un hôpital dans une colonie, doit pouvoir s'appuyer, du moins pour les débuts, sur une entreprise existant déjà sur les lieux. Si, à son arrivée, il se voyait obligé de commencer par chercher et acquérir un terrain, de le débrousser et de se procurer les artisans et les matériaux nécessaires à ces constructions, il risquerait fort que son premier séjour ne fût entièrement rempli par cette besogne, et encore est-il douteux qu'il réussirait à s'établir par ses propres moyens.

Me rendant compte de toutes ces nécessités, j'ai renoncé à m'établir dès l'abord par mes propres moyens et j'ai demandé l'hospitalité à la Société des missions évangéliques de Paris sur sa station de Lambaréne (Gabon), située sur le fleuve Ogôoué. La Société mit à ma disposition une petite maison d'habitation pour ma femme et moi, une petite baraque en tôle ondulée comme infirmerie et quelques cases pour abriter les malades hospitalisés. De plus, elle m'accorda la jouissance de ses embarcations et l'avantage de recevoir par son entremise mes commandes faites en Europe et de participer pour mes malades et pour moi aux achats en vivres qu'elle faisait sur place et au produit de ses plantations et de ses arbres fruitiers. Je pus donc, dès le premier jour, me vouer aux malades qui

affluaient nombreux à la nouvelle de mon arrivée. De son côté, la Société missionnaire se trouvait équitablement dédommagée des frais que je lui causais par le fait qu'elle avait à sa disposition un médecin pour son personnel européen et indigène.

Plus tard, mon hôpital prenant de l'extension et la station missionnaire ne pouvant mettre à ma disposition les terrains nécessaires, je dus me décider à m'établir sur un emplacement que le domaine public me céda à trois kilomètres de l'ancien hôpital, et à organiser par mes propres moyens mes arrivages d'Europe et mon ravitaillement sur place. L'abatage, le défrichement et les constructions que nécessita ce transfert, me coûteront deux ans de travail ardu et des frais considérables.

Je pose donc en principe, comme je l'ai déjà fait dans mon livre *A l'orée de la forêt vierge*, dans lequel je relate mon activité durant mon premier séjour au Gabon (1913-1917), qu'une œuvre médicale coloniale d'initiative privée devra en règle générale chercher, autant que possible, à vivre en symbiose (qu'on me pardonne ce terme emprunté à la biologie), soit avec l'administration locale, soit avec des entreprises commerciales, agricoles ou missionnaires établies sur place.

Sur quelles organisations s'appuiera-t-elle en Europe? Particulièrement depuis quelques années, on a vu, dans le monde catholique comme dans le monde protestant, les Sociétés missionnaires se doubler d'œuvres médicales se proposant de recueillir les fonds nécessaires pour doter certaines stations d'un médecin et pour assurer le fonctionnement de ce nouveau service. Quant aux entreprises qui désirent rester purement humanitaires et supra-confessionnelles (et je les souhaite nombreuses, tout en rendant hommage aux œuvres médicales des Sociétés missionnaires), la Croix-Rouge me semble être l'organisation prédestinée à les soutenir. J'irai jusqu'à dire que le devoir tout indiqué de la Croix-Rouge en temps de paix est de mener la lutte contre la misère physique des indigènes dans les colonies et de trouver des médecins, des infirmières et les moyens matériels pour créer et entretenir des postes de secours médical.

Parlons de la question «hommes» avant de toucher la question «finances». S'il est vrai que la perspective de faire toute leur carrière dans les colonies ne tentera jamais qu'un nombre restreint de médecins, il est non moins vrai que bon

nombre de jeunes médecins, avant de s'établir, disposent de quelques années à dépenser : ils les consacreront volontiers au travail médicalement si intéressant et humainement si satisfaisant parmi les indigènes des colonies, à condition qu'ils trouvent une organisation qui les envoie sur les lieux et leur fournit les moyens d'exercer leur art.

Quant au personnel féminin, il est à présumer qu'il ne sera pas plus difficile à recruter que les médecins. Que de dames désœuvrées ne trouve-t-on pas chez nous, qui, malgré le goût du travail qui les anime et les aptitudes et les connaissances dont elles disposent, ne peuvent se décider à accepter un emploi dans une œuvre médicale en Europe, soit parce qu'elles ne voudraient pas prendre la place de celles qui en ont besoin pour gagner leur vie, soit parce qu'elles aspirent à une activité plus indépendante et plus variée que celle que leur offrent les cliniques d'Europe ! Ces esprits indépendants et entreprenants trouveront la situation rêvée dans un hôpital aux colonies. Il est donc à présumer que les offres de service ne manqueront point. A mon hôpital, je ne suis jamais en peine pour trouver les infirmières et les ménagères dont j'ai besoin, bien que je sois obligé de leur demander de renoncer à toute rémunération. Certaines de celles qui m'ont offert leurs services n'ont pas même accepté que je les dédommagine des frais de leur voyage ou de leur séjour de congé en Europe. J'ai eu la satisfaction de constater que leur indépendance matérielle ne les empêchait nullement de se mettre de tout cœur à la besogne comme n'importe quelle autre infirmière ou ménagère.

L'expérience m'a aussi amené à mieux apprécier le rôle que les dames médecins pouvaient jouer dans l'œuvre médicale aux colonies. Au début, je dois l'avouer à ma honte, j'étais sur ce point franchement antiféministe. Je ne pouvais me figurer comment une dame médecin pourrait maintenir l'ordre parmi les primitifs indisciplinés qui peuplent mon hôpital et comment elle se ferait obéir par les infirmiers noirs. Les circonstances m'amenèrent à tenter l'essai. Il a réussi au delà de toute attente. Les dames médecins occupées à mon hôpital ont même plus d'ascendant sur les noirs que tous autres médecins du sexe fort. On leur obéit pour ainsi dire sans peine. Les noirs sont à leurs ordres, parce que la femme européenne comme telle leur impose et qu'ils sont sous le charme de la

bonté féminine s'unissant au savoir masculin. Ils les servent par besoin de leur prouver leur dévouement. A leur égard, ils pratiquent l'obéissance du cœur, tandis que nous autres hommes, tout en usant de bonté envers eux, nous ne pouvons compter que sur l'obéissance courante rendue à la volonté qui sait faire valoir son autorité. Telle est la situation des deux dames médecins qui travaillent en ce moment à mon hôpital. Comme pour me punir de mon ancienne prévention, mes infirmiers, quand je leur donne un ordre, me répondent à présent : « Oui, doctoresse. » Ce mot, — encore contesté, — non seulement leur semble plus sonore que celui de docteur, mais représente à leur avis une dignité plus élevée.

#### LE CHOIX D'UN EMPLACEMENT

Et maintenant, comment fonder et conduire l'œuvre en terre coloniale ?

Pour l'emplacement à choisir, il faut avant tout déterminer le point stratégique. L'hôpital doit rendre les plus grands services possibles au plus grand nombre possible d'individus : aussi doit-il être facilement accessible. Pour cette raison, il faut qu'il soit situé sur un fleuve navigable, sur une voie ferrée ou à un croisement de routes praticables pour l'automobile. Une région peuplée aura la préférence sur une moins peuplée. De plus, il faut que l'approvisionnement de vivres pour les indigènes soit aussi facile que possible. Éviter les contrées où règne périodiquement la famine. A quoi sert un hôpital qui, pendant des mois, peut se trouver obligé de renvoyer des malades faute de nourriture à leur donner ? Ici encore, je parle par expérience. Pendant une partie de l'année, les vivres provenant des plantations des indigènes (bananes et manioc), pour des raisons qu'il serait trop long d'exposer, font presque régulièrement défaut dans la contrée de Lambaréné. Je suis alors obligé de nourrir mes malades avec du riz importé d'Europe, et cela n'est possible que grâce aux vapeurs fluviaux qui peuvent monter jusqu'à Lambaréné, même à la saison des basses eaux.

Il y a aussi à prendre en considération la question de l'eau potable. S'il n'existe point de source à capter à proximité, ni aucune possibilité de creuser un puits, l'hôpital deviendra

inévitablement un foyer de dysenterie, car les indigènes auraient vite fait de souiller les cours d'eau où ils seraient réduits à puiser leur eau.

Éviter la proximité des marais, sinon l'hôpital deviendra un foyer de paludisme.

Étudier à fond la question de l'emplacement des bâtiments, soit qu'il s'agisse d'édifices que le gouvernement, une société missionnaire ou une entreprise commerciale consentiraient à mettre à la disposition de l'œuvre, ou d'un terrain à bâtir encore en friche. Y a-t-il la place nécessaire pour mettre les habitations du personnel européen à une certaine distance des baraquements des malades indigènes, et cela de façon que les vents ne leur apportent ni les émanations, ni les mousquilles, ni le bruit de l'hôpital des indigènes ? Y a-t-il l'espace nécessaire pour élargir et l'hôpital indigène et les habitations du personnel européen ? L'hôpital se trouve-t-il assez éloigné d'une autre agglomération pour la tenir à l'abri des porteurs de maladies contagieuses qu'il aura à recueillir ? Y a-t-il l'espace nécessaire pour créer, en dehors de l'hôpital, des baraquements d'isolement en vue d'épidémies éventuelles ? L'hôpital disposera-t-il, autour de la surface occupée par les bâtiments, de terrains se prêtant à la création de plantations ? L'association fondatrice, une fois l'hôpital définitivement établi, pourra-t-elle acquérir le terrain en toute propriété et sans dépense exagérée ? Tant qu'on n'en est pas certain, il importe de ne rien entreprendre, vu que l'œuvre ne pourrait pas subsister à la longue sur un terrain dont elle n'aurait pas l'entièvre disposition et qui ne lui serait pas concédé en bonne et due forme.

Le plus souvent, il sera indispensable qu'une ou deux personnes entendues, — je pense à des médecins et à des coloniaux en retraite, — se rendent sur les lieux pour étudier préalablement ces questions. Il se peut même que l'étude du projet exige deux ou trois ans.

#### MÉDECINS ET INFIRMIÈRES

Le choix du terrain est arrêté et l'aide du gouvernement, d'une station missionnaire ou d'une entreprise commerciale est assurée et réglée par le menu. Et maintenant, à l'œuvre !

Quels hommes sont nécessaires à l'établissement provisoire de l'hôpital ? Un charpentier, deux infirmières, un médecin.

Ne comptons sur les artisans indigènes qu'en tant qu'ils seront dirigés et au besoin remplacés par un Européen; autrement, le cas pourrait se présenter qu'ils abandonnassent le travail pour des raisons fuites au moment où il presserait le plus, c'est-à-dire pendant la bonne saison. L'artisan européen doit posséder des connaissances quasi universelles et avoir, si possible, de l'expérience coloniale. Il faut qu'il connaisse la construction en bois et en fer, aussi bien que la maçonnerie courante et la manipulation du ciment. Surtout il doit avoir appris avant son départ à faire les briques et les tuiles.

Nul doute qu'on puisse trouver un jeune artisan désintéressé, tenté par l'activité qui s'offre à lui, prêt à servir l'œuvre pendant un ou deux ans sans autre rémunération que ses frais de voyage, son entretien sur place et un congé de repos en Europe. Pour mon hôpital, je n'ai jamais manqué d'offres de ce genre.

Deux infirmières sont nécessaires, parce que l'une aura à s'occuper du ménage, de la cuisine, du jardin et de la plantation, pendant que l'autre se voudra aux malades. Il faut aussi prévoir le cas où l'une d'elles tomberait malade, ou aurait besoin de repos.

Pour le médecin, des connaissances en chirurgie sont indispensables. Il doit avoir la main assez exercée pour oser et réussir ce qu'on appelle les opérations d'urgence. Dernièrement encore, un médecin colonial de passage à Lambaréne déplorait avec moi qu'on n'admette pas encore assez le principe que tout médecin colonial doit être chirurgien. Un médecin colonial ne peut jamais savoir trop de chirurgie, comme en général il ne saurait être trop versé en toute matière. Seul le médecin possédant la chirurgie et ayant des connaissances pratiques étendues est en situation de jouir pleinement de la satisfaction que peut donner le travail médical aux colonies.

L'œuvre une fois établie d'une façon définitive, et une fois aménagés les bâtiments indispensables, il faudra doter le poste d'au moins deux médecins et trois infirmières. Une station médicale ne disposant que d'un médecin ne peut fonctionner normalement. Le médecin peut être obligé de partir

en tournée pour visiter des villages, de s'occuper d'une épidémie ayant éclaté sur tel ou tel point, ou encore de se déplacer pour porter secours à un Européen hors d'état de se rendre chez lui. Cependant l'hôpital ne peut rester sans médecin. Il faut que les indigènes qui auront fait parfois des journées de marche, — et souvent au prix de quelles fatigues et de quelles privations ! — pour venir consulter, aient la certitude de trouver un médecin à leur arrivée ; autrement, avec la tendance à l'exagération propre aux indigènes, l'hôpital aura bien vite acquis un fâcheux renom qui l'empêchera de remplir la tâche qu'il s'est proposée. Il faut donc qu'il dispose et d'un médecin itinérant et d'un médecin sédentaire.

Des infirmières européennes en nombre suffisant sont nécessaires pour le bon fonctionnement d'un hôpital aux colonies. Certes, des infirmiers indigènes, — il y en a six dans mon hôpital, — sont appelés à rendre des services très appréciables. Mais, au fond, ils ne donnent un rendement satisfaisant qu'à condition de se trouver sous la surveillance d'infirmières européennes. Celles-ci seules peuvent donner au médecin la certitude que les grands malades sont suivis de près, que les malades alités reçoivent tous les soins qui leur sont dus, que la nourriture est distribuée avec équité, qu'il n'y a pas de gaspillage en médicaments et en objets de pansement, et que les instruments sont duement entretenus.

L'infirmière européenne est donc indispensable à l'hôpital colonial. La grande difficulté des hôpitaux du gouvernement consiste précisément dans le recrutement des infirmières européennes. Les hôpitaux créés par l'initiative privée auront l'avantage de trouver facilement des infirmières, vu qu'elles n'y seront pas isolées et qu'elles y trouveront un foyer. Quelle tâche admirable pour telle ou telle dame embarrassée de ses loisirs, d'aller tenir le rôle de mère dans la famille des infirmières, tout en se rendant utile dans le ménage et en s'occupant de la comptabilité et de la correspondance de l'hôpital !

Un hôpital colonial saura employer toutes les femmes de bonne volonté, même celles qui ne disposent pas d'un brevet d'infirmière. Dans mon œuvre, trois dames ont trouvé à s'occuper avec le ménage, la cuisine, la lessive, l'entretien de la lingerie, le jardin et la plantation, sans oublier les poules et les chèvres, qu'on ne peut confier aux indigènes. Quoique

très nécessaires au fonctionnement de l'hôpital, ces dames n'ont rien à faire avec le service médical proprement dit.

Naturellement, les offres ne peuvent toutes être prises en considération. Une sélection sévère s'impose. Seules les personnes en bonne santé, jouissant d'un bon sommeil, point nerveuses et ne montrant pas de tendance à être déprimées peuvent servir aux colonies. Il faut aussi qu'elles aient des connaissances assez diverses pour que l'une puisse, au besoin, remplacer l'autre. En général, il faut demander à chaque infirmière qu'elle sache, le cas échéant, administrer le ménage et diriger la cuisine. J'insiste sur le fait que les personnes possédant une culture générale sont plus aptes que les autres au travail dans un hôpital colonial. Elles s'accommodeent mieux des vicissitudes de la vie coloniale et acceptent plus facilement de faire n'importe quel travail. De plus elles savent mieux, et c'est d'une importance capitale, prendre de l'ascendant sur l'indigène. Pour la vie en commun à l'hôpital, il est également préférable que le niveau d'éducation des infirmières soit autant que possible le même que celui des médecins, afin que ces collaborateurs forment un groupe homogène. Naturellement il y aura à tenir compte de la faculté d'adaptation de personnes qui, douées d'une distinction naturelle, n'ont pas eu l'occasion de recevoir l'éducation à laquelle aurait pu prétendre leur esprit. Ces éléments-là se révéleront souvent comme particulièrement précieux.

N'exagérons pas les risques auxquels s'exposent ceux qui s'expatrient en terre coloniale. Mon hôpital est situé dans une région réputée très malsaine. Mais comme j'ai eu soin de construire des habitations bien aérées et garnies de toile métallique contre les moustiques, que je veille à ce que mes collaborateurs observent les précautions hygiéniques imposées par le climat et le contact avec les malades, et que je ne leur permets pas d'abuser de leurs forces, l'état de santé est en général très satisfaisant. J'interdis aux infirmières de commencer leur travail avant sept heures du matin et de faire de la besogne fatigante dont les infirmiers indigènes, dirigés par elles, viendront plus facilement à bout. De plus, je ne les garde en Afrique que deux ans, après quoi elles prennent un repos de dix mois au moins en Europe.

En règle générale, mes collaborateurs ne reçoivent pas de

traitement. À partir du moment où ils quittent l'Europe jusqu'à leur retour, ils vivent aux frais de l'œuvre, en cherchant, d'un commun accord avec moi, à lui épargner toute dépense inutile, mais en ne mettant pas un héroïsme déplacé à faire des économies nuisibles à leur santé ou à leur activité. Pendant leur congé en Europe, ceux qui n'ont pas les moyens de se suffire à eux-mêmes sont également entretenus aux frais de l'œuvre jusqu'à ce qu'ils reprennent le chemin de l'Afrique ou qu'ils aient trouvé une place en Europe, dans le cas où ils se décident à y rester. Ici encore, des amis viennent en aide à l'œuvre, en offrant l'hospitalité dans leurs villégiatures aux médecins et aux infirmières qui désirent en bénéficier. De cette façon, le budget de l'hôpital n'est pas alourdi outre mesure par les frais des séjours du personnel en Europe.

Économiser sur les frais d'achat et sur les frais généraux en Europe pour pouvoir faire amplement aux colonies le nécessaire pour l'hôpital, tel doit être le principe fondamental de l'administration de l'œuvre. En fait d'instruments et de médicaments, les médecins ne doivent manquer de rien. La pharmacie de mon hôpital est certainement aussi bien fournie que celle de maints hôpitaux d'Europe. Les produits pharmaceutiques, pour autant qu'ils s'y prêtent, s'y trouvent sous forme de comprimés ou de granules, pour que les médecins ne perdent pas de temps à se servir de la balance. Les onguents dont nous avons besoin, nous les faisons venir pour la plupart tout préparés d'Europe. Je ne recule pas devant la dépense pour mettre sur les rayons de ma pharmacie toutes les spécialités qui ont fait leurs preuves. Les médecins de mon hôpital, autant que faire se peut, ne doivent jamais se trouver dans le cas de ne pouvoir agir faute de tel ou tel remède.

En revanche, je ne dépense pour ainsi dire rien, ni pour l'achat d'objets de pansement, ni pour celui de tubes, de flacons, de boîtes et de vases dont nous avons besoin pour remettre à nos patients les médicaments à emporter. Nos amis d'Europe collectionnent tout le nécessaire et nous procurent ainsi des économies considérables. Que de flacons vides d'eau de Cologne et de tubes vides d'aspirine ont pris le chemin de Lambaréne depuis 1913!

## DÉPENSES D'ENTRETIEN

Quant aux sommes nécessaires pour alimenter un hôpital colonial, il est difficile de fixer un chiffre, vu la différence des conditions dans lesquelles les hôpitaux auront à travailler suivant leur emplacement. Plus un hôpital est éloigné des bonnes voies de communication, plus son fonctionnement sera dispendieux. S'agit-il d'une région où l'on est encore réduit au portage, un hôpital privé ne peut exister que si l'administration prend l'engagement d'exécuter les transports par des prestations à ses frais ou à un prix très réduit. Le portage est le transport le plus onéreux. Pour transporter 25 kilos (la charge moyenne d'un porteur) à une vingtaine de kilomètres, ce qui constitue une étape moyenne, il faut compter en Afrique équatoriale : trois francs de salaire par jour ; environ deux francs de dédommagement pour la journée de marche du retour ; le prix de la nourriture pour la journée de marche de l'aller et celle du retour ; les frais des porteurs chargés de l'approvisionnement de la caravane pour l'aller et le retour si le chemin traverse des régions où l'approvisionnement en vivres n'est pas possible, sans compter les frais des jours de halte. Le transport d'un kilo à cinquante kilomètres revient donc en moyenne à un franc. Heureusement qu'au fur et à mesure que des routes se frayent dans la brousse et dans la steppe, la camionnette automobile remplace le portage. Mais, même dans ce cas, les frais de transport sont de nature à compromettre l'équilibre financier de l'hôpital s'il s'agit de distances considérables.

Les frais de l'hôpital varient aussi suivant la situation économique de la contrée et selon la possibilité du ravitaillement sur place. Dans une région relativement pauvre où l'hôpital est obligé de nourrir les malades venus de loin, les frais sont élevés. A Lambaréne, je suis obligé de compter environ trois francs par jour (avant la guerre dix sous, pour la nourriture d'un indigène. Comme j'ai à distribuer la ration journalièrement à environ soixante malades qui ne sont pas en état de s'entretenir, cela représente une forte somme par an. Un hôpital, dans une région agricole, surtout s'il n'est pas trop éloigné d'une voie fluviale ou d'une voie ferrée, reviendra bien moins cher. Pour articuler un chiffre, je dirai que l'entretien d'un

hôpital en brousse, si modeste soit-il, reviendra toujours au moins de cent vingt à cent cinquante mille francs par an.

LE CADEAU QU'IL FAUT EXIGER

Que demander aux indigènes en échange des bienfaits que leur vaut l'hôpital?

Il serait faux d'établir d'emblée le principe de l'entièvre gratuité des remèdes, de la nourriture et des soins médicaux. Cela amènerait tout simplement les malades à ne pas apprécier à sa juste valeur ce qu'on fait pour eux. L'hôpital, créé et soutenu par les sacrifices de ses amis d'Europe, est en droit de demander aux indigènes de faire de leur côté un effort pour qu'il puisse poursuivre son œuvre parmi eux. On exigera donc, pour autant qu'ils en auront les moyens, qu'ils donnent une obole pour la consultation, qu'ils paient tant soit peu pour leurs médicaments et qu'ils pourvoient, autant que faire se peut, par leurs propres moyens, à leur nourriture pendant le temps de leur hospitalisation. Dans une région quelque peu privilégiée, l'hôpital pourra ainsi récupérer un quart, voire un tiers de ses dépenses. Mais ce sont des cas exceptionnels. En général, un hôpital qui trouvera sur place à couvrir un quart ou un cinquième de ses dépenses, devra s'estimer heureux.

A défaut d'argent comptant, l'hôpital demandera à sa clientèle indigène des prestations en nature et en travail. Dans mon hôpital, sauf en cas d'urgence, la première question que le médecin traite d'ordinaire avec le patient noir, c'est celle du « cadeau » que le malade peut offrir. Tantôt celui-ci exhibe un régime de bananes, tantôt un maigre poulet, tantôt quelques bâtons de manioc, tantôt du poisson séché. Le plus souvent, toutefois, il arrive les mains vides, prêt à affronter la discussion avec n'importe quels arguments, bons ou mauvais : la pirogue était trop petite pour contenir, outre les bananes destinées à son propre usage, celles à donner à l'hôpital; les éléphants et les sangliers ont ravagé les plantations de son village (ce qui, très souvent, n'est que trop vrai); la maladie l'a empêché de planter; il a dû vendre sa récolte pour payer l'impôt, etc., etc. A nous de démêler s'il s'agit de prétextes ou si réellement le malade et sa famille n'étaient pas à même d'apporter le don. Ces palabres nous prennent du temps et nous

épervent. Mais nous tenons bon, dans l'espoir d'éduquer la population à apprécier les bienfaits de l'hôpital, non seulement par la reconnaissance du cœur, mais aussi par celle de l'action. J'ai déjà eu la satisfaction de recevoir des dons considérables pour l'entretien de mon hôpital de la part d'indigènes, même à un moment où ils n'avaient pas besoin du médecin.

En général, je demande à mes malades qu'une fois guéris, ils mettent pendant quelques jours leurs bras à la disposition de l'hôpital pour nous aider à entretenir et à étendre la plantation qui nous fournit une partie de la nourriture des malades. Dans le cas où ils sont consentants, — les vrais sauvages préfèrent partir de nuit sans prendre congé, — je leur donne, outre la nourriture, un cadeau en rapport avec le travail fourni. Pour une opération, je demande qu'on apporte vingt régimes de bananes, et que deux parents de l'opéré servent l'hôpital comme travailleurs, à partir du jour de l'opération, jusqu'au départ de l'opéré. Bien souvent, je dois me contenter d'un seul travailleur et de cinq régimes de bananes, ou encore renoncer à tout don et à toute prestation, et nourrir à mes frais l'opéré et sa femme.

Les opérations urgentes sont naturellement pratiquées sans que la question du « cadeau » ait été entamée.

Tout en maintenant fermement le principe que l'hôpital a droit à un « cadeau », il faut se garder de toute exagération, ce qui porterait préjudice aux pauvres ayant besoin de l'aide du médecin. Telle vieille femme d'un village éloigné obtiendra bien de ses neveux qu'ils perdent leur temps et prennent sur eux la fatigue de pagayer des heures durant, pour l'amener à l'hôpital. Mais si je leur demandais encore d'apporter le « cadeau » pour les médicaments donnés à la pauvre parente, ou de fournir quelques journées de travail, toutes les vieilles tantes du pays risqueraient fort de ne plus trouver de pagayeurs ni de pirogues pour se rendre à l'hôpital. Si donc une vieille femme m'est amenée par des jeunes gens, j'exalte leur vertu devant le peuple rassemblé, et loin de leur demander un cadeau, c'est moi qui leur en fais un. En aidant ainsi les sentiments moraux à se manifester, je puis espérer que les vieux, qui, dans ce pays, sont pauvres par définition, seront toujours transportés à l'hôpital en cas de besoin. Il m'arrive aussi qu'un pauvre malade soit débarqué de nuit en secret dans mon hôpital, par des gens

confiants en notre bonté, et qu'une fois guéri, ils le remmènent de la même façon. Je ne cherche pas à savoir d'où ils sont, pour aller leur faire palabre. L'essentiel, c'est qu'un pauvre malheureux ait trouvé moyen de se faire transporter chez moi. Il faut faire passer avant toute autre considération le principe que l'hôpital doit rendre les plus grands services possibles au plus grand nombre possible d'indigènes et chercher avant tout à gagner leur confiance et leur sympathie.

Cependant il ne faut pas oublier que l'hôpital colonial est nécessaire, non seulement aux indigènes, mais aussi aux Européens. Il faut donc prévoir en quantité suffisante des chambres pour les recevoir. Autant que possible, on tâchera d'avoir assez de place pour ne pas être obligé de mettre deux malades dans la même chambre. J'ai toujours remarqué combien ils étaient reconnaissants d'être logés chacun à part.

Si j'ai décrété dans les détails l'organisation et le fonctionnement d'un hôpital colonial dû à une initiative privée et si j'ai insisté sur les services qu'il peut rendre, c'est pour attirer l'attention de notre société sur un des grands devoirs humanitaires que lui impose la possession de colonies, et pour donner, en me référant aux expériences faites, des indications sur la voie à suivre dans l'accomplissement de cette tâche. Sans y être autorisé d'aucune façon, je me suis permis de mettre en avant pour l'œuvre à faire la Croix-Rouge, parce que, de toutes les organisations philanthropiques existantes, elle est par sa nature même la plus indiquée pour l'entreprise à tenter, qui constituera pour elle une admirable activité en temps de paix.

L'idéalisme que je prêche n'est pas nébuleux; il a subi l'épreuve des réalisations pratiques. Je crois pouvoir certifier qu'un groupement d'hommes, qui fera appel, sans grand tapage, aux bonnes volontés de telle ou telle contrée pour la création d'un poste médical au milieu des populations coloniales les plus déshéritées, sera écouté et réussira dans son dessein, surtout s'il est résolu, à l'encontre de la tendance de nos jours, à débuter modestement.

ALBERT SCHWEITZER.

---

# LE SECRET DU CHATEAU DE CORBEL

JE recherche volontiers en province la conversation des médecins, des avocats, des prêtres, en un mot de ceux qui savent, avec des faits observés, éclairer la vie humaine, au lieu de tenir de vains propos sur la politique ou sur le temps. Ils ont été de précieux témoins ou des confidents avisés et, s'ils ont quelque jugement, ils ont acquis ainsi une expérience qui donne de l'autorité à leurs propos. Ainsi ai-je souvent écouté mon ami Étienne Charlieu qui est un vieux camarade de courses alpines et de chasses et qui, de sa profession, est inscrit au barreau de Chambéry.

Nous avions déjeuné, ce jour-là, le premier jour d'automne, au Mont Carmel qui est un restaurant bien connu de nous, un peu au-dessus de la ville, en face d'un cirque de montagnes qui va du Nivolet au Granier. On y mange fort agréablement, à la condition de ne pas commander son menu et de laisser au patron le souci de le composer. Il nous avait offert un pâté de foie gras de sa maison pour commencer, un lavaret du lac du Bourget avec une sauce au citron, puis une chartreuse de perdreaux, enfin, comme entremets, la première crème fouettée avec de la purée de châtaigne. Le tout un peu lourd, — mais nous revenions du lac Noir, — arrosé d'un vin blanc de Marétel, qui est un cru délicat des côtes du Rhône, trop changeant pour être suffisamment apprécié, mais dépassant tous les vins du Rhin et d'Alsace dans les bonnes années, puis d'un vin rouge de Saint-Jean de la Porte qui a toute la saveur des bons vignobles de Bordeaux avec un bouquet de notre pays. Il y avait là de quoi enter notre dialogue.

Nous avions parlé de cette part inconnue de la vie de chacun, la plus intéressante, souvent la plus pathétique, la vraie, que les conventions recouvrent, ou l'hypocrisie, ou la pitié, ou le manque même de psychologie, car tant de gens s'ignorent eux-mêmes et n'éprouvent pas le désir de descendre au fond de leur être intime s'ils ne s'en détournent pas systématiquement. C'est un jeu amusant et décevant de faire des yeux le tour de la table, au cours d'un grand dîner, en se demandant ce qu'il y a derrière chacun de ces sourires figés sur les traits de chaque convive.

— Oh ! me dit alors mon compagnon, la petite ville contient encore plus de drames secrets que votre Paris. Paris a maintenu une certaine largeur d'esprit, une indulgence générale qui tolère les fautes ou les erreurs, en sorte qu'il y a aussi plus de franchise. On ne se sent pas condamné d'avance si le mystère de votre vie était divulgué. Tandis que la province est impitoyable. Alors, il faut se garder de toute révélation. De là des tragédies familiales douloureuses, ou terribles, qui durent des années et éclatent parfois au grand jour soudainement, provoquant le scandale comme si elles étaient hors de la nature humaine.

— N'y a-t-il pas, derrière ce préambule, une histoire ? demandai-je en souriant, flairant quelque aventure à fin de cour d'assises.

— Non, je ne songe pas à une histoire en ce moment. Tout au plus à une situation poignante qui n'a pas été révélée, que j'avais soupçonnée, et que la mort a récemment mise en pleine lumière.

— Racontez.

— Je veux bien. Mais il ne s'est rien passé.

Et il me raconta le drame secret du château de Corbel.

**J**É reçus un jour, dans mon cabinet de travail, la visite d'une vieille dame que nous appellerons, si vous le voulez bien, la comtesse de Corbel, du nom de ce petit village caché au fond d'un vallon où nous nous sommes promenés autrefois. Elle venait me consulter. Elle était la mère du capitaine de Corbel qui fut tué dans la guerre à la défense du Plessis-de-Roye, lors de la retraite de la fin de mars 1918. Imaginez le type exact de la grande dame distinguée, la taille élevée, le

visage amaigri, diaphane, avec un sourire aimable, les manières d'une politesse raffinée, enfin tout ce qui peut, chez une femme âgée, atténuer la disgrâce des années. J'avais connu le capitaine qui était un officier très séduisant, trop séduisant, et passait pour jouer gros jeu au Cercle d'Aix. Une mort magnifique avait couvert ses péchés de jeunesse. Il avait laissé une veuve et une fille unique que j'avais rencontrées quelquefois chez des parentes.

— Vous savez, monsieur l'avocat, me dit-elle avec une aisance parfaite, que j'ai recueilli après la guerre ma belle-fille et sa fille Gisèle dans mon château de Corbel, au-dessus de l'Isère. Pour les mieux accueillir, j'ai réparé la vieille demeure, aménagé les appartements, introduit le chauffage central, installé l'électricité, le téléphone. Elles ont trouvé chez moi tout ce qu'on appelle le confort moderne. J'ai laissé à ma bru l'administration du domaine et la direction de la maison. J'ai pris volontairement vis-à-vis d'elle une position de retraite, afin qu'elle fût plus à l'aise pour recevoir et pour marier Gisèle dans la noblesse des environs. Ainsi me suis-je retirée dans une tour, oui, dans une vieille tour presque en ruines, qui n'a pas été retapissée. Eh bien! cette émigration volontaire, cette émigration à l'intérieur n'a pas suffi à M<sup>me</sup> Camille.

— Madame Camille?

— Oui, c'est le nom de ma bru.

Elle eut un geste d'horreur. Je considérai la vieille émigrée, comme elle s'intitulait elle-même, l'émigrée à l'intérieur, chez elle, dans son propre château : elle ressemblait à cette M<sup>me</sup> de la Chanterie qu'a peinte Balzac dans *l'Envers de l'Histoire contemporaine* et qui a gardé tout son empire, toute son autorité sur un petit groupe charitable dont elle assume la direction. Comment avail-elle pu abdiquer le commandement à quoi elle paraissait encore si naturellement destinée? C'est la question que je lui posai :

— Pourquoi, madame, cette abdication?

Elle prit la pose d'une reine outragée :

— Oh! monsieur l'avocat, je n'ai pas abdiqué, j'ai été déposée. Ma bru a pris ma place, non point brutalement et d'un seul coup d'État, mais petit à petit, sournoisement, un jour ceci, un autre cela. Elle flattait les domestiques pour les tourner contre moi. Elle s'interposait pour les baux de fermes, pour le jardi-

nier. Elle se débarrassait de mes chevaux pour prendre une automobile, une mauvaise conduite intérieure au rabais et non pas une limousine, comme il eût convenu à mon rang, avec un chauffeur. Non, même pas un chauffeur. Elle s'emparaît des clés de la cave, de celles des armoires à linge, organisait des lessives sans me consulter, vendait de vieux meubles historiques pour les remplacer par du mobilier de mauvaise qualité. Il n'est sorte d'avanies que je n'aie subies. Je suis reléguée dans ma tour. Et j'ai dû me cacher pour venir vous voir. Car on me surveille, on m'épie. Si l'on me voit sortir d'ici, je suis assurée d'une scène au retour.

— Mais, madame, objectai-je, avez-vous signé un abandon de vos biens, de votre château ?

— Sans doute, on m'a fait signer tout ce qu'on a voulu.

— Vous ne vous êtes pas défendue ? Vous n'avez pas protesté ?

— Oh ! vous savez, monsieur l'avocat, les affaires !...

Elle eut ce geste de dédain pour les choses matérielles que l'on relève assez habituellement chez les grands seigneurs gavés par la fortune et accoutumés à dépenser sans compter. J'étais évidemment en présence de l'un de ces cas assez fréquents dans l'histoire des familles : un vieillard dépossédé et mis en servitude sur son propre domaine. Pour ma part, j'ai toujours détourné les vieux paysans qui me venaient consulter de faire des donations entre vifs et de se dépouiller avant leur mort : presque toujours ils en sont les victimes. L'ingratitude filiale n'est point rare à la campagne. Chez les classes supérieures elle se dissimule davantage. Shakespeare et Balzac, dans *le Roi Lear* et *le Père Goriot*, nous en ont laissé des tableaux épiques et inoubliables.

Je réfléchis un instant et je m'informai :

— Il me faudrait voir cet acte.

— Quel acte, monsieur l'avocat ?

— Eh bien ! l'acte de donation.

— Il n'y a pas eu de donation à proprement parler. Ma bru a tout acheté, le château, les terres, les meubles. Tout. Elle est censée avoir tout acheté. Car vous comprenez : elle n'a versé aucun prix.

— Et vous lui avez donné quittance ?

— J'ai dû lui donner quittance.

— Sans avoir rien reçu ?

— Rien.

Elle parut satisfaite de ces explications qui lui interdisaient tout recours.

— Vous ne pouvez guère, lui dis-je, réclamer une pension alimentaire. Car vous êtes logée, habillée, nourrie.

— Oui, répliqua-t-elle avec amertume, logée dans un tau-dis, habillée de vieilles nippes, nourrie de légumes et de fruits quand il me faudrait une alimentation fortifiante. Ces dames boivent une boisson infecte. Cela s'appelle de la frènette. Je n'en veux pas. Je refuse d'en boire. Elles se cachent pour manger en dehors des repas.

Exagérait-elle ? Je la considérai à la dérobée avec une attention minutieuse, car je n'aime point à être la dupe de mes clients, et je pèse deux fois leurs paroles. Celle-ci s'exprimait avec modération, avec courtoisie. Elle ne se plaignait pas outre mesure, mais présentait une peinture douloureuse de sa vie recluse et quasi séquestrée.

— Mais vous avez une petite-fille, madame. N'est-elle pas une distraction pour vous, un réconfort, un rajeunissement ?

— Gisèle ? Elle a un culte pour sa mère. C'est incompréhensible. Ma bru m'a tout pris, et l'affection même de cette enfant que j'adorais, à qui je me suis consacrée lorsque cette Camille s'était laissé absorber par son chagrin.

— Par son chagrin ?

— Oui, après la mort de mon fils. Une mère n'a pas le droit de s'abandonner ainsi. Elle s'est rattrapée depuis. Elle n'a plus lâché sa fille. Et moi, je suis toute seule. Ou bien l'on fait mille singeries pour donner à croire à nos relations que l'on m'entoure de soins, d'attentions, d'égards. Ah ! ces dames sont habiles ! Elles se sont liguées contre moi.

Il était difficile de résoudre un problème aussi délicat. Ces situations d'apparence si correcte échappent au contrôle de la justice. Invoquer une incompatibilité d'humeur qui empêchait la vie en commun, et réclamer une pension pour s'en aller vivre ailleurs, c'était peut-être la solution. Je la proposai. Elle fut aussitôt rejetée :

— Quitter mon château et mes terres, jamais ! J'y veux mourir. Ce que je vous demande au contraire, monsieur l'avocat, c'est le moyen de les chasser.

— Les chasser ?

Elle avait prononcé ces mots avec une telle haine que du coup le drame familial prit une tout autre ampleur à mes yeux. Ce n'était pas seulement une existence pénible entre parents sans affection, comme cela se rencontre, hélas ! trop souvent, c'était l'horreur d'être attachées à la même chaîne en se détestant.

Que lui conseiller ? Vraisemblablement sa belle-fille était la propriétaire en titre. Attaquer l'acte de vente ? Vraisemblablement encore, il avait dû être rédigé avec une habileté extrême, les notaires mettant leur application à ces sortes de contrats entre parents où l'on peut toujours flairer la donation. Dans tous les cas, il me fallait le connaître, et la vieille dame ne l'avait pas apporté. Bien plus, elle n'en avait pas de copie et ne se rappelait pas sa date. Une idée me vint à l'esprit :

— Votre château de Corbel, madame, si j'ai bon souvenir, est très vaste.

— Oh ! très vaste, monsieur l'avocat. Il y a même tout un étage inhabité.

— Eh bien ! mais, la solution pourrait être celle-ci : aménager cet étage et vous y loger. Dans le même immeuble, vous mèneriez votre vie personnelle et vous n'auriez pas ce contact quotidien qui vous est pénible.

— Non, non, tout ou rien. Je veux le château tout entier.

— C'est bien difficile, et même impossible. Voulez-vous que j'aille vous y rendre visite ? Vous aurez le loisir auparavant de rechercher cet acte.

— Vous y serez le bienvenu. Mais je vous prie de ne faire aucune allusion à ma démarche actuelle. Ce sera une visite d'amitié.

— Toute naturelle, madame, et que j'aurais dû rendre déjà à la mère du capitaine de Corbel.

— Je vous avertis que vous ne parviendrez pas à m'isoler. Ces dames m'entourent et sont vigilantes.

— Nous verrons bien.

Elle se leva avec ce grand air de dignité qui ne permettait pas d'hésiter sur son rang, me salua et sortit. Je lui avais respectueusement baisé la main, la plaignant d'être ainsi sacrifiée dans sa maison.

HUIT jours plus tard je me présentai au château de Corbel. Il se dresse au-dessus de l'Isère, à mi-colline, en face de la Roche du Guet qui domine Montmélian. Montmélian était la place forte qui défendait la Savoie contre le Dauphiné, contre la France. Les sièges de Montmélian, celui de Sully, celui de Catinat, sont demeurés célèbres. Toute une ceinture de forteresses, les Marches, Francin, Corbel servait de points d'appui à la défense. Ce Corbel est donc une vieille bâtie aux murs épais qui a grand air, comme la dame. Je m'attendais, d'après sa description, à le trouver aménagé à la moderne. Sans doute y avait-on introduit quelques améliorations utiles. Le premier étage, autrefois impossible à chauffer à moins de brûler des forêts dans les immenses cheminées, était pourvu du chauffage central, ainsi que le hall d'entrée; mais le reste avait dû être abandonné, sauf l'appartement de la tour qui communiquait avec ce premier étage et qui était réservé à la douairière. C'est là qu'elle me reçut. On était au commencement d'octobre. Un pâle soleil traversait les vitres des fenêtres à meneaux, et les radiateurs n'étaient pas de trop. Elle reprit le chapelet de ses doléances, sur un ton plus bas, comme si on l'épiait. Les murs, cependant, offraient leur garantie. Mais ce fut en vain que je lui réclamai cet acte de vente qui ne serait qu'une donation déguisée.

— Je vous le porterai, me dit-elle. Mais on a dû me le dérober. Je n'ai plus rien à moi ici.

Tandis qu'elle parlait, j'examinai le petit salon où l'on m'avait introduit et qui communiquait avec sa chambre. Il était meublé de ces fauteuils et de ces chaises qui sont de la fin du règne de Louis XIV et annoncent déjà les élégances de la Régence et de Louis XV par un aspect moins massif, moins râblé, moins imposant. Des tapisseries des Flandres achevaient d'en composer un décor un peu sévère, mais de beau style français. Par les fenêtres les arbres du parc, dorés par l'automne, offraient un spectacle charmant et mélancolique. Elle-même, vêtue de noir, très correctement, et chaudement, avait tout à fait l'aspect d'une châtelaine d'autrefois, mais d'une châtelaine qui connaîtrait l'aisance et régnerait chez elle.

— Il me semble, m'aventurai-je, que vous ne manquez de rien.

— Oh! en apparence sans nul doute. Ces dames sont habiles. Mais je ne puis même pas vous offrir une tasse de thé.

Comme par enchantement, la porte s'ouvrit et une vieille servante que l'on avait dû costumer en hâte, car elle portait son bonnet de travers, entra avec un plateau. Non seulement le thé était servi, mais il y avait encore des gâteaux secs, et même du porto.

Elle ne s'embarrassa pas d'un démenti aussi opportun :

— Voyez, m'assura-t-elle, comme elles sont ingénieuses! Elles ont su qui vous étiez. Elles ont soupçonné la menace qu'apportait votre présence ici. Alors elles tentent de ruiner mes arguments et mes justes plaintes.

Le coup avait porté néanmoins, et je commençais à me demander s'il n'y avait pas quelque excès dans ses récriminations, quand la vieille baronne de Cruet fut à son tour annoncée. Je la connais de vieille date. Elle me consulte pour ses bonnes œuvres qui la conduisent à des fondations aventureuses. Après avoir embrassé son amie, — oh! ces deux visages rapprochés pour un baiser, quel spectacle lamentable! — elle se précipita sur moi :

— Vous ici, quel bonheur! Vous venez aussi réconforter notre malheureuse comtesse. Elle est si seule, si abandonnée! Voyez, ces dames ne viennent même pas lui tenir compagnie.

Pour qu'une personne aussi notoirement connue par sa piété et sa bienfaisance proclamât aussi ouvertement l'injustice familiale commise quotidiennement envers M<sup>me</sup> de Corbel, il fallait donc que celle-ci n'eût point exagéré!

— Ces dames ne viennent pas vous voir? demandai-je.

— Rarement.

— Mais vous prenez vos repas avec elles?

— Quelquefois je mange dans ma chambre.

— Vous avez le même régime qu'elles?

— Maigre régime. Elles s'alimentent au dehors, ou en cachette.

— Oui, oui, insista M<sup>me</sup> de Cruet, on vous laisse mourir de faim. Mais voici un homme de loi qui vient à votre secours.

— Je ne vois pas trop comment, murmurai-je.

En effet, rien n'est plus compliqué ni plus difficile à dénouer que ces drames domestiques. Comment imaginer que, dans ce salon confortable, presque luxueux, une femme put être l'objet d'une persécution de chaque jour, réduite à une misère dorée, et quasi séquestrée? Séquestrée? Elle avait été libre de me

recevoir. Elle recevait ses amies. Elle les mettait au courant de ses ennuis, de ses tristesses. Un doute invincible me venait à l'esprit : si elle ne disait pas la vérité ? si j'avais affaire, non pas à une folle, — le mot de folie est d'ailleurs rayé des termes de la médecine, — mais à une déséquilibrée, proie d'une idée fixe et construisant tout un édifice de rêveries autour de cette idée fixe ? Tandis qu'elle paradait, — car elle paradait, enchantée de reprendre un peu de vie de société avec ses deux visiteurs, — je l'observais avec attention. Un léger afflux de sang était monté aux joues. Elle sirotait sa tasse de thé, gorgée par gorgée, tout en parlant interminablement avec sa vieille amie et évoquant avec elle un passé commun de relations, de réceptions qui à distance leur devaient paraître extrêmement brillantes à en juger par l'éclat de leurs voix et l'épanouissement de leurs sourires. Elles revivaient à elles deux les temps révolus, et ces temps étaient dans leur imagination remplis de fêtes et de réjouissances.

« Allons, pensai-je, voilà que je me suis fourvoyé. J'ai été trompé indignement. Il me reste maintenant à le prouver. » Car j'étais sûr, rien qu'à la regarder, que M<sup>me</sup> de Corbel m'avait menti, et que je ne pouvais pas croire un seul mot de son récit pathétique. Mais comment démêler le vrai du faux ? Je proposai, tout en me levant :

— Je ne puis venir ici, madame, sans demander à voir la veuve du capitaine de Corbel que j'ai connu.

— Oh ! croyez-vous, monsieur l'avocat ?

— Je vous sais trop délicate, madame, pour que vous ne soyiez pas de mon avis.

— Eh bien ! je vais prier ces dames de venir ici. Après tout, elles peuvent bien se déranger. Pour une fois !

Elle sonna, et la vieille servante reparut, puis disparut avec son ordre.

— Pas même un valet de chambre ! dit-elle. Quelle avarice !

Et M<sup>me</sup> de Cruet l'approuva. Un château comportait un personnel, et l'on en faisait l'économie. Une économie sordide et ridicule.

La veuve du capitaine nous vint donc rejoindre avec Gisèle, sa fille. Je n'avais rencontré la première que bien des années avant la guerre, et n'en avais pas gardé le souvenir. Je m'attendais, sur la description de sa belle-mère, à voir entrer une de

ces femmes autoritaires qui ont la passion de gouverner, ou l'une de ces intrigantes à figure chafouine expertes à diriger toutes choses sans en avoir l'air. Ou les visages ne signifient rien que perfidie ou trahison, ou celui-ci, effacé, timide et triste, révélait un de ces êtres à demi vaincus par la vie et qui s'efforcent courageusement de lui résister encore. Sa fille était une jolie enfant de vingt ans, élancée et fine, mais vigoureuse, avec plus d'élan, plus d'allant, plus de confiance. Elle avait hérité de sa grand mère cet air distingué qui, à tort ou à raison, passe pour un signe de race. Les deux femmes semblaient étroitement liées, — contre l'autre? — mais c'était la jeune qui devait être la force de l'association.

Je parlai à la veuve de son mari que j'avais connu avant la guerre et de la belle fin qu'il avait faite au Plessis-de-Roye. Elle en avait encore, après tant d'années, les larmes aux yeux. Sa blessure, à elle, n'était pas fermée et saignait au moindre rappel. Gisèle, cependant, m'écoutait avec passion, comme si elle n'entendrait jamais assez parler de son père. Mais la vieille comtesse supporta impatiemment que l'attention se détournât d'elle. Elle se fit bientôt le centre de la conversation en revenant sur les temps où le château avait reçu des hôtes illustres :

— Les ducs de Savoie y sont venus, affirma-t-elle. Ils y ont logé et festoyé. Ce n'est pas aujourd'hui que l'on pourrait les recevoir.

Et elle tourna vers sa bru un visage plein de mépris. Je renversai aussitôt le drame, et me demandai si ce n'était pas la génération d'autrefois qui accablait les deux nouvelles de tout le poids du passé. Le capitaine de Corbel avait, disait-on, perdu une fortune en jouant au baccarat au Cercle d'Aix. Qui sait si la veuve n'avait pas dû racheter le château? L'acte de vente n'avait pas dû être une donation déguisée. On avait peut-être sauvé le domaine et assuré la vie de la douairière ruinée. Comment le savoir exactement?

Je demandai à faire le tour du propriétaire et reçus pour ma proposition une œillade hostile de la vieille comtesse. Ses jambes rhumatisantes ne lui permettraient pas de m'accompagner. Elle devrait m'abandonner à ces dames. Du moins voulut-elle retenir Gisèle qui déjà marchait sur les traces de sa mère :

— Madame Camille vous conduira. Gisèle, tu resteras, pour offrir le thé.

Le thé avait déjà été offert et n'était donc qu'un prétexte. J'aurais pu aisément interroger Gisèle sans même en avoir l'air. C'est pourquoi on me la retirait pour me laisser en tête-à-tête avec la veuve plus timorée, plus réservée.

Le tour du propriétaire me confirma dans mes soupçons. Il n'était pas malaisé de deviner la gêne sous des apparences de confort. La réparation s'était bornée à remettre en état ce qui menaçait ruine. Un étage seulement avait été restauré. Visiblement des pièces de mobilier ancien, celles qui devaient avoir le plus de prix, avaient dû prendre le chemin des magasins d'antiquaires et avaient été remplacées par des imitations ou des meubles modernes. De même, une partie du parc avait été aménagée en potager. L'élevage des poules et des lapins devait contribuer à l'alimentation. On tirait parti de tout. Une mauvaise grange convertie en garage contenait la vieille automobile de service dont s'était moquée la douairière.

— Vous la conduisez vous-même ? demandai-je à M<sup>me</sup> Camille.

— Juste pour aller au village. Gisèle est notre chauffeur, et même notre mécanicien.

— Est-ce M<sup>me</sup> Gisèle qui conduit votre belle-mère lorsque celle-ci va à Chambéry ?

— Sans doute.

Ainsi était-elle venue me consulter, conduite par sa petite-fille.

J'étais suffisamment édifié. Décidément je ne donnerais pas suite à la consultation qui m'avait été demandée. Je ne croyais plus à la persécution. Comme je prenais congé, la baronne de Cruet sortit avec moi, et je la raccompagnai.

— La pauvre femme ! me dit-elle quand nous fûmes dans la voiture qui nous ramenait.

— Laquelle ? demandai-je innocemment.

— Mais, la comtesse, ma vieille amie.

— Ah !

Elle fut scandalisée de mon interrogation et me répéta presque mot à mot les propos que m'avait tenus M<sup>me</sup> de Corbel dans mon cabinet. Celle-ci, dans tous les cas, n'était pas séquestrée comme elle le donnait à croire. Conduite par sa petite-fille, elle faisait l'opinion contre ces dames dans tous les châteaux environnants. Je ne pouvais émettre un doute :

elle était ma cliente. Mais je pensais bien me libérer. Mon silence était déjà une protestation... Il fit le plus mauvais effet.

**Q**UE le secret professionnel peut être gênant parfois! A quelque temps de là, je reçus la visite d'un ancien camarade de chasse et de guerre, Robert Goncelin, qui a fait sa fortune dans la houille blanche. Il a été des premiers à capter le cours de l'Arc pour ses usines. Il m'apprit confidentiellement les ennuis que lui causait son fils avec un projet de mariage saugrenu :

— Mais vous connaissez la famille de cette jeune fille, acheva-t-il brusquement.

Et je compris à cette offensive brusquée où il voulait en venir. Il pensait tirer de moi des renseignements.

— Qui est-ce? demandai-je, contraint à l'interroger.

— Mme Gisèle de Corbel.

— Je l'ai rencontrée en effet. Elle m'a paru charmante.

— Oh! oui, physiquement, elle est assez gentille. Mais elle n'a point de fortune.

— Point de fortune? Et le château, et les terres?

— Cela rapporte si peu! Avez-vous visité ce château? Il y faudrait consacrer des sommes considérables pour une véritable remise en état. Le parc a été gâté par un affreux potager. Là n'est pas la question, néanmoins. J'ai ramassé d'assez belles rentes pour que mon fils puisse se marier selon ses goûts.

— Alors?

— C'est son goût que je critique.

— Je le trouve excellent.

— Oui, vous faites le malin. Mais je sais que la comtesse de Corbel, la douairière, vous a consulté.

— Qui vous l'a dit?

— La baronne de Cruet. C'est de notoriété publique. Vous êtes donc au courant.

— De quoi donc?

— Du drame qui se joue dans cette famille. Un drame horrible, et je n'entends pas que mon fils y soit mêlé.

— Quel drame, je vous prie?

— Oh! vous êtes lié par le secret professionnel. Vous ne parlerez pas. Cependant je suis votre camarade, sinon votre ami. J'ai besoin de savoir.

— Mais de savoir quoi ? C'est assez parler par allusion.

— Voilà donc ce qu'on m'a raconté.

— Qui, on ?

— Tout le monde.

— C'est-à-dire personne.

— Je vous donnerai des noms si vous le désirez. Je vous ai déjà cité celui de M<sup>me</sup> de Cruet qui est à la tête de tant d'œuvres de charité et qui a toujours eu une réputation irréprochable.

— Oh ! je ne suis pas très sensible aux réputations irréprochables. Les mœurs privées ne nous regardent pas. On ne sait d'ailleurs jamais tout, ou jamais rien. Tandis que je déteste les mauvaises langues.

— Vous savez donc quelque chose ?

— Je m'étais aventuré. Il me fallait battre en retraite.

— Si, si, vous savez et vous contrefaites l'ignorant. Eh bien ! on m'a donc raconté que la belle-fille a dépouillé la douairière, l'a dépossédée du domaine, l'a reléguée dans une tour, l'a quasi séquestrée, lui donne à peine à manger, et, ce qui est plus grave encore à mes yeux, a pour complice sa fille, cette Gisèle dont mon fils s'est amouraché. Maintenant, je vous en supplie, dites-moi confidentiellement ce que vous savez.

— Rien.

— Puisque vous avez été consulté...

— Je n'ai pas donné suite à cette consultation. Voilà ce qui est essentiel. Aucune instance n'a été introduite, aucun procès n'a été engagé, et c'est ce qui importe.

— Parce que c'était trop délicat.

— Parce qu'il n'y avait pas matière à une procédure. C'est tout ce que je puis dire. A vous de conclure.

— Mais précisément je ne puis conclure. Tant d'affaires privées ne peuvent comporter de suites judiciaires ! Elles n'en existent pas moins. S'il y a là tout un drame secret de captation d'héritage, de séquestration de vieillard, je ne puis laisser mon fils contracter une telle union.

— Allez donc à Corbel, rendez-vous compte par vous-même. Vous avez des yeux pour voir, des oreilles pour entendre. Vous regarderez, vous interrogerez. Ce ne sont pas des visages hermétiques. Rapportez-vous en donc à vous-même !

Je ne pouvais mieux dire, donner un autre conseil. D'autant plus que, si j'étais convaincu, je n'apportais aucune preuve.

— Vous avez raison, m'approvua loyalement Robert Goncelin. J'avais confiance en vous, mais vous n'êtes pas libre de parler. Je verrai et jugerai par moi-même.

— Et votre fils, que dit-il ?

— Il est envoyauté par cette petite.

— Lui a-t-elle parlé de sa grand mère ?

— Non, elle refuse d'en parler. Ou elle en parle avec le plus grand respect. Mais elle est étroitement liée avec sa mère, au point qu'elle aura de la peine à s'en séparer.

Nous nous quittâmes sur cette résolution. Mais il revint me voir peu de jours après. Il paraissait très abattu.

— Eh bien ! demandai-je, et ce projet de mariage ?

— A vau-l'eau.

— Vous avez eu de mauvais renseignements ?

— Je n'ai pas eu la peine d'en prendre. M<sup>me</sup> Gisèle de Corbel a refusé de se marier.

— Elle a refusé ?

— Cela vous étonne, n'est-ce pas ? Elle semblait pourtant éprouver de la sympathie pour mon fils. Avec les jeunes filles sait-on jamais ? Peut-être le préjugé nobiliaire. Mais qu'est-ce que cette noblesse qui moisit dans ses châteaux sans avoir de quoi les entretenir ?

— Ne serait-ce pas, insinuai-je, pour ne pas quitter sa mère ?

— Oui, pour continuer à elles deux l'exploitation de la vieille dame.

— Oh ! l'exploitation !

Il était vexé, furieux, donc injuste.

— Et votre fils ?

— Désolé. Il ne veut entendre parler d'aucun autre projet. Il se cramponne à celui-là, comme s'il espérait encore faire revenir cette Gisèle sur sa décision.

— Et la mère de Gisèle ?

— Elle est venue voir mon fils en cachette pour le supplier d'insister.

— Ah ! cela, c'est très bien.

— Mais tout a été inutile. Une jeune fille butée ne veut rien entendre. Au fond, je n'en serais pas fâché, si ce refus n'avait mis mon fils dans un état qui m'inquiète.

Et Robert Goncelin me quitta pour regagner ses usines.

À printemps suivant, c'est-à-dire trois ou quatre mois plus tard, ce fut Gisèle de Corbel qui se fit introduire dans mon cabinet de travail. Sa grand-mère était très malade, sans espoir de guérir, et même perdue à bref délai. Or elle voulait absolument me voir, me parler. Je promis d'aller prochainement au château. Mais non, on me réclamait immédiatement.

— Si vous voulez, ajouta la jeune fille, je vous conduirai. Mon auto est en bas.

J'acquiesçai et nous partîmes. Elle conduisait elle-même sa petite voiture, malgré le froid qui lui gerçait les mains. Le long de la route de Montmélian, elle me mit au courant de la maladie de sa grand mère. Un cancer des intestins s'était déclaré presque subitement. Il avait longtemps couvé sans occasionner de douleurs, comme il arrive chez les vieillards dont la vie est ralenti. Le danger était imminent. Toute opération était inutile, trop tardive, et de même toute application de radium. La médecine, la chirurgie étaient pareillement impuissantes. Du moins ne subirait-elle pas la longue emprise de ce mal implacable. Elle ne souffrait pas, elle avait toute sa connaissance.

— Se rend-elle compte de son état?

— Oh! avec la plus parfaite lucidité. Elle a conféré elle-même avec notre médecin. Elle a demandé le prêtre qui l'a administrée ce matin. Elle a toute sa tête, mais elle a bien changé.

— Physiquement?

— Et moralement aussi.

Et comme je me tournais vers ma compagne de voyage, je vis que des larmes coulaient sur ses joues, des larmes qu'elle chassait en fermant et rouvrant rapidement les yeux, afin de ne pas en être gênée pour conduire.

— Alors, reprit-elle, elle m'a dicté une liste des personnes qu'elle désirait voir, qu'elle voulait voir tout de suite. J'ai envoyé des messages téléphonés, et je suis venue vous prendre. Nous nous arrêterons, si vous le voulez bien, chez M<sup>me</sup> de Cruet pour l'amener, elle aussi.

Que signifiait cette réunion de la dernière heure? M<sup>me</sup> de Corbel avait toujours aimé recevoir. Tenait-elle à décéder en compagnie, comme les personnes royales qui n'ont pas droit à l'intimité? Je dus m'asseoir au fond de la voiture à côté de la

baronne de Cruet que nous cueillîmes par un détour. Celle-ci tentait de me parler à voix basse, mais le bruit du moteur couvrait sa voix. Impatientée de mon incompréhension, elle me montra la jeune Gisèle et prit un air apitoyé. Quelque malheur menaçait-il la jeune fille ?

— Oui, me dit-elle comme nous nous arrêtons et comme le jeune chauffeur était descendu, sa grand mère va tout révéler avant de mourir.

— Révéler quoi, madame ?

— La machination dont elle a été victime.

Tandis que Gisèle rangeait l'automobile, nous entrâmes en continuant cette conversation.

— Mais quelle machination, madame ?

— Comment ! elle ne vous a pas consulté ?

— Elle ne m'a rien dit qui valût la peine d'être retenu.

M<sup>me</sup> de Cruet laissa échapper un « oh ! » de protestation. M'avait-on fait venir pour assister à une scène de déclamation funèbre où la mourante achèverait de calomnier solennellement son entourage ? Car je ne doutais plus de sa perfidie, ou tout au moins de sa monomanie. Sa belle-fille l'avait sauvée de la ruine, lui avait assuré un sort convenable. Elle avait imaginé de toutes pièces la persécution dont elle l'accusait. Et Gisèle, j'en étais sûr, avait refusé de se marier pour ne pas laisser sa mère seule en tête-à-tête avec cette ennemie assise au foyer. Si l'on m'avait invité à ce spectacle, j'étais résolu à ne pas y assister jusqu'au bout. Je me leverais et partirais en manière de protestation.

Gisèle revenue nous conduisit à la tour. Le petit salon était rempli de monde : je reconnus quelques personnes, le médecin, le notaire, des familles amies appartenant à la noblesse des environs. La jeune fille ouvrit la porte de communication qui donnait sur la chambre de la malade gardée par sa bru.

— Grand mère, dit-elle, tout le monde est là.

J'entendis une voix faible, mais distincte, qui répondit :

— Fais-les approcher.

Curiosité ou sympathie, nous nous groupâmes à l'entrée. M<sup>me</sup> de Corbel était étendue sur son lit, ses cheveux blancs cachés à demi par un bonnet noir à ruban à l'ancienne mode, le visage exsangue, presque aussi blanc que les draps. Mais dans ce visage les yeux brillaient encore d'un éclat fiévreux,

d'un éclat magnifique. Elle nous regardait, elle nous dévisageait, elle nous comptait.

— Oui, prononça-t-elle enfin, ils sont tous là.

La respiration était un peu hâtelante, mais on comprenait toutes les paroles.

— Maman, reposez-vous, murmura Mme Camille de Corbel sur un ton affectueux qui me frappa. Vous allez vous fatiguer. C'est inutile.

— Elle veut l'empêcher de parler, me chuchota de tout près Mme de Cruet.

Mais la mourante écarta sa garde et commença :

— Je vous ai appelés pour vous révéler une chose que je ne puis pas emporter dans la tombe.

Qu'allait-elle révéler? Nous étions tout oreilles.

— Voilà, continua-t-elle : je vous ai menti à tous.

A ce mot seul je fus soulagé. Mais alors, quelle grandeur révélait cette rétractation à l'article de la mort!

— Oui, reprit la voix affaiblie, j'ai... diffamé cette femme (elle montra sa bru), la veuve de mon fils.

— Maman, laissez donc, protesta encore celle-ci.

Mais Gisèle s'était rapprochée, l'avait enlacée et doucement la contraignait au silence.

— Il faut que je répare. Mon fils est mort bravement, sur le champ de bataille. Mais il n'avait pas bien vécu. Il avait tout dévoré, le château, les terres. Je n'avais plus rien. J'avais supporté sa mort, je n'ai pas supporté la misère. Camille avait tout racheté. Elle avait assuré le pain de ma vieillesse. Elle surveillait le régime que vous m'aviez ordonné, docteur, pour me faire durer, et je l'accusais de me laisser mourir de faim. J'ai voulu lui prendre sa fille. Et puis j'ai voulu lui prendre sa réputation. Je la détestais. Pourquoi? — Elle s'arrêta, et ses yeux nous fixaient tour à tour, comme si nous allions répondre à son étrange question. Ce fut elle qui répondit : — On déteste ceux qui vous font trop de bien et qui prennent votre place. Je vous ai appelés pour lui demander... publiquement... pardon...

— Ah! maman, taisez-vous.

Et sa belle-fille se pencha vers elle pour l'embrasser et l'empêcher de continuer. La vieille dame se redressa pour étendre les mains dans notre direction. Cet effort l'avait fatiguée. Elle était lasse et nous donnait congé.

Comme nous nous retirions, je vis à côté de moi M<sup>me</sup> de Cruet qui paraissait aterrée.

— Je n'aurais jamais cru cela, me dit-elle. Mais peut-être est-ce la peur de mourir.

— Ce n'est que la vérité, madame. Je l'avais deviné.

Elle m'en voulut de l'avoir deviné et me lança une œillade sévère, tandis que le médecin informé et le notaire surpris échangeaient leurs commentaires à côté de nous.

— Elle n'était pas entièrement responsable, expliquait le premier. C'est ce qu'on appelle l'obsession. Elle était la proie d'une idée fixe. Ce qu'il y a de surprenant, c'est que le choc de la mort l'ait délivrée de cette obsession. Le mal réel, le cancer, a pris la place du mal imaginaire.

— Elle me tourmentait, répliqua le notaire, pour la révision de cet acte de vente qui avait arraché le château aux poursuites des créanciers. J'avais fini par la croire.

— Nous l'avions tous crue, répétèrent les châtelains voisins appelés comme nous au spectacle de la rétractation.

Les fenêtres de la grande tour donnaient sur les arbres du parc, au bas des pelouses sur l'Isère, et en face sur les vignobles qui escaladent les premières pentes de la Roche du Guet, près de Montmélian. Le printemps est tardif en Savoie. Cependant les branches des fayards portaient comme une floraison de jeunes pousses vertes, et les nouvelles feuilles de tendre verdure chassaient les feuilles rouillées des chênes. Les eaux du fleuve reflétaient un ciel couchant presque rose. Le printemps est tardif en Savoie, mais c'est tout de même le printemps.

Gisèle nous rejoignit pour nous remercier d'être venus et pour nous reconduire. Elle était rayonnante, et comme parée d'une jeunesse nouvelle. On eût dit qu'elle avait, elle aussi, chassé le poids de l'hiver. Le cauchemar de ses jeunes années était dissipé. Ce même printemps tardif, qui est le printemps néanmoins, la recouvrait tout entière, comme les arbres du parc et les eaux du fleuve, de ses jambes devenues légères et comme aériennes à son visage transfiguré. Elle était devenue libre de penser à elle-même et d'aimer...

HENRY BORDEAUX.

---

LE LIVRE DE CHEVET ET LA CARTE  
DE  
CHRISTOPHE COLOMB

Qui a suivi depuis quelques années les controverses colombiennes, demeure abasourdi. Les thèses les plus contradictoires se heurtent avec violence. Patrie, profession, caractère, valeur, tout est, à propos de Christophe Colomb, sujet à débat. Gênes, Cogolatto, Calvi, Pontevedra, Tarragone se disputent l'honneur de lui avoir donné le jour. Tandis qu'une vie romancée nous fait voir en lui un « Don Quichotte qui avait trop lu les romans de chevalerie maritime et biblique, et un amiral qui méritait d'être fusillé », des brises accourent du large pour dissiper ce malaise et célébrer *l'Heureux Génois ou Christophe Colomb vu par un marin*.

Sur des controverses déjà vives, une autre polémique s'est greffée. D'un art, dont il vivait avant la découverte de l'Amérique, avons-nous gardé un spécimen ? La Bibliothèque nationale possède-t-elle une carte de Christophe Colomb ? Une publication toute récente apporte à ce sujet un fait nouveau. Au milieu des sables mouvants des hypothèses où s'ensillent les controverses, elle nous offre le terrain solide d'un livre de chevet de Christophe Colomb. *L'Ymago mundi* du cardinal Pierre d'Ailly était l'objet de ses prédictions, comme en témoignent les centaines de gloses dont il a couvert son exemplaire. Pour le consulter, plus n'est besoin de se rendre au patio des orangers de la Colombine de Séville, à l'ombre de la Giralda. Un fac-similé rarissime en a été donné à la Bibliothèque nationale par l'éditeur de *L'Ymago mundi*, M. Edmond

Buron, ancien élève de l'École normale et archiviste du gouvernement canadien (1). Encore qu'elle ne comprenne que quatre des traités du cardinal, l'édition de M. Buron sera indispensable à qui voudra suivre la genèse des idées de Christophe Colomb, la transmission à l'élève de la pensée du maître. L'éditeur a singulièrement facilité cette tâche en accompagnant de notes et d'une traduction française le texte primitif et les gloses colombiennes, qu'ornent par surcroît des fac-similés, des portraits et des cartes.

#### UN CARDINAL COSMOGRAPHE: PIERRE D'AILLY

Au moyen âge, les locaux de l'École polytechnique étaient occupés par les étudiants du Collège de Navarre. Leur recteur, aux alentours de l'an 1380, était un grand cœur, que l'évêché de Cambrai en 1396, la pourpre cardinalice plus tard, récompensèrent de ses efforts pour donner la paix à l'Église : c'est lui qui, en proposant la tenue du Concile de Constance où il devait jouer un rôle de tout premier plan, amena la fin du grand schisme d'Occident.

Le picard Pierre d'Ailly était aussi une haute intelligence, comparable à celle de son disciple et ami Jean Gerson, chancelier de l'Université de Paris. Nos polytechniciens ne désavoueraient point, en matière scientifique, leur illustre devancier, qui, un siècle et demi avant la réforme grégorienne, proposait la refonte du calendrier Julien et qui, évêque de Cambrai, ne dédaignait point de participer à la réfection de la célèbre horloge astronomique de la ville, marquant les jours, les mois, les signes du zodiaque et les divers aspects du ciel avec les phases de la lune.

Au seuil de la vieillesse, la révélation de Ptolémée avait été pour Pierre d'Ailly un émerveillement. « Astronomie est fin de toute clergie, » disait dans son *Image du Monde* Gauthier de Metz. Elle ouvrait en effet des horizons infinis sur la grandeur de la Création, la répartition des mondes, la marche des planètes, l'harmonie des sphères et l'influence des astres sur les destinées humaines. Et de cet ensemble de connaissances ou

(1) « *Ymagi mundi* » de Pierre d'Ailly, texte latin et traduction française des quatre traités cosmographiques de d'Ailly et des notes marginales de Christophe Colomb. Paris, Maisonneuve, 3 vol. in-4°.

de problèmes, Pierre d'Ailly tirera une *Image du Monde*, qui marquera, en 1410, une étape décisive dans la science de la cosmographie. En dehors de l'œuvre du géographe d'Alexandrie, le cardinal d'Ailly a consulté les cosmographes en honneur au moyen âge, Pline, Solin, Isidore de Séville, Jean de Sacrobosco... Et cela n'a pas été un travail de mince envergure pour son éditeur, M. Buron, que de retrouver les sources de chacun des passages de l'*Ymagi Mundi*.

Qu'on juge de leur diversité par ce spécimen : « La terre est sphérique et l'Océan occidental est relativement petit. Aristote prétend, contre Ptolémée, que plus du quart de l'univers est habité, et Averrhoès soutient la même opinion. Le Stagirite affirme encore que la mer est petite, entre la côte d'Espagne à l'Occident et les rivages de l'Inde à l'Orient. Il ne s'agit pas de l'Espagne actuelle, mais de l'Espagne ultérieure qui est l'Afrique. Sénèque assure que l'on peut traverser cette mer en peu de jours, si le vent est favorable. »

Tel est le passage du cardinal d'Ailly qui, illuminant comme un flambeau la pensée d'un cartographe, le poussera dans la voie où son nom trouvera une gloire immortelle. Quand, d'Hispaniola, Christophe Colomb écrira aux Rois catholiques, ce sera pour recopier presque mot à mot la page de Pierre d'Ailly sur l'étroitesse de l'Océan.

#### L'AGENT DE LA MAISON CENTURIONE

Lors du quatrième centenaire de la découverte de l'Amérique, si mes souvenirs sont exacts, — car j'étais alors à Gênes, — Christophe Colomb était personnifié dans le cortège triomphal par un Centurione. Et c'était justice, nous verrons bientôt pourquoi. La maison Centurione jouissait à Gênes d'un grand prestige au moyen âge. Lors d'une crise des changes qui avait fait tomber la livre tournois au cinquième de sa valeur, au soir de la guerre de Cent ans, elle avait été appelée à faire partie d'un comité d'experts chargés de trouver un remède à ce déséquilibre financier. C'était l'année où Jacques Cœur cherchait à nous doter d'une monnaie saine en frappant le gros d'argent qui porte son nom. Alors, comme un coup de théâtre, en 1447, fut promulguée la décision du comité des experts génois qui posait nettement la question du bimétal-

lisme. A l'instigation de la maison Centurione, la République ligure n'admettait, pour toutes les transactions avec l'étranger, que l'étalon d'or.

Des prémisses ainsi posées, la maison Centurione tirait immédiatement le corollaire en expédiant au Sahara un explorateur pour savoir d'où venait l'or qui passait par l'oasis du Touat. Et c'est l'explication de cette curieuse lettre envoyée du fond de l'oasis du Touat à Gênes par Antonio Malfante, dont les lecteurs de la *Revue* connaissent la substance (1). L'employé de la maison Centurione se livra à une enquête très serrée sur le gîte des mines d'or, dont les pépites ou la poudre s'acheminaient par le Touat vers les rives de la Méditerranée. Et c'était là le véritable objet de son voyage. L'enquête, à la date de sa lettre, n'avait pas abouti. Ni les habitants de l'oasis, ni le frère du plus riche marchand de Tombouctou n'avaient pu le renseigner.

Le siècle n'était pas achevé qu'un autre voyageur de commerce de la maison Centurione, tout en ayant connaissance du gîte cherché, orientait les recherches vers un tout autre Eldorado. La lecture assidue de l'*Ymago mundi* lui en avait laissé pressentir l'existence. Ce disciple de Pierre d'Ailly s'appelait Christophe Colomb.

Nous le trouvons, le 25 août 1479, déclinant devant notaire son âge et sa patrie : *Christophorus Columbus, civis Januensis... etatis annorum viginti septem vel circa*. Il allait repartir le lendemain pour Lisbonne. Et de toute urgence, il avait été mandé à la banque Luigi Centurione pour déposer comme témoin. La banque venait d'assigner, devant l'office de la marchandise qui était le tribunal de commerce de Gênes, son fondé de pouvoirs à Lisbonne, Paolo di Negro, pour avoir baillé seulement à Christophe Colomb 103 ducats et demi et une pacotille de troc, au lieu de 1290 ducats, comme il en avait reçu l'ordre de Luigi Centurione; il s'agissait d'acheter du sucre à Madère. Faute d'argent, Colomb n'avait pu faire, en juillet 1478, le plein de sa cargaison, ni payer la totalité du sucre acheté par lui, s'exposant ainsi aux poursuites des planteurs de Madère qui voulaient vendre son sucre à l'encaissement. Sans pouvoir donner des chiffres autrement que de mémoire,

(1) Voyez dans la *Revue* du 1<sup>er</sup> février 1923 : De Paris à Tombouctou au temps de Louis XI.

n'ayant pas sur lui son livre de comptes, il confirmait le bien-fondé de l'assignation.

Pareille déposition mettait Christophe Colomb en fâcheuse posture : en lui aliénant le fondé de pouvoirs de la banque Centurione à Lisbonne, elle provoqua sans doute une disgrâce dont on peut fixer la date. C'est en 1482 qu'il cessa toutes relations avec un gendre de Luigi Centurione établi à Lisbonne et nommé Battista Spinola. La séparation fut assez brusquée pour qu'il n'y eût pas reddition de comptes. Christophe Colomb ne chargeait-il pas son fils, un quart de siècle plus tard, de régler ses dettes envers ce même Spinola et envers les héritiers conjoints de Luigi Centurione et Paolo di Negro ?

Sa situation de commis voyageur était perdue. Que faire ? Il avait à Lisbonne un frère, Barthélémy, qui vivait de la fabrication et de la vente des cartes marines. Il s'associa à lui. Une glose écrite en marge de l'*Historia* de Pie II montre que, dès 1481, il commençait à se documenter.

#### LA CARTE DE LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

Il n'y avait pas alors au monde de meilleurs cartographes que les Portugais, depuis que l'infant Henri le Navigateur avait appelé à l'observatoire de Sagres un Juif converti de Majorque, maître Jayme. Rien de plus beau comme esthétique, rien de mieux informé comme documentation que les œuvres cartographiques issues de l'école juive de Majorque.

C'est à cette école fameuse que les deux frères Colomb se formèrent à l'art de la cartographie, tombé si bas dans leur patrie natale que la république de Gênes était réduite en 1453 à subventionner le seul homme, un pauvre prêtre, qui consentit encore à fabriquer des cartes marines. Au lieu que Christophe Colomb, de l'aveu de Las Casas, se montra « très habile dans le dessin des cartes marines qu'il vendait aux navigateurs ». Lui-même se vantait, dans une lettre aux Rois catholiques, d'avoir « les mains habiles à retracer convenablement les divers aspects de notre sphère avec les villes, les montagnes, les fleuves, les îles et les ports, chacun à sa vraie place ». Et Barthélémy Colomb faisait écho à son frère dans la légende d'une carte, aujourd'hui perdue, achevée à Londres, en 1488 : « Toi qui désires heureusement

connaître les régions de la terre, cette peinture exacte te les enseignera doctement. » Et il se nommait en se qualifiant *auctor sive pictor* du planisphère.

Le mot de *pictor* pour les deux frères doit être pris à la lettre. Le débit de leurs cartes nécessitait l'emploi d'un *scriptor*, d'un copiste, ainsi que nombre de cartographes continuaient à le faire. Aussi qu'on n'espère point retrouver sur une carte, — la minute originale exceptée, — trace de leur écriture.

De ces cartes, nous ne connaissons jusqu'ici aucun spécimen, lorsque, il y a quelques années, mon attention fut attirée sur certaines singularités d'un planisphère de la Bibliothèque nationale. En le voyant tout imprégné de l'*Ymago mundi*, je songeai instinctivement à Christophe Colomb.

Fils spirituel de l'Espagne, le Génois l'avait été aussi de la France. La lecture de l'*Ymago mundi* et des autres traités du cardinal d'Ailly, qu'il avait couverts de gloses, avait donné aux pensées de Christophe Colomb une tournure nouvelle. L'*Epilogus Mappæ mundi*, notamment, l'avait tellement frappé qu'il en avait reproduit en marge la première phrase : « Bien que l'image du monde ou mappemonde soit représentée en surface plane, il faut se la figurer sous la forme d'une sphère. » La suite du traité, annotée par Colomb, décrivait le système du monde comme une série de sphères concentriques, la terre au centre, les sept planètes tout autour, le firmament des étoiles fixes englobant le tout; une neuvième sphère entraînait d'Orient en Occident le système stellaire en une révolution de vingt-quatre heures. Chaque planète exerçait une action qui se caractérisait par un métal : pour Saturne, le plomb; Jupiter, l'étain; Mars, le fer; le Soleil, l'or; Vénus, l'airain; Mercure, le vif argent; la Lune, l'argent. La Lune, par surcroit, provoquait des humeurs dans le corps; Saturne, Jupiter et Mars, des inondations, des tremblements de terre, des révolutions, la peste, la famine, les apparitions de comètes et autres phénomènes considérables heureusement fort rares.

Or, ce long exposé cosmographique du cardinal d'Ailly est textuellement transcrit, jusqu'à une légère variante de la glose de Christophe Colomb (*imaginari* au lieu de *yimaginari*), sur le planisphère en parchemin de la Bibliothèque nationale et s'étale à droite et à gauche d'une sphère. La sphère céleste, qui enveloppe la terre, est également empruntée à l'*Ymago*

*mundi*, de même que les légendes consacrées aux trois continents du Vieux Monde : « L'Asie est ainsi appelée d'une reine de ce nom ; l'Afrique tient son nom d'un descendant d'Abraham, appelé Afer, et l'Europe, d'un roi, à moins que ce soit d'Europe, fille d'Agénor. »

Quant à la mappemonde terrestre incluse dans les neuf sphères concentriques de l'empyrée, c'est l'œuvre propre du cartographe, que des synchronismes permettent de dater. Elle note le cap de Bonne-Espérance découvert en 1488 et reste muette sur les Antilles découvertes en octobre 1492.

Mieux encore ! Reportez-vous à la carte à grande échelle de l'Europe et de l'Afrique accolée à la sphère. Deux villes anonymes sont figurées à l'est de la Giralda de Séville ; et Grenade, la capitale des Maures, est toujours portée sur les portulans ; sur les deux villes flotte le drapeau de Castille et Léon ; Grenade était donc au pouvoir des Rois catholiques, qui y firent une entrée triomphale le 2 janvier 1492 ; et Christophe Colomb était présent. La carte, antérieure à son premier voyage, est donc de cette année-là.

C'était déjà un troublant indice que la coïncidence de deux textes : le cartographe, — et Christophe Colomb l'était, — avait eu en mains le même ouvrage, il avait été frappé des mêmes lectures que l'illustre Génois. Tout à coup, me vint la certitude qu'il copiait l'exemplaire même que Christophe Colomb avait couvert de notes : une des légendes latines de la carte était identique à une glose du grand navigateur.

Voici la glose colombienne : « La traversée de la mer Rouge se fait en six mois ; et de là (*de ibi*), on met un an à se rendre dans l'Inde. Il fallait trois ans à Salomon pour qu'on lui apportât des marchandises de l'Inde (1). » Et voici la légende du planisphère : « Quant à la mer Rouge, sa longueur est de six mois de navigation ; et de là (*de ibi*), on met un an entier à se rendre dans l'Inde (2). »

Comme s'il n'avait pas suffi de ce rapprochement pour établir entre les deux documents une relation de cause à effet, Christophe Colomb déclarait positivement que la légende se

(1) « Mare Rubrum est sex menses navigationis, et *de ibi* annum usque ad Indiam. \*

(2) « De Mari Rubro... Longitudo ejus est sex mensium navigationis, et *de ibi* annum integrum usque in Indiam. \*

trouvait sur ses cartes : « Au port d'Ophir (nom qu'il donnera d'abord à Hispaniola), — aujourd'hui le Katay, — abordaient, après un an et demi de navigation, les flottes de Salomon et de Josaphat, parties d'Asionganber sur la mer Rouge. Elles rapportaient de l'or, de l'argent et des défenses d'éléphant. Voyez, en deux endroits, *les Rois* (livre II, chapitre 9), en deux endroits également *les Paralipomènes* (livre II, chapitre 9), le commentaire de Nicolas de Lyre sur ces mêmes livres bibliques (*les Rois*, chapitre 9 et dernier, *les Paralipomènes*, chapitre 20), la présente *Ymago mundi* de Pierre d'Ailly (chapitres 31 et 39), la traduction de Ptolémée au mot *Tharsis...* *Voyez aussi mes cartes sur papier où il y a la sphère* (1). »

Déclaration d'un intérêt capital ! En dehors des portulans destinés aux navigateurs et dessinés sur parchemin, Christophe Colomb confectionnait des cartes sur papier qui avaient pour caractéristique une sphère : le document sur parchemin de la Bibliothèque nationale en est une réplique. Ses peintures, les animaux figurés au dos, le soin avec lequel on a calligraphié les légendes, me font penser à la carte de présentation qui fut mise sous les yeux de la junte chargée d'examiner la proposition de Christophe Colomb. De plus, à proximité de l'île de Méroé, en Haute-Égypte, est dessinée une ville, qui répond à la glose du grand navigateur : « Dans la ville d'Arbis, près de l'île de Méroé, fut observée à cinq heures une éclipse de lune, qu'on nota à trois heures à Carthage. Voyez-le dans le premier livre de Ptolémée et dans *quatre de mes cartes*. »

Tout à côté des déclarations de Christophe Colomb sur les caractéristiques de ses cartes, en voici une autre de son frère et collaborateur Barthélemy. En offrant à Londres, le 13 février 1488, une mappemonde à Henri VIII, Barthélemy disait : « Qui que tu sois qui désires connaître la terre et les mers, cette peinture t'en donnera les détails d'après Strabon, Ptolémée, Pline et Isidore [de Séville]. Elle n'est pourtant pas identique à leur description. Ici est peinte la zone torride, autrefois ignorée, mais aujourd'hui bien connue, depuis qu'elle a été sillonnée par les carènes hispaniques. »

Ainsi les cartes colombiennes s'inspiraient des auteurs favoris de Pierre d'Ailly, et certainement à travers le prisme

(1) « Et vide in nostris cartis a papiri ubi est spora. »

de son *Imago Mundi*, car l'exemplaire de Pline annoté par Colomb ne fut imprimé que l'année suivante, en 1489.

Emprunts à l'*Imago mundi*, tracé des découvertes portugaises, sphère (*spera*), légende relative aux navigations des flottes de Salomon, telles étaient donc, au témoignage des deux frères, les caractéristiques de leurs cartes; telles sont celles du document de la Bibliothèque nationale.

Ainsi la conception d'un monde encore inconnu mêlé au tracé des régions récemment découvertes, le rappel du passé de la cosmographie, le rêve marié à la réalité et à la tradition, la sphère adaptée pour la première fois aux portulans, voilà l'œuvre de Colomb. Et quelle sphère (*spera*)! La copie textuelle du globe céleste de son livre de chevet et des phrases qui s'y rapportent. Et quelle légende sur les navigations des flottes de Salomon! La copie, scellée d'un solécisme, d'une glose de Christophe Colomb.

Pareils rapprochements semblaient décisifs et donnaient à ma démonstration toute la rigueur d'un syllogisme. Ils n'eurent pas l'heure de convaincre certains sceptiques. Aussi l'édition de M. Buron aura-t-elle rendu le grand service à la science d'ajouter à ma thèse de nouveaux arguments, qui paraissent péremptoires.

#### LES « ÎLES D'ANTOINE »

Des Gorgades, que d'Ailly peuplait de « femmes barbares, hirsutes et grossières », Colomb disait dans une glose : « On les appelle aujourd'hui les îles du Cap Vert ou d'Antoine. » Quel était cet Antoine, si bien connu de Colomb, qu'il estimait superflu d'en dévoiler l'identité? Une longue légende de la carte répond à la question : « Ces îles se disent *en italien* Cavo Verde, en latin le Promontoire Vert. Du Génois Antoine de Noli, qui les découvrit, elles gardent aussi le nom. Le blé y pousse, mais il n'est point moissonné : une multitude de sauterelles le dévorent, avant qu'il parvienne à maturité. On y trouve durant tout le cours de l'année une foule de fruits frais. C'est là que sont en abondance les meilleures cannes à sucre et qu'abonde le coton. »

A un archipel portugais donner un nom italien, souligner qu'il a été découvert par un Génois (en 1460), spécifier que

c'est là qu'on trouve le meilleur des sucre et que le blé n'y peut être récolté, n'était-ce pas, de la part du cartographe, lever le voile de l'anonymat? Génois, employé de la maison Centurione qui faisait le commerce du sucre, et de la maison di Negro spécialisée dans le trafic du blé, Christophe Colomb n'avait-il pas ainsi donné son signalement? Et nous savons, par Las Casas, qu'il alla dans l'archipel.

D'autant que le nom d'« îles d'Antoine », sans être absolument inconnu en Italie, était insolite; et les productions portées sur la carte, n'étaient point celles dont on parlait alors. Lorsque Louis XI envoyait en hâte quérir en 1483 à « l'Isle Vert », c'est-à-dire à l'île Saint-Jacques du Cap Vert, « aucunes choses qui touchoient très fort le bien et santé de sa personne », croit-on qu'il s'agissait d'y recueillir du sucre, des fruits et du coton? Non. C'est qu'il avait eu connaissance d'une guérison qui s'y était produite chez un marin de Honfleur et un sire Jean de Luxembourg. La nouvelle en avait été propagée par un voyageur de commerce tournaisien, Eustache de La Fosse, revenu en 1480 des îles du Cap Vert : « Ès isles quy sont à l'opposite du Chief Vert, une créature ladre se guarist en l'espace de deux ans. Des tortues, le ladre se guérit en les mangeant et se oingdant du sang et de la graisse à assaulcer toutes ses viandes; et par ainsy, au bout de deux ans, ils se trouvent bien purgés et guaris de leur lèpre. » De grandes tortues de mer qui venaient pondre leurs œufs dans le sable de la plage, voilà donc ce qu'envoyait chercher Louis XI aux îles du Cap vert : le malheureux roi, atteint de dermatite sénile, se croyait lépreux.

#### DES LÉGENDES COLOMBIENNES APPARAISSENT SUR LA CARTE

Comme je compulsais l'*Ymagô mundi*, je fus surpris de l'obstination avec laquelle Christophe Colomb, si médiocre latiniste qu'il fût, répétait un barbarisme effroyable. « L'Athlas, écrivait correctement Pierre d'Ailly, tient son nom du frère de Prométhée, — *Athlante* à l'ablatif, — un roi qui avait pratiqué le premier l'art de l'astrologie. » De l'ablatif, Colomb avait tiré le nominatif *Athlans*; il l'avait orné d'un *a* adventice, et content de sa trouvaille, il avait répété jusqu'à quatre fois la glose *Athalans*. Et voilà que mes regards, errant sur

la carte, tombent sur ce même barbarisme, *Athalans mons*, tapi dans une échancrure de l'Atlas. Au solécisme *de ibi*, qui était comme une signature de Colomb, un barbarisme appartenait son contreseing.

Et voici que d'autres légendes lui faisaient cortège, si pâles au milieu de la nomenclature de la carte, qu'elles n'apparaissent que dans les fac-similés pris par une éclatante lumière. Souvenirs de la cosmographie antique, rêves qui s'estompent, toutes ces légendes sont d'inspiration colombienne.

Plaçant la Gétulie dans « le désert de sable qui nourrit des autruches », au nord du Sénégal où « abondent les éléphants », elles reflètent les gloses de Christophe Colomb, qui donnait la Gétulie comme le pays des Gèthes ou des Goths, peuplait la Mauritanie d'autruches, de singes, de dragons et de pachydermes, et, de la présence simultanée en Afrique et dans l'Inde des éléphants, tirait cette conclusion que les deux régions étaient proches. Pour atteindre l'Inde, il suffirait de quelques jours de navigation.

Nous trouvons un écho de la pensée de Christophe Colomb dans la lettre que Muntzer de Nuremberg écrivait, le 14 juillet 1493, au roi de Portugal, pour le presser d'envoyer à la recherche du Cathay. Invoquant Aristote, Sénèque et Pierre d'Ailly, il affirmait que « le commencement de l'Orient habitable était assez rapproché de la fin de l'Occident habitable ».

L'entre-deux, la mer Ténébreuse, allait peu à peu révéler à Christophe Colomb ses mystères.

L'un des plus irritants était celui de l'île d'Antilia portée sur les cartes italiennes, mais généralement connue par les Portugais sous le nom d'Île des Sept cités, voici pourquoi : lors de la conquête de la péninsule hispanique par les Arabes, en 711, sept évêques portugais, suivis de leurs ouailles, auraient cherché asile outre-mer. « Du temps d'Henri le Navigateur, disait un mémoire de Christophe Colomb dont son fils nous a transmis la substance, un navire y fut poussé par la tempête. L'équipage, descendu à terre, fut conduit à l'église par les insulaires, qui voulaient se rendre compte si c'étaient là des chrétiens de rite romain. Mais patron et matelots reprirent la mer en toute hâte, dans la crainte d'être retenus captifs d'un peuple jaloux de son incognito. Pendant que l'équipage était dans l'église de l'île, les mousses du navire,

en ramassant du sable pour nettoyer leurs ustensiles de cuise, reconnurent qu'il était formé, pour les deux tiers, de l'or le plus fin. »

Comme je méditais naguère ces lignes de Christophe Colomb, un rayon de soleil tomba sur la carte; et une inscription aussi effacée que l'écriture d'un palimpseste, si pâle qu'elle semblait s'évanouir à la lumière, apparut au large de l'Irlande. Ainsi que dans *le Scarabée d'or* d'Edgar Poe, il était question d'un trésor dans la légende, qu'une habile photographie restituait: « Voici l'île des Sept cités, colonie encore peuplée de Portugais, au dire de mousses espagnols; on y trouve, assure-t-on, de l'argent dans les sables. » Pourquoi l'or de la tradition s'est-il mué en argent? Une glose de Colomb en donne la raison. « Sous le pôle, dit-elle, il y a des chrétiens qui ont une mine d'argent. » L'île, de forme tripartite, est conforme aux renseignements recueillis par Colomb: ne tenait-il pas d'un habitant de Madère, qu'un groupe de trois îles avait été aperçu très loin dans l'Ouest, et de deux matelots de Porto Santa Maria et de Palos qu'ils avaient couru des bordées à sa recherche jusqu'à la hauteur de l'Irlande? L'île mystérieuse existe encore à la même place dans la planche du Ptolémée de 1513, consacrée aux découvertes de Colomb.

Et comment douter de l'existence de l'île des Sept cités, quand on la voyait inscrire en 1473 dans le douaire de l'infante Béatrice de Portugal ou concéder par actes répétés, en 1483 et 1486, à Fernand van Olm, capitaine donataire de l'île Terceira des Açores?

C'était à qui découvrirait l'île mystérieuse. L'opinion, alertée par Rome, s'inquiétait de retrouver « l'île du Groenland, au fond de l'Océan », depuis que Nicolas V avait chargé, en 1448, les évêques islandais de Skalholt et de Holar d'y rétablir la hiérarchie catholique. N'avait-il pas appris qu'il existait encore des Européens, échappés au massacre, que des païens, venus en barques de rivages éloignés, avaient fait subir trente ans auparavant, à la chrétienté de l'évêché groenlandais de Gardar? Les églises avaient été incendiées, sauf neuf qui étaient sises dans l'intérieur.

Christophe Colomb en aurait-il eu connaissance? La carte de la Bibliothèque nationale inscrit au Groenland la légende: *Hic habitant populus monstruosus*, en écho peut-être de l'*Ymagi*

*mundi*, où on lisait ceci : « Dans les régions situées sous les pôles, habitent des monstres, hommes sauvages qui se nourrissent de chair humaine et qui ont des figures horribles. »

Christophe Colomb vit sans doute deux de ces Esquimaux, ou des Indiens ; mais il les prit pour des Chinois. « Des hommes sont venus du Cathay, qui est en Orient, dit une de ses *gloses* à l'*Historia rerum ubique gestarum* du pape Pie II. Nous-même, nous avons vu beaucoup de choses notables, et spécialement à Galway en Hibernie, un homme et une femme de grande taille dans deux barques en dérive. » En dépit des objurgations pontificales, le contact avec le Groenland ne fut pas maintenu. Le mystère d'une colonie évanouie depuis le moyen âge ne devait être percé que de nos jours...

A l'ouest du cap Farwell qui forme la pointe méridionale du Groenland, s'ouvre un fjord désert, Herjolfsfjord, où rien n'attesterait qu'il fut jadis sillonné par des *drakkar* et des *snekkar*, des dragons et des serpents scandinaves, où rien même ne décelerait les vestiges de l'homme, si on ne discernait, dans quelques rangées de pierres, les ruines d'un édifice. Des fouilles, entreprises en 1921 par le Gouvernement danois, ont mis à jour une foule de sépultures. Si les inscriptions funéraires sont encore en caractères runiques, comme au temps des Vikings Leif Ericson et Karlsefne qui fondèrent au x<sup>e</sup> siècle la colonie, les cadavres sont vêtus à la mode des contemporains de Charles VI, de Charles VII et de Nicolas V, des derniers Européens qui eurent des relations avec une colonie moribonde.

Ainsi la réalité répondait à cette longue succession de rêves millénaires qui avait fait entrevoir aux Carthaginois une île au delà de l'Irlande ou des îles Fortunées, à Plutarque un continent cronien, à Pomponius Mela un *alter orbis*, aux cosmographes chrétiens une île de Saint-Brandan. « Ces imprécisions, écrit l'éditeur de l'*Ymagos mundi*, ont enflammé les marins, ces éternels inquiets, et les ont poussés à la recherche d'Ogygies peuplées de Calypso ou d'îles Fortunées remplies de trésors. »

#### LES NAVIGATIONS DE COLOMB INSCRITES SUR LA CARTE

Poux eux, l'appel de l'eau delà de l'Océan restait latent. Christophe Colomb n'échappa point à cette griserie : il partit en quête dès 1477. S'élevant dans le Nord avec des marins

anglais, probablement de Bristol, il toucha à « Gallway, en Hibernie » et poussa « jusqu'à cent lieues au delà de *Tilé*, une île aussi grande que l'Angleterre, où les Anglais vont faire le commerce ». « Au delà de *Thulé*, dit une de ses gloses, on atteint en un jour la mer de glace. »

Aussi grande que l'Angleterre et dotée de deux cathédrales (*Skalholt* et *Holar*), l'Islande s'étale sur notre carte, avec une légende explicative qui trahit les préoccupations d'un voyageur de commerce dont les truchements sont, comme pour Colomb, des fils d'Albion : « Cette île, pleine de montagnes, au climat rigoureux de neige et de glace, s'appelle dans l'idiome local *Islande*, et en latin *Thilé* : éloignée de l'île britannique par un immense espace, elle est située dans la région arctique. Les jours les plus longs sont, dit-on, de vingt-deux heures et davantage, avec des nuits très courtes, à cause de sa distance de l'Équateur, dont elle est le point le plus éloigné de tous. La température y est si froide qu'on n'y trouve d'autre nourriture que des poissons congelés par le froid. En guise de monnaie, les insulaires les échangent contre le blé, la farine et les autres denrées de première nécessité que les Anglais leur apportent chaque année. Sauvage et rude, au dire des Anglais, la population vit demi nue dans de pauvres demeures souterraines, durant les six mois que la mer reste glacée et que toute navigation est impossible. »

C'est dans un mémoire rédigé pour démontrer que les cinq zones étaient habitables, que Christophe Colomb, cité par son fils, parlait de son voyage au delà de *Thulé* en février 1477, et aussi d'un autre voyage à *San Jorge d'Elmina*, à la côte d'Afrique.

Christophe Colomb n'avait point été, en effet, seulement aux îles de l'Afrique. Il en avait longé le continent dans des conditions qu'il a consignées en marge de ce « Livre de Raison » qu'est pour lui l'*Ymago mundi* : « Souvent, en naviguant de Lisbonne vers le Sud en Guinée, j'ai observé avec soin le trajet que font les capitaines et les marins; et ensuite j'ai pris la hauteur du soleil avec le quadrant et d'autres instruments plusieurs fois, et j'ai trouvé qu'elle concordait avec les données de *Alfragan*, à savoir qu'à chaque degré correspondent 56 milles et deux tiers. »

Mais il était un autre astronome avec lequel Christophe

Colomb confrontait le résultat de ses observations : « En l'an du Seigneur 1483, écrivait-il dans une autre glose, le roi de Portugal envoya en Guinée Maitre Joseph [Vezinho], son médecin et astrologue, pour prendre la hauteur du soleil dans toute la Guinée ; il accomplit toutes choses, et, en ma présence, en rendit compte au Sérénissime Roi. Le 11 mars notamment, étant dans l'île des Idoles près de Sierra Leone, il trouva qu'il était éloigné de l'Équateur d'un degré cinq minutes. »

Sur la carte de la Bibliothèque nationale, sont portées ces îles des Idoles, les îles de Los actuelles : et si l'on mesure, à l'aide de l'échelle en milles du document, la distance qui sépare de Lisbonne le petit archipel, on observe qu'elle cadre exactement avec l'écart en degrés de latitude notés pour les deux endroits par Colomb. La carte ne peut donc être que de lui.

Elle est, par surcroit, d'un voyageur de commerce avisé. Du trafic africain Eustache de La Fosse expliquait ainsi le mécanisme, qui procurait par le troc « un bien grand gaing ». A la côte de Maniguette, on charge du poivre ou « graine de paradys, au fruct gros et rouge comme une pomme rouge de reubin » ; et on achète pour un plat de barbier, avec quelques anneaux de laiton, une nègresse et son enfant, qu'on revend, à la côte de l'Or de la Mine, une quarantaine « d'estrelins d'or ».

Il n'y a pas le moindre indice, hâtons-nous de le dire, que Christophe Colomb se soit abaissé à ce métier de négrier. Mais il fréquenta toute la côte de Guinée, notant le poivre de la côte de Maniguette, et, à San Jorge d'Elmina, « le fort de la Mine du sérénissime roi du Portugal, situé perpendiculairement sous la ligne équatoriale. Nous l'avons vu », ajoute-t-il en parlant du fort que les Portugais avaient élevé en 1482 pour s'assurer le monopole du trafic sur la côte de l'Or.

La carte reflète cette disposition d'esprit. Elle consigne, le long de la côte d'Afrique, les objets de troc propres à chaque région : les éléphants du Sénégal, le poivre de Maniguette, les civettes de Guinée, les perroquets du Bénin. Mais elle fait un sort tout particulier à la côte de l'Or en figurant, avec sa chapelle, le fort de San Jorge d'Elmina. Puis, dessinant le golfe de Guinée, avec ses îles, elle descend jusqu'au Congo, au *rio Poderoso*, qui refoule les eaux de la mer jusqu'à plusieurs milles au large. Si le bord du parchemin ne permet point à la

noménclature d'aller plus loin dans le portulan à grande échelle, le cartographe a pu prolonger jusqu'au cap de Bonne-Espérance les points saillants de la côte dans le tracé de la sphère.

Or, c'est jusque-là que s'étendaient, à la veille de la découverte de l'Amérique, les connaissances de Christophe Colomb : « En la présente année 1488, au mois de décembre, dit-il dans une glose de l'*Ymago mundi*, Barthélemy Diaz, capitaine de trois caravelles, qui avait été envoyé par le sérénissime roi de Portugal pour faire des explorations en Guinée, aborda à Lisbonne. Il rapporta au roi sérénissime qu'il avait navigué au delà de Yan et parcouru 600 lieues, à savoir 450 vers le Sud et 250 (*sic*) vers l'Aquilon, et qu'il avait atteint un promontoire auquel il donna le nom de *Cabo de Boa Esperança* et que nous estimons être en Agesinba. En ce lieu, il trouva par l'astrolabe qu'il était à 45 degrés au delà de la ligne équinoxiale et à 3 000 lieues de Lisbonne. Il a peint et décrit de lieue en lieue son voyage sur une carte marine, afin de le mettre sous les yeux dudit roi sérénissime. Tout cela, je l'ai vu. »

Et en effet, Christophe Colomb, qui avait passé l'hiver de 1487-1488 à Cordoue, avait obtenu des Rois catholiques licence de se rendre en Portugal, d'où il revint, le 12 mai 1489, à Cordoue. Et voyez la variante onomastique de notre sphère, qui descend, comme la carte de Diaz que vit Colomb, jusqu'à Agesinba et au Cap de Bonne-Espérance : *Buena*, au lieu de *Boa Esperança*, trahit une ambiance espagnole et non plus portugaise.

#### L'EMPLACEMENT DU PARADIS TERRESTRE

Témoignages de la Bible, cosmographie de Ptolémée, voyages de Marco Polo, légendes hispaniques, observations directes, Christophe Colomb, formé à l'école de la maison génoise qui avait fait adopter l'étalement d'or, accumulait les références sur le précieux métal, « qui gagnait aux âmes le paradis ».

Et la carte de la Bibliothèque nationale trahit les mêmes préoccupations. Si petite que soit la sphère, on y discerne le *Cathay*, — l'*Ophir* salomonien, selon Colomb, — et une île asia-

tique remplie d'or, au témoignage de Ptolémée; dans la carte à grande échelle, les gîtes de la côte de San Jorge de la Mine et de l'île des Sept cités se doublent de l'île de la poudre d'or ou *tiber* (en arabe), la fameuse île des Paillettes d'or des cartes médiévales, que le commerce muet entre acheteurs et vendeurs enveloppait d'un irritant mystère, — le Bambouk sénégalais.

Cette dissémination du précieux métal était conforme à l'opinion de Christophe Colomb que « tout l'or n'était pas sous la ligne équinoxiale ». Mais ses gîtes n'en restaient pas moins voisins de « la ceinture ardente » de la terre, selon la croyance commune que François 1<sup>er</sup> combattait plus tard ainsi devant un Portugais, en qui il n'avait pas discerné un espion :

— Jacques Cartier a rapporté comme spécimen, du Saguenay, une dizaine de petites pierres qu'il dit être de l'or fin.

— Impossible, Sire. On ne rencontre dans un pays aussi septentrional ni or, ni épices, tout au plus de l'argent.

— Mais en Hongrie, riposta vivement le roi de France, il y a bien des mines d'or fin; et pourtant, c'est un fait que la Hongrie est bien au nord de la Ligne.

— C'est là une exception, rétorqua le Portugais; la règle que j'ai énoncée est commune à l'univers (1).

Pareille interview jette une vive clarté sur la mentalité de Christophe Colomb, quand il annotait, de la glose dont j'ai parlé plus haut, le voyage de Marco Polo : « Sous le pôle, il y a des chrétiens qui ont une mine d'argent (2). »

A une époque où la Bible était article de foi en matière de cosmographie, les esprits étaient fort préoccupés du site du Paradis terrestre. Les cartographes catalans le plaçaient sous l'équateur, en Afrique; l'Arbre de vie était au centre du Paradis, des montagnes de diamant tout autour. Pierre d'Ailly n'était point de cet avis, pour la bonne raison que, sous la Ligne, « le climat n'est pas absolument tempéré. L'altitude du Paradis terrestre atteint aux couches d'air calme qui dominent l'atmosphère troublée où aboutissent les vapeurs formant un flux et un reflux vers le globe lunaire. » Mais comment concilier avec la géographie les données de la Bible interprétées par d'Ailly? Elles faisaient sortir du même jardin de délices

(1) *Jacques Cartier*, par Ch. de La Roncière; Plon, 1931.

(2) « Christianos sub polo minere argenti. »

qu'était le Paradis, le Gihon (le Nil), qui encerclait l'Éthiopie, le Physon (le Gange), qui se dirigeait vers l'Inde, le Tigre des Assyriens et l'Euphrate de la Babylonie. Une mappemonde, de peu antérieure à la découverte du Cap de Bonne Espérance et conservée à Leyde, s'essaya à résoudre le problème de cette source unique pour quatre fleuves, en situant le Paradis terrestre en Extrême-Orient. Et c'est là que le place la glose de Colomb, mais en l'isolant « par terre et par mer de notre monde habitable ». C'est là qu'il est porté, dans la carte de la Bibliothèque nationale, au large d'une *Patalis regio* dont parlait aussi Colomb.

Ainsi était interprété le mystérieux passé de l'humanité. Que réservait l'avenir ? « Un temps viendra dans le cours des siècles, où l'Océan élargira la ceinture du globe pour découvrir à l'homme une terre immense et inconnue. La mer nous révélera de nouveaux mondes, et Thulé ne sera plus la borne de l'univers. » Ainsi vaticinait Sénèque le Philosophe. Christophe Colomb prit l'oracle à son compte dans son *Livre des Prophéties*. Il le traduisit en espagnol, en le faisant suivre de ces mots où luisaient ses espérances : « Un nouveau pilote, comme Typhis qui guida Jason, découvrira un nouveau monde. »

La encore, dans son ardeur à scruter l'avenir, Colomb restait le disciple de Pierre d'Ailly. Dans l'*Accord de la vérité astronomique et de l'histoire*, le cardinal notait qu'à chaque grande conjonction de Saturne et de Jupiter, — tous les 960 ans, — il se produisait des perturbations dans les empires. La huitième de ces conjonctions tombait en 1589 : « Si le monde dure encore jusqu'à cette année-là, ce que Dieu seul sait, écrivait Pierre d'Ailly, il y aura de grands, nombreux et étonnantes changements dans le monde, principalement dans la loi et la religion. » Près de quatre siècles à l'avance, — et Christophe Colomb en avait soigneusement pris note en marge, — le cardinal d'Ailly avait prédit à sa date la Révolution française !

CH. DE LA RONCIÈRE.

---

# HEURES DE BERLIN

---

II<sup>(1)</sup>

## LA CRISE FINANCIÈRE

---

LE RAPPORT DES EXPERTS

Berlin, août-septembre.

Rien ne m'a fait mieux comprendre et mesurer l'inquiétude des milieux officiels allemands au sujet de la situation financière, que l'impatience nerveuse, fébrile, avouée, avec laquelle ils attendaient le résultat des pourparlers de Bâle. Finirait-on par se mettre d'accord, et sur quoi? Le point de vue de l'Allemagne serait-il agréé par les experts internationaux? A supposer qu'il le fut, les mesures recommandées seraient-elles d'une ampleur suffisante pour conjurer une crise qui se révélait chaque jour plus profonde? Pendant huit jours, à Berlin, on n'a point parlé d'autre chose.

Quelques heures après l'arrivée du rapport de Bâle, on réunissait les représentants des principaux journaux allemands et étrangers au palais du prince Léopold, pour leur faire connaître, sans plus attendre, l'impression du gouvernement. Deux secrétaires d'État, M. de Bulow et M. Schaefer, exposaient tour à tour la signification politique et la portée financière des résolutions adoptées. Comme on pouvait s'y attendre, M. de Bulow fit surtout ressortir l'importance du lien établi par les experts de Bâle entre le problème financier et le problème politique, et de la relation d'étrite solidarité reconnue par eux

(1) Voyez la *Revue* du 1<sup>er</sup> septembre.

entre l'économie allemande et l'économie mondiale. C'était la première fois que de telles affirmations étaient consacrées par le témoignage unanime d'hommes compétents de tous les pays. Quant à M. Schaefer, il se déclara satisfait de ce que les experts, après avoir examiné tour à tour la balance commerciale, le budget, et l'état de la monnaie du Reich, eussent conclu à la solidité et au caractère sain de l'économie allemande. Venant aux remèdes proposés pour mettre fin à la crise, le secrétaire d'Etat aux Finances observa que certains d'entre eux, précisément ceux que l'Allemagne était en mesure de fournir par ses moyens propres, lui semblaient d'une application difficile et d'un effet douteux.

En sortant de cette curieuse séance, quelques journalistes allemands résumaient leur impression dans cette formule mélancolique : « Il nous fallait de l'argent, et on nous donne un rapport ! »

#### CHRONIQUE DE LA CRISE

Je n'avais pas attendu l'issue des conversations de Bâle pour interroger quelques hommes politiques et quelques hommes d'affaires au sujet des événements lamentables qui s'étaient succédé ici depuis le 13 juillet. Comment cette crise avait-elle éclaté ? Pourquoi les pouvoirs publics étaient-ils intervenus aussi tardivement ? Rien n'avait-il pu laisser prévoir ce qui allait arriver ?

— La crise de juillet, me répond un de mes interlocuteurs, n'a pu sembler soudaine et imprévue qu'à ceux qui n'avaient pas pris la peine d'observer et de retenir les symptômes qui l'annonçaient. Nous avons eu, pour le moins, trois avertissements. D'abord la crise politique du printemps de 1930, qui aboutit à la dissolution du Reichstag ; puis les élections de septembre ; enfin, au mois de mai de cette année, l'effondrement du *Credit-Anstalt* de Vienne. Ces trois événements ont eu sur notre crédit et sur nos finances des répercussions immédiates et évidentes. Au lendemain de la stabilisation du mark et jusqu'à la fin de 1927, nous avions trouvé à l'étranger des crédits à court terme, que nous avons pu consolider assez régulièrement. A partir de 1928, cela devint plus difficile. Le moment était venu de renouveler ces crédits ; nous avions

l'espoir d'y parvenir; cet espoir fut déçu. Les embarras ont commencé dès le début de 1929; ils ont pris une forme plus aiguë à la fin de la même année, par suite du *krach* américain et de la crise économique mondiale, dont l'Allemagne ne pouvait pas ne point se ressentir. Les crédits extérieurs se firent de plus en plus rares, de plus en plus difficiles à obtenir ou à renouveler.

« L'économie allemande devait payer très cher les maladresses de la politique allemande. Comme si, pour ébranler la confiance, dans le pays et à l'étranger, ce n'était pas assez des querelles intérieures, de la dissolution du Parlement et du triomphe des partis extrêmes aux élections, qui avaient si fâcheusement marqué l'année 1930, voici qu'au printemps de cette année éclate le coup de foudre de l'union douanière! On peut suivre, presque jour par jour, les effets désastreux de la politique sur l'économie. La révélation du projet de *Zollunion* date du 19 mars; la protestation officielle du gouvernement français est du 4 mai. Dans l'intervalle, une période de lourdeur et d'indécision; puis le mouvement se déclenche.

« Du 3 au 15 mai, dans les principales villes du Reich, on voit monter le prix du pain. Berlin est obligé de vendre ses installations d'électricité à un consortium international. Le 13 mai, défaillance du *Credit-Anstalt* de Vienne. Le 23, les premiers crédits étrangers sont retirés d'Allemagne; trois jours après, la hausse du cours des devises à la Bourse de Berlin oblige, pour la première fois, la *Reichsbank* à intervenir. Le 28 mai, on annonçait un peu partout, à l'étranger, que le gouvernement du Reich était sur le point de solliciter un moratorium pour les paiements de réparations. Le fameux Congrès du *Stahlhelm* s'ouvre à Breslau le 29 mai. Au cours de la semaine suivante, on vit s'accentuer les retraits de crédits étrangers et s'accroître les demandes de devises adressées à la Banque d'Empire, non seulement par les maisons étrangères, mais aussi par la clientèle allemande, surtout par les banques de province. Le 5 juin, la *Reichsbank* en avait déjà cédé pour 60 millions de marks; le 12, on en était à 200 millions; le 14, la Banque élevait son taux d'escompte à 7 pour 100; le 17, les sorties, tant en or qu'en devises, dépassaient le milliard!

« Quelques jours après, vient la proposition Hoover, dont

l'effet nous eût été favorable, si toutes les Puissances intéressées s'y étaient ralliées sans hésitation ni délai. Je ne vous cacherai pas que l'attitude de la France à ce moment nous a fait subir des pertes énormes. Ce n'est que dans la nuit du 6 au 7 juillet qu'à Paris on se met enfin d'accord sur le plan américain. Pour nous, c'était trop tard. Le 7 juillet, on apprenait l'effondrement de la *Nordwolle*, qui entraînait bientôt après dans sa chute un des plus grands établissements financiers de l'Allemagne, la *Darmstaedter und National Bank*, qu'on appelle ici la *Danat*. Alors, c'est la panique et le désastre.

« Le 9 juillet, M. Luther, président de la *Reichsbank*, vole vers Londres, puis vers Paris; il revient à Berlin dans la soirée du 11, les mains vides. Le cabinet d'Empire siège en permanence, les directeurs des grandes banques en font autant. L'effort tenté pour sauver la *Danat* échoue devant l'attitude égoïste d'un établissement rival. Comment n'a-t-on pas compris qu'il s'agissait, non pas du sort d'une maison, mais des intérêts de la nation tout entière? Le 13 juillet, la *Danat* fermait ses guichets. Le gouvernement a beau intervenir, — enfin! — et déclarer qu'il garantit les dépôts de la banque défaillante, — le public, dont rien ne saurait plus calmer l'inquiétude, se précipite vers les banques et vers les caisses d'épargne, pour retirer son argent. C'est le *run*, avec sa violence brutale et irréfléchie...

« Voulez-vous maintenant quelques chiffres? Au 1<sup>er</sup> janvier 1931, le montant des crédits étrangers à court terme s'élevait en Allemagne à 10 ou 11 milliards de marks : 7 milliards 200 millions aux banques; 2 milliards 300 millions aux industries; 1 milliard au Reich, aux États et aux communes. Au 31 juillet, ce chiffre était réduit de 3 milliards. 3 milliards de retraits en sept mois! Je vous demande quel est le pays dont l'économie pourrait résister à une telle catastrophe.

#### ESSAIS D'EXPLICATION

Si directe qu'ait pu être l'influence des événements politiques sur la situation économique et financière de l'Allemagne, elle ne suffit pourtant pas à expliquer l'effondrement dont on vient de retracer l'histoire. D'autre part, il est difficile de voir dans la crise allemande une conséquence pure et simple de la

erise mondiale. Cette difficulté n'arrête point certains Allemands qui, sans doute, estiment plus avantageux et plus honorable pour leur pays une large distribution des responsabilités. Le goût très vif qu'on éprouve ici pour les grandes théories contribue encore à accréditer ce genre d'explication.

— Les causes de la crise ? me dit le directeur d'une grande industrie, les voici en quelques mots. La base de toute économie, c'est la marchandise. Il y a une marchandise d'une nature particulière, qu'on appelle l'argent. L'argent a pour rôle essentiel de fournir le solde entre la valeur des marchandises achetées et celle des marchandises vendues. Si je possède, moi individu ou nation, plus d'argent qu'il ne m'en faut pour acquitter ce solde, j'ai le devoir d'investir le surplus dans une entreprise, afin de créer du travail et des marchandises. Notons en passant que la marchandise représente du travail, *plus* l'intérêt du capital engagé dans l'entreprise.

« Qu'a fait l'Amérique de ce surplus, de cet argent disponible ? Elle a spéculé : c'est-à-dire qu'au lieu de créer du travail et des marchandises, elle a créé des valeurs artificielles qui, au bout de quelque temps, se sont évanoies.

« Qu'a fait la France ? Elle n'a employé son excédent de richesse ni à acheter des marchandises, ni à alimenter des entreprises. Elle n'a ni échangé, ni investi son argent : elle l'accumule, le garde à ne rien faire, sans penser qu'en agissant de la sorte, elle prive le monde entier d'une énorme quantité de travail.

« Qu'a fait l'Allemagne ? Obligée de payer les réparations, c'est-à-dire de transférer à l'étranger des sommes d'argent considérables, sans acquérir en contre-partie l'équivalent en marchandises, elle a pensé qu'il n'y avait pour elle qu'un moyen de s'en tirer : produire le plus possible, pour exporter le plus possible. Elle a augmenté ses installations, développé et perfectionné son outillage, intensifié sa production. Ne possédant pas elle-même les capitaux nécessaires, elle les a empruntés au dehors, à n'importe quel taux, à n'importe quelles conditions. La crise mondiale est arrivée, qui a déjoué tous les calculs et déçu tous les espoirs. Incapables d'écouler leurs produits, les Allemands ont cessé de produire, cessé de travailler, cessé de payer. Qu'on rende à l'argent son rôle, sa destination essentielle : l'économie retrouvera aussitôt son

équilibre; on travaillera, on consommera, on produira; il n'y aura plus ni chômage, ni faillite.

J'ai obtenu, à vrai dire, des explications moins sublimes et plus précises que celle-là. Voici comment le directeur d'une importante compagnie d'assurances m'a représenté la situation.

— Il faut bien avouer qu'après la stabilisation, et surtout entre 1926 et 1928, nous avons marché trop vite. Beaucoup d'Allemands, hommes d'affaires et hommes politiques, ont cru sincèrement que le pays ne pouvait sortir d'embarras qu'en modernisant son outillage et en augmentant ses exportations. On se faisait alors ici de grandes illusions, soit sur la capacité d'absorption de la Russie, soit sur la possibilité d'ouvrir en Asie de nouveaux débouchés pour les produits allemands. On s'est trompé, c'est certain.

« L'erreur de l'économie privée s'est aggravée des énormes fautes commises par l'administration publique. Le Reich, les États, les communes, intervenant dans des activités où ils n'avaient que faire, y ont introduit des méthodes d'exploitation déplorables: ce n'étaient pas des considérations économiques qui les guidaient, mais des préoccupations sociales et des intérêts politiques. Toutes ces erreurs, l'Allemagne les reconnaît, elle est prête à les corriger. Mais, en s'accusant, elle invoque en sa faveur des circonstances atténuantes.

« A cause de sa relative pauvreté, et en raison de sa structure économique, qui est celle d'une puissance industrielle et transformatrice, l'Allemagne a toujours eu besoin des capitaux étrangers. Après la guerre, et même après la stabilisation, ni les grandes Puissances, ni les banques de premier ordre ne lui ont apporté l'aide qu'elle sollicitait. Faute de mieux, elle a dû accepter les offres d'établissements secondaires, et se livrer aux mains des spéculateurs, pour ne pas dire des usuriers. Ceux-là poussaient à la consommation et, sans attendre la demande, proposaient à nos industries, à nos banques, emprunt sur emprunt. L'Allemand a le goût du risque, et même un peu le goût de l'aventure. Et puis, on avait confiance, on allait de l'avant, jusqu'au jour où il a fallu s'arrêter.

— Cependant, observai-je, entre 1923 et 1929, il s'est produit en Allemagne une importante formation de capitaux. Pourquoi cet argent n'entre-t-il jamais en ligne de compte,

lorsque l'on compare les besoins et les ressources de l'économie nationale ?

— L'épargne, chez nous, est surtout le fait des paysans et des petits employés. Le commerçant, le moyen entrepreneur remplace ses bénéfices dans sa maison. Quant aux épargnantes, ils ne connaissent que deux placements : la caisse d'épargne et l'assurance sur la vie. Cette dernière forme a pris depuis quelques années un développement considérable, surtout parmi les classes moyennes, et je vois là un bon signe pour l'avenir. Mais, quel que soit le progrès réalisé dans cette voie, nous aurons toujours besoin des crédits étrangers. Tout ce qu'on peut espérer, c'est que, instruits par l'expérience, gouvernements et particuliers en fassent désormais un usage plus raisonnable et plus sévèrement réglé.

Je devais toucher encore de plus près la vérité, dans l'explication très simple que m'a donnée un Suisse, établi depuis longtemps à Berlin :

— La crise, m'a-t-il déclaré, est essentiellement financière. L'économie est saine, la monnaie est solide. Si la terreur de l'inflation n'était pas demeurée aussi vive dans l'esprit public, la *Reichsbank* pourrait, sans inconvénient, réduire son taux de couverture et augmenter la circulation d'un milliard ou deux. Quoi qu'en dise M. Luther, ce n'est pas d'une maladie monétaire que souffre l'Allemagne. Mais quoi ? les banques allemandes prêtaient à long terme à leurs clients l'argent qu'elles empruntaient elles-mêmes à court terme à l'étranger. Voilà toute l'affaire. Au premier accroc, à la première secousse, politique ou autre, le système devait crouler. L'Allemagne a toujours eu besoin du capital étranger. Déjà, avant la guerre, des banques y faisaient largement appel. Mais c'est sur des crédits à long terme qu'elles vivaient et qu'elles faisaient vivre les industries. Le dilemme est rigoureux : les banques allemandes devaient ou obtenir de l'étranger de longs crédits, ou les refuser à leurs clients.

#### LA POLITIQUE DES BANQUES ALLEMANDES

Le système que mon interlocuteur condamnait si sévèrement, et où il voyait la cause principale de la crise allemande, je devais l'entendre excuser et défendre par des hommes très

compétents. « Au point de vue bancaire, me disait un haut fonctionnaire du ministère des Finances, on ne peut pas comparer l'Allemagne avec la Suisse ou avec la France. Les banques françaises font la politique d'un pays riche et où l'épargne est générale et constante; les banques allemandes font la politique d'un pays qui n'a pas de capitaux et où l'épargne est rare. La même liquidité ne saurait être ni exigée ni obtenue d'une part et de l'autre. »

Alors j'ai demandé ce qu'il en pensait à un banquier de profession, au *Geldmann*, comme on dit ici, d'un des premiers établissements de Berlin.

— Tout d'abord, m'a-t-il déclaré, je défendrai les banques allemandes sur un point : leur attitude pendant la crise. Si l'une d'entre elles a manqué aux devoirs de la solidarité, les autres ont lutté jusqu'au dernier moment contre la mauvaise fortune. Mais, comme vous savez, il n'y a pas de système bancaire au monde qui puisse résister à un *run* étendu et prolongé.

— D'autre part, quand on dit que les banques allemandes prêtaient à long terme l'argent emprunté à court terme, on ne dit pas tout à fait la vérité. Dans la plupart des cas, nous ne prêtons pas à long terme. Mais, quand le client justifie le crédit obtenu par de bons bilans, nous maintenons le crédit. On nous reproche encore d'avoir distribué l'argent sans compter au commerce et à l'industrie. Mais, si nous avions resserré les crédits, on nous aurait accusés d'arrêter les affaires et de raréfier le travail. Ne devions-nous pas compter aussi avec le danger des troubles sociaux ? Le problème n'est pas simple. Nous aurons l'hiver prochain entre six et sept millions de chômeurs, — soit un dixième au moins de la population allemande. Qu'on réduise l'indemnité de chômage, la consommation intérieure baissera d'autant : l'industrie et le commerce feront les frais de l'opération.

— Nous n'avons apporté, nous n'apportons encore aujourd'hui aucune mauvaise volonté touchant le paiement de nos dettes à l'étranger. Mais comment nous procurer les devises nécessaires à ce paiement ? En les demandant à la *Reichsbank*? Celle-ci ne peut nous en fournir que dans la mesure où il lui est loisible de s'en défaire sans compromettre la couverture de la monnaie. On va tenter d'augmenter les réserves de la *Reichsbank*, soit en resserrant les importations, soit en développant

les exportations. Mais ces mesures ont une limite, et l'on arrive très vite au point où, la consommation intérieure devenant de plus en plus restreinte, l'activité productive diminue d'autant. Alors, il n'y a plus rien.

— Comment sortir de cette impasse ?

— Il y a deux moyens. Celui qu'a proposé M. Schacht : exploiter des pays inconnus ou arriérés, y créer de nouveaux consommateurs. Peu importe que l'œuvre soit accomplie par les ressortissants de telle ou telle puissance. On peut concevoir une vaste entreprise où l'Allemagne fournirait le travail et l'outillage, la France les capitaux, l'Angleterre les moyens de transport, etc. Les résultats profiteraient à tout le monde. Le second moyen, c'est une organisation appropriée de la production européenne, chaque État limitant son activité à ce qu'il peut produire mieux et meilleur marché que les autres... Mais nous sommes bien loin de l'état d'esprit qui rendrait possible une telle organisation.

« Il faut donc que, sans plus attendre, l'Allemagne réponde à l'appel des experts de Bâle et essaie de se sauver elle-même. Elle le peut, sous la réserve, bien entendu, d'une aide financière extérieure qui lui est indispensable. Je vois très nettement s'élaborer un plan général d'assainissement, qui s'étendra depuis l'administration du Reich, des États et des communes, jusqu'aux branches les plus diverses de l'économie privée. Ce plan serait établi pour une longue période, de cinq à dix ans. Proposé par un gouvernement fort, il devrait être approuvé, du moins dans ses grandes lignes, par les dirigeants de tous les partis, à l'exclusion du parti communiste.

— Mais cela suppose l'union entre les partis, et jamais le peuple allemand, au point de vue politique, ne m'a paru aussi divisé qu'il l'est aujourd'hui.

— On fait du peuple allemand ce qu'on veut. Il ne s'agit pas de soumettre un plan de ce genre au vote des assemblées : on n'en sortirait jamais. Au contraire, entre les chefs de parti, l'accord est possible sur les grandes lignes d'un tel projet. Chez les Allemands-nationaux, et même chez les hitlériens, il y a des hommes tout prêts à collaborer avec le gouvernement actuel, en vue de redresser l'économie de l'Allemagne.

— Lorsque ces lignes paraîtront, le vaste projet de réforme administrative, économique et financière, élaboré par M. Bru-

ning et ses collègues, sera probablement connu, puisque, selon l'intention du chancelier, les mesures qu'il comporte devront entrer en vigueur au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre. Au moment où j'écris, la préparation n'en est pas achevée ; presque chaque jour M. Bruning négocie avec les représentants des États, avec les chefs du parti, puis recommence à travailler avec M. Dietrich et M. Stegerwald. Cependant on connaît déjà, sinon les modalités de la grande réforme, du moins les principaux points sur lesquels elle doit porter.

#### LE PLAN DU GOUVERNEMENT

En mettant, pour ainsi dire, au premier rang un projet de contrôle des banques par l'État, le chancelier a-t-il voulu simplement donner à l'opinion publique un apaisement qu'elle réclame, ou bien entend-il établir une surveillance effective sur l'activité des établissements de crédit ? On ne le sait pas encore. Toujours est-il que M. Bruning préside lui-même les travaux d'une commission de neuf techniciens, chargés d'étudier et de résoudre le problème.

Ce projet de contrôle est naturellement assez mal vu des banquiers. Tout d'abord, ils le jugent inutile. « A quoi bon, me disait l'un deux, créer un nouvel organe de surveillance, lorsqu'il y en a un tout constitué : la *Reichsbank* ? Les instituts privés doivent fournir tous les deux mois à la Banque d'Empire un bilan détaillé de leurs opérations. Si quelque point semble obscur, la *Reichsbank* a le droit d'en demander l'éclaircissement. Il est vrai que nous pouvons ne pas répondre. Mais la banque d'émission a un moyen bien simple de nous y contraindre, en refusant d'escampter notre papier, tant que les explications demandées n'auront pas été fournies. Si le contrôle projeté n'est qu'apparent, c'est une comédie ; s'il est effectif, il aura pour double effet de mêler fâcheusement la politique aux affaires et de réduire l'initiative des banques privées à quelques opérations sans risque, mais sans profit. »

D'autre part, les grandes fractions politiques ont déjà pris position pour ou contre le contrôle. La social-démocratie, qui depuis longtemps a inscrit à son programme la nationalisation des banques, voit dans le contrôle un pas décisif vers l'établissement du régime qui a toutes ses préférences, le socialisme

d'État. Comme, depuis la stabilisation du mark, les banques ont à peu près rétabli la domination qu'elles exerçaient sur les industries avant la guerre, les socialistes estiment, non sans raison, qu'en surveillant l'activité des banques, l'État surveillerait aussi celle des industries et soumettrait ainsi à son contrôle les principaux organes de la production. Il va sans dire que les conservateurs et les populistes s'opposent résolument à ce projet.

Presque tous les points sur lesquels doit porter la réforme suscitent les mêmes conflits d'opinion, tantôt entre les partis, tantôt entre les États. Personne en Allemagne ne conteste l'énormité de la charge qu'impose à la nation l'entretien, dans chaque « pays », d'un gouvernement, d'un parlement et de toute une administration particulière. Peu de gens en contestent la parfaite inutilité. Et pourtant il a suffi qu'un ministre prussien fit allusion à l'éventualité d'une fusion entre les grands services de la Prusse et ceux du Reich, première étape vers la réalisation de l'État unitaire, pour que la Bavière élevât contre ce projet raisonnable une violente protestation.

M. Brüning semble avoir remis à des temps meilleurs l'entreprise de cette *Reichsreform*, qui en ce moment rencontrerait trop d'obstacles. Mais il ne veut pas attendre davantage, soit pour réduire les dépenses des États, soit pour donner aux États le moyen de contrôler de plus près les dépenses des communes. C'est dans cette dernière intention qu'a été prise, le 22 août, une ordonnance donnant aux gouvernements des États le droit que la constitution reconnaît à celui du Reich, d'introduire par décret-loi certaines mesures d'urgente nécessité. Il s'agit, en l'occurrence, de réaliser des économies dans tous les domaines. Le gouvernement prussien annonce dès à présent qu'il usera de ce nouveau pouvoir pour réduire les traitements de ses fonctionnaires et ceux des fonctionnaires et employés communaux. Pour mesurer l'importance de cette résolution, il suffit de savoir que les appointements de premier bourgmestre, dans une grande ville du Rhin, sont, à l'heure actuelle, plus élevés que ceux du chancelier de l'Empire !

Les réductions de dépenses, pour les budgets des communes, portent, d'une part, sur les secours aux chômeurs, de l'autre,

sur les crédits affectés à l'hygiène, à l'instruction publique et aux bâtiments. Les énormes abus commis en ces matières, si sévèrement et si inutilement dénoncés par M. Parker Gilbert, ont fini par être jugés intolérables. Ainsi du moins en juge aujourd'hui le gouvernement du Reich. Mais tel n'est pas l'avis des social-démocrates. Ils n'ignorent pas que, malgré les mesures prescrites par l'ordonnance du 3 juin dernier, le déficit des budgets communaux s'élève encore, pour l'exercice courant, à 800 millions de marks. Mais c'est, disent-ils, la faute du Reich qui, en retirant aux communes certaines sources de revenus, leur a laissé des charges qu'elles ne peuvent point supporter. Celle des indemnités de chômage (3<sup>e</sup> degré, *Wohlfahrtunterstützung*), qui, en 1929, représentait 270 millions de marks, s'élève aujourd'hui à plus d'un milliard. A cela près, les finances communales sont saines. Que le Reich couvre une partie des dépenses occasionnées par le chômage, disent les socialistes ; mais qu'il ne s'avise pas de réduire le taux de l'indemnité, et encore moins de faire des coupes sombres dans des budgets aussi sacrés que ceux de l'instruction, de l'hygiène et des bâtiments publics !

La réduction des traitements et pensions, provoque en d'autres camps des levées de boucliers aussi retentissantes. Or celle qu'on a opérée sur les traitements des fonctionnaires est loin de répondre aux exigences actuelles du budget allemand ; il faut aller plus loin. De même pour les appointements du directeur et des employés supérieurs dans les entreprises privées. La réforme des pensions paraît tout aussi raisonnable, mais elle est encore plus difficile, parce qu'elle implique une modification de la loi constitutionnelle. « Jamais M. Brüning, me disait un député, ne trouvera au Reichstag la majorité des deux tiers requise pour cette opération. Les grands pensionnaires de l'État sont presque tous inscrits aux partis de droite. On entendrait un beau tapage ! » On dit pourtant que sur ce point le chancelier est décidé à ne pas céder.

On chiffre dès à présent à deux milliards de marks le total des économies que la réforme doit permettre à l'Allemagne de réaliser annuellement sur ses dépenses publiques. Ce serait un résultat. Y parviendra-t-on ? Cela dépend peut-être moins encore de l'énergie du gouvernement que de la volonté du peuple allemand.

## RÉTABLIR LA CONFIANCE

M. Bruning l'a dit très justement, dans une interview récente : « il n'y a pas de réforme efficace, sans le consentement, sans la collaboration active de tous les citoyens ». Or le sentiment de responsabilité de l'individu vis-à-vis des grands intérêts nationaux est peut-être ce qui manque le plus aux Allemands d'aujourd'hui. Il y a une discipline de parti, sévère, exigeante et docilement acceptée ; il n'y a pas de discipline nationale. Les Allemands qui réfléchissent sont les premiers à l'avouer et à le déplorer. Beaucoup s'efforcent de faire pénétrer autour d'eux et jusque dans les masses populaires ce *Gebot nationaler Selbstdisziplin*, cet impératif catégorique qui joue dans la vie d'une nation le rôle que joue la loi morale dans la vie de l'individu. Il y a au relèvement économique de la nation allemande des conditions morales, et ce ne sont pas les moins importantes.

Ce sentiment de responsabilité collective est à la base d'une restauration de la confiance, soit confiance des Allemands en eux-mêmes, soit confiance des nations étrangères dans la nation allemande. « Rétablir la confiance », ces mots revenaient comme un refrain dans tous les entretiens que j'ai eus ici depuis un mois.

Rien, en effet, n'est plus nécessaire ; mais rien aussi n'est plus malaisé. Il s'agit bien moins ici de la solidité d'un régime, de la stabilité d'un gouvernement, — éléments d'ailleurs appréciables, — que d'une assurance plus haute et plus profonde, qui seule permet d'établir et de maintenir, entre les peuples comme entre les individus, des rapports réguliers et, par suite, une collaboration profitable. De toutes parts on entend répéter : « Pas d'équilibre politique, pas de prospérité économique possible, sans un accord sincère et durable de la France et de l'Allemagne. » Mais notre sincérité et notre confiance ont été mises trop souvent à trop rude épreuve, pour que, tout en écoutant l'Allemagne, nous n'ayons pas le droit et le devoir d'attendre qu'elle prouve par ses actes la fermeté et la loyauté de ses intentions.

MAURICE PERNOT.

---

# LE PAQUEBOT MODERNE

La Compagnie Sud-Atlantique s'apprête à célébrer, avec tout l'éclat que mérite cet événement, la mise en service de son nouveau paquebot *l'Atlantique*, qui doit effectuer son premier départ pour l'Amérique du Sud le 29 septembre. Par ses dimensions, sa vitesse, l'originalité de ses aménagements, ce bâtiment réalise la synthèse la plus complète des qualités qu'on peut attendre d'un paquebot de grand luxe. Saisissons cette occasion pour jeter un coup d'œil d'ensemble sur les progrès par lesquels, en ces quelques dernières années, le paquebot a su s'adapter à l'industrie, aux inventions et aux arts modernes. Il n'existe guère de branche de l'industrie où se soit accompli, en si peu de temps, une plus complète et plus heureuse révolution. Nous en examinerons brièvement les divers chapitres qui vont de la propulsion elle-même du navire à sa décoration et aux dernières inventions du confort.

## VITESSE ET PUISSANCE

Parlons d'abord de la vitesse, et n'ayons garde de remonter au déluge, c'est-à-dire au temps de la navigation à la voile. Alors que les voiliers ne filaient jamais plus de 6 noeuds, même avec le vent favorable, nos unités actuelles atteignent, l'*Île de France* (ligne de New-York) 24 noeuds (1) ; le *Lutétia* de la Compagnie Sud-Atlantique (ligne de l'Amérique du Sud) 16 noeuds ; le *Patria* de la Compagnie Cyprien Fabre (ligne d'Egypte) 17 noeuds. *L'Atlantique* file 28 noeuds.

En même temps que la vitesse, la puissance des bâtiments

(1) 1 noeud = 1 mille marin, soit 1852 mètres

suivait une progression encore plus considérable, passant de 740 C. V. pour le *Britannia*, en 1828, à 64 000 C. V. pour l'*Île de France* et à 160 000 C. V. pour le paquebot *T. 6* actuellement en construction.

Les progrès sont encore plus marqués sur l'Amérique du Sud où l'on passe du *Dee* en 1842 (400 C. V., 8 nœuds 5) au *Massilia* en 1920 (26 000 C. V., 20 nœuds) de la Compagnie Sud-Atlantique et enfin aux 28 nœuds de l'*Atlantique*.

La vitesse est un des éléments les plus séduisants des traversées. Mais rien ne coûte plus cher sur un paquebot, dont, à valeur constante de déplacement, la puissance doit s'accroître comme le cube de la vitesse. Il en résulte d'effrayantes consommations de combustible. Exemple. Le paquebot *Paris* pour la traversée Havre-New York, à 20 nœuds, dépense 390 tonnes de mazout ; à 22 nœuds 5, pour ne gagner que dix-sept heures et demie, il en brûle 520 tonnes ! On comprend que cette perspective des excès de consommation ait donné à réfléchir à nos armateurs. C'est pourquoi, après avoir augmenté au commencement de ce siècle l'allure des courriers, on tend aujourd'hui, sinon à la réduire, du moins à distinguer deux classes de paquebots : les uns extra-rapides, les autres plus lents. Le prix des passages tient compte naturellement de cette considération.

Pour la propulsion, jusqu'à ces dernières années, on se servait uniquement de la machine alternative, brûlant du charbon dans des chaudières à vapeur tubulaires. Aujourd'hui, l'armateur peut en outre adopter : la turbine à vapeur, les turbines à allure rapide avec engrenages à simple ou double réduction, la machine alternative et la turbine conjuguées, les turbines à allure rapide avec propulsion électrique, les moteurs Diésel qui peuvent soit actionner directement l'hélice, soit servir à la propulsion électrique. Sans entrer dans le détail de ces appareils moteurs, retenons seulement quelques idées simples.

Tout d'abord l'emploi de la houille disparaît. Sur le paquebot on ne brûle plus que du combustible liquide, du mazout, soit dans les chaudières, soit dans les moteurs Diésel. Il en résulte que les passagers ne sont plus incommodés par les fumées de charbon qui souillaient le pont, ni par l'embarquement de ce même charbon dont la poussière s'insinuait jusque dans vos draps malgré la fermeture des sabords. Un navire est aujourd'hui aussi propre qu'un salon. Et au lieu de

l'écrasant labeur des anciens chauffeurs ou soutiers, actuellement il suffit d'ouvrir un brûleur pour obtenir la pression : les rues de chauffe où peinaient jadis des hommes couverts de suie et de sueur, sont des couloirs frais et aérés.

Mais qu'est-ce que la machine alternative ? la turbine ? le moteur ? Imaginez la locomotive d'un train où les pistons se meuvent alternativement dans les cylindres : c'est la machine alternative. Prenez comme exemple de la turbine à vapeur la turbine à eau où le courant de l'eau dans les ailettes fait tourner l'arbre de transmission. Enfin, voyez votre moteur d'automobile : c'est un moteur marin en réduction. Quant à la propulsion électrique, je n'ai pas besoin de vous dire qu'elle est produite par des turbo-alternateurs analogues à tous ceux dont vous avez entendu le puissant ronflement dans les grandes centrales qui vous distribuent la lumière jusque chez vous.

Et maintenant, à quel procédé doivent aller les préférences ? La machine alternative est arrivée à un point de perfection qui assure à ses organes le maximum de sécurité dans le fonctionnement. Encore n'est-ce pas suffisant pour arrêter notre choix. La turbine moins pesante, dont l'avantage fondamental consiste dans sa simplicité mécanique et son moindre encombrement, a détrôné la machine alternative, surtout sur les grands paquebots. L'adoption d'engrenages à réduction a augmenté le rendement mécanique des turbines. Exemples : le *de Grasse* et le *Cuba* de la Compagnie générale transatlantique. En conjuguant la machine alternative avec la turbine, on obtient une meilleure utilisation de la vapeur ; exemples le *Lutétia* et le *Massilia*, de la Sud-Atlantique. Mais la turbine directe a été maintenue sur les paquebots de grande vitesse comme le *Paris*, l'*Île de France*, l'*Atlantique*, l'absence de vibration facilitant le confort des passagers.

L'invention du moteur, qui a rendu possible la naissance de l'automobile, de l'avion, du sous-marin, ne pouvait laisser la marine marchande indifférente. Le moteur type Diésel tend à remplacer la machine alternative sur tous les cargos et même sur les paquebots. Les unités des Messageries Maritimes, *Théophile Gautier*, *Maréchal Joffre*, *Maréchal Foch*, *Félix Roussel*, etc., sont équipées avec ce moteur. La Compagnie générale transatlantique l'a adopté sur ses derniers bâtiments, par exemple sur le *Lafayette* de la ligne de New-York qui est le

plus grand paquebot français à moteur, d'une jauge brute de 25 080 tonneaux; il développe avec ses quatre moteurs M. A. N. une puissance sur l'arbre de 18 000 C. V., ce qui est déjà considérable.

Le moteur se recommande par son économie de combustible et de personnel, par sa souplesse de manœuvre, par sa facilité de mise en route immédiate puisque vous n'avez plus à attendre la pression des chaudières. Vous pouvez dépanner un moteur de paquebot de 22 000 tonnes presque aussi facilement que votre auto. C'est ce qui explique la faveur dont jouit ce mode de propulsion. Jusqu'ici on était arrêté par l'impossibilité de développer sur l'arbre de trop grandes puissances, mais la mise au point de certains moteurs notamment Burmeister et Wain permet d'escamper l'utilisation du moteur pour des paquebots de plus en plus grands.

Enfin, la Compagnie générale transatlantique vient d'adopter la propulsion électrique pour le *T. 6*, le *Super Ile de France*, qu'elle se propose de faire construire dans les chantiers de Penhoët. Les turbo-alternateurs proviendront des usines Alsthom. Le mode de propulsion permet d'atteindre des puissances considérables et d'actionner de gros tonnages à des vitesses élevées. C'est ainsi que le *T. 6*, qui développera 160 000 C. V. au moins sur quatre lignes d'arbre à pleine charge, pourra atteindre la vitesse de 30 nœuds grâce à ses 30 chaudières du type Penhoët, timbrées à 28 kilos avec surchauffe à 330 degrés centigrades. Devant l'électicisme de cet exposé, vous vous rendrez compte qu'il n'y a pas à proprement parler de propulsion meilleure en soi que les autres. C'est une question d'adaptation au genre de navigation que l'on doit accomplir et au type de bâtiment que l'on a choisi.

Il ne faut pas confondre la propulsion électrique, c'est-à-dire celle qui s'exerce directement sur l'hélice pour assurer la marche du navire, avec l'application de l'électricité aux appareils auxiliaires. Chaque paquebot est, en effet, devenu une centrale électrique puissante, qu'il soit actionné par des machines alternatives, des turbines ou des moteurs. Cette centrale n'assure pas seulement l'éclairage, la distribution d'air chaud ou froid par pankas-louvres ou ventilateurs, la circulation de l'eau, le pompage des fonds, la T. S. F., les services d'incendie et de sécurité, la fermeture des cloisons étanches, les signaux; elle assure

encore la manœuvre : chargements, déchargements, hissage des embarcations, mise en route des machines-outils, appareils de cuisine, etc... Dans un navire moderne, tout ce qui se meut, tout ce qui se déplace, tout ce qui coule, s'aspire, se refoule, se transmet, est tributaire du générateur électrique. Il y aura 1 200 kilomètres de fils électriques sur le *T. 6*.

#### LA SÉCURITÉ GARANTIE

Le tonnage est de toutes les caractéristiques du navire, celle qui lui a permis les plus grands progrès; car du déplacement dépendent toutes les autres qualités essentielles : la puissance, la sécurité, le confort. Aussi ne faut-il pas s'étonner que l'on ait surtout cherché à construire des paquebots de plus en plus grands. C'est depuis une trentaine d'années que les tonnages ont subitement augmenté. *La Bretagne*, de la Compagnie générale transatlantique, n'avait encore, en 1886, que 9 984 tonneaux, malgré ses 133 mètres de long. Il filait 18 noeuds. Vingt années après, le *Lusitania*, qui devait mourir sous la torpille allemande, jaugeait 32 000 tonnes.

Toutes les Compagnies comprenaient alors qu'elles devaient maintenir le synchronisme entre le tonnage, la puissance et la vitesse des courriers. Rien ne servait d'aller vite si l'on ne pouvait offrir au passager le maximum de confort. Le tonnage seul peut le lui assurer; il est d'ailleurs fonction des régions maritimes parcourues, du temps que l'on doit logiquement rencontrer et de l'amplitude courante de la lame. En Méditerranée, où la mer est courte, 15 000 tonneaux de déplacement (celui du *Mariette-Pacha* et du *Patria* de la Compagnie Fabre) suffisent. Sur le parcours de l'Amérique du Sud, l'on doit songer à de gros tonnages : c'est le cas de l'*Atlantique* de 40 000 tonneaux (225 mètres de long). Pour relier le Havre à New-York on devra imposer des tonnages plus élevés : le *T. 6* aura 305 mètres de long et déplacera de 68 000 à 70 000 tonneaux.

Depuis quelques années on se sert d'un nouveau fil d'Ariane pour guider le navire à travers le labyrinthe des vagues. C'est la radiogoniométrie. A l'aide d'ondes hertziennes, que les phares émettent d'un point connu du rivage et que vous captez à bord avec vos appareils de réception, vous avez la faculté de connaître

la route que vous faites, par rapport au phare émetteur (1). Toutes les passes, tous les ports importants sont maintenant munis d'appareils de radiogoniométrie. Rien n'est plus étrange que de voir un capitaine se diriger, l'écouteur collé à l'oreille, en scrutant la voix mystérieuse et lointaine que lui transmet, à travers l'espace, un opérateur invisible. Jadis, un navire surpris par la brume n'avait d'autre moyen que la sonde pour se diriger à l'aveuglette dans l'air ouaté; la sonde était la source de bien des erreurs. J'oubliais d'ajouter que les capitaines disposent même de cloches sous-marines, dont l'angélus microphonique les avertit de l'approche du danger.

Ajoutons enfin, pour clore ce chapitre de la sécurité, que dans le cas improbable d'une voie d'eau, si grave soit-elle, les navires sont construits avec des compartiments séparés les uns des autres par des cloisons étanches, que le commandant peut fermer instantanément de la passerelle, à l'aide d'une transmission électrique. L'entrée de l'eau se localise ainsi dans le compartiment d'origine et le bateau continue à flotter jusqu'à l'arrivée des secours, car dès que l'incident s'est produit, la T. S. F. a déjà lancé ses appels d'S. O. S. à tous les échos de la mer. Les sauveteurs ne manqueront point. L'évacuation dans les canots est une éventualité qui n'est plus guère à envisager sur les paquebots. Cependant des embarcations de sauvetage avec mise à l'eau automatique sont prévues pour recevoir tous les passagers. L'antenne de T.S.F. du bord permet de correspondre par télégramme et même par téléphone sans fil. La radiophonie existe déjà en effet sur quelques navires et va être installée sur tous. Dès maintenant on connaît plus rapidement à bord qu'à Paris les nouvelles affichées sitôt les radiogrammes reçus.

#### LA RUE DE LA PAIX A BORD

On entend par « emménagements, » d'après le dictionnaire de l'Académie, « la distribution de l'espace d'un navire en logements et compartiments ». La solution de ce problème délicat qui consiste à loger beaucoup de monde dans un espace très limité, a été naturellement facilitée par l'augmentation

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 avril 1931, l'étude de M. François Canac sur la Direction des navires dans la brume, par la T. S. F.

du tonnage et de la largeur des paquebots qui atteint 30 mètres sur l'*Atlantique* et qui atteindra 35 mètres sur le *T. 6*. Les formes trapues des navires se prêtent à l'emménagement de somptueuses cabines desservies au centre du bâtiment par de larges couloirs et par une série de salles de bains, offices, etc. Enfin, une révolution s'est faite dans la disposition des paquebots, quand on a pu construire des spardecks, c'est-à-dire des compartiments au-dessus du pont principal, jadis laissé libre pour la manœuvre des voiles. Peu à peu ces ponts, — on en compte douze sur l'*Atlantique*, — se sont superposés au point de donner au paquebot l'aspect d'un gratte-ciel... En fait, toute la vie des passagers se déroule au-dessus de la ligne de flotaison dans ces étages multiples percés de larges fenêtres par où l'air et la lumière entrent librement, sans que la stabilité du navire en soit affectée.

Les constructeurs se sont appliqués depuis quelques années à faire même disparaître de la vue tout ce qui est susceptible de rappeler qu'on vit sur un bateau. Dans cette recherche du confort des passagers, nos chantiers français se sont particulièrement distingués. Ceux de Penhoët avec l'*Île de France* et l'*Atlantique*; la Loire avec le *Félix Rousset*; La Ciotat avec le *Jean Laborde*, le *Mariette Pacha*; la Gironde avec les types *d'Artagnan*; les chantiers de Provence avec l'*Île de Beauté* de la compagnie Fraissinet; les Chantiers de France avec le *Théophile Gautier*; les Chantiers de la Méditerranée avec le *Patria*.

Sur ce point, les plans de l'*Atlantique* inaugurent une innovation des plus intéressantes dans l'architecture navale. Au lieu de comporter, comme tous les paquebots antérieurs, deux coursives longitudinales séparées par les tambours des machines, des chufferies et par les locaux de service, l'*Atlantique* a reçu un dispositif entièrement nouveau. Une « rue centrale » traverse tous les aménagements des passagers. Les entrées des cabines s'ouvrent sur ce vaste hall dont les dimensions seules permettent d'en imaginer la perspective. Cette rue a, en effet, une longueur de 137 mètres, une largeur de 5 mètres, une hauteur de 3 m. 80. Tout le long de cette voie centrale sont placées des vitrines d'exposition diversement décorées qui offriront autant d'intérêt que les étalages les plus élégants de Paris. Les façades sont en onyx blanc, en marbre vert de Suez, en laque rouge, en céramique noire, en métal blanc, en palis-

sandre, en palmier, etc... Cette idée de camper une sorte de « rue de la Paix flottante » sur un paquebot est des plus heureuses, en ce sens qu'elle permet de concentrer en quelque sorte la vie des passagers dans cette avenue en leur donnant l'illusion d'une promenade dans Paris ou dans une ville de la Côte d'Azur.

Une autre particularité non moins remarquable de l'*Atlantique*, ce sont ses installations concernant l'hygiène et la distraction du passager. Un court de tennis est aménagé sur le pont supérieur. Outre les jeux connus à bord, billard de pont, ping-pong, tennis partner, l'*Atlantique* possède un stand de tir sur but fixe ou mobile, une salle d'armes et de mécanothérapie. Les danseurs pourront évoluer sur une piste en marqueterie de 610 mètres carrés.

Le nouveau paquebot long de 227 mètres, large de 30, et d'un déplacement de 40 000 tonnes, pourra embarquer 1 208 passagers dont 462 de 1<sup>re</sup> classe. Pour donner une idée de cette ville flottante, sa réserve de vivres sera de 15 000 kilos de viande, ce qui représente 600 bœufs entiers débités. Le personnel comprendra 33 officiers et 389 personnes affectées au service des passagers, non compris l'équipage.

Qu'on juge des progrès réalisés! Où sont les cabines d'antan, si étroites avec leurs quatre couchettes superposées, et si bruyantes! Aujourd'hui, vous pouvez vous embarquer sans hésiter sur n'importe quel paquebot moderne; la cabine sera située au centre du navire, le bruit de l'hélice et des machines y est à peine perceptible. Plus de couchettes superposées, mais de véritables lits. Les parois des chambres sont recouvertes de panneaux de bois rares, vernis ou cirés; des éclairages modernes tamisent la lumière électrique. Le mobilier est sobre et élégant. Vous avez votre salle de bains personnelle ou un cabinet de toilette confortable avec eau courante chaude ou froide. Sur votre table de chevet le téléphone. Des pankas-louvres rotatifs et orientables vous distribueront à votre gré de l'air chaud ou de l'air froid. A bord du *Félix Roussel*, nombre de cabines s'ouvrent sur un balcon donnant sur la mer ou plutôt sur une loggia encastrée dans le bordage. Sur l'*Île de France*, le hall d'entrée avec son escalier monumental et son péristyle sur lequel s'ouvrent une chapelle, des bureaux de renseignements, des salons de coiffure, des

magasins d'exposition, a des proportions si vastes qu'on se croirait dans un palace. Nos derniers paquebots ont tous des piscines. Celle de l'*Atlantique*, entièrement recouverte de carreaux de grès flammé bleu avec filets de mosaïque d'argent, mesure 10 mètres sur 6. L'eau de mer y est constamment courante à une température voisine de 30 degrés. Cette eau est éclairée par une verrière lumineuse, ce qui donne à cette pièce une transparence délicieuse.

Un mot seulement d'un chapitre pourtant bien intéressant de l'existence à bord, celui de la cuisine. On sait que la cuisine française jouit, dans le monde entier et spécialement sur les lignes de navigation, d'une réputation justement méritée. Des progrès considérables ont été réalisés récemment dans les emménagements des cuisines, des cambuses, des boulangeries et des chambres frigorifiques. Les fourneaux et les fours sont électriques, les pétrins, les appareils à sauce, etc..., sont mis électriquement, ce qui assure une propreté méticuleuse. La visite des cuisines est d'ailleurs une des curiosités du bord. Quant à l'aspect de la salle à manger où tous les hommes dînent en smoking et les femmes en toilettes décolletées, il serait bien fait pour donner l'illusion d'un repas pris dans un grand restaurant parisien, n'était le léger tressaillement du navire.

Aussi bien, les voyageurs de première classe ne sont pas seuls à bénéficier d'un progrès qui a non moins transformé les emménagements des seconde et troisième classes et l'installation à bord des émigrants. Les émigrants d'aujourd'hui voyagent dans des conditions plus confortables que le plus fortuné des touristes il y a cinquante ans. Le *Canada*, le *Patria* de la Compagnie Cyprien Fabre, — les plus anciens armateurs de France, — ont été étudiés pour assurer le bien-être de leurs clients de toute classe. On réserve enfin aux équipages, officiers, maitres et matelots, des installations en rapport avec celles des passagers.

Autre innovation, singulièrement intéressante. On construit maintenant, à côté des paquebots de grand luxe, des navires dits à classe unique, dont le *Lafayette*, construit à Penhoët et récemment mis en service sur la ligne de New-York, est un type particulièrement bien réussi. Son déplacement est de 26 000 tonnes, sa longueur de 183 mètres; il

peut porter 1 003 passagers de classe unique. Cette formule permet de faire voyager les passagers dans des conditions moins rapides, mais particulièrement économiques eu égard au confort que présente le paquebot.

## UN NOUVEL ART DÉCORATIF

La notion de l'art décoratif des paquebots est d'origine relativement récente. Ils étaient autrefois tous coulés sur le même moule et d'une sobriété rebutante. Aujourd'hui, les armateurs s'efforcent d'attirer les passagers sur leurs lignes par des recherches artistiques de plus en plus heureuses (1). Nos armateurs français s'ingénient à appliquer leur goût personnel au navire qu'ils mettent en chantier. Ils ont, les uns et les autres, réussi à imprimer à l'architecture navale un cachet très français, et contribué à créer un art décoratif maritime essentiellement original.

Quel est cet art décoratif? Évidemment de l'art moderne, ou plus exactement une adaptation des procédés modernes de décoration à l'architecture très spéciale du navire. Il s'agit d'utiliser au mieux les formes réduites des cabines ou des locaux communs, de masquer les formes trop classiques de la coque, de tirer parti d'un angle, d'un escalier, d'une différence de niveau dans les ponts et surtout de modeler la décoration sur les nécessités du confort individuel des passagers et sur l'hygiène du voyage : tâche essentiellement délicate, mais fertile en imprévu. Le paquebot est tout désigné pour devenir un champ d'action intéressant pour nos artistes décorateurs.

Les artistes décorateurs de toute spécialité vont contribuer à cette œuvre : les ébénistes, les ferronniers, les verriers, les peintres décorateurs, les sculpteurs, les céramistes. Ce sont les ébénistes qui ont les premiers transformé l'aspect intérieur des paquebots en utilisant les panneaux de bois rares contre-plaqué et de teinte naturelle pour les revêtements muraux. De ce fait, on substitua aux peintures sur fer ou aux lambris de style ancien les tons chauds des essences exotiques, les loupes aux veines multicolores. On put ainsi offrir à la vue des passagers le spectacle reposant de marqueteries aux couleurs vives et

(1) Voir deux études de MM. dal Piaz et Georges Philippot, Recueil de l'Académie de Marine, tome III (1924) et tome V (1926).

nuancées où le citronnier, le thuya, l'ébène, l'acajou, le platane, la violette, le bouleau blanc, le bouleau rosé, le bossé-moïré, le zébrané, le frêne ramagé, l'érable gris, l'amourette, le bois de corail, toute la gamme des bois coloniaux marbrés, mouchetés, apportent leurs tonalités délicates et leurs contrastes amusants.

Après les ébénistes, les ferronniers donneront à la décoration des paquebots la ligne pure de leurs dessins. Les ascenseurs, les rampes en fer forgé agrémenteront le navire de leur note à la fois archaïque et jeune. Mais ce sont surtout les maîtres verriers qui sauront tirer de la lumière, lumière électrique, lumière solaire, d'ingénieux effets. Les locaux des navires seront inondés de clartés douces, irréelles, gemmées, qui fuseront de partout.

Pour conclure, faisons un tour d'horizon : sur la ligne de New-York, l'*Île de France* et le *Lafayette*, pour ne parler que de ceux-là, soutiennent avantageusement la comparaison avec les bâtiments similaires de toutes les autres puissances et l'on peut même affirmer qu'ils sont plus luxueux, plus confortables et d'un meilleur goût. Sur la ligne d'Extrême-Orient, il n'existe aucun navire comparable, pour la disposition et le luxe des emménagements, au *Félix Roussel*. L'*Île de Beauté* représente le summum du confort que l'on peut espérer pour aller en Corse. La Compagnie Sud-Atlantique, qui a déjà deux belles unités sur la ligne de Buenos-Ayres, *Lutetia* et *Massilia*, va avec l'*Atlantique* dépasser et de très loin tous les paquebots de cette ligne, tant par le tonnage que par la vitesse et le confort de ses emménagements. Les Chargeurs réunis assurent sur l'Indochine, notamment avec le *Cap-Saint-Jacques*, et sur l'Afrique occidentale des services impeccables. Il en est de même de Cyprien-Fabre avec le *Patria* et le *Providence*. Et il est à noter que ces deux dernières Compagnies ne reçoivent aucun encouragement de l'État. Nous pourrions citer également la Compagnie Paquet, les Transports maritimes, la Compagnie mixte, etc. Partout, qu'il s'agisse des relations avec nos colonies ou avec les pays étrangers, le pavillon français flotte avec honneur sur de beaux navires.

RENÉ LA BRUYÈRE.

---

# REVUE SCIENTIFIQUE

---

## LA PAROLE FILMÉE

---

Certains puristes méprisent le cinéma. Ils ont tort. Il ne faut jamais mépriser la vie. Or, non seulement le cinéma est une chose bien vivante, fantastiquement vivante par elle-même, mais cette chose est en passe de bouleverser la vie de l'humanité tout entière.

Je sais bien que les œuvres créées jusqu'ici par le cinéma ne sont pour la plupart guère dénuées de médiocrité, d'insipidité, et même de stupidité. C'est qu'elles s'adressent à un public innommable. Le suffrage universel, ici, sinon ailleurs, est souverain. La dure loi de l'offre et de la demande y règle les choses. Et ce qui doit plaire à des millions, à des dizaines de millions d'individus ne saurait guère, hélas ! s'élever en général au-dessus de la sensibilité et de l'intellect moyens de la masse humaine, qui sont médiocres. D'ailleurs il nous reste à cet égard un espoir, car parmi les rares « productions » (qu'on excuse ce mot, mais l'usage, grand maître de la langue, l'a déjà consacré), parmi les rares œuvres de qualité qu'a créées déjà le cinéma, on en a vu qui ont plu à la foule. Cela nous laisse espérer, — l'espoir il est vrai nous soulage, — de voir un jour ce mode nouveau d'expression servir à éléver l'humanité moyenne au lieu de s'abaisser à son faible niveau. Et puis, qu'importe ? Qui oserait condamner l'imprimerie à cause de tant de romans insipides ou orduriers, de tant de gazettes qui abaissent l'esprit et lèvent le cœur ? Un Racine, un Shakespeare, un Molière surgissent et sauvent tout. Ainsi en sera-t-il pour le cinéma. Un bon outil finit toujours par trouver de bons ouvriers. Ce qui

étonne surtout dans celui-ci, c'est le contraste entre les merveilles de sa technique et la pauvreté de ses œuvres. Sa science dépasse de mille coudées son art. Or, de la première on ne parle presque pas. Raison de plus pour que nous en abordions quelques-uns des aspects.

Parmi les plus récents, parmi ceux qui ont plus que tous autres bouleversé et rénové le passé, il faut placer le film parlant.

L'idée de faire parler le film naguère muet est relativement ancienne. Il était naturel qu'elle surgît dès l'origine du cinéma et qu'on songeât à accoupler à celui-ci les machines parlantes déjà existantes, et singulièrement les cylindres ou les disques du phonographe.

Dans ce domaine, le progrès le plus considérable a été obtenu lorsque, il y a quelques années, on put utiliser, pour l'enregistrement et la reproduction des sons, les merveilleux « amplificateurs à lampe » auxquels est dû l'essor récent et prodigieux de la téléphonie sans fil et dont j'aurai l'occasion de reparler à propos de la musique mécanique.

A l'heure présente, l'enregistrement et la projection synchrones d'un film d'images et des sons phonographiés ont atteint un haut degré de perfection. Ils ont l'avantage de permettre d'utiliser les vieux appareils de projection de cinéma muet, auxquels il suffit d'ajouter un dispositif d'émission synchrone, relativement simple, de phonographe. Ils ont l'avantage de fournir aussi un succédané du film sonore lui-même, lorsque la partie sonore de celui-ci est devenue inutilisable, ce qui arrive, nous dirons pourquoi, après un nombre relativement limité de projections. C'est pourquoi dans beaucoup de studios sonores on enregistre simultanément les scènes à la fois sur disque sonore et sur le film sonore proprement dit.

Mais c'est celui-ci qui est aujourd'hui notre sujet et qu'il importe que nous décrivions maintenant.

Le film sonore, — dont le film parlant n'est qu'une espèce particulière, la plus répandue, il est vrai, — est un film qui porte à la fois et côte à côte les images cinématographiques du film muet et les inscriptions sonores correspondantes, de telle sorte que les unes et les autres soient projetées avec leurs valeurs visuelle et sonore au moyen d'un même appareil.

Il serait fastidieux d'entreprendre l'historique, même succinct, des innombrables inventions et perfectionnements qui ont fait du film sonore ce qu'il est aujourd'hui, techniquement parlant. Une armée de chercheurs, — armée véritablement internationale, celle-là, — s'est attaquée aux problèmes posés. Cette armée ne s'est pas seulement recrutée dans les usines, mais aussi dans les laboratoires où règne la « science pure », ou soi-disant telle. Et c'est un signe des temps, dont il faut après tout se réjouir, de voir les savants condescendre à sortir de leur tour d'ivoire pour creuser tel perfectionnement technique expressément destiné à améliorer les sensations, et peut-être par là même les sentiments, du public de tel petit cinéma de Ménilmontant ou de Cadix.

Quel est aujourd'hui le résultat, — qui sera demain dépassé, — de ce grand remuement technique si étendu et si divisé qu'il en est presque anonyme? C'est ce que nous voudrions expliquer maintenant, en décrivant, aussi peu ésotériquement que faire se pourra, comment on réalise un film sonore, comment on en fait des *duplicata*, — je devrais dire des *multiplicata*, — et comment on les projette et les métamorphose en images mouvantes et parlantes.

Aujourd'hui, et bien que d'autres méthodes aient été proposées, on enregistre le son en le photographiant sur un film original, on photographie les images sur un autre film original, et on tire des copies, — qui seules seront projetées, — de l'un et l'autre original sur un seul et même film où l'inscription sonore est juxtaposée aux images, grâce à une marge non impressionnée qui a été ménagée latéralement sur le film original cinématographique.

Mais ici il faut distinguer. Ou bien l'inscription sonore et l'inscription des images ont été faites simultanément, ou bien elles ont été faites séparément dans le temps et surajoutées après coup. Dans ce dernier cas on réalise non pas un film sonore, mais un film sonorisé.

La *sonorisation*... Mais ce mot mérite et même exige un commentaire, puisque nous voilà obligé de l'écrire dans cette citadelle du langage français correct qu'est la *Revue*. Dans une belle conférence qu'il faisait récemment devant les ingénieurs de l'École supérieure des Postes et des Télégraphes, M. le capitaine de corvette Bonneau, qui est un des plus brillants techniciens de la cinématographie française, — et à qui j'ai emprunté plusieurs données de cette étude, car on n'emprunte qu'aux riches, — remar-

quait que le langage cinématographique ne redoute point le barbarisme. Mais peut-on vraiment traiter de barbarisme un mot nouveau que les « usagers » (en voilà encore un) sont unanimes à employer, un mot qui désigne un être nouveau ou une action nouvelle créés par la science? Non, ce mot n'est pas un barbarisme dès que l'usage l'a imposé, fût-il même mal construit. Sinon, le mot *kilowatt* ou le mot *automobile* seraient des barbarismes, le premier où se marient étrangement un préfixe grec et le nom d'un physicien anglais, le second, plus hétérodoxe encore, où un mot latin et un mot grec sont assemblés comme la carpe et le lapin.

La vérité, c'est que la science découvre et répand une foule d'êtres et d'actions inconnus des fondateurs du parler français, et auxquels il faut bien donner un nom. Une fois usité, répandu sans rival, ce nom doit nécessairement s'incorporer à la langue. Ainsi, la science et la technique sont peut-être les meilleures sources d'enrichissement du langage. Voilà une raison de plus de dénoncer l'absurdité du conflit et de l'opposition que certains veulent voir entre la science et les lettres.

A moins de recourir à des périphrases qu'un Delille même serait fort en peine d'inventer, nous sommes bien obligés d'admettre et d'utiliser ces néologismes que nous trouvons à chaque pas dans l'exploration des techniques modernes et particulièrement dans cette technique si répandue que constitue le cinéma. La *sonorisation*, la *caméra*, le *film* même, le *bruiteur*, Jupiter des tonnerres de coulisses, le *montage* du film, la *surimpression* sonore qui dit fort bien ce qu'elle veut dire, le *défileur* pour inscriptions sonores, le *haut-parleur* que nul ne fera taire désormais, sans parler même de l'*image oscillographique* ou de l'*impédance* des circuits acoustiques, voilà certes, — et j'en passe, — bien des nouveaux venus que force nous est d'accueillir dans notre langue écrite ou parlée. Il y a plus de choses entre le ciel et la terre que n'en contient toute notre philologie.

La *sonorisation*, puisqu'il faut l'appeler par son nom, ce mal qui répand la terreur parmi les *scénaristes* et dans les *studios*, surtout dans les studios mal *amortis* (c'est-à-dire où les ondes sonores se réverbèrent fâcheusement), est l'opération qui consiste à surajouter photographiquement une impression sonore à un film primitivement muet. Les amusants dessins animés qui sont une des plus originales réussites du cinéma sonore sont des flâns

sonorisés. On commence par « tourner », image par image, les dessins successifs, — au nombre de plusieurs milliers, — qui forment un dessin animé muet; puis on projette ces dessins durant qu'une sorte de chef d'orchestre assisté de « bruiteurs » déclenche les bruits, paroles, chants et sons divers dont on recueille sur un autre film, comme nous allons l'expliquer, la trace photographique qui est ensuite surajoutée en marge des dessins.

La « sonorisation » des films permet toute sorte d'artifices. L'un des moins heureux, mais l'un des plus répandus, est celui qui consiste à ajouter, en marge des copies d'un même film muet, des versions parlantes de ce film réalisées dans diverses langues. Il est évident qu'un « truquage » de cette sorte ne peut donner que des résultats imparfaits, car il est clair que dans les scènes où l'on peut distinguer les mouvements des lèvres des personnages, on voit que ces mouvements ne correspondent le plus souvent que fort mal aux articulations des mots prononcés.

Voici maintenant comment, *grosso modo*, on enregistre un film sonore véritable, c'est-à-dire un film dans lequel les inscriptions des images et des sons correspondants sont obtenues simultanément : quelquefois en plein air, mais plus souvent dans un studio établi de manière à réduire au minimum les échos fâcheux et les bruits parasites, les personnages parlent devant un ou plusieurs microphones mobiles et naturellement disposés de manière à être hors du champ de l'appareil de prise de vue.

Le microphone est un appareil analogue en principe à celui de nos téléphones, c'est-à-dire que les vibrations mécaniques qu'il reçoit du fait des ondes sonores incidentes sont transformées par lui en variations d'un courant électrique circulant à travers un circuit dans lequel ledit microphone est intercalé : les variations du courant électrique microphonique sont intensifiées au moyen d'un ou plusieurs amplificateurs analogues à ceux de la T. S. F. et dont nous aurons à examiner le fonctionnement lorsque nous parlerons de la musique mécanique.

Jusqu'ici, dans ces opérations, rien qui, en principe du moins, — sinon dans la réalisation pratique qui ne nous importe guère ici, — soit différent de ce qui se passe en téléphonie. Mais, tandis qu'en téléphonie les variations du courant microphonique sont directement retransformées en variations acoustiques dans le microphone récepteur, il va s'agir au contraire, ici, de transformer ces variations en une inscription photographique sur un film.

On y arrive de la façon suivante : sur le circuit électrique du microphone récepteur se trouve placé un galvanomètre, c'est-à-dire un appareil muni d'un équipage mobile qui prend sous l'influence du courant électrique une orientation, une position angulaire d'autant plus différente de sa position de repos que le courant est plus intense. Les galvanomètres ont fait ces dernières années de merveilleux progrès, grâce surtout aux profondes recherches d'un de nos grands ingénieurs dont les découvertes ne se comptent plus, M. André Blondel. Sous le nom d'*oscillographe*, M. Blondel a réalisé un galvanomètre dans lequel un petit miroir est suspendu à deux fils parallèles fixés dans une position immuable à leur autre extrémité. Sous l'influence du courant électrique, le plan contenant les deux fils subit une torsion plus ou moins grande qui fait tourner le petit miroir ; lorsque le courant cesse, les deux fils reprennent leur position primitive, leur équilibre, leur « zéro », comme on dit. Et l'appareil est conçu avec une telle ingéniosité qu'il ne lui faut guère qu'une fraction infime de seconde, quelque chose comme un dix-millième de seconde, pour reprendre sa position d'équilibre après chaque passage du courant électrique.

Or, l'expérience montre que les sons « audibles » dans la nature, les sons compris entre les plus graves et les plus aigus qui soient perceptibles à notre oreille, correspondent à des vibrations de l'air ambiant dont la fréquence est comprise entre 30 et 8 000 par seconde. C'est-à-dire que les ondes sonores les plus graves qu'il y a lieu d'enregistrer sur le film vibrent environ 30 fois par seconde, les plus aiguës environ 8 000 fois par seconde.

Pour suivre, pour épouser des vibrations sonores, c'est-à-dire des vibrations du courant microphonique aussi rapides que celles-ci, il fallait un galvanomètre pratiquement sans inertie et qui eût besoin, pour retrouver son zéro, d'un temps inférieur à la durée de la plus rapide des vibrations sonores à enregistrer. C'est précisément ce que réalise l'oscillographe de M. Blondel, qui est devenu ainsi un des organes essentiels du cinéma sonore.

Ces variations rapides ou lentes du courant microphonique créées par la voix des personnages, comment allons-nous les enregistrer fidèlement sur un film ? C'est très simple, grâce à l'oscillographe. Sur le petit miroir de celui-ci, on fait tomber un rayon lumineux qui est réfléchi sur une petite fenêtre derrière laquelle

du  
à-  
us  
on  
le  
res  
les  
tes  
lo-  
un  
ine  
du  
or-  
que  
ve,  
nau  
ion  
de  
que  
  
s la  
qui  
bra-  
30  
les  
rent  
par  
  
dire  
illes-  
eût  
e de  
cisé-  
venu  
  
ique  
enre-  
cillo-  
ayon  
uelle

pas le film, et qui y forme une petite tache lumineuse, un *spot* comme disent les physiciens.

La fenêtre placée devant le film est telle que seule une partie marginale d'une certaine largeur peut en être impressionnée par le spot lumineux. Imaginons que ce spot ait été astreint à avoir la forme d'une ligne lumineuse extrêmement fine, d'une longueur limitée et que nous supposerons horizontale, tandis que le film défile verticalement. Le petit miroir de l'oscillographie est, dans ce cas, mobile autour d'un axe vertical. Dans ces conditions, il est évident que toutes les variations du microphone récepteur, c'est-à-dire toutes les ondes sonores à enregistrer, se traduiront par des variations correspondantes de la longueur de la ligne lumineuse qui, à chaque instant, impressionne la couche photographique du film défilant. Lorsqu'on développera ce film, il présentera donc dans toute sa longueur une image irrégulière, en dents de scie, une ondulation dentelée dont chacune des dents correspondra à la vibration sonore reçue à cet instant.

Ce dispositif schématique, que nous n'avons indiqué ici qu'à titre explicatif, comporte, bien entendu, de nombreuses variantes.

Le résultat obtenu sur le film consiste donc en une plage photographique marginale, uniformément opaque (puisque la fente lumineuse est régulière et que seule sa longueur varie), séparée d'une plage uniformément transparente par une ligne dentelée, par une ondulation irrégulière représentative des vibrations sonores.

Tous les procédés de cette catégorie, — et ils sont nombreux, — qui donnent ainsi une impression photographique uniformément opaque, sont dits *procédés à densité constante*. Cette expression ne paraîtra baroque que si on ignore.... ou si on a oublié, que la *densité photographique* est un nombre qui mesure l'opacité en un point donné d'une photographie. Mais qui n'est, si peu que ce soit, photographe aujourd'hui ?

Une seconde catégorie de méthodes d'enregistrement cinématographique sonore comprend les *procédés à densité variable*, c'est-à-dire, comme leur nom l'indique, les procédés dans lesquels les variations du courant microphone sont reproduites sur le film, non plus par une bande photographique uniformément opaque et dont la largeur variable est limitée par des dentelures, mais au contraire par une bande photographique de largeur constante, c'est-à-dire limitée par deux lignes droites parallèles au film, mais dans

laquelle l'intensité, l'opacité, la densité de l'impression photographique varie dans le sens du déroulement du film et est en chaque point proportionnelle à l'intensité du courant microphonique transmis.

On obtiendra, par exemple, aisément un enregistrement de cette sorte en faisant tomber sur la fine fenêtre ouverte devant le film un faisceau lumineux immobile et en fixant sur la suspension bifilaire de l'oscillographie, à la place du petit miroir, une petite lame de verre teinté qui sera traversée par le faisceau lumineux et l'absorbera plus ou moins selon qu'elle sera plus ou moins inclinée sur lui. On peut imaginer, et on a effectivement imaginé, quantité de dispositifs donnant le même résultat.

Ainsi le son et toutes ses subtiles modalités, ainsi la parole et la musique se trouvent finalement enregistrés sur un film sous forme d'une image photographique, soit de transparence uniforme et de forme variable, soit de forme fixe et de transparence invariable.

Comment, par la projection de cette image photographique, allons-nous reconstituer fidèlement le son qui l'a créée? Comment va-t-on pouvoir achever ce cycle qui transforme la parole en vibrations mécaniques, celle-ci en courants électriques, ceux-ci en variations d'éclat ou de direction d'un rayon lumineux, puis en une étrange image fixée dans les grains de l'argent? Car, ici, vraiment, la parole est d'argent. Comment, par une transformation inverse et d'ailleurs fort différente dans ses phases, allons-nous du fond du cercueil de celluloïd où elles gisent, léthargiques, dans l'odeur du camphre, ressusciter « les voix chères qui se sont tuées »... momentanément? C'est ce qu'il nous reste à examiner, et ce ne sera pas le chapitre le moins captivant de ces métamorphoses qu'aucun Ovide n'eût osé imaginer.

CHARLES NORDMANN.

---

## CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

---

L'économie politique connaît de belles revanches. Après la guerre, il n'était pas de railleries dont elle ne fût l'objet; ses meilleurs prophètes n'avaient-ils pas déclaré que la guerre, surtout une guerre de longue durée, était impossible parce qu'elle ruinerait les nations et détruirait leur équilibre économique et social? La guerre est venue, elle a été longue; mais il est bien vrai que l'équilibre économique, financier et social a été rompu et que les nations cherchent en vain à le rétablir. Certes, les lois économiques ne sont pas des impératifs catégoriques comme les lois de la morale; elles dérivent de certaines fatalités d'ordre matériel contre lesquelles il n'est pas défendu à l'homme et à la société des hommes de réagir, mais à la condition cependant de ne pas méconnaître les conditions naturelles selon lesquelles s'accomplissent les phénomènes de production et de répartition des richesses. Selon la formule célèbre de Bacon, on ne redresse la nature qu'en lui obéissant.

Nous sommes en présence de phénomènes très généraux: surproduction, sous-consommation, chômage, détresse financière, disette de capitaux. Il serait cependant inexact de n'attribuer ces phénomènes qu'à des causes d'ordre économique ou monétaire. L'insécurité politique est l'une des raisons principales de la sous-consommation. La thèse allemande que les traités doivent être révisés et que l'Europe ne peut retrouver son aplomb économique qu'après des remaniements territoriaux qui menacent l'intégrité de plusieurs États, crée en Europe un état d'insécurité qui paralyse l'activité commerciale et réduit la capacité de

consommation des individus. Les faits d'ordre psychologique prennent une importance que les économistes, surtout en Angleterre, sont trop portés à méconnaître. La politique anglaise qui, dès 1919, a cherché à se séparer de la France pour encourager les tendances dangereuses du nationalisme allemand et pour courir après l'ombre d'une grande entente anglo-saxonne, est l'un des facteurs du désordre actuel de l'Europe. Une constante solidarité franco-anglaise est indispensable à la stabilité européenne, donc à la reprise des affaires et au retour de la prospérité.

Les difficultés économiques et l'insécurité politique qui engendrent le chômage, produisent des moins-values dans le budget des recettes et accroissent la masse des dépenses ; en cette année 1931, le déficit budgétaire est un phénomène à peu près général. Déficit en Angleterre avec les conséquences qui sont sous nos yeux. Déficit en Allemagne qui a provoqué l'intervention de M. Hoover et les mesures radicales prises par le ministère Brüning. Déficit en Italie, malgré les mesures énergiques d'un gouvernement qui n'a pas à compter avec les surenchères parlementaires. Déficit formidable aux États-Unis, qui met obstacle à la réduction des dettes de l'Europe et qui, par là, aggravant le malaise européen, paralyse du même coup les affaires en Amérique. Déficit au Japon malgré de sévères économies, au point de rendre nécessaires de nouveaux impôts et probablement un emprunt. Déficit en Autriche, déficit en Hongrie, déficit en Roumanie, déficit enfin en France même, malgré l'absence presque complète de chômage et l'abondance des capitaux.

Cette situation financière quasi universelle commence à porter ses conséquences dans l'ordre politique. Nous avons pu noter déjà quelques symptômes d'une opinion plus sage et prudente qui commence à se répandre en Allemagne. Voici que l'Autriche et l'Allemagne, sans attendre l'avis de la Cour de la Haye ou peut-être parce qu'elles en devinent le sens, renoncent à réaliser cette union douanière qui avait produit une si grave perturbation en Europe. Voici que l'Angleterre mesure par expérience l'efficacité d'une étroite solidarité avec la France. Voici encore la Hongrie qui vient de réaliser à Paris un gros emprunt et où un nouveau ministère, présidé par le comte Julius Karolyi, met une sourdine aux revendications révisionnistes et cherche à se rapprocher de la France. Ainsi

la détresse financière deviendrait le commencement de la sagesse.

Dans la politique intérieure des États, les conséquences ne sont pas moins significatives : c'est une tendance générale vers un régime d'autorité qui soit capable d'imposer les économies indispensables, car une telle abnégation est difficile à obtenir d'un Parlement soumis à réélection. Le nombre des gouvernements dictatoriaux ou autoocratiques, soit en droit et en fait, soit en fait seulement, devient de plus en plus important. Le nouveau ministère d'union nationale, en Angleterre, n'est-il pas un moyen de concentrer l'autorité pour réaliser des réformes et des économies en dehors et au-dessus des partis ? La France enfin doit à la situation financière relativement satisfaisante que lui ont assurée l'énergie de M. Poincaré et la sagesse, — encore plus relative ! — de son parlement et de ses gouvernements modérés, de s'accommoder d'un système parlementaire dont l'insuffisance et les abus appellent pourtant de profondes réformes. Solidarité entre les États, autorité à l'intérieur de chaque État : telle est la double leçon qui se dégagé des faits actuels.

L'économie politique trouve encore d'autres revanches. Elle avait toujours enseigné que le crédit est une arme à deux tranchants dont il ne faut ni abuser ni mésuser. La guerre ayant rendu nécessaire une inflation monétaire, on a imaginé une théorie d'après laquelle le crédit se suffirait à lui-même et la monnaie pourrait se passer d'une garantie en or. Les événements nous rappellent que le seul instrument des échanges entre les peuples c'est l'or qui seul a une valeur stable indépendante des difficultés budgétaires ou économiques. La fuite de l'or a suffi à ébranler le vieux système sur lequel étaient fondées la prospérité de l'Angleterre et sa liberté politique. L'afflux de l'or a donné à la France la faculté d'un jeu politique plus efficace et une puissance financière dont, à son tour, elle fera bien de ne se servir qu'à bon escient, car la crise économique ne paraît pas encore en voie d'amélioration. Le besoin de capitaux, par le monde, est tel que ceux dont nous pouvons disposer seraient bien insuffisants à le satisfaire ; la politique financière ne doit être qu'un moyen d'action au service de la politique tout court.

A la lumière de ces réflexions, les difficultés politiques où se débat l'Angleterre s'éclairent et apparaissent comme l'aspect local et d'ailleurs particulièrement grave de complications économiques et financières générales.

Nous terminions la précédente chronique en caractérisant la situation par ces mots : le syndicalisme contre l'État. C'est bien, et de plus en plus, en ce sens que la crise a évolué. Et c'est pourquoi elle prend les proportions d'un événement historique de haute importance et d'amples conséquences.

La brusque révélation d'une situation financière et monétaire dangereuse a été, pour les Anglais en général et pour le Premier ministre en particulier, une surprise. L'Angleterre, depuis plus d'un siècle au faite de la puissance et de la prospérité, se refusait à voir les périls qui menaçaient les assises de sa fortune. La Cité avait fondé sa puissance financière sur la stabilité de la livre sterling comme valeur d'échange internationale : et voici que se dévoilait, à la suite de la détresse des banques allemandes, un danger imminent : la livre fléchissait ; les crédits avancés par la Banque de France et la *Federal Reserve Bank* ne suffisaient pas à maintenir sa stabilité ; il fallait, de toute urgence, réaliser d'abord l'équilibre du budget par des économies et des ressources nouvelles. L'avenir, à cet instant décisif, dépendait de l'attitude qu'adopterait le Labour party. S'il prenait énergiquement en main la cause des réformes et des économies, s'il imposait à la nation tout entière, sans excepter sa propre clientèle, les sacrifices indispensables, il demeurait le maître des destinées de l'Angleterre. C'était l'opinion des hommes sérieux chez qui l'expérience a développé le sentiment des responsabilités, notamment de M. MacDonald. Les chefs du parti conservateur et du parti libéral lui promettaient leur appui. Ce ne fut pas l'avis de la masse syndicaliste qui entraîna avec elle l'aile gauche du parti ; la démission de M. MacDonald en fut la conséquence.

L'action personnelle du roi, scrupuleux observateur des traditions constitutionnelles, s'exerça dans le sens d'une solution exceptionnelle : un cabinet d'union nationale, sous la présidence du chef du parti le plus important, c'est-à-dire de M. MacDonald, et composé de dix membres seulement : quatre travaillistes, quatre conservateurs, deux libéraux. Solution de crise, comme en temps de guerre, destinée seulement à gagner la bataille pour la livre sterling, et qui fera place, après les élections générales qui suivront de près la consolidation financière, au parti qui aura gagné la faveur du corps électoral. M. MacDonald reste Premier ministre, M. Snowden demeure chancelier de l'Échiquier, M. Thomas garde les Colonies, lord Sankey est lord chancelier. Les

ministres conservateurs sont : M. Baldwin, lord président du Conseil, M. Neville Chamberlain à l'Hygiène, sir P. E. Cunliffe Lister au Board of trade (Commerce), sir Samuel Hoare au ministère de l'Inde. Les libéraux ont deux portefeuilles: sir Herbert Samuel l'Intérieur et lord Reading les Affaires étrangères.

L'attitude courageuse de M. MacDonald et de ses trois collègues travaillistes aurait-elle la vertu d'entrainer la masse des députés et des électeurs du Labour ? On ne tarda pas à être fixé sur ce point capital. L'opinion des Trade-unions se prononça violemment contre M. MacDonald. Dès le 25 août, l'*Independent Labour party* publiait un manifeste dans lequel il déclarait qu'il combattrait le gouvernement. La situation, selon lui, serait beaucoup moins grave que le Premier ministre ne la représentait sur la foi des banquiers : toute cette alarme ne serait qu'une manœuvre, une offensive du capitalisme contre les assurances sociales, contre ce *standard of living* élevé qui fait la gloire du corporatisme britannique et contre le maintien du parti travailiste au pouvoir. M. Henderson qui, depuis longtemps, manifeste, à l'égard de M. MacDonald, une défiance presque hostile, prit l'attitude et bientôt les fonctions d'un leader de l'opposition contre le ministère d'union nationale, et d'un chef du syndicalisme en opposition avec le capitalisme. Les *whips* de l'ancien gouvernement refusèrent de servir le nouveau; le *Daily Herald* passa sans transition à une opposition acharnée. Quant aux remèdes, le rapport du Conseil général des Trade-unions, publié le 24, les indiquait : éléver les prix de gros par un accord international entre les Banques centrales d'émission ou laisser la livre sterling se dévaloriser; aucune mesure protectionniste; inflation monétaire. En face d'un tel programme, comment des hommes de raison et d'expérience, comme M. MacDonald, M. Snowden ou M. Thomas, n'auraient-ils pas opté pour des mesures de salut public moins vaines ou moins désastreuses ?

L'appel de M. MacDonald aux parlementaires de son parti, le 26 août, est émouvant par sa simplicité vérifique et son accent de loyauté. C'est un document qui appartient à l'histoire : à l'encontre de l'esprit de système, il élève l'observation des faits; il oppose au fanatisme doctrinaire le salut de la nation et à la tyrannie anonyme des comités l'indépendance de l'esprit. Le péril de la livre n'est pas une invention du capitalisme. « Si notre stabilité financière venait à être mise en danger, si un *run* avait

lieu sur nos ressources financières, les conséquences en seraient si terribles que je n'ose les envisager. Et ceci rend les économies inévitables et le sacrifice commun nécessaire. » M. MacDonald rappelle que, en raison de la baisse du coût de la vie, l'allocation aux chômeurs, même réduite de 10 pour 100, sera encore supérieure à ce qu'elle était en 1929, et il ajoute : « Si nous ne prenons pas des mesures immédiates afin de rétablir le crédit, l'indemnité risquerait d'être réduite de 50 plutôt que de 10 pour 100, si même il ne se trouvait pas un gouvernement qui, pour faire face à la situation, aurait à supprimer complètement toute indemnité. »

Le lendemain, M. J. H. Thomas, ministre des Colonies, qui a donné toute sa vie à la trade-union des chemins de fer dont il était secrétaire général, adressait à l'union nationale des cheminots une lettre clairvoyante et pathétique. « Vous pouvez considérer que jamais je ne vous ai rendu un plus grand service qu'en me joignant au gouvernement... L'acte que je viens d'accomplir était nécessaire à l'intérêt de la nation, mais il était nécessaire aussi pour sauver les travailleurs... Le crédit de l'Angleterre est quelque chose d'aussi vital pour le bien-être des travailleurs que pour celui de n'importe quelle autre classe... Si l'on voulait sauver le pays d'une catastrophe économique et financière qui l'eût plongé dans le chaos et qui eût réduit le peuple entier à la misère, il fallait agir et, entendez bien ceci, il fallait agir immédiatement... J'aurais pu me tenir à l'écart, laisser faire, laisser passer ; mais alors je n'étais plus un gouvernant, je n'étais qu'un pleutre. »

Dans quelle mesure ce courageux et fier langage a-t-il pénétré dans les masses ouvrières, il est difficile de le dire; ce qui est certain, c'est que les organisations officielles ont fermé leurs oreilles. M. MacDonald a été mis en demeure de quitter la direction du Labour qui passe à M. Henderson; les comités de circonscription lui ont enjoint de donner sa démission; M. Thomas a été évincé du secrétariat général des cheminots. Le groupe parlementaire du Labour party s'est prononcé à la presque unanimité contre le nouveau gouvernement; seuls ont rejeté la motion de défiance M. Malcolm MacDonald, fils du Premier ministre, qui quelques jours après est entré dans le gouvernement, et cinq extrémistes.

Du fait de l'opposition déclarée du groupe parlementaire du Labour, le nouveau cabinet n'a presque plus le caractère d'un gouvernement d'entente nationale; il est plutôt un gouvernement

de coalition conservatrice et libérale. Il n'en est pas moins assuré d'une majorité parlementaire; mais on peut craindre que l'application des mesures qu'il jugera indispensables pour l'équilibre du budget ne rencontre dans le pays une opposition d'autant plus acharnée qu'il s'agira de préparer les élections. En attendant, le ministère s'est mis à l'œuvre et son premier acte a été d'obtenir, à Paris et à New-York, un emprunt en dollars équivalant à dix milliards de francs dont la moitié va être émise en France. Le programme du cabinet n'est pas encore publié, mais il est élaboré; il sera très prudent afin de ménager M. MacDonald et ses collègues travaillistes et de ne pas fermer la porte à des ralliements possibles. Il semble qu'une partie des parlementaires du Labour se rendent compte qu'ils ont trop vite et trop aveuglément obéi aux injonctions des Trade-unions ou plutôt des comités qui y font la loi. Déjà, la perspective d'un équilibre prochainement rétabli et la certitude de crédits étrangers ont assuré la stabilité de la livre. Le ministère va pouvoir, avec plus de sérénité d'esprit, aborder la réalisation de son programme. La France lui souhaite le meilleur succès et se félicite d'avoir pu faciliter sa tâche.

La lutte de M. MacDonald et de ceux qui ont eu le courage de le suivre contre leurs anciens amis prend une importance symbolique et universelle; elle pose dans ses vrais termes un problème essentiel, celui-là même qui sépare la conception socialiste de la conception capitaliste de la société. Le fossé est aujourd'hui plus profond et plus net. M. Léon Blum, d'abord stupéfait et consterné par la résolution de M. MacDonald, se réjouit que la masse du parti ait abandonné son chef. Pour lui, la panique a été déchaînée sans motif; c'est un coup monté de la réaction et de la finance, auquel M. MacDonald a eu le tort de ne pas répondre en dissolvant le Parlement. Mais maintenant, il n'est plus qu'un transfuge et l'avenir du Labour est assuré. Ce ne sont pas, comme affecte de le croire M. Blum, « les premières conquêtes du peuple ouvrier, les premiers progrès de la législation sociale » qui sont menacés; personne n'en réclame la destruction, mais personne ne peut admettre que le syndicalisme se dresse contre l'État ou prétende absorber l'État. Ce ne sont pas leurs ennemis extérieurs, s'il en est, qui menacent « les conquêtes du prolétariat », ce sont les abus que les politiciens socialistes prétendent imposer. La société, lorsque le travail vient à manquer à un ouvrier de bonne volonté, se doit à elle-même d'assurer le pain à sa famille et à lui-même,

et de subvenir à ses besoins, soit par l'action directe de l'État, soit, comme M. Lewandowski a montré à nos lecteurs que cela se passe en Amérique, par l'initiative privée encouragée par l'État; mais si l'on imagine un pays où les principales branches de la production viendraient à s'arrêter, il est évident qu'au bout de peu de temps il deviendrait radicalement incapable de nourrir la foule de ses chômeurs, car le trésor public serait à sec, et il deviendrait impossible de le remplir. Il y a donc une juste mesure à trouver et à garder.

L'État syndicaliste, l'État technique, que certaines écoles de théoriciens avaient imaginé, n'est ni possible, ni souhaitable, car l'État qui a la charge des intérêts de toutes les classes de la société est au-dessus d'elles et ne doit pas, comme en Russie, être absorbé par l'une d'elles. L'organisation corporative a son rôle et sa place, mais dans un ensemble sainement équilibré. Il est impossible et il serait inique de ne considérer, dans l'homme, que le producteur. La formule de Proudhon : « l'atelier fera disparaître le gouvernement », n'est qu'une utopie d'ailleurs peu attrayante. Il n'est pas douteux, — M. André Siegfried l'a montré dans son livre excellent, *la Crise britannique au XX<sup>e</sup> siècle*, — que les Trade-unions, dans leur sollicitude pour les ouvriers qui ne travaillent pas, ont encouragé et contribuent à perpétuer le chômage. Personne, en Angleterre, ne conteste que des abus nombreux et scandaleux se soient développés. Le conseil général des Trade-unions, en s'opposant à une révision des allocations, compromet la cause qu'il veut servir. Le pire des abus, parce qu'il corrompt l'avenir, c'est le syndicalisme en lutte contre l'État et contre l'intérêt général qui est, en définitive, le sien propre. La doctrine pernicieuse et fausse de la lutte des classes aboutit fatallement à de telles absurdités. La vérité naturelle, sociale et morale, c'est l'équilibre harmonieux des pouvoirs et la collaboration de toutes les catégories humaines qui constituent la société.

RENÉ PINON.

it,  
se  
t;  
la  
de  
la  
il  
ste

de  
car  
la  
sie,  
son  
. Il  
me,  
pa-  
peu  
tré

—  
i ne  
r le  
bus  
éral  
ons,  
arce  
ntre  
sien  
asses  
elle,  
et la  
nt la